

سنة ١٤٠٠ هـ

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13889 - 4,50 F

JEUDI 5 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

Panama : un camouflet pour M. Bush

UNE fois encore, l'« homme fort » du Panama a pu déjouer, mardi 3 octobre, une tentative de putsch. Les opposants au général Manuel Antonio Noriega n'ont eu que quelques heures pour croire à la « mise à la retraite », promise par les officiers rebelles, de leur ennemi juré. Le général, aidé de sa garde prétorienne, a retourné rapidement la situation, et a ainsi infligé un nouveau camouflet aux États-Unis.

Depuis plus de trois ans, Washington a pourtant tout fait pour essayer de se débarrasser de l'encombrant général : malgré une incursion pour trafic de drogue, de multiples sanctions diplomatiques et économiques, et des appels répétés à l'armée et à l'opposition panaméennes, il résiste contre vents et marées.

DEVANT l'Assemblée générale de l'ONU, le président provisoire du Panama, M. Francisco Rodríguez, mis en place par le commandant en chef des forces armées au mépris du résultat des élections du 7 mai dernier, s'est même offert le luxe de ne rien changer à son discours, prononcé au moment même de l'insurrection. Comme s'il ne s'agissait pour lui que d'une péripétie.

Bien sûr, le mystère demeure sur l'identité des véritables organisateurs d'un complot ourdi alors que le gouvernement panaméen a de plus en plus de difficultés à payer ses fonctionnaires et ses militaires. Le président Bush, lors d'une intervention destinée à déléguer la responsabilité des États-Unis dans cette opération, a simplement reconnu l'échec de la tentative. S'il est évident que Washington n'a pas employé ses troupes pour aider les rebelles, il est tout aussi exclu qu'un tel putsch ait pu être préparé à son insu et sans un encouragement de sa part.

LES dirigeants du Nicaragua ne s'y sont pas trompés. Ils ont applaudi la « bonne nouvelle » de l'échec du coup de force qui leur avait été communiqué par leurs homologues panaméens : « La situation demeure sous le contrôle du gouvernement », légèreté contestée. « Il est difficile d'imaginer l'illustration plus déplaisante pour Washington de la bonne entente entre ceux qu'il considère comme les « deux mauvais larrons » centra-américains. Pas plus que M. Bush, M. Ronald Reagan n'avait pu, malgré tous ses efforts, mettre en échec ni le gouvernement sandiniste ni le général Noriega.

L'« homme fort » du Panama aura une fois de plus l'audace de mettre en avant son combat rationnel face à l'agression de l'« imprévisible américain ». C'est pour lui une indélébile victoire politique, même si le Panama, entré officiellement en dictature le 1^{er} septembre dernier, n'est plus que l'ombre de lui-même.

Lire nos informations page 3

M 0147 - 1005 0 - 4,50 F

3790147004500 10050

L'afflux d'Allemands de l'Est à l'ambassade de Bonn à Prague Berlin-Est autorise dix mille réfugiés à gagner la République fédérale

Après la décision des autorités est-allemandes d'autoriser, une nouvelle fois, leurs ressortissants réfugiés dans les ambassades de RFA à Varsovie et surtout à Prague à émigrer vers la République fédérale, les trains de la Deutsche Reichsbahn devaient commencer, mercredi après-midi 4 octobre, à acheminer plus de dix mille personnes en Bavière. Cependant, la RDA a décidé d'imposer à l'avenir des visas pour la sortie vers la Tchécoslovaquie.

BONN
de notre correspondant

Bis repetita... Le scénario de l'évacuation des réfugiés allemands des ambassades de Prague et de Varsovie s'est renouvelé, à quelques détails d'exécution près, sur le rythme d'un film passé en accéléré. Une première tournée de sept mille personnes avait été transportée le 1^{er} octobre par les trains de la compagnie est-allemande Deutsche Reichsbahn en République fédérale, via la RDA, selon les modalités de l'accord conclu à New York entre MM. Hans Dietrich Genscher et Oskar Fischer (le Monde du 3 octobre).

On s'apprêtait déjà à commencer les travaux de réfection des ambassades en Tchécoslovaquie et en Pologne, et les hommes politiques, en RDA comme en RFA, pensaient s'être donné suffisamment d'air, au moins jusqu'à samedi, date

de la célébration du quarantième anniversaire de la RDA.

Mais le vide créé a eu tôt fait de se remplir. Au cours des journées de lundi et de mardi, comme saisis d'un mouvement de panique, des milliers d'Allemands de l'Est convergent vers Prague, quelques centaines d'autres passaient la frontière polonaise, parfois en franchissant la Neisse à la nage. Mardi après-midi, le palais Lobkowitz, siège de la légation ouest-allemande à Prague, fermait ses portes : plus de quatre mille cinq cents personnes s'y pressaient déjà et la Croix-Rouge ouest-allemande, chargée de l'organisation technique de l'accueil, jetait l'éponge. Les autres, un millier au début, puis trois, quatre, cinq mille au fil des heures, se massaient aux portes. Certains d'entre-eux tentaient de forcer les barrières de police interdisant l'accès aux grilles du jardin.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4

L'Algérie un an après les émeutes

M. Chadli Bendjedid a placé ses hommes aux commandes pour réaliser les réformes
Il lui reste à s'assurer du soutien du FLN et d'une majorité au Parlement

La plupart des partis politiques ont lancé un appel au calme pour la journée du jeudi 5 octobre. Les autorités ont indiqué que les rassemblements pacifiques étaient autorisés.

ALGER

de notre correspondant

L'Algérie algérienne n'est jamais prise en défaut. L'austérité imposée ces dernières années par une crise économique profonde et les tares avérées d'un système dépassé par l'explosion démographique n'ont pas réussi à laminer ce trait de l'esprit vif des *habib-el-oud*, ces gosses et rouleurs de mécaniques.

Le nouveau chef du gouvernement nommé samedi 9 septembre par le président Chadli en a fait les frais dès le jeudi suivant. La verve populaire veut absolument que des milliers de jeunes suppor-

ters aient défilé vers le stade du 5-juliet, un parapluie à la main, une mouche collée sur la joue droite, pour assister à un match de foot!

Personne ici n'ignore que M. Mouloud Hamrouche fut directeur des services du protocole et de la sécurité à la présidence de la République, que le parapluie fut l'un des attributs de sa fonction et que dame nature l'a pourvu d'une tache brune sur la joue droite. La caricature, pour être un genre peu coté dans la presse officielle, n'en est pas moins appréciée d'une jeunesse avide de divertissements.

Le nouveau chef du gouvernement n'en bénéficie pas moins d'une certaine bienveillance. Sa réputation d'homme intègre et efficace a franchi les murs blancs de la présidence à l'abri desquels il travaillait depuis plusieurs années.

Le brio avec lequel il a surmonté l'épreuve de l'Assemblée nationale, qui a voté presque à l'unanimité en faveur de son programme (le Monde du 3 août), témoigne - en plus de l'efficacité des services de la présidence - d'un capital-confiance non négligeable.

Le nom de M. Mouloud Hamrouche avait déjà été avancé au mois de novembre dernier, après le référendum qui modifiait la Constitution, déchargeant le chef de l'État d'une partie de ses prérogatives sur les épaules d'un véritable chef de gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale, pour succéder au premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, balayé par la tourmente d'octobre.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite page 6

Conséquence des révocations

Prisons : une partie de la base demande l'ouverture de négociations

Après plus d'une semaine de grève, une partie des surveillants de prison, sous l'effet des lettres de révocation, poussent leurs syndicats à engager des négociations. Une majorité d'établissements reste touchée par le mouvement.

D'autre part, chez Peugeot, les grévistes de Mulhouse étaient appelés, mercredi 4 octobre, à se prononcer sur l'évacuation de la forge, condition posée par M. Calvet à l'ouverture de négociations.



Lire nos informations sur les prisons page 40 et sur Peugeot page 25

La réglementation des grèves en URSS

Le Soviet suprême a finalement opté pour un compromis entre le droit et les mesures d'exception page 4

Assassinat à Bruxelles

Un responsable de la communauté juive victime d'un attentat page 5

Le financement des partis politiques

L'amnistie, casse-tête des socialistes pages 10 et 11

Un entretien avec M. Charles Millon

Rapprocher l'UDF et l'UDC page 12

L'Europe de l'audiovisuel

Les Douze ont adopté la directive sur la télévision sans frontières page 13 - section B

CAMPUS

Les universités prises d'assaut
L'évaluation des établissements scolaires
Les stages de la semaine
pages 19 à 21 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

Des journées entières sous les arbres

M. Nallet propose une nouvelle politique forestière
mais le métier de bûcheron n'a pas la cote

SAINT-GAUDENS

de notre envoyé spécial

Du sommet de la montagne, le bruit du moteur parvient, assourdi. En contrebas, sur une piste parsemée de foin, un tracteur articulé se cramponne de ses quatre pneus pour ne pas dévaler la pente abrupte. Son treuil câblé remonte en force un fagot d'une tonne et demie. Simao Diaz, un jeune bûcheron portugais, prend à peine le temps de souffler. Il rassemble les billons de 2 mètres que son frère Joao Manuel, aux commandes de l'engin, débordera tout à l'heure en bord de route.

Dans le lointain, une mine a explosé sous un passage rocheux. De nouvelles pistes s'ouvrent tant bien que mal pour amener les

bûcherons à pied d'arbres. Les Diaz sont payés à la tâche, 48 F par tonne de bois façonné (abatage, ébranchage, coupe en bûches, emballage), plus 22 F, pour le débordage, un revenu mensuel qui peut atteindre 12000 F quand le ciel et la santé s'y prêtent, pendant les mois d'hiver. Les journées de quatorze heures sont fréquentes. S'il pleut, les rondins glissent des mains. On préfère rester en famille à Saint-Gaudens - à faire griller des *marrons* -.

Pénible, le travail ? Joao Manuel hésite, cherche des souvenirs de grande peine, l'emballage du bois est un labeur fatigant. Pour le reste, tout dépend du chantier. Une fromagerie de la région lui a proposé un emploi. Il

a préféré la forêt, le grand air, une certaine solitude et l'impression d'être son propre chef, même s'il faut courber le dos dans ces montagnes de l'Ariège. Revêtus d'épaisses salopettes, casqués, les Diaz sont des hommes à part. Après l'ours, le bûcheron est sans doute l'espèce la plus menacée des Pyrénées.

ÉRIC FOTTORINO

Lire la suite page 15 - section B

Immobilier

Une rubrique d'annonces
classées : la sélection détaillée
de maisons et d'appartements
à louer dans Paris et
en banlieue.

Pages 33 à 35

LES PORTE-BONHEUR DE FRED

Parure trèfle
à 4 feuilles
or et diamants

Bague : 22.460 F
Pendentif et chaîne : 22.460 F
Clips d'oreilles : 44.930 F

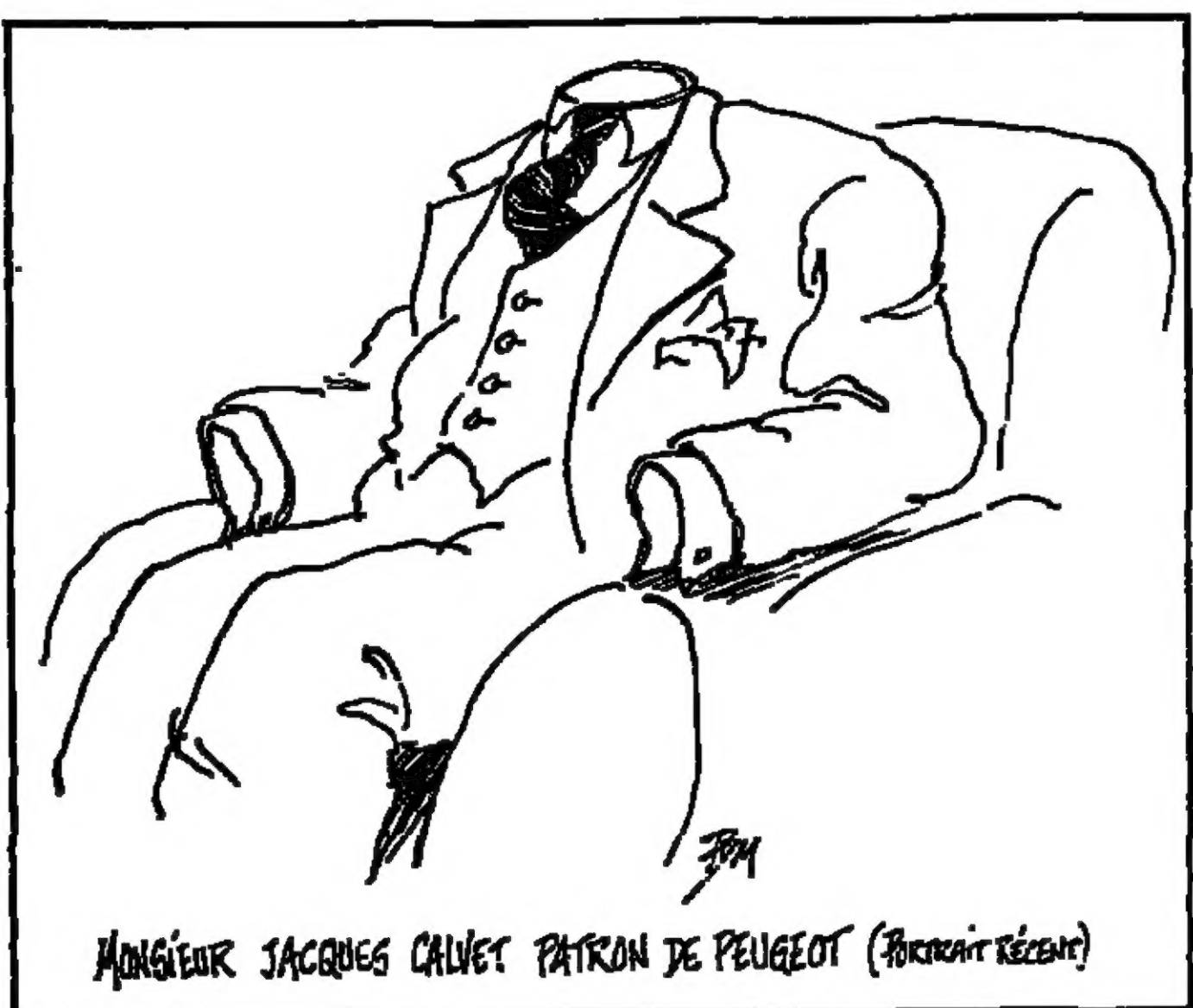
FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8 : 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz
Hôtel Méridien - Espace "Galeries Lafayette", Paris
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Deauville
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,85 \$; Espagne, 160 pes ; Grèce, 200 dr ; Italie, 1 800 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,50 ca ; Suisse, 1,80 S ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

TRAIT LIBRE



MONSIEUR JACQUES CALVET, PATRON DE PEUGEOT (Portrait récent)

AU COURRIER DU MONDE

La Chambre des recalés

Indépendamment de ses propres convictions politiques, les récentes nominations de « PQ » (personnalités qualifiées) intervenues au Conseil économique et social (le Monde du 8 septembre) ont de quoi choquer, et il faut avoir le courage de le dire.

Même si celles-ci représentent une minorité par rapport aux autres catégories socioprofessionnelles représentées, il est désolant de constater que cette noble institution consultative de la République soit ainsi en passe de devenir la Chambre des recalés ou de consolidation.

Une nouvelle maxime est ainsi en train de voir le jour : « Faites de la politique, il ne vous en coûtera rien. Mieux : Vous gagnerez un lot à chaque fois ».

Ainsi, si vous êtes :
1) ancien député (national ou européen), recalé à l'examen de présélection du parti ou à l'épreuve du suffrage universel, ne vous inquiétez pas, dans un certain délai, vous siégerez sur les bancs du palais d'Élysée ;

2) ancienne vedette — même éphémère — d'un mouvement de contestation sociale ou estudiantine, vous vous retrouverez au CES grâce à des complicités « de gauche » que vous trouverez encore au gouvernement ;

3) un militant méritoire, à l'ombre d'un favori du jour, vous décrocherez également ce lot de consolation, à défaut d'autre chose ;

4) une star ruinée et déchuë, vous pourrez aller amuser la galerie dans les couloirs du CES, même si vous ne savez pas ce que c'est.

Plus sérieusement, il est regrettable de constater que cette institution, chargée de se « prononcer sur tout projet de loi à caractère économique et social », soit ainsi en train de subir une politisation dont elle se passerait volontiers, d'autant qu'elle symbolise la « société civile » que d'aucuns appellent de leurs vœux.

PATRICK MARTIN-GENIER (Lyon)

Contribuables, ne déménagez pas !

N'étant sans doute pas la seule à avoir ce genre de problème, j'ai jugé utile de vous faire part de mes déboîtes avec les services de recouvrement des impôts, démolies consécutives à un déménagement, alors que j'avais fait toutes les démarches adéquates.

En octobre 1988, j'adresse au percepteur de Montpellier, en même temps que le solde de mon impôt sur le revenu, les références du paiement de mes tiers provisionnels à Nice. Malgré cela, je reçois début janvier un avis de majoration de 10 % pour une somme correspondant à ces tiers déjà payés. Je renvoie une nouvelle fois les références de mes paiements.

Courant avril, je reçois un commandement de payer pour ces sommes avec menace de saisie. A la perception, où je me rends alors, on me dit : « de ne pas m'inquiéter », qu'on m'a envoyé ce commandement parce que la perception de Nice ne leur a pas viré les sommes en question !

Me méfiant malgré tout, j'écris à la trésorerie générale de l'Hérault, et, fin juillet, celle-ci me donne raison. Je crois l'affaire arrangée, mais je me trompe : je viens de recevoir une visite de l'huissier pour une saisie. Par un heureux hasard, j'étais chez moi en arrêt de maladie et j'ai pu produire les preuves que cette saisie était opérée à tort.

Il est peut-être utile que les contribuables sachent :

a) qu'ils peuvent être tenus responsables des négligences d'un service du ministère des finances ;

b) qu'ils risquent de trouver à leur retour de vacances leurs meubles saisis (ce qui me serait arrivé si j'avais été en vacances à ce moment-là), pour des impôts qu'ils ont déjà payés.

JOELLE SIMONY-LAFONTAINE (Montpellier)

DEMAIN DANS Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

LITTEDES D'ITALIE

Rencontre avec Leonardo Sciascia.

Les romanciers italiens au Salon du livre de Bordeaux.

PROFILS PERDUS

Les auteurs masqués de trois romans : Anne Bragance, Esther Hemwood et Linda Lâ.

AFFAIRES

LA COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

Un reportage sur l'itinéraire de Marc Fournier, président de la Compagnie de navigation mixte. Après avoir développé son conglomérat (industrie, banque et agro-alimentaire), Marc Fournier vient de vendre une partie de son secteur assurance au groupe allemand Allianz.

Armements

Une massue trop lourde

par François de Rose

DANS un entretien accordé au Monde le 14 juillet, M. Jean-Pierre Chevènement déclarait que le rapport coût-efficacité de notre outil militaire est « parmi les meilleurs du monde ».

Nul doute qu'en établissant un tel bilan, notre ministre de la Défense fasse intervenir des paramètres autres que financiers et militaires. Les possibilités d'action qu'un outil de défense donne à un gouvernement au plan international sont essentielles et peut-être déterminantes.

Ceci s'applique particulièrement aux armements nucléaires, armes de dissuasion, dont ni le coût ni l'efficacité ne peuvent être évalués en termes exclusivement ou même essentiellement budgétaires ou opérationnels. Ainsi, les sommes investies par les États-Unis et l'Union soviétique dans leurs arsenaux nucléaires peuvent paraître gigantesques, mais si elles ont évité une troisième guerre mondiale, leur « rapport » au plan des économies ou des vies humaines et en valeurs de civilisation est proprement incalculable.

« Frappe unique »

Pour la France, toute idée de compétition quantitative avec les deux Grands étant exclue, l'efficacité de la menace de ses armes stratégiques est fonction du nombre et de la puissance de celles pouvant atteindre suffisamment d'objectifs importants pour que leur éventuelle destruction soit insupportable pour l'adversaire.

Les critères sont différents pour les armes que nous appelons préstratégiques et que les États-Unis et de l'OTAN nomment tactiques, pour des motifs tenant aux concepts d'emploi.

Pour nos alliés, ces armes doivent rendre crédible et exécutable le concept de riposte graduée adopté depuis que la représaille massive a cessé de répondre aux hypothèses d'agression en Europe. Leur nombre et leur variété doivent faire peser un double risque sur l'agresseur : celui d'attaques nucléaires sur ses forces de pénétration et ses bases logistiques interdisant le succès d'une stratégie de victoire éclair, et, en second lieu, celui d'une escalade en puissance et en portée pouvant impliquer son territoire. Nombre et puissance sont donc inséparables de la recherche d'efficacité.

Le problème se pose différemment pour la France dont les armes préstratégiques ne sont plus destinées à donner un coup d'arrêt à l'adversaire mais à l'avertir que, nos intérêts vitaux étant menacés, il s'expose, s'il ne s'arrête pas, au tir de nos moyens stratégiques.

Plusieurs déclarations du président de la République et du ministre de la Défense ont précisé que cet « ultime avertissement » serait donné en « une frappe unique et non renouvelable » (1).

Les engins destinés à cette mission sont le missile sol-sol Hades d'une portée de 480 kilomètres devant entrer en service en 1992 et le missile air-sol à moyenne portée (ASMP) dont l'autonomie de vol serait de 300 kilomètres environ. Il est prévu de produire soixante lanciers du premier soit cent vingt missiles pour un coût annoncé de 15 milliards de francs et soixante-quinze du second pour une somme qui, si l'on fait entrer en compte l'avion porteur, sera bien supérieure.

Ce qui pose deux questions. La première serait de comprendre pourquoi un tel signal exigerait quelque 150 à 200 vecteurs, munis pour certains d'ogives thermonucléaires d'une puissance qui pourrait se situer entre 200 et 300 kilotonnes.

L'emploi, « en une seule frappe » de ces systèmes d'armes équivalait à plusieurs centaines d'Hiroshima et peut-être même à quelques Tchernobyl si des explosions avaient lieu au niveau du sol.

Autant, par conséquent, l'efficacité de notre menace stratégique est-elle fonction d'un nombre et d'une puissance minimale des armes qui le mettrait à exécution, autant l'ultime avertissement est-il indépendant de ces contraintes puisqu'il ne s'agit pas d'influer sur le cours des opérations mais d'« avertir » que l'on change de registre et que l'on est au seuil de l'impensable. S'il fallait, pour que le message soit clair, en donner une centaine ou plus à la fois, ce serait la négation même de la notion d'avertissement.

Précisons que nous ne critiquons ni ces systèmes d'armes, ni le concept de frappe unique, ni celui d'ultime avertissement. Ce qui fait problème, c'est l'absence de cohérence entre le but annoncé, les moyens programmés et la doctrine de leur emploi.

A cela, il est parfois répondu que ces inquiétudes sont sans objet, ni la doctrine ni les moyens n'étant appelés à entrer en action, la « dialectique » de la dissuasion se situant au plan psychologique. Sans doute. Encore faut-il ne pas oublier que l'heure de la crise est aussi celle de vérité. Tout dépend alors de la crédibilité des actions des uns et des autres. La menace d'emploi d'une massue trop lourde pour être brandie serait inopérante. Plus que toute autre, une arme de dissuasion est tenue de répondre à un concept rationnel sous peine de n'être plus que l'auxiliaire d'un bluff.

On bien nous croyons à la doctrine de frappe unique d'avertissement, mais alors pourquoi ces nombres de vecteurs et de charges capables de provoquer un cataclysme sur notre continent, ou bien ces nombres et puissances se justifient par une autre stratégie. Mais alors, laquelle ?

M. Mitterrand, avec raison et pour les mêmes motifs que ses prédécesseurs, se refuse à les préciser, se contentant de dire que notre frappe devrait atteindre « qui se ferait menaçant » et que « rien ne permet d'affirmer que l'avertissement se ferait sur le territoire allemand » (2).

La souplesse du Hades

En clair, cela signifie que ces frappes viseraient des forces de l'armée soviétique, de préférence au-delà des frontières des deux Allemagnes. C'est-à-dire, étant donné le rayon d'action de nos vecteurs, en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mais, pour dépasser le territoire de l'Allemagne de l'Est, le Hades devrait être mis en position sur celui de la République fédérale. Le moins que l'on puisse dire est que le déploiement d'un tel engin entre Rhin et Elbe n'aurait pas de soi, compte tenu de la résistance de l'opinion allemande à la présence d'armes nucléaires sur son sol.

Sans doute, la remarquable souplesse de performances du Hades permettrait-elle son emploi sur des objectifs éloignés ou rapprochés avec des charges allant de quelques kilotonnes au tiers ou au quart de la mégatonne, ouvrant ainsi le maximum d'options au président de la République. Mais une salve unique qui s'échelonnait sur plu-

sieurs centaines de kilomètres et peut-être autant d'objectifs s'apparenterait plus à une offensive générale qu'à un avertissement.

Quant au missile air-sol à moyenne portée, il pourrait théoriquement atteindre les districts occidentaux de l'URSS. A condition que son avion porteur puisse être ravitaillé au-dessus du territoire ennemi. Compte tenu des défenses du pacte de Varsovie et contre un adversaire sur ses gardes, les chances de pénétration seront limitées.

Peut-être paraît-il incongru, à l'heure où les négociations sur la limitation des armements sont plus prometteuses que jamais, de discuter d'hypothèses d'agression et de concepts stratégiques. Mais si ces évolutions permettent d'envisager l'avenir « avec une plus grande espérance », comme le disait récemment M. Mitterrand, il demeure qu'au long terme que notre pays devra veiller à sa sécurité, le meilleur rendement de ses efforts de défense exigera la meilleure adéquation des concepts et des moyens de les mettre en œuvre.

Or, pour qui ne dispose que des données qui sont du domaine public, le bilan de nos programmes d'armes préstratégiques penche inexorablement du côté du coût.

Il est négatif au plan politique dans la mesure où il repose sur l'idée qu'un président français pourrait lancer sur des nations qui, en dépit de leur alliance (forcée) avec l'agresseur éventuel, n'en sont pas moins nos amis naturels et historiques, des opérations offensives d'une ampleur sans exemple dont les retombées pourraient affecter toute l'Europe. Et ce, à titre d'avertissement à un tiers ! Ce bilan n'est pas non plus justifiable au titre de la sécurité, son caractère monstrueux contredisant la rationalité de la manœuvre de dissuasion. Pour la contribuable, enfin, c'est cher payer des productions qui ne répondent pas à l'usage annoncé.

Autant de raisons pour que notre gouvernement donne les explications, on serait tenté de dire, fasse les rectifications de tir qui s'imposent.

► François de Rose est ambassadeur de France.

(1) M. Chevènement citant M. Mitterrand devant l'Académie de l'état-major soviétique à Moscou le 5 avril 1989.

(2) Le Monde du 21 octobre 1987.

Contre les bâtisseurs de mosquées

par Jean-Yves Le Gallou

« trois intégralités » — entre l'homme et le monde, le musulman et le non-musulman, le maître et l'esclave, — Jean-Pierre Péroche-Hugot cite la sourate de la Table servie :

O vous qui croyez !
Ne prenez pas pour amis les juifs et les chrétiens
Ils sont amis les uns les autres,
Celui qui parmi vous les prend pour amis est des leurs.

Il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de s'étonner si bien des prêches d'Alger, de Téhéran, du Caire ou de Paris prennent un tour anti-occidental et anti-occident.

Dans les banlieues de l'islam (3), Gilles Kepel a analysé les prêches de la mosquée Omar, rue Jean-Pierre Timbaud, à Paris. Il y a trouvé « deux thèmes complémentaires : le rejet du monde et de ses tentations, et l'aspiration à l'au-delà. Mais ici, le rejet du monde se traduit par une mise en cause radicale des idéaux et des valeurs de la société occidentale, où se trouvent immergés les travailleurs immigrés ».

Ajoutons que l'islam n'est pas seulement une spiritualité. C'est un bloc spirituel, juridique, social. C'est un ensemble de prescriptions concernant la vie quotidienne et les relations entre les hommes et les groupes. Qui dit mosquée dit encadrement religieux, et cet encadrement religieux, lorsqu'il se sentira en position de force, ne manquera pas — et, du point de vue islamique, ce sera son devoir — de demander l'application à ses ouailles de la loi coranique.

Or le Coran comprend des prescriptions péremptoirs sur la famille, l'héritage, l'école, le mariage. Lorsque les pères musulmans se séparent de leurs femmes entendront faire appliquer en France le droit coranique, le problème de celles qu'on a appelées « les mères d'Alger » se posera à Paris.

Il ne faut pas leurrer les Français. La logique de l'implantation islamique en France débouche sur la personnalité des lois : à l'aube de l'an 2000, on en reviendra aux Mérovingiens, quand un droit différent s'appliquera aux Gallo-romains et aux Français.

Déjà, l'orientaliste Bruno Etienne, entendu par la Commission de la nationalité, suggère l'adaptation de nos lois aux nécessités de l'islam et l'enseignement du droit musulman à l'école de la magistrature (4).

Il serait temps de demander à nos politiciens de faire preuve de cohérence intellectuelle. Je reconnais aux dirigeants du RPR et du PS le droit de souhaiter l'intégration des immigrés, mais alors il faut qu'ils se déclarent contre la construction des mosquées.

Je leur reconnais aussi le droit d'être favorables aux constructions de mosquées, mais alors qu'ils le disent aux citoyens français avant les élections et qu'ils se prononcent clairement en faveur d'une société multiculturelle et multiconnationale.

Quant au Front national, il est hostile à la construction de mosquées en France : parce que notre pays est une vieille nation unitaire,

parce que le christianisme est un élément essentiel de son identité, parce que la présence d'un islam conquérant sur notre sol est un danger majeur pour l'avenir.

Partout où des populations chrétiennes et musulmanes ont cohabité ou cohabitent sur un même sol, il y a eu conflit. Conflit au Liban, en Bulgarie, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Kosovo, au Soudan, en Égypte, en Éthiopie.

S'imaginer que la coexistence pacifique entre chrétiens et musulmans, qui n'a été durablement possible nulle part dans le monde, sera possible sur les rives de la Seine et du Rhône est une illusion, une utopie : apparemment souriante aujourd'hui, sûrement tragique demain.

Pour défendre l'identité de la France, pour préserver la paix civile à l'aube du troisième millénaire, il faut dire « non » aux bâtisseurs de mosquées.

► Jean-Yves Le Gallou est président du groupe du Front national au conseil général d'Ille-de-France.

(1) La France et l'islam, Le Seuil, 1989, p. 96.

(2) Lieu commun, 1983, p. 73.

(3) Le Seuil, 1987, p. 199.

(4) Op. cit., p. 242.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

هذه امة الاصل

ÉTRANGER

PANAMA : après l'échec du coup d'Etat

Le général Noriega dénonce « l'agression des Etats-Unis »

La capitale panaméenne a vécu, mardi 3 octobre, une folle journée au cours de laquelle l'homme fort (1) du pays, le général Manuel Antonio Noriega, a échappé à une nouvelle tentative de renversement. Le complot, mené par de jeunes officiers, a été déjoué après six heures de combats. A Washington, le président George Bush a démenti toute implication des militaires américains dans l'opération.

Les troupes fidèles au général Noriega, en particulier le bataillon 2000, réagissent très rapidement, en encerclant la caserne. La fusillade redouble d'intensité, ponctuée de tirs de mortiers. Une épaisse fumée s'élève au-dessus de la caserne où un incendie s'est déclaré. Des avions et des hélicoptères de l'armée américaine, qui

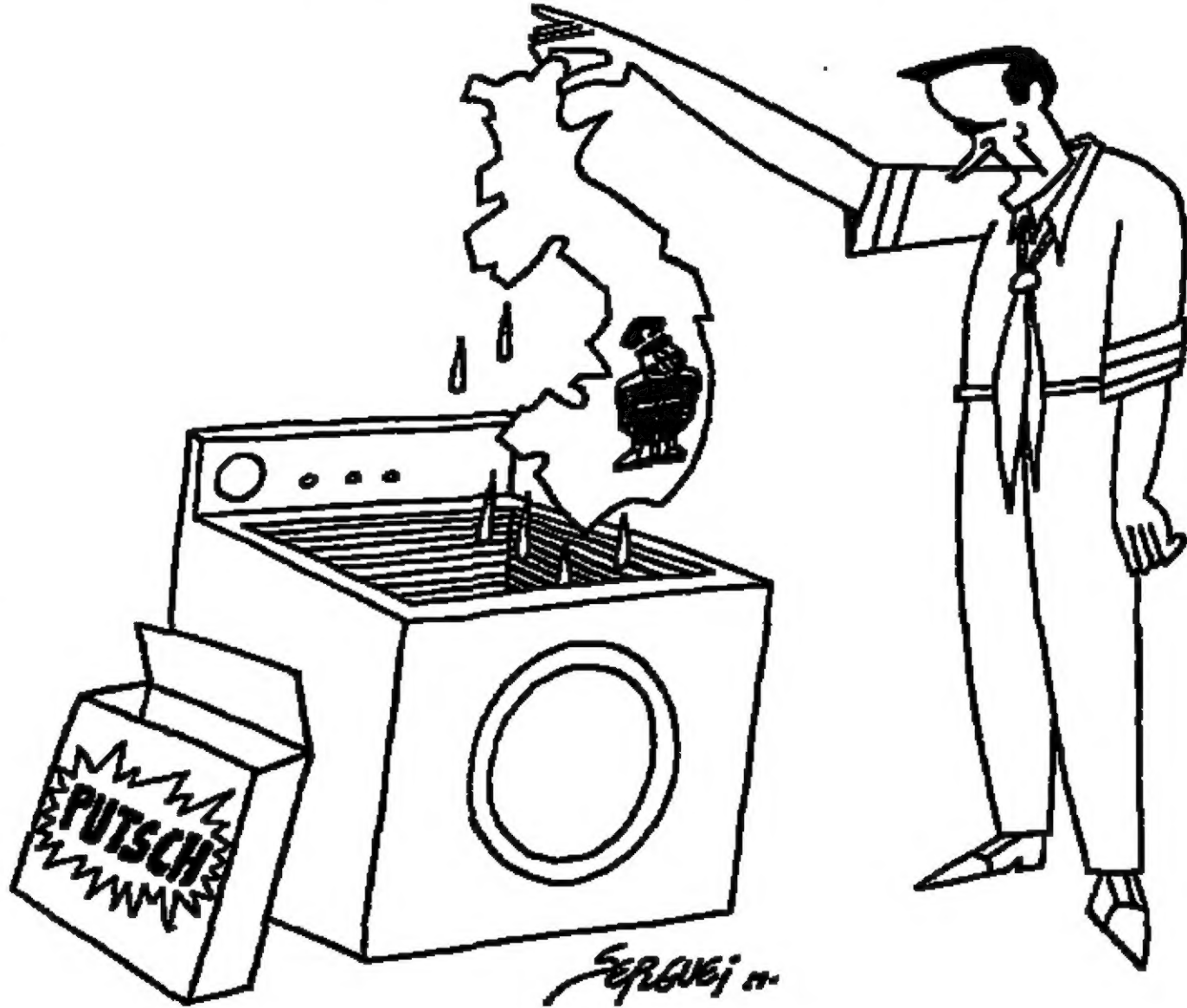
son sort durant une grande partie de la journée : il n'était pas parti pour Saint-Domingue, il n'était pas mort ni même blessé, et, sur un ton calme, il affirme qu'il avait été informé de l'imminence d'un complot. Il met en garde l'opposition civile, dont, a-t-il dit, « la campagne de désobéissance à l'égard des lois pourrait avoir un lien » avec la

de l'élection présidentielle du 7 mai, a suspendu la grève de la faim qu'il menait depuis près de deux semaines pour convaincre les Panaméens d'appuyer la campagne de boycottage. Il a quitté précipitamment le bâtiment du centre de la capitale où il se trouvait. Le dirigeant démocrate-chrétien, M. Ricardo Arias Calderon, qui avait été emprisonné au cours du week-end pendant vingt-quatre heures, est parti de son domicile pour se mettre à l'abri d'éventuelles représailles.

La population, échaudée par d'autres tentatives infructueuses de renversement du général Noriega, a fait preuve d'une grande prudence, évitant de manifester dans les rues son appui aux putschistes. Beaucoup de Panaméens, qui attendent tout de Washington, s'étonnaient de la passivité des troupes américaines. Celles-ci avaient été mises en état d'alerte maximale mais semblent s'être bornées à observer les événements et à protéger leurs installations. Pour les bataillons de la Dignité, constitués par le régime Noriega de milliers de civils armés, cette journée constitue un baptême du feu. Ils ont prouvé qu'ils pouvaient occuper la rue et dissuader ainsi l'opposition de donner ouvertement son appui à un mouvement de rébellion contre le général Noriega.

En fin de journée, un communiqué des forces de défense de Panama (FDP) a affirmé que deux des présumés putschistes se sont réfugiés dans une des bases des forces américaines stationnées le long du canal. Les autorités ont imposé un cessez-le-feu entre 20 heures et 5 heures du matin.

(1) Selon une quasi-tradition au Panama, le général Noriega se voit souvent attribuer le titre d'« homme fort » car, bien qu'il tiennne fermement en mains toutes les rênes du pouvoir, il n'en possède officiellement pas d'autre que celui de commandant en chef des forces armées. C'était aussi le cas de son prédécesseur, le général Omar Torrijos, avant que celui-ci ne devienne président.



tentative de coup d'Etat. Il dénonce enfin l'« agression des Etats-Unis » et accuse ceux-ci d'être les « principaux responsables » du soulèvement militaire.

L'opposition dans la clandestinité

Les dirigeants de l'opposition, qui menent depuis près d'un mois une campagne de boycottage économique du gouvernement — la population a été invitée à ne plus acheter de billets de loterie et à retarder au maximum le paiement des factures d'électricité — sont entrés dans la clandestinité mardi. M. Guillermo Endara, vainqueur

dispose de douze mille hommes dans ses bases situées le long du canal interocéanique, survole la capitale. La plus grande confusion règne alors. Mais, en début d'après-midi, six heures après le début des événements, les troupes loyalistes parviennent à s'emparer de la caserne de Chorrillo, puis de l'immeuble de la télévision nationale, et font annoncer que le général Noriega reste à la tête des forces armées.

Un peu plus tard, le général Noriega — revêtu de son uniforme — fait une déclaration à la télévision, mettant ainsi fin aux folles rumeurs qui avaient eu cours sur

Tout a commencé, nous signale notre correspondant en Amérique centrale, Bertrand de La Grange, un peu avant 8 heures du matin, le général Noriega entrant en voiture dans l'enceinte de la caserne de Chorrillo, située dans les vieux quartiers de la capitale. Une fusillade éclate, obligeant le général à faire demi-tour. Deux cents rebelles prennent alors le contrôle de la caserne. Deux heures plus tard, les officiers putschistes font connaître leurs revendications sur les ondes de la radio nationale : ils exigent la destitution du général Noriega et de tous les officiers de l'état-major ayant plus de vingt-cinq ans de service, conformément à la loi sur le fonctionnement des forces armées. Ils affirment que leur mouvement n'est pas politique et reconnaissent l'autorité du président provisoire, M. Francisco Rodríguez, nommé le 1^{er} septembre à la suite de l'annulation des élections reportées le 7 mai par l'opposition. Ils exigent cependant l'organisation d'un nouveau scrutin sous la supervision de l'Organisation des Etats américains (OEA). Le texte porte la signature de quatre officiers, dont celle du commandant Moisés Giraldi, chef du bataillon Urraca, chargé de la protection de la caserne. Les commerçants de la capitale ferment leurs boutiques et beaucoup d'habitants se terrent prudemment chez eux.

Une nouvelle déception pour Washington

Quelques petites heures d'espoir, et puis, très vite, une nouvelle déception. Ce n'est encore pas cette fois que l'administration Bush règlera ses comptes avec le général Noriega.

WASHINGTON
de notre correspondant

L'occasion était pourtant assez belle — ce fut « la plus sérieuse » des tentatives de renversement du

dictateur panaméen, devait décliner, mardi en fin d'après-midi, et comme en guise de consolation, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. Mais, vraisemblablement parce que les Etats-Unis se refusent toujours de mettre directement la main à la pâte, et que les troupes américaines présentes en force à Panama n'ont pas donné le coup de ponce nécessaire, le petit général à la peau grêlée a terminé la journée en vainqueur, tandis que le président Bush en était réduit à souhaiter une fois de

plus, et fort platoniquement, que la démocratie finisse par « triompher » au Panama.

En attendant, c'est M. Bush lui-même qui, en milieu de journée, avait prononcé l'oraison funèbre du coup d'Etat. La situation était alors encore très confuse, mais l'issue des événements ne devait guère plus faire de doute pour les dirigeants américains. Au début d'un entretien avec le général Iazov, ministre soviétique de la défense, qu'il avait fait attendre une demi-heure pour cause de « briefing » panaméen, le président profita de la présence de journalistes pour faire une mise au point : « Il y a eu des rumeurs selon lesquelles il se serait agi d'une opération américaine. Je peux vous le dire, ce n'est pas vrai. »

Bien entendu, les dénégations du président américain n'ont pas empêché le général Noriega d'affirmer, en soirée, que les Etats-Unis étaient « les principaux responsables » de la rébellion avortée. Mais si, à Washington, on a tendance à reprocher quelque chose à l'administration, c'est plutôt sa passivité.

Le porte-parole de la Maison Blanche avait laissé entendre en début de journée que l'administration avait été informée que quelque chose se tramait (mais de telles indications avaient déjà été transmises à de nombreuses reprises au cours des derniers mois, sans être suivies d'effet). Si les forces américaines présentes dans leurs bases panaméennes (douze mille hommes) ont été mises en état d'alerte maximum (nom de code « delta ») presque aussitôt après le début de la rébellion, tout indique qu'elles sont restées en dehors des événements, comme l'ont assuré avec force le porte-parole officiel, en particulier celui du Pentagone.

C'est bien là ce qui a rendu particulièrement amer un certain nombre de membres du Congrès, en particulier le sénateur démocrate David Boren, qui, en tant que président de la commission du renseignement, avait en droit, en cours de journée, à une réunion d'information confidentielle sur les événements. « La moindre démonstration de force aurait pu faire pencher la balance dans l'autre sens », déclarait mardi soir le sénateur Boren à la chaîne de télévision ABC.

Mais l'administration a préféré s'en tenir à sa « doctrine » pana-

méenne, telle qu'elle a été définie depuis plusieurs mois par le président Bush : les troupes américaines ne doivent intervenir que dans deux cas seulement : pour protéger, si nécessaire, le canal et ses installations, ou bien si la sécurité des Américains sur place, civils ou militaires, l'exige ; rien de tel ne s'est apparemment produit mardi (la quasi-totalité des familles des soldats américains ont d'ailleurs quitté le pays depuis un certain temps).

Washington a tout essayé

Les responsables américains ne manquent pas d'excellents arguments pour justifier ces règles de non-engagement, à commencer par l'effet désastreux que tout coup de bâton de l'oncle Sam pourrait avoir sur l'ensemble de l'Amérique centrale et latine. Mais il est tout aussi vrai que M. Bush ne s'est pas privé d'appeler quasi ouvertement, dès le mois de mai dernier, les forces de défense panaméennes à rétablir la « démocratie » au Panama, et qu'il n'a apparemment pas fait ce qu'il fallait pour leur faciliter la tâche le moment décisif.

L'administration va-t-elle continuer à attendre que d'autres militaires panaméens, plus nombreux ou mieux organisés, se lancent, seuls, dans une nouvelle tentative et fassent cette fois le travail jusqu'au bout ? Comme le rappelle, mardi soir, M. Elliott Abrams, qui fut un foudroyant secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Amérique latine sous l'administration Reagan, les Etats-Unis ont presque tout essayé pour se débarrasser du général Noriega : inculpation pour complicité dans le trafic de drogue, pressions économiques, efforts diplomatiques, appels à l'opinion et à l'armée panaméenne. Tout, sauf la force (M. Abrams lui-même s'était heurté aux très fortes résistances du Pentagone quand il avait suggéré une opération de commando destinée à enlever le général).

M. Bush n'a joué du muscle que fort symboliquement, lorsque, au lendemain de l'annulation des élections, il a envoyé deux mille soldats supplémentaires sur place : ils y sont toujours, et le général Noriega aussi.

JAN KRAUZE

Trois ans de pressions

Dernier développement en date d'une crise politique à rebondissements, la tentative de putsch des jeunes officiers des forces armées panaméennes a tourné court. Après trois ans de pressions et de soutien plus ou moins ouvert aux efforts de « désattribution » du régime Noriega, le gouvernement américain est, lui aussi, tenu en échec.

C'est en effet en 1988 que les accusations américaines contre celui qui fut un temps collaborateur de la CIA éclatèrent au grand jour : le général Noriega, accusé de détournement d'Etat et la Maison Blanche, est « impliqué dans le trafic de drogue ». Une enquête est ouverte, elle se conclut en février 1988 par la mise en accusation du général devant deux tribunaux de Floride : il risque quarante-cinq ans de prison et des millions de dollars d'amende.

Le général Noriega riposte en jouant la carte nationaliste, il accuse les Etats-Unis de vouloir remettre en question les accords Torrijos-Carter de 1977, qui prévoient en l'an 2000 le transfert à Panama de l'administration du canal interocéanique. Sur le plan intérieur, surtout, il fait destituer le président Eric Delvalle et installe un homme à lui, M. Manuel Solís Palma, à la tête de l'Etat. Dès lors la rupture est consommée, les événements s'accroissent.

Au printemps 1988, alors que Washington soutient le président déchu et

l'opposition qui vient de lancer une grève générale, Manuel Antonio Noriega survit à une première tentative de putsch, le 18 mars, conduite par le chef de la police nationale, le colonel Leonidas Macías. Ni la crise financière provoquée par les sanctions économiques américaines contre son pays ni la « croisade civique » déclenchée par les opposants ne lui font lâcher prise.

Le 7 mai 1989, lors de l'élection présidentielle, le gouvernement annonce la victoire de son candidat, M. Carlos Duque, l'opposition soutenue par Washington — dénonce la fraude et annonce la victoire de M. Guillermo Endara, candidat de l'Alliance démocratique. Le lendemain, de violents affrontements éclatent à Panama. On compte cinq morts et vingt-trois blessés. Le 10 mai, pour « restaurer le calme », un tribunal électoral annule le scrutin.

Le 15 mai, le président Bush, qui a rappelé son ambassadeur et renforcé ses troupes sur place, en appelle « aux forces armées et au peuple panaméen » pour renverser le général Noriega. Sans résultat.

Le 31 août, après l'échec d'une médiation de l'OEA (Organisation des Etats américains), ainsi qu'une tentative de dialogue avec l'opposition, le Conseil d'Etat de Panama désigne un gouvernement provisoire pour six mois et dissout le Parlement.

COLOMBIE

Assassinat d'un évêque

Mgr Jesus Emilio Jaramillo, évêque de la province frontalière d'Aracataca, dans l'est de la Colombie, a été assassiné, a annoncé, mardi 3 octobre, un dirigeant de l'armée qui a attribué ce crime à un mouvement de guérilla d'extrême gauche, l'Armée de libération nationale (ELN). Le prélat avait été séquestré, lundi, par un commando ; il a été tué de plusieurs balles dans la tête. L'attentat n'a pas été revendiqué.

C'est la première fois qu'un évêque est assassiné en Colombie. Placé sous la direction d'un ancien prêtre espagnol, l'ELN est l'organisation la plus active et la plus violente de la guérilla colombienne et, contrairement aux autres mouvements de lutte armée, elle rejette systématiquement les offres de paix du gouvernement du président Virgilio Barco.

D'autre part, la radio colombienne a indiqué que la Cour suprême avait confirmé le caractère constitutionnel d'un décret permettant au gouvernement d'extraire les trafiquants de drogue (vers les Etats-Unis notamment). — (AFP.)

CUBA

M. Castro reconnaît avoir fourni récemment des armes au Nicaragua

La visite de M. Edouard Chevannes à La Havane, mercredi 4 octobre, s'annonce difficile, car M. Fidel Castro vient de reconnaître — selon des sources diplomatiques — que Cuba avait récemment fourni des armes légères au gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Un des thèmes principaux des entretiens que vient d'avoir le ministre soviétique des affaires étrangères avec le secrétaire d'Etat américain James Baker, a été les livraisons d'armes en Amérique centrale en provenance du camp communiste. Les Etats-Unis souhaitent, en effet, que l'URSS tiennent sa parole de ne plus livrer d'armes au Nicaragua et fasse pression pour que ses alliés se comportent de même.

Le leader cubain n'a pas précisé si les livraisons avaient été effectuées en accord avec l'URSS. Il a toutefois laissé penser le contraire en soulignant que ces armes légères et leurs munitions, fournies en petite quantité, étaient en possession de Cuba depuis longtemps. Il a bien souligné, selon les sources diplomatiques à La Havane, qu'il n'y avait pas eu de livraisons d'hélicoptères, comme l'affirmaient des informations divulguées aux Etats-Unis. — (AFP.)

PATRICE DE BEER

LA CHINE

Le réveil du dragon

"Un livre très ordonné, abondant, à la fois reportage et guide politiques, qui éclaircit le lecteur."

JEAN-LUC DOMENACH
LE MONDE

"D'un brio exceptionnel, la première relation détaillée des années Deng." ALAIN-GÉRARD SIAMA, LE FIGARO

Chez votre libraire
378 pages, 125 F

Centurion

op lourde

de mosquées

Le Monde

EUROPE

L'afflux d'Allemands de l'Est à l'ambassade de Bonn

L'exode massif des Allemands de l'Est vers la RFA continue. Plusieurs trains de la Deutsche Reichsbahn, la compagnie ferroviaire de la RDA, devaient commencer à transporter en Bavière, mercredi 4 octobre, plus de six mille personnes réfugiées à l'ambassade de la République fédérale à Prague.

Dans son édition de mardi, la Pravda, l'organe du Parti communiste soviétique, a accusé le gouvernement de Bonn de s'immiscer dans les

affaires intérieures de la RDA en permettant à ses ambassades, à Prague et à Varsovie, d'accorder l'asile à des réfugiés. « Ces missions, écrit notamment le journal, se sont comportées au cours des deux dernières semaines d'une façon qui n'a rien à voir avec une activité diplomatique normale, puisque les personnes qui souhaitent émigrer en RFA ne possèdent pas les papiers adéquats (...). Ce n'est certainement pas un

hasard si cette campagne de propagande contre Berlin-Est a été lancée au moment où la RDA s'apprête à célébrer son quarantième anniversaire ». La Pravda, employant volontiers un langage de « guerre froide », soupçonne la RFA de vouloir « déstabiliser » l'Europe centrale, et dénonce « la prétention de Bonn à jouer le gardien de tous les Allemands, basée sur l'illusion de l'existence d'un Reich allemand avec les frontières de 1937 ».

D'une façon générale, la direction soviétique paraît embarrassée par cette affaire à la veille de l'arrivée de M. Mikhaïl Gorbatchev à Berlin-Est. Moscou a certes choisi la réserve diplomatique en insistant officiellement sur le fait que la question relevait de la « compétence » de la RDA, mais plusieurs personnalités soviétiques appartenant au camp des réformateurs n'ont pas caché que l'exode actuel reflétait la sclérose du régime de M. Honecker.

A Berlin-Est, avec ceux qui restent...

Les préparatifs pour le quarantième anniversaire de la naissance de la République démocratique allemande, samedi 7 octobre, continuent à Berlin-Est.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Devant la flamme du soldat inconnu, sur l'avenue Unter den Linden, barrières et tribunes sont en place pour le premier défilé, prévu pour mercredi soir, à la mémoire des victimes du fascisme. Les cérémonies pour l'anniversaire proprement dit, auxquelles sont attendus M. Mikhaïl Gorbatchev et les représentants de tous les pays du pacte de Varsovie, ne commenceront que vendredi soir.

D'ici là, le pays retient son souffle. La fuite éperdue vers la Tchécoslovaquie, les manifestations de Leipzig, n'empêcheront pas le régime de célébrer, coûte que coûte, un anniversaire qui pourrait bien cependant marquer un tournant dans son histoire. Aujourd'hui, pour l'opposition, il y a ce qu'on peut faire jusqu'au 7 octobre, et ensuite, c'est l'inconnu.

Les tentatives pour structurer le mécontentement, auxquelles on assiste depuis le mois d'août, représentent un premier effort sérieux pour trouver une autre voie que la fuite pure et simple. Pour la première fois, au moment

même où la situation à l'ambassade de la République fédérale à Prague atteignait son point le plus dramatique, les manifestants de Leipzig, lundi 2 octobre, proclamaient ouvertement dans leurs slogans leur volonté de se battre sur place.

Veillée

après les arrestations

Comment ? Les différents groupements apparus ces dernières semaines n'ont pas apporté de réformes très claires, et il reste à voir comment ces groupes pourraient s'entendre entre eux. En attendant, ils essaient de continuer la mobilisation. Mardi soir, quelques centaines de personnes se sont retrouvées à l'église de Gethsemani, dans le quartier de Prenzlauerberg, à Berlin-Est, pour une veillée en faveur de ceux qui ont été arrêtés ces dernières semaines à Leipzig et à Berlin-Est. Cette veillée doit continuer dans les jours qui viennent. Devant l'entrée de l'église, des dizaines de bougies ont été allumées. On vient se renseigner sur les derniers événements. Le texte des appels au dialogue, formulés ces dernières semaines par les différentes unions d'artistes, est placardé sur les murs.

La vigileur avec laquelle les édiles du régime, par voie de presse officielle, ont remis à sa place le président du Parti libéral

démocrate, M. Gerlach, pourtant de tous temps inféodé au système, lorsque celui-ci a timidement demandé, à son tour, que l'on tolère des discussions, ne rassure pas sur la possibilité de voir se développer un réel mouvement d'opposition. Ce ne sont pas les voix qui ont manqué, depuis un an, à l'intérieur même des organisations du Parti, pour demander des réformes, sans que cela ait jusqu'à présent amené les autorités à changer leur attitude. Au contraire, les préparatifs du prochain congrès ont été l'occasion d'appeler à resserrer les rangs, à davantage de discipline.

A trois jours du 7 octobre, beaucoup redoutent qu'une fois les festivités passées, une fois reparties les journalistes attendus par centaines à Berlin-Est, la direction du Parti communiste et M. Erich Honecker auront tôt fait de montrer leur vraie couleur. Les plus cyniques comparent déjà l'exode de ces dernières semaines à travers la Hongrie et la Tchécoslovaquie au sauvetage qui avait précédé l'effondrement du mur de Berlin, en août 1961. Le bouclage de la frontière avec la Tchécoslovaquie, qui reforme une fois de plus le couvercle sur la RDA, n'a, dans ces conditions, surpris personne.

HENRI DE BRESSON

Berlin-Est autorise dix mille réfugiés à gagner la République fédérale

Suite de la première page

Matraqués, le visage en sang quelques jeunes gens parvenaient cependant à forcer le blocus de l'ambassade. On était au bord de l'émeute.

Pendant ce temps-là, à Bonn, on prend la mesure de la crise. Le chancelier Kohl interromp sa convalescence et rentre en hâte de sa maison d'Oggersheim vers la capitale fédérale. Le ministre des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, renonce à se rendre à un conseil des ministres européens à Luxembourg en raison de la situation « dramatique et tragique de Prague ». Le chancelier tente de joindre Erich Honecker au téléphone. Ce dernier lui fait savoir qu'il n'est pas disponible à cause de la préparation des cérémonies du quarantième anniversaire de la RDA. Le chancelier prend alors contact avec le premier ministre tchécoslovaque, M. Ladislav Adamec : il lui demande son aide pour assurer des conditions d'accueil décentes pour les réfugiés, à l'image de ce qui s'était passé à Budapest et à Varsovie. En fin d'après-midi, M. Adamec l'informe que cela ne serait pas nécessaire : Berlin-Est venait de l'aviser que tous les réfugiés, à l'instar de ceux qui s'étaient réfugiés à l'ambassade, allaient quitter le pays en train, via la RDA. De Varsovie, arrivait la nouvelle qu'une « solution humanitaire » allait également être appliquée aux quelque cinq cents citoyens est-allemands

encore en attente, qui sont, eux, hébergés dans des locaux mis à leur disposition par les autorités polonaises.

A dix-sept heures, le représentant permanent de la RDA à Bonn, M. Horst Neubauer, se rendait chez le ministre à la chancellerie. M. Rudolf Seiters, pour l'informer de la décision prise à Berlin-Est. Mais, à la différence de l'exode du 1^{er} octobre, qui avait eu le temps d'être préparé techniquement, celui-ci caillouille : dans la matinée de mercredi, les trains de la Reichsbahn n'étaient pas encore arrivés à Prague. A la gare de Hof, en Bavière, l'accueil a été, en revanche, perfectionné : des repas chauds attendent les nouveaux émigrés, et des cabines téléphoniques supplémentaires ont été installées pour que les réfugiés puissent immédiatement prévenir leurs familles de leur arrivée. Le convoi, au rythme d'un train toutes les deux heures, devrait se poursuivre toute la journée de mercredi.

Ces trains seront-ils les derniers qui arriveront en RFA ? La décision de Berlin-Est de rétablir les visas pour ses ressortissants désirant aller en Tchécoslovaquie va faire perdre à l'exode son caractère de masse. Mais il reste encore dans ce pays plusieurs milliers de vacanciers, et cette fermeture va peut-être les inciter à franchir le pas. A plus long terme, il est improbable que Berlin-Est puisse pérenniser cette limitation de la liberté de cir-

culation vers la Tchécoslovaquie. Prague est la seule ville étrangère et touristique rapidement et facilement accessible aux Allemands de l'Est. Ils y viennent nombreux, chaque week-end, pour se changer les idées, fréquenter des brasseries moins tristes que celles de Dresde et de Leipzig. « C'est notre Munich à nous », plaisantait tristement un jeune homme de Dresde dont le rêve était de pouvoir un jour assister à la Fête de la bière de la capitale bavaroise. La brasserie « U Fleku » à Prague rassemble, les samedis de printemps et d'été, la jeunesse populaire des faubourgs de grandes villes est-allemandes...

L'avenir se présente donc sous la forme d'un point d'interrogation qui inquiète les milieux gouvernementaux et politiques de Bonn. « Tenir la ligne, tenir la ligne à tout prix ! », entend-on comme un leitmotiv dans l'entourage de M. Genscher. Celui-ci déclarait, mercredi soir, que les événements de la journée ne devaient pas faire oublier « la responsabilité (de la RFA) vis-à-vis des seize millions d'habitants restés en RDA ». La « ligne » qu'il faut tenir, c'est, dans l'esprit du ministre des affaires étrangères, celle de la politique de maintien de liens les plus étroits possibles avec la direction est-allemande, c'est celle qui consiste à résister à la tentation de pousser les hommes au pouvoir à Berlin-Est vers l'abîme. Une attitude à laquelle se laissent volontiers aller quelques dirigeants appartenant à la droite de la CDU, comme M. Alfred Dregger qui demande à M. Honecker « d'annuler les cérémonies du 7 octobre, car il n'y a rien à fêter ».

LUC ROSENZWEIG

URSS : réglementation ou interdiction des grèves

Le Soviet suprême a opté pour un compromis entre le droit et les mesures d'exception

Jugée trop dure lundi soir, puis trop molle le lendemain matin, la résolution du Soviet suprême sur les « mesures urgentes pour assurer le bon fonctionnement (...) des secteurs de base de l'économie » a finalement été adoptée en version souple-dur.

MOSCOU

de notre correspondant

Après vingt-quatre heures de confusion, de négociations de couloirs et de réunions de commissions, le texte que les députés ont approuvé, mardi 3 octobre, dans l'après-midi, se contente, en effet, d'anticiper les dispositions les plus restrictives de la future loi sur les « conflits collectifs de travail ». Il ne s'agit plus ainsi d'interdire (premier projet) toute forme de grève durant quinze mois ni non plus (deuxième projet) d'appeler seulement à respecter des dispositions législatives qui ne sont qu'en cours d'adoption.

Le compromis trouvé consiste à faire dès maintenant interdire par cette résolution celles des grèves qui devraient bientôt être bannies par la loi. Une sorte de texte intermédiaire, en somme, qui présente le double avantage de ne pas contredire le projet de loi sur les grèves — de ne pas, donc, déjà saper le nouveau droit à coup de mesures d'exception — tout en marquant la volonté du pouvoir de réagir contre la multiplication des conflits.

Dès aujourd'hui, sont ainsi déclarés illégaux les arrêts de travail dans les transports (chemins de fer, aviation, transports urbains), l'énergie (matières premières et production), la métallurgie et les activités de maintenance. Les députés ayant, parallèlement à l'adoption de cette résolution, entamé mardi l'examen du projet de loi, ces interdictions devraient bientôt acquiescer plus de poids encore, mais il n'est pour autant pas prouvé du tout qu'elles seront respectées.

Au moment même où les députés, le secrétaire général et les ministres négociaient fébrilement leur compromis entre le droit et l'ordre, les mineurs de vingt-et-un puits de charbon d'Ukraine occidentale ont ainsi débrayé deux heures pour réclamer l'application des accords conclus à la fin de la grande grève de juillet dernier. Au même moment encore, à L'vov, plusieurs usines se sont également arrêtées deux heures, cette fois-ci pour protester contre la brutalité avec laquelle avait été réprimée, l'avant-veille, une manifestation nationaliste. Partout où le feu couve — c'est-à-dire partout en URSS — la grève est devenue une arme naturelle et c'est cet état de fait qui explique à la fois la volonté de beaucoup de députés et ministres de ne pas « accourir déjà aux mesures d'exception et celle de M. Gorbatchev d'amorcer une reprise en main du pays.

Le rôle

des syndicats

Car outre qu'elles aggravent les difficultés économiques et promettent un hiver extrêmement difficile, elles finissent aussi par fournir d'utiles arguments à l'appareil conservateur qui commence à capitaliser sur la crainte du désordre et l'hostilité aux coopérateurs, région après région, des « fronts ouvriers » se créent pour défendre la « justice sociale » contre le retour au capitalisme que constituerait la tentative de créer un « marché socialiste ».

Bastion conservateur comme dans tous les pays de l'est, l'appareil des syndicats joue là un rôle de premier plan et son quotidien, *Troud*, publie mercredi matin en « Une » de grandes photos d'une manifestation organisée mardi soir à Moscou pour conspuer « l'abandonisme et les millionnaires ». Economiste réformateur, M. Abalkin est actuellement premier vice-premier ministre et s'était fait remarquer, la semaine dernière, pour sa défense des coopératives à la tribune du Soviet suprême.

C'est tout l'ensemble des réformes économiques structurelles proposées par M. Gorbatchev et le gouvernement qui sont en fait dénoncées par ces nouvelles organisations dont l'ambition est de faire systématiquement pendant aux mouvements réformateurs et nationalistes. Dans le même numéro de *Troud*, et en « Une » à nouveau, on lit par exemple d'un « conseil des collectifs de travailleurs de Biélorussie » à réuni, le week-end dernier, sa conférence constitutive et appelle à « mettre résolument de l'ordre à tous les échelons de la production », renforcer la discipline et à strictement appliquer les lois.

Temporisation au Caucase

Comme beaucoup d'autres, cet appel a été adressé au Soviet suprême dont la résolution de mardi tempore également sur la question du Caucase. Alors que la première version du texte prévoyait d'immédiatement mettre en place dans la région une administration spéciale des chemins de fer chargée, avec l'aide de l'armée et des forces de l'ordre, de lever le blocus ferroviaire de l'Arménie, il n'en est maintenant plus question que si « cela était nécessaire ».

En pratique, cela revient à donner un nouveau délai aux Azerbaïdjanais pour débloquent les voies d'eau-mêmes et cela sans même que soit fixée (comme dans la deuxième version) de date butoir.

Volonté par M. Gorbatchev, la reprise en main fait visiblement peur aux députés, qui ont néanmoins demandé à leurs commissions et au gouvernement de préparer pour le 1^{er} décembre un projet de loi sur les chemins de fer et pour le 1^{er} novembre un texte sur les « mesures d'urgence ». Lesquelles ? Mystère total. Mais l'art du compromis n'a apparemment pas empêché M. Gorbatchev de mettre plusieurs fers au feu.

BERNARD GUETTA

POLOGNE

La majorité des militants communistes se prononcent pour un changement radical du parti

Plus de 72 % des membres du Parti ouvrier polonais (POUP) se sont prononcés, lors d'une consultation interne, pour des transformations radicales devant conduire à l'édification d'un nouveau parti, avec un nouveau programme, de nouveaux statuts et un nouveau nom.

Les résultats de ce sondage ont été commentés mardi 3 octobre, à l'ouverture du plénum du comité central, par M. Leszek Miller, secrétaire du comité central. Ils serviront de base à la discussion qui va s'engager dans les rangs du parti et qui doit préparer le onzième congrès du plénum du comité central, prévu pour le 27 janvier 1990. Cette consultation précoce (le congrès n'aurait dû avoir lieu normalement qu'à l'été 1990) a été obtenue par les réformateurs qui veulent battre le fer tant qu'il est chaud et espèrent étonner les conservateurs des instances dirigeantes du parti lors de l'élection d'un nouveau comité central. M. Miller a souligné mardi que « la forme actuelle du POUP

est dépassée et ne correspond plus à la situation nouvelle ». Il a affirmé que le courant réformateur s'était mobilisé à la faveur du sondage et que son programme « révolutionnaire » avait gagné du terrain. Un million cent quatre-vingt mille militants communistes, soit plus de la moitié des membres, ont répondu à la consultation organisée par la direction du parti. Le secrétaire du comité central s'est félicité de cette participation, en regrettant toutefois que celle des jeunes ait été très faible.

Si la grande majorité des communistes polonais s'accordent pour vouloir débarrasser le parti de toutes les séquelles du stalinisme, les avis divergent sensiblement sur les programmes qui prennent corps actuellement dans de nombreux clubs de discussions. Le Mouvement du 13 juillet à l'unanimité de Varsovie et le Mouvement des débâtements supérieurs de Cracovie sont à l'avant-garde des réformateurs. L'un de leurs représentants,

M. Piotr Radzikowski, s'est ainsi prononcé, mardi, à la tribune du comité central, pour le rejet des « dogmes de la dictature du prolétariat et du centralisme démocratique ». « L'éclatement du POUP en deux partis est préférable, a-t-il estimé, à un immobilisme qui frappe deux millions de militants communistes ». De tels bouleversements ne font pas l'unanimité, notamment parmi les membres les plus âgés du parti, ce qu'a relevé mardi M. Miller. — (AFP.)

Lech Wałęsa invité par les syndicalistes chiliens. — Le président de Solidarité se rendra au Chili du 26 au 28 octobre à l'invitation du Centre unifié ouvrier (CUT) et de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Il doit rencontrer les syndicalistes Manuel Bustos et Arturo Martner, actuellement emprisonnés, ainsi que des représentants de l'opposition et de l'Eglise. — (AFP.)

Les Douze approuvent une aide additionnelle de 300 millions d'écus à la Pologne et à la Hongrie

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis mardi 3 octobre à Luxembourg ont favorablement accueilli le plan d'action en faveur de la Pologne et de la Hongrie récemment présenté par la Commission européenne. Il s'agit, au-delà du programme d'aide alimentaire à la Pologne en cours d'exécution, de favoriser la reconstruction économique des deux pays.

Traditionnellement réticents dès lors qu'il s'agit de concours financiers ou bien d'accès à leur marché, les Douze n'ont fait cette fois aucune objection aux mesures proposées par la Commission. Muni de ce feu vert politique, celle-ci va pouvoir leur soumettre sans tarder une série de propositions en bonne et due forme visant à la mise en œuvre de son plan d'action. M. Franz Andriessen, le vice-président de la Commission chargé

des relations extérieures, a souligné que l'effort à accomplir par la Communauté devrait s'échelonner sur plusieurs années.

L'argent est aussi le nerf des réformes. Les Douze ont approuvé l'idée d'inscrire un montant de 200 millions d'écus, soit 1,4 milliard de francs, dans le budget de la Communauté pour l'année 1990. Ces crédits serviront à financer des importations nécessaires pour engager la modernisation de l'agriculture polonaise : engrais, pesticides, semences, machines, etc. Une partie pourrait être affectée à des actions de formation professionnelle qui sont jugées prioritaires à Varsovie comme à Budapest. A ces 200 millions d'écus viennent s'ajouter 100 millions d'écus (700 millions de francs) ou davantage fournis par leurs budgets nationaux par les États membres. Le conseil n'a pas indiqué comment cette charge supplémentaire serait répartie entre les Douze.

Les ministres ont accepté d'accélérer l'élimination des restrictions quantitatives à l'importation dans la Communauté qui est prévue dans les accords récemment conclus avec la Pologne et la Hongrie ; « avec effet au début 1990 », précise la déclaration adoptée par le conseil, illustrant ainsi la volonté des Douze de ne pas traîner. Ils se sont montrés ouverts à l'égard des concessions agricoles, ainsi qu'à la proposition de la Commission d'étendre aux deux pays le « système de préférence généralisée » (SPG) dès 1990. Il semble aussi acquis que la Banque européenne d'investissements pourra accorder des prêts afin de financer des investissements productifs en Pologne et en Hongrie. Les ministres des finances débattront le 9 octobre des modalités de cette opération.

Les Douze, sans les citer nommément, pressent enfin les États-Unis et le Japon de manifester, eux aussi, leur solidarité sans tarder.

PHILIPPE LEMAITRE

مكتبة ابن رشد

EUROPE

à Prague

« L'Humanité » :
« Il n'y a pas
de fumée sans feu »

L'Humanité du mercredi 4 octobre évoque l'afflux de réfugiés allemands en RFA en écrivant notamment, sous la plume de Claude Marchand, correspondant permanent du quotidien du PCF à Berlin : « Certes, il n'y a pas de fumée sans feu. La campagne menée en RFA pour déstabiliser la RDA est indéniable. Mais n'y a-t-il pas aussi des foyers d'insatisfaction, de mécontentement dans le fonctionnement même de la société de la République démocratique allemande ? (...) Cette vague intempestive d'émigration ne saurait s'expliquer par la seule pression de l'adversaire, comme on a trop tendance encore à le laisser croire, à de rares exceptions près, dans la presse du pays. »

L'Humanité relève ainsi que la presse de RDA a été « muette » sur la dernière manifestation à Leipzig. Le quotidien du PCF observe à ce propos que ce défilé « ne rassemblait pas seulement une poignée de contestataires demandant à émigrer, comme cela avait été le cas il y a un mois ».

Les Français optimistes sur l'évolution de l'Europe de l'Est. — Selon un sondage IFOP publié dans Libération du 4 octobre, 78 % des Français considèrent « plutôt avec optimisme » l'évolution actuelle de l'Europe de l'Est, les communistes étant toutefois plus pessimistes (17 %) que les sympathisants des autres partis politiques. Pour 58 % des Français, le manque de liberté constitue la principale cause du mécontentement des habitants des pays de l'Est ; 47 % estiment, d'autre part, que les Allemands de l'Est quittent leur pays pour des raisons politiques afin de passer en RFA (33 % pour des raisons économiques). Si 66 % des Français pensent que l'Allemagne de l'Ouest penchera à l'avenir davantage vers la réalisation de la Communauté européenne que vers le rapprochement avec les pays de l'Est, 63 % estiment que la réunification des deux Allemagnes serait « plutôt une bonne chose » pour la Communauté européenne.

Le Parti travailliste britannique achève une mutation dont il espère qu'elle lui ouvrira la voie vers le pouvoir. Après l'abandon formel de son ancienne doctrine de désarmement nucléaire unilatéral, il a, entendu, mardi 3 octobre au congrès de Brighton, un discours de son leader, M. Neil Kinnock, remarquablement modéré et consacrant la conversion « européenne » du Labour.

BRIGHTON
de notre envoyé spécial

M. Neil Kinnock sera-t-il un jour premier ministre ? Le leader travailliste s'explique en tout cas à convaincre l'opinion que son parti a exorcisé les démons gauchistes du passé et qu'il s'est suffisamment rénové pour prétendre à nouveau au pouvoir. Franche, raisonnable, modéré, tel est le Labour new-look que M. Kinnock se dit prêt à conduire à la victoire lors des prochaines élections.

L'effort de réflexion entamé il y a deux ans est terminé. Les travaillistes ont désormais un programme économique relativement précis, dont l'application ne constituerait nullement une rupture avec la situation actuelle et une politique de défense qui admet le principe de la dissuasion nucléaire. Réconfortés par leur succès lors des élections européennes de juin, portés par les sondages, ils se posent en parti de gouvernement.

« Le peuple britannique nous respecte à cause des changements que nous avons accomplis. Il sait que nous sommes prêts à servir le pays. » M. Kinnock a eu droit mardi 3 octobre à une longue ovation devant le congrès annuel de son parti réuni à Brighton, lorsqu'il a ainsi manifesté sa confiance

GRANDE-BRETAGNE : le congrès de Brighton

Le nouveau visage du Parti travailliste : européen, modéré, pragmatique

d'entrer au 10 Downing Street. « Nous allons gagner et nous le ferons sans alliances électorales d'aucune sorte », a-t-il ajouté. Il n'est donc pas question de procéder à des ouvertures en direction des Verts, qui viennent d'ailleurs d'affirmer ne pas le souhaiter, ou des maigres troupes socialistes de M. David Owen, lequel est, en revanche, publiquement demandeur.

Un rôle européen

M. Kinnock et son chancelier de l'Échiquier du cabinet fantôme, M. John Smith, ont précisé mardi « quel genre de socialisme le peuple britannique comprend et soutient ». Tout d'abord, il est exclu, contrairement à la mauvaise réputation du Labour dans ce domaine, de dépasser à tort et à travers l'argent du contribuable. Le système fiscal ne serait pas bouleversé, un salaire minimum horaire de 2,80 livres (28,28 F) serait établi en conformité avec l'esprit de la charte sociale de Bruxelles, et les pensions de retraite seraient indexées sur le coût de la vie.

L'intervention de l'Etat au secours des industries en difficulté ne pourrait être que ponctuelle. British Aerospace, British Gas, British Steel, BP ou Jaguar ne seraient pas renationalisés. Seul British Telecom le serait et l'eau et l'électricité, qui doivent être privatisées dans les mois à venir, retourneraient au secteur public. M. Kinnock a tourné en dérision la campagne de publicité lancée par le gouvernement pour convaincre les usagers d'acheter des actions des futures compagnies privées des caux : « Les conservateurs commencent par vous promettre la terre entière... Et ils finissent par vous vendre l'eau. »

En politique étrangère, la grande innovation est le tournant résolument proeuropéen pris par les tra-

vallistes. « Nous avons un rôle essentiel à jouer dans la Communauté européenne et nous devons faire notre travail correctement », explique M. Kinnock. M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, invité à prononcer la traditionnelle « allocution fraternelle internationale » a salué cette conversion avant de conclure en français : « Vive l'Europe ! Vive le socialisme ! Vive le Parti travailliste ! » M. Kinnock, qui serait le premier depuis soixante ans à entrer au

10 Downing Street sans avoir auparavant détenu un maroquin quelconque, a reçu mardi le soutien d'un « ancien ». M. James Callaghan, qui fut premier ministre de 1976 à 1979 et qui n'intervient pratiquement plus jamais en public, a exprimé sa satisfaction « de voir les travaillistes revenir avec M. Kinnock à leur modération traditionnelle après ce qu'il a appelé « les errements des années 80 ».

DOMINIQUE DHOMBERES

BELGIQUE

Assassinat
d'un responsable
de la communauté
juive

Le professeur Joseph Wybran, quarante-neuf ans, président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique — qui groupe une trentaine d'associations, — a été victime d'un attentat mardi 3 octobre en fin d'après-midi à Bruxelles.

M. Wybran, chef du service d'immunologie à l'hôpital universitaire Erasme, a reçu une balle dans la tête alors qu'il se trouvait dans le parking de l'hôpital. Retrouvé à côté de sa voiture, il a été aussitôt transféré à l'hôpital et opéré. Sans succès, puisqu'il est mort dans la nuit.

Cet attentat n'a pas été revendiqué, les enquêteurs estiment toutefois qu'il a été commis par des professionnels.

Le professeur Wybran, qui préside le Comité de coordination depuis 1988, était présenté comme un modéré.

Tant sur l'affaire du carnage d'Auschwitz que sur le conflit du Moyen-Orient, il n'avait jamais, selon les mots d'un autre responsable de la communauté juive de Belgique, « pris des positions en flèche ».

HONGRIE : Otto de Habsbourg n'est pas candidat à la présidence. — Otto de Habsbourg, le descendant des empereurs d'Autriche, qui a été sollicité pour occuper la présidence de la République hongroise (le Monde du 3 octobre) n'est pas candidat.

Il a déclaré qu'il préférerait se concentrer sur l'action au sein du Parlement européen pour contribuer à l'intégration future de la Hongrie dans la CEE.

Il a toutefois ajouté que, « si besoin était », il pourrait changer d'avis. — (AFP.)

GRÈCE

Fin du monopole d'Etat pour la télévision

ATHÈNES

de notre correspondant

Le Parlement grec a adopté à la majorité (conservateurs et communistes) un projet de loi permettant la « création de télévisions privées et municipales à diffusion locale » qui met fin au monopole de l'Elat. Cette loi, qui fonde par ailleurs un Conseil national de la radio-télévision (CNR), illustre la politique libérale du gouvernement transitoire du premier ministre conservateur, M. Karamanlis, formé le 2 juillet dernier avec le soutien des communistes. M. Karamanlis, qui doit présenter la démission de son gouvernement vendredi, avait promis d'assainir la vie politique et de « dépolluer la machine d'Etat ».

La réduction de la loi ne s'est pas faite sans mal, le projet initial laissant la part trop belle aux groupes de presse nationaux déjà tout-puissants en Grèce. Initialement, les permis de diffuser pour les chaînes privées devaient être accordés « par préférence » à ces groupes. Le gouvernement a dû faire marche arrière devant les vives réactions socialistes et les fortes réserves communistes. La loi

stipule dorénavant que « parmi les critères d'octroi de permis, seront prises en compte la quantité et la qualité des programmes proposés, ainsi que l'expérience et la tradition des actionnaires dans le domaine des mass media ».

Autre point contesté, le rôle simplement consultatif du CNR dans l'octroi des permis qui seront accordés par une « décision commune » des ministères de la présidence du conseil, de l'Intérieur, des finances, des transports et des communications « après avis » du CNR. Le gouvernement garde sur cette question un pouvoir absolu.

La loi déclare par ailleurs qu'aucun des actionnaires, qu'ils soient Grecs ou étrangers, ne pourra détenir plus de 25 % des parts du capital des futures sociétés anonymes qui se verront accorder des permis de sept ans renouvelables. Un quota minimal de 50 % de programmes européens, sans compter les émissions d'information, est prévu.

Malgré les faiblesses dénoncées par les socialistes, la création du CNR a été bien accueillie.

DIDIER KUNZ

INDE

CIRCUIT 10 JOURS « TRIANGLE D'OR »
à partir de 7 200 F*

ÉGYPTÉ

CIRCUIT 10 JOURS « PARIS-LE CAIRE-LOUXOR-PARIS »
à partir de 4 300 F*

CANARIES

SEJOUR 1 SEM. « COUNTRY CLUB AQUARIUS »
à partir de 3 660 F*

TUNISIE

SEJOUR 1 SEMAINE
à partir de 1 720 F* NABEUL
à partir de 2 230 F* DJERBA

GRÈCE

SEJOUR 1 SEMAINE « ERMONI »
à partir de 2 490 F*

MAROC

SEJOUR 1 SEM. MARRAKECH
à partir de 2 100 F* (par avion)

ESPAGNE

SEJOUR 1 SEM. TORREMOLINOS
à partir de 2 010 F*

* Ces prix par personne comprennent : transport aérien Paris/Paris. Transferts aéroport hôtel/aéroport. Logement en chambre double, pension complète (sauf Marrakech). Boissons à table. Assurance, assistance, rapatriement.

PARIS
24, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS. 42.96.14.12
13, rue des Pyramides 75001 PARIS. 42.60.35.98
108, rue Montmartre 75002 PARIS. 42.21.03.65
26, rue Soufflot 75005 PARIS. 43.25.43.99
14, rue Lafayette 75009. 47.70.58.58
68, boulevard Voltaire 75011 PARIS. 48.06.79.65
49, avenue d'Italie 75013 PARIS. 44.24.38.38
29, avenue de Général Lederc 75014 PARIS. 43.35.37.38
109, rue Lecourbe 75015 PARIS. 48.28.32.28
BANLIEUE
15, rue de Paris 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE. 34.51.33.77

PROVINCE
2, avenue des Belges 13100 AIX-EN-PROVINCE. 42.38.37.67
15, boulevard Foch 49100 ANGERS. 41.87.98.17
8, place Pie 94000 ANTONY. 90.86.82.00
7, rue Bouslingault 79200 BRET. 98.43.44.88
117, rue Saint-Jean 14000 CAEN. 31.79.05.50
68, rue des Godrans 21000 DIJON
175, rue de la Barrière-St-Marc
45400 FLEURY-LES-AUBRAIS 38.61.53.05
12, place Victor Hugo 38000 GRENOBLE. 76.46.01.37
2, place Bellecour 69002 LYON. 78.92.90.22

10, rue du Jeune Anacharsis 13001 MARSEILLE. 91.54.11.10
33, cours Gambetta 34000 MONTPELLIER. 67.58.84.84
1, rue des 3 Croisants 44000 NANTES. 40.08.06.00
85, boulevard Gambetta 06000 NICE. 93.86.33.13
1, rue d'Illes 45000 ORLÈANS. 38.81.11.55
61, place Drouot d'Erion. 51100 REIMS. 26.40.56.10
2, quai Emile-Zola 35000 RENNES. 99.78.30.30
130, rue Jeanne d'Arc 76000 ROUEN. 35.71.81.05
8, rue de la République 41000 ST-ETIENNE. 77.41.95.01
1, rue Colbert 37000 TOURS. 47.20.49.50
133, cours Emile Zola 69100 VILLEURBANNE. 78.03.70.00

Les prix du monde changent !



club
aquarius
l'autre club
15 AQUARIUS

AFRIQUE

L'Algérie un an

Effervescence

Chez le chef des islamistes à l'heure de la prière

Le Front islamique du salut est déjà un parti important en raison de la crise sociale et du désarroi culturel



ALGER
de notre envoyé spécial

Les agents de la sécurité militaire, déguisés en clients dans le hall de l'hôtel El-Djazir — ex-Saint-Georges, — en attendant pour leur agent. En venant nous chercher, M. Abassi Madani, président du Front islamique du salut (FIS), premier parti d'inspiration religieuse reconnu au Maghreb, n'est pas passé inaperçu. Le personnel s'incline respectueusement devant ce petit homme barbu, vêtu d'une longue tunique blanche, qui prend un plaisir évident à distribuer des poignées de main et à faire la démonstration de sa popularité jusque dans cet antre pour étrangers.

« Je suis un homme très simple qui mange en marchant », nous avait-il dit au téléphone. C'est pourtant au volant d'une Mercedes qu'il nous conduisit chez lui. Pas d'ostentation, plutôt la volonté de montrer tout de suite qu'il n'est pas contre le progrès. De jeunes barbus, également tout de blanc vêtus, nous escortent chez le maître, dans l'escalier d'un immeuble pas somptueux mais exceptionnellement bien tenu, selon les normes algériennes. Conversations hâtives, échanges de documents : M. Madani revient de Blida et il sera le lendemain à deux cents kilomètres d'Alger pour un nouveau meeting. Il n'arrête pas, depuis la reconnaissance officielle d'une formation qui draine déjà les foules.

Quand M. Madani avait été arrêté en 1982, pour douze mois de détention, nous avions utilisé certaines « informations » du ministère de l'Intérieur sur son compte. Sans avoir l'air d'y toucher, il apporte, en nous racontant sa vie, les correctifs qui s'imposent. Né en 1931 dans les Aurès, études dans des établissements français et à l'école coranique. Arrestation en 1954 pour avoir posé des bombes à la radio d'Alger, procès en compagnie de M. Bitat, actuel président de l'Assemblée nationale, incarcération jusqu'en 1962, reprises des études, licence en philosophie, doctorat de troisième cycle qui lui permet d'enseigner actuellement à la faculté des sciences humaines, long séjour à Londres pour des cours universitaires.

Ayant commencé ses études à l'étranger pendant l'expatriation de son père, l'un des cinq fils fréquentera, « à titre de transition », le lycée français d'Alger durant quelques années. A l'époque de son arrestation, cela avait permis aux autorités de dénoncer le « double langage » de M. Madani.

Anglophone et parlant correctement le français, notre hôte, dont la précision n'est pas la qualité dominante, se débat avec nos questions sur le bilinguisme. « Il faut un bon correctif et rentable avec la France. On

est voisin, même au sens civilisationnel. On doit avoir une relation d'aide complémentaire, mais dans le respect de l'autre. Nous considérons que la langue est un instrument mais pas une chaîne. L'Algérie doit être indépendante culturellement, la langue ne doit pas nous entraver. » La primauté de l'arabe étant admise, le français aura-t-il une place spécifique ou sera-t-il une langue étrangère parmi d'autres ? « Nous laissons ce choix à nos enfants, c'est à eux de décider de l'avenir. »

Vers 19 heures, le fameux fils lycéen apporte un tapis dans le salon pour le marabout, la prière du soir. « Cinq minutes pour Dieu, est-ce trop ? », demande M. Madani en s'excusant de cette interruption, et de se recueillir avec deux de ses fils et quelques fidèles. Prosternations, longue et belle psalmodie. On a beau s'irriter des réponses entortillées de l'interlocuteur et se rappeler ses déclarations inquiétantes à une revue de M. Ben Bella (Le Monde du 8 avril), on ne peut se fermer à une émotion esthétique qui devient cette harmonie de la prière, ni se déprendre d'un certain respect pour ces hommes bien dans leur peau au milieu des citadins algériens déboussolés.

Force tranquille

Cette sensation d'être devant une force tranquille, bien loin de l'agitation des partis ordinaires, nous la retrouverons devant la mosquée El-Sunna, une ancienne annexe industrielle transformée en lieu de dévotion au cœur de Bab-El-Oued. Des haut-parleurs sont accrochés dans la rue étroite qui y conduit, pour diffuser les prêches de l'imam Bel-Hadi, autre dirigeant du FIS.

A gauche du bâtiment, sans aucun caractère mais devenue un haut-lieu de l'islam algérien, une annexe du FIS s'est ouverte. Les « barbus », eux, ont déjà les téléphones. Des centaines de cassettes sont disponibles pour ceux qui veulent disposer de l'enregistrement de la bonne parole.

Des gens de toutes conditions viennent se renseigner auprès du permanentier, un employé de banque « en congé de maladie ». Des militants repartent avec des piles de bulletins d'adhésion distribués partout dans le pays. Ils contiennent des demandes de renseignements sur la situation de famille, le métier, les revenus. « Un conseil examine chaque cas et fixe le montant des cotisations. Nous avons déjà plus de trois millions de demandes. »

Bien avant la légalisation du FIS, les islamistes avaient montré leur respect d'organisation avec des groupes d'entraide sociale visitant par exemple les malades hospitalisés et leur

offrant un extra au dîner du vendredi, ou distribuant gratuitement de l'eau dans les quartiers où, quand les robinets ne coulent plus, les précieux liquides sont cédés au prix fort par des marchands ambulants.

Le premier test de popularité du FIS sera sans doute les élections municipales, prévues pour mars 1990. Une victoire pourrait faire sortir de leur situation confortable consistant à critiquer les carences du pouvoir sans avoir à faire la preuve de leur compétence en matière de gestion. Mais leur stratégie à long terme n'est pas d'ordre économique, elle vise à combler le vide culturel dans un pays qui, partagé entre le monde arabe et l'Europe, connaît un grave problème d'identité.

Crise de l'enseignement

Les islamistes sont logiques avec eux-mêmes quand ils poussent à l'accélération de l'arabisation. Depuis deux ans, celle-ci est achevée dans l'enseignement secondaire (après le primaire). La satisfaction d'une aspiration en soi compréhensible a entraîné une chute du niveau, en raison du manque de moyens et de professeurs qualifiés et, plus fondamentalement, à cause des problèmes d'adaptation dans l'enseignement scientifique.

Cependant, bénéficiant pour le moins de la passivité des autorités de tutelle, des marxistes ont, en juin, imposé leur loi au sein d'une commission de réforme du système éducatif. Actuellement, le français est enseigné à partir de l'équivalent de notre ancienne huitième. Les « réformistes » veulent que cet apprentissage d'une deuxième langue commence en cinquième, et qu'il s'agisse... de l'anglais.

Les deux partis à dominante kabyle — Rassemblement pour la culture et la démocratie et Front des forces socialistes — ont protesté, le parti de M. Aït-Ahmed osant dire : « Le pluralisme scolaire est une richesse indéniable. Les propos relatifs au remplacement de la langue française par la langue anglaise qui fut, elle aussi, une langue de la colonisation pour un grand nombre de peuples, traduisent un manque total de réalisme et une fuite en avant. »

A côté de ces prises de position, combien de silences gênés et de discours biaisés, même parmi ceux dont les fils et les filles sont victimes de la faillite du système éducatif ! C'est le règne du chacun pour soi, à la recherche d'une inscription dans une université parisienne, d'une suture pour l'installation définitive des grands enfants en France ou au Canada. Puisqu'il n'y a plus de sujets tabous en Algérie, il faudra qu'on y parle un jour de la fuite des cerveaux dans la génération d'après l'indépendance.

J. DE LA G.

La liberté s'installe, les nouveaux partis se multiplient, mais la vie quotidienne reste aussi difficile...

ALGER

de notre envoyé spécial

« Ce sera une vraie démocratie, le peuple algérien nous prendra au mot », assure M. Abdelhamid Mehri en nous recevant au siège du FLN. Le secrétaire général de l'ancien parti unique mesure-t-il jusqu'où va cette exigence ? Invoquant l'égalité des chances, des Algérois s'insurgent contre l'occupation par ses services de ces huit étages et de ce balcon chargé d'histoire sur l'Esplanade de l'Afrique. Au milieu de la décennie, en plein triomphalisme, l'ex-« portier » s'était installé dans l'ancien Palais du gouvernement. « De quel droit ? », demandent maintenant certains.

Un carton et des punaises en guise de plaque sur les boîtes aux lettres de rez-de-chaussée crasseux, au milieu d'une valse de courriers en attendant la pose hypothétique du téléphone, les dirigeants des nouveaux partis ne tiennent pas encore de propos aussi incohérents. Il leur suffit de goûter aux délices de la polémique entre personnes, du communiqué de presse, de la « mise au point », repris juste dans les colonnes de *Moudjahid*, dont la dernière page s'est ouverte à la « vie des partis et des associations ».

Parmi les raisons qui ont amené le président Chadli à remettre en cause le monopole du FLN, il y avait évidemment la nécessité de faire des concessions après l'alerte d'octobre 1988, ainsi que, sans doute, une édition sur les transformations des régimes d'Europe de l'Est et le souci de ne pas paraître plus démodé que les voisins

marocain et tunisien, alors que progresse l'idée d'une union maghrébienne calquée sur la CEE.

Nom de l'émission de radio au cours de laquelle M. Hadjeres, premier secrétaire du Parti de l'avant-garde socialiste (communiste), s'est adressé récemment au pays après plus de trente ans de clandestinité ? « Transparence », évidemment. Chaque mercredi, l'animateur de ce grand moment d'information, en français, reçoit un hôte différent pour des débats inimaginables il y a un an. La chaîne dite « internationale » est devenue le passage obligé de tout leader qui se respecte en attendant que la voix des partis trouve un autre support écrit que les feuilles ronéotypées. Il est déjà question de la réapparition d'*Alger républicain*, le grand quotidien communiste, disparu en 1965, qui s'ouvrirait à l'expression d'autres sensibilités.

Les autorités ne cessent de distribuer les réponses favorables aux demandes d'agrément des partis, petits ou grands, cohabitationnistes ou franchement d'opposition.

Divisions kabyles

Dans les dîners en ville, on commente avec un brin de roserie ces initiatives émanant parfois de collègues ou relations familiales qui, entourés seulement de quelques amis, « se font plaisir avec une photocopieuse ». Mais, tout en soulignant l'habileté du pouvoir qui suscite ces vocations au lieu de les décourager, on admet que, désormais, celui-ci « ne peut plus faire s'importer quoi sans que cela se sache », maintenant que chacun a droit à la parole, et que « c'est déjà beaucoup ».

La stratégie du président Chadli Bendjedid

Suite de la première page

La rumeur était fondée. Mais le président Chadli, dans un triple souci politique, nommait M. Kasdi Merbah, qui allait essayer les pilules de la nouvelle fonction.

D'abord parce qu'une sorte de consensus s'était établi sur la personne de Kasdi Merbah, homme influent de l'ancien régime, considéré comme ayant fait ses preuves dans les divers gouvernements du président Chadli. Ensuite parce qu'il s'agissait d'une « tête » politique — la seule, sans doute — qui pouvait, à terme, s'ériger en recours et qu'il était impératif de casser en l'envoyant au feu promoteur des réformes qu'au fond il n'approuvait pas : en le faisant chef du gouvernement, le président Chadli lui assurait définitivement la route de la magistrature suprême. Enfin parce qu'un lendemain des sanglantes émeutes d'octobre il était prématuré de mettre en première ligne l'équipe qui, dans l'ombre, connaissait des réformes que l'appareil algérien, monolithique, n'efforçait depuis 1985 de rejeter.

Ainsi l'année Merbah — peut-être être considérée comme une période de transition nécessaire. « Mon programme va faire basculer la société algérienne tout entière d'un système à un autre », a déclaré M. Hamrouche au lendemain de sa nomination. Conscient que son cabinet ne pourra pas résoudre les problèmes de l'Algérie de 1989 sans l'adhésion populaire et la soutien des classes sociales et politiques, le chef du gouvernement compte finalement sur la convergence d'intérêts avec les partis fraîchement créés pour boucler les tabous et faire voter, ou revoter, sous la pression, de nouvelles lois. De tels textes sont indispensables pour faire descendre les réformes dans la rue, passer enfin de la théorie à la pratique, donner du concret aux Algériens majoritairement d'accord avec la politique libérale imposée par la présidence mais qui jusqu'à présent n'ont encore rien vu venir.

Jamais les pénuries n'avaient été aussi bien entretenues, savamment dosées, qu'au cours de ces derniers mois. Même le tabac manque. C'est dire l'insécurité des services de distribution et le désir d'une fraction de la bureaucratie de faire un bond d'un an en arrière ! La manœuvre, toutefois, a été éven-

tée, ce qui explique la brutalité des changements dès le début du mois de septembre. Le bioparallèle était devenu dangereux. La cohabitation entre le président Chadli et son chef de gouvernement, opposés sur la forme mais aussi sur le fond, menaçait un équilibre fragile.

Les choses sont claires désormais. L'excès est concentré dans un cercle présidentiel restreint. Car ce sont les « hommes du président » qui maintenant sont aux commandes. Les promoteurs des réformes sont sur le devant de la scène, et les Algériens s'attendent bien avoir l'occasion de les applaudir.

Certes l'homogénéité du gouvernement n'est pas parfaite. Deux clans émergent : l'un, incarné par le premier ministre et le ministre de l'économie, M. Ghazi Hidouci, appuyé par une solide équipe de technocrates formés à l'école de la planification ; l'autre, centré sur deux personnalités qui ont occupé d'importantes fonctions sous le président Boumedienne, MM. Sid Ahmed Ghozali, ministre des affaires étrangères, et El Hadi Khédiri, ministre des transports mais longtemps influent chef de la police. L'opposition n'existe pas entre ces deux clans. Ils n'ont simplement pas tout à fait la même conception du libéralisme économique. Ce qui ne doit pas empêcher le cabinet de M. Hamrouche de marcher au pas. Et c'est là l'essentiel.

Le président « locomotive »

Le chef de l'Etat, locomotive de toutes les initiatives depuis dix ans et surtout depuis l'été 1988, peut désormais se reposer sur sa « garde prétorienne » et réformatrice. Il ne manque à l'équipe du président qu'une base solide au sein du FLN. Mais l'ancien parti unique, repaire d'appareils et de fonctionnaires, puisque pendant près de trente ans le parti et l'Etat se sont confondus, montre peu d'empressement à subir l'OPA présidentielle.

Rien ne dit cependant que le congrès extraordinaire du FLN, qui ne se tiendra finalement qu'à la fin du mois de novembre, n'acceptera pas de se couler dans

Au-delà de cette effervescence, les grandes questions ont trait à un PC bien doté en cadres motivés, à un Front qui regroupe une bonne partie de la mouvance islamique, et aux Kabyles qui, même pendant les années de plomb, ont maintenu vivace une tradition de contestation et de libre débat, par exemple au sein de l'université de Tizi-Ouzou, fief du Mouvement culturel berbère. Mais, déjà, les hommes qui combattent ensemble la prison pour un combat commun se divisent et s'accusent réciproquement.

Bien qu'il s'en défende, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) est composé essentiellement de Kabyles, restés chez eux ou installés ailleurs. Son dynamisme, ses positions courageuses sur la laïcité et la nécessité du multilinguisme peuvent lui assurer une percée dans la région qui sera sans doute le laboratoire de la démocratie algérienne. Mais — son chef, le docteur Saadi, ne nous l'a pas caché — il est prêt à entrer dans une « majorité présidentielle ». Une attitude radicalement opposée à celle du Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ar-Ahmed.

Le seul fait qu'il soit question du retour éventuel de cette grande figure du combat nationaliste, animateur du soulèvement kabyle de 1963, condamné à mort, gracié, évadé et exilé depuis 1966, donne une idée du changement en Algérie. En raison de sa stature, de sa détermination — attestée dans son livre, *L'Affaire Medil*, édité cette année en France et consacré à l'assassinat d'un de ses fidèles par la sécurité militaire algérienne, sans que Paris s'en fût autant ému qu'autrefois de la mort de Ben Barka — la présence sur le terrain de M. Ar-Ahmed donnerait une autre dimension au multipartisme.

Le moule d'un parti « chadliste », assuré qu'il serait alors de conserver une position dominante. Si toutefois l'opération se révélait impossible, rien ne s'opposerait plus soit à la création d'un « parti des réformes » soit à la formation d'un « front » de partis déclarés et reconnus, partisans de la politique gouvernementale. Rien n'est encore décidé, mais toutes ces hypothèses ont été envisagées.

An lendemain des événements d'octobre 1988, le président Chadli, furieux du rôle joué par l'appareil du parti, avait choisi de le laminier et de favoriser au plus vite l'émergence de grandes familles politiques afin de contrôler des forces contraires qui auraient fini par s'annuler. Mais les organisations de masse, vivier du FLN, et l'appareil du parti ont réagi vigoureusement, contrecarrant les ambitions présidentielles.

Le chaînon manquant

Le président Chadli a alors changé son fusil d'épaule, décidant de reprendre en main le FLN et d'y « atomiser » les grands courants politiques en une nuée de petits partis, créés, pour plusieurs d'entre eux, à l'instigation des services de la présidence. Les deux mois à venir seront décisifs pour la constitution de la base politique indispensable au président.

L'étape suivante dépendra des résultats du congrès. Si le FLN se confirme « parti présidentiel », MM. Chadli Bendjedid et Mouloud Hamrouche disposeront — théoriquement — d'une Assemblée populaire nationale (APN) « acquiesce » à leur politique, puisque tous les députés ont été élus sous la bannière du FLN, et ils auront le temps d'organiser des élections législatives.

En revanche, si le FLN se déclare, au terme de son congrès extraordinaire, farouchement opposé à la politique libérale, la dissolution de l'APN deviendra impérative, dans l'espoir que le dernier chaînon manquant du dispositif — une majorité présidentielle — à l'Assemblée — viendra compléter l'appareil nécessaire aux « réformistes » pour amener l'Algérie vers des horizons passablement différents de ses anciens idéaux.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

AFRIQUE

après les émeutes démocratique

Face à ces défis, le FLN doit d'abord motiver une base militante victime de la vindicte populaire à l'automne dernier alors qu'elle avait vainement tenté d'attirer l'attention des caciques sur le mécontentement général. Il se peut que la réorganisation du parti soit précédée d'une grande levée dont la récente conférence des cadres dirigeants du FLN n'a donné qu'un avant-goût.

Le « parti de la France »

Réunis fin septembre au club des Pins, près d'Alger, quelques gros calibres du FLN, présents ou passés, se sont livrés à un défilage parfois masqué. « Que chacun déclare son ardoise et rende compte de ce qu'il a fait », a-t-il écrit M. Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères, jadis prédominant à la succession de Boumedienne, et incriminé pour sa fortune.

Plusieurs fois au club des Pins, il fut aussi question du « parti de la France », hydre jamais désignée clairement, mais qui, pour certains, se trouve dans l'entourage du président Chadi, par exemple parmi les conseillers qui préconisent un développement des sociétés à capitaux mixtes.

Dépourvue des inhibitions habituelles à l'égard de l'ancienne puissance coloniale, une Association de l'amitié Algérie-France a été créée en juin pour « raffermir les liens entre les deux peuples ». Une organisation parmi d'autres, aux buts variés, qui profite, comme les partis, du climat nouveau pour se constituer légalement. Ainsi le fondateur de la première Ligue algérienne des droits de l'homme, Me Abenour Ali-Yahia, a-t-il reçu un agrément officiel pour ses activités, après avoir payé de la prison son initiative. Devenue la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), son association, composée à l'origine de quelques dizaines de personnes, veut devenir une organisation de masse

qui, partout sur le terrain, fera respecter les droits fondamentaux. « La défense des droits de l'homme ne se limite pas à celle des détenus politiques », dit Me Ali-Yahia, elle passe par la lutte contre tous les abus et l'arbitraire. Il faut aider les gens à prendre conscience de leurs droits. » C'est un mauvais procès reposant sur le fait qu'un certain respect existe entre des hommes qui, s'étant retrouvés en prison ensemble il y a quelques années, s'abandonnent de polémique malgré ce qui les sépare. Pronostic de l'avocat, resté en contact avec des cercles très variés : il ne se passera rien de très important en Algérie à court terme, mais, à la longue, le régime sera confronté à une vive agitation sociale, échappant au contrôle des partis.

Pour le FLN — que M. Mehri nous a dit sinner « au centre gauche » — l'instauration du multipartisme tombe à un bien mauvais moment. La confrontation avec la concurrence eût été plus facile à l'époque de la relative abondance née artificiellement de la manne pétrolière. La liberté s'installe — malgré une pesante présence policière — mais la vie quotidienne reste aussi dure.

La presse nationale passe aux aveux

Chaque jour la presse nationale passe aux aveux. « La perte du pouvoir d'achat dépasse 15 % sur les deux dernières années » (El Moudjahid du 24 septembre) ; « Le PIB a baissé de 2,7 % en 1988. Plus dramatique encore, les investissements ont lourdement chuté, 10 % en 1987, 2,7 % en 1988. Une personne en âge de travailler sur quatre est contrainte au chômage » (mensuel Actualité-Economie).

Pour expliquer le « sentiment de désarroi », El Moudjahid se réfère à une déclaration du nouveau premier ministre, M. Hamrouche : « Nous ne sommes plus dans l'ancien système (économique), mais nous ne sommes pas tout à fait dans le nouveau. » Il est vrai que l'abandon plus ou moins honnête du socialisme et l'adaptation du discours officiel à des réalités incontestables — par exemple 68 % des exportations et 58 % des importations avec la CEE, contre respectivement 1,8 % et 1,2 % avec le Maghreb ou 3,5 % et 5,7 % avec l'Europe de l'Est — peuvent perturber les esprits.

Le règne du « trabendisme »

Mais le « désarroi » vient surtout d'un contraste saisissant entre le train de vie de la masse et celui des nouveaux riches : militaires affairistes, entrepreneurs qui ont trouvé un créneau rentable à la faveur de l'aménagement de la société de pénurie, etc.

La valeur de l'argent est une notion de plus en plus floue dans un pays où le dinar s'échange contre le franc à six fois le taux officiel, qui a pourtant baissé de moitié depuis 1985. Pour s'assurer des arrières en Europe, ou simplement à payer les études de ses enfants, la bourgeoisie est prête à brader des valises de billets parfois gagnés laborieusement.

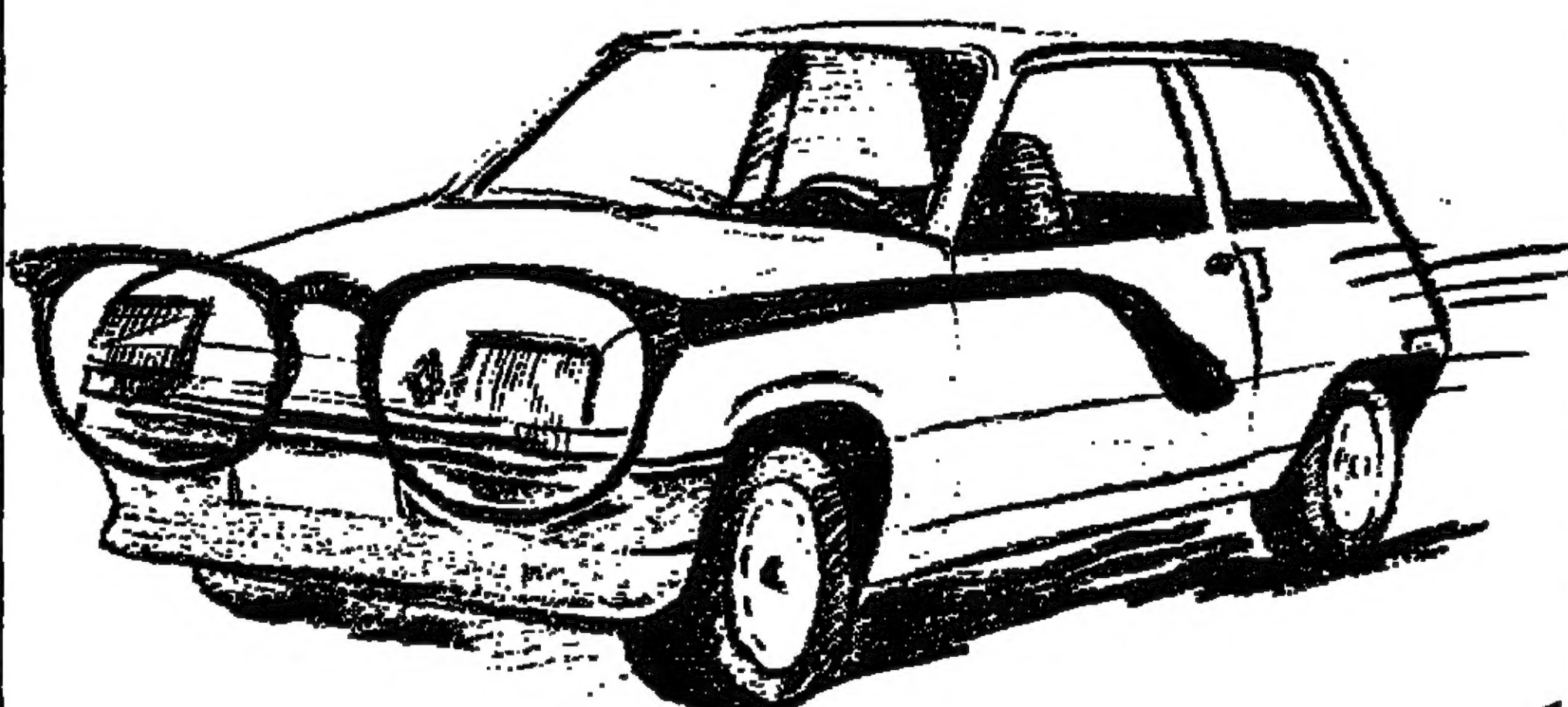
Dans la rue, c'est le règne du « trabendisme », un mot nouveau forgé pour désigner la revende à la sauvette d'articles hétéroclites parfois introuvables ailleurs. En raison d'une de ces pénuries chroniques qui s'abaissent mystérieusement sur la population, la cigarette a atteint sur les trottoirs le prix de 5 F. l'unité.

Des fumées en manque font encore le tour des boutiques des grands hôtels, mais un critique les prévient que le précieux tabac est épuisé même en ces lieux. A côté des rayons vides, dans le département presse, seuls trônent l'Humanité et de vieux numéros de l'International Herald Tribune. Comme les autres journaux français, le Monde demeure introuvable, les quelques exemplaires attribués aux revendeurs étant cédés sous le comptoir à de fidèles clients.

En réduisant les quotas de la presse française il y a quelques années, les autorités invoquaient les nécessités économiques de devises. Il y avait aussi un souci de limiter l'influence étrangère en matière d'information. Que signifie cela à l'heure des satellites ? Incapables de s'entendre pour l'entretien des parties communes de leurs immeubles, les copropriétaires algériens ou algériens de plus en plus pour l'installation d'antennes paraboliques qui leur permettent de capter la France sur leurs petits écrans. « Le plus grand événement ici depuis octobre ? Pour moi c'est ça... », dit un grand bourgeois en zappant sur Antenne 2, présente en Algérie, pour peu qu'on soit équipé, depuis que la France l'a offerte à la Tunisie.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Quel est le point commun entre Renault et Alain Afflelou ?



Ne cherchez plus. Seule la nature de la mission que chacun nous a confiée les rapproche.

Et si les plus grandes entreprises nous confient des missions immobilières, ce n'est pas par hasard.

Elles savent que notre force est dans notre esprit d'équipe, de mobilisation, de concentration : chez Bourdais 250 personnes s'engagent à leurs côtés pour trouver la solution la plus adaptée, la plus créative, la plus rentable.

Elles savent qu'elles peuvent tout attendre de nous : choisir une localisation, rationaliser un réseau d'implantation, évaluer, valoriser un patrimoine. Avec nos 35 ans de métier et nos 10 services

spécialisés, nous faisons autorité dans tous les domaines de l'immobilier d'entreprise.

Elles savent qu'avec nous elles peuvent voir bien au-delà de leurs besoins du moment et bien au-delà de l'espace : notre présence internationale est unique dans notre profession.

Et surtout, elles savent que pour nous, la vraie, la seule priorité, c'est l'entreprise que nous réussissons ensemble et qui porte leur nom.

Des noms qui parlent pour nous.



Conseil en Immobilier d'Entreprise
160/166, Boulevard Hausmann
75008 Paris - Tél. (1) 45.62.51.32

Chez Bourdais,
le numéro 1 c'est vous.

AGENTS LOCAUX D'ACTIVITÉ ET D'INVESTISSEMENT : ALGER, ANGERS, BORDEAUX, BRUXELLES, CANNES, CLERMONT-FERRAND, COCOTTE, DREUILLE, GENÈVE, LILLE, LYON, MARSEILLE, NANTES, NICE, PARIS, ROUEN, STRASBOURG, TOULOUSE, VALENTIGNEY, VITRY-SUR-SEINE.

U.S.A. : (Londres) 401, (Alger) 402, (New York) 403, (Paris) 404, (Rabat) 405, (Tunis) 406, (Zagreb) 407, (Belgrade) 408, (Sofie) 409, (Athènes) 410, (Istanbul) 411, (Londres) 412, (New York) 413, (Paris) 414, (Rabat) 415, (Tunis) 416, (Zagreb) 417, (Belgrade) 418, (Sofie) 419, (Athènes) 420, (Istanbul) 421, (Londres) 422, (New York) 423, (Paris) 424, (Rabat) 425, (Tunis) 426, (Zagreb) 427, (Belgrade) 428, (Sofie) 429, (Athènes) 430, (Istanbul) 431, (Londres) 432, (New York) 433, (Paris) 434, (Rabat) 435, (Tunis) 436, (Zagreb) 437, (Belgrade) 438, (Sofie) 439, (Athènes) 440, (Istanbul) 441, (Londres) 442, (New York) 443, (Paris) 444, (Rabat) 445, (Tunis) 446, (Zagreb) 447, (Belgrade) 448, (Sofie) 449, (Athènes) 450, (Istanbul) 451, (Londres) 452, (New York) 453, (Paris) 454, (Rabat) 455, (Tunis) 456, (Zagreb) 457, (Belgrade) 458, (Sofie) 459, (Athènes) 460, (Istanbul) 461, (Londres) 462, (New York) 463, (Paris) 464, (Rabat) 465, (Tunis) 466, (Zagreb) 467, (Belgrade) 468, (Sofie) 469, (Athènes) 470, (Istanbul) 471, (Londres) 472, (New York) 473, (Paris) 474, (Rabat) 475, (Tunis) 476, (Zagreb) 477, (Belgrade) 478, (Sofie) 479, (Athènes) 480, (Istanbul) 481, (Londres) 482, (New York) 483, (Paris) 484, (Rabat) 485, (Tunis) 486, (Zagreb) 487, (Belgrade) 488, (Sofie) 489, (Athènes) 490, (Istanbul) 491, (Londres) 492, (New York) 493, (Paris) 494, (Rabat) 495, (Tunis) 496, (Zagreb) 497, (Belgrade) 498, (Sofie) 499, (Athènes) 500, (Istanbul) 501, (Londres) 502, (New York) 503, (Paris) 504, (Rabat) 505, (Tunis) 506, (Zagreb) 507, (Belgrade) 508, (Sofie) 509, (Athènes) 510, (Istanbul) 511, (Londres) 512, (New York) 513, (Paris) 514, (Rabat) 515, (Tunis) 516, (Zagreb) 517, (Belgrade) 518, (Sofie) 519, (Athènes) 520, (Istanbul) 521, (Londres) 522, (New York) 523, (Paris) 524, (Rabat) 525, (Tunis) 526, (Zagreb) 527, (Belgrade) 528, (Sofie) 529, (Athènes) 530, (Istanbul) 531, (Londres) 532, (New York) 533, (Paris) 534, (Rabat) 535, (Tunis) 536, (Zagreb) 537, (Belgrade) 538, (Sofie) 539, (Athènes) 540, (Istanbul) 541, (Londres) 542, (New York) 543, (Paris) 544, (Rabat) 545, (Tunis) 546, (Zagreb) 547, (Belgrade) 548, (Sofie) 549, (Athènes) 550, (Istanbul) 551, (Londres) 552, (New York) 553, (Paris) 554, (Rabat) 555, (Tunis) 556, (Zagreb) 557, (Belgrade) 558, (Sofie) 559, (Athènes) 560, (Istanbul) 561, (Londres) 562, (New York) 563, (Paris) 564, (Rabat) 565, (Tunis) 566, (Zagreb) 567, (Belgrade) 568, (Sofie) 569, (Athènes) 570, (Istanbul) 571, (Londres) 572, (New York) 573, (Paris) 574, (Rabat) 575, (Tunis) 576, (Zagreb) 577, (Belgrade) 578, (Sofie) 579, (Athènes) 580, (Istanbul) 581, (Londres) 582, (New York) 583, (Paris) 584, (Rabat) 585, (Tunis) 586, (Zagreb) 587, (Belgrade) 588, (Sofie) 589, (Athènes) 590, (Istanbul) 591, (Londres) 592, (New York) 593, (Paris) 594, (Rabat) 595, (Tunis) 596, (Zagreb) 597, (Belgrade) 598, (Sofie) 599, (Athènes) 600, (Istanbul) 601, (Londres) 602, (New York) 603, (Paris) 604, (Rabat) 605, (Tunis) 606, (Zagreb) 607, (Belgrade) 608, (Sofie) 609, (Athènes) 610, (Istanbul) 611, (Londres) 612, (New York) 613, (Paris) 614, (Rabat) 615, (Tunis) 616, (Zagreb) 617, (Belgrade) 618, (Sofie) 619, (Athènes) 620, (Istanbul) 621, (Londres) 622, (New York) 623, (Paris) 624, (Rabat) 625, (Tunis) 626, (Zagreb) 627, (Belgrade) 628, (Sofie) 629, (Athènes) 630, (Istanbul) 631, (Londres) 632, (New York) 633, (Paris) 634, (Rabat) 635, (Tunis) 636, (Zagreb) 637, (Belgrade) 638, (Sofie) 639, (Athènes) 640, (Istanbul) 641, (Londres) 642, (New York) 643, (Paris) 644, (Rabat) 645, (Tunis) 646, (Zagreb) 647, (Belgrade) 648, (Sofie) 649, (Athènes) 650, (Istanbul) 651, (Londres) 652, (New York) 653, (Paris) 654, (Rabat) 655, (Tunis) 656, (Zagreb) 657, (Belgrade) 658, (Sofie) 659, (Athènes) 660, (Istanbul) 661, (Londres) 662, (New York) 663, (Paris) 664, (Rabat) 665, (Tunis) 666, (Zagreb) 667, (Belgrade) 668, (Sofie) 669, (Athènes) 670, (Istanbul) 671, (Londres) 672, (New York) 673, (Paris) 674, (Rabat) 675, (Tunis) 676, (Zagreb) 677, (Belgrade) 678, (Sofie) 679, (Athènes) 680, (Istanbul) 681, (Londres) 682, (New York) 683, (Paris) 684, (Rabat) 685, (Tunis) 686, (Zagreb) 687, (Belgrade) 688, (Sofie) 689, (Athènes) 690, (Istanbul) 691, (Londres) 692, (New York) 693, (Paris) 694, (Rabat) 695, (Tunis) 696, (Zagreb) 697, (Belgrade) 698, (Sofie) 699, (Athènes) 700, (Istanbul) 701, (Londres) 702, (New York) 703, (Paris) 704, (Rabat) 705, (Tunis) 706, (Zagreb) 707, (Belgrade) 708, (Sofie) 709, (Athènes) 710, (Istanbul) 711, (Londres) 712, (New York) 713, (Paris) 714, (Rabat) 715, (Tunis) 716, (Zagreb) 717, (Belgrade) 718, (Sofie) 719, (Athènes) 720, (Istanbul) 721, (Londres) 722, (New York) 723, (Paris) 724, (Rabat) 725, (Tunis) 726, (Zagreb) 727, (Belgrade) 728, (Sofie) 729, (Athènes) 730, (Istanbul) 731, (Londres) 732, (New York) 733, (Paris) 734, (Rabat) 735, (Tunis) 736, (Zagreb) 737, (Belgrade) 738, (Sofie) 739, (Athènes) 740, (Istanbul) 741, (Londres) 742, (New York) 743, (Paris) 744, (Rabat) 745, (Tunis) 746, (Zagreb) 747, (Belgrade) 748, (Sofie) 749, (Athènes) 750, (Istanbul) 751, (Londres) 752, (New York) 753, (Paris) 754, (Rabat) 755, (Tunis) 756, (Zagreb) 757, (Belgrade) 758, (Sofie) 759, (Athènes) 760, (Istanbul) 761, (Londres) 762, (New York) 763, (Paris) 764, (Rabat) 765, (Tunis) 766, (Zagreb) 767, (Belgrade) 768, (Sofie) 769, (Athènes) 770, (Istanbul) 771, (Londres) 772, (New York) 773, (Paris) 774, (Rabat) 775, (Tunis) 776, (Zagreb) 777, (Belgrade) 778, (Sofie) 779, (Athènes) 780, (Istanbul) 781, (Londres) 782, (New York) 783, (Paris) 784, (Rabat) 785, (Tunis) 786, (Zagreb) 787, (Belgrade) 788, (Sofie) 789, (Athènes) 790, (Istanbul) 791, (Londres) 792, (New York) 793, (Paris) 794, (Rabat) 795, (Tunis) 796, (Zagreb) 797, (Belgrade) 798, (Sofie) 799, (Athènes) 800, (Istanbul) 801, (Londres) 802, (New York) 803, (Paris) 804, (Rabat) 805, (Tunis) 806, (Zagreb) 807, (Belgrade) 808, (Sofie) 809, (Athènes) 810, (Istanbul) 811, (Londres) 812, (New York) 813, (Paris) 814, (Rabat) 815, (Tunis) 816, (Zagreb) 817, (Belgrade) 818, (Sofie) 819, (Athènes) 820, (Istanbul) 821, (Londres) 822, (New York) 823, (Paris) 824, (Rabat) 825, (Tunis) 826, (Zagreb) 827, (Belgrade) 828, (Sofie) 829, (Athènes) 830, (Istanbul) 831, (Londres) 832, (New York) 833, (Paris) 834, (Rabat) 835, (Tunis) 836, (Zagreb) 837, (Belgrade) 838, (Sofie) 839, (Athènes) 840, (Istanbul) 841, (Londres) 842, (New York) 843, (Paris) 844, (Rabat) 845, (Tunis) 846, (Zagreb) 847, (Belgrade) 848, (Sofie) 849, (Athènes) 850, (Istanbul) 851, (Londres) 852, (New York) 853, (Paris) 854, (Rabat) 855, (Tunis) 856, (Zagreb) 857, (Belgrade) 858, (Sofie) 859, (Athènes) 860, (Istanbul) 861, (Londres) 862, (New York) 863, (Paris) 864, (Rabat) 865, (Tunis) 866, (Zagreb) 867, (Belgrade) 868, (Sofie) 869, (Athènes) 870, (Istanbul) 871, (Londres) 872, (New York) 873, (Paris) 874, (Rabat) 875, (Tunis) 876, (Zagreb) 877, (Belgrade) 878, (Sofie) 879, (Athènes) 880, (Istanbul) 881, (Londres) 882, (New York) 883, (Paris) 884, (Rabat) 885, (Tunis) 886, (Zagreb) 887, (Belgrade) 888, (Sofie) 889, (Athènes) 890, (Istanbul) 891, (Londres) 892, (New York) 893, (Paris) 894, (Rabat) 895, (Tunis) 896, (Zagreb) 897, (Belgrade) 898, (Sofie) 899, (Athènes) 900, (Istanbul) 901, (Londres) 902, (New York) 903, (Paris) 904, (Rabat) 905, (Tunis) 906, (Zagreb) 907, (Belgrade) 908, (Sofie) 909, (Athènes) 910, (Istanbul) 911, (Londres) 912, (New York) 913, (Paris) 914, (Rabat) 915, (Tunis) 916, (Zagreb) 917, (Belgrade) 918, (Sofie) 919, (Athènes) 920, (Istanbul) 921, (Londres) 922, (New York) 923, (Paris) 924, (Rabat) 925, (Tunis) 926, (Zagreb) 927, (Belgrade) 928, (Sofie) 929, (Athènes) 930, (Istanbul) 931, (Londres) 932, (New York) 933, (Paris) 934, (Rabat) 935, (Tunis) 936, (Zagreb) 937, (Belgrade) 938, (Sofie) 939, (Athènes) 940, (Istanbul) 941, (Londres) 942, (New York) 943, (Paris) 944, (Rabat) 945, (Tunis) 946, (Zagreb) 947, (Belgrade) 948, (Sofie) 949, (Athènes) 950, (Istanbul) 951, (Londres) 952, (New York) 953, (Paris) 954, (Rabat) 955, (Tunis) 956, (Zagreb) 957, (Belgrade) 958, (Sofie) 959, (Athènes) 960, (Istanbul) 961, (Londres) 962, (New York) 963, (Paris) 964, (Rabat) 965, (Tunis) 966, (Zagreb) 967, (Belgrade) 968, (Sofie) 969, (Athènes) 970, (Istanbul) 971, (Londres) 972, (New York) 973, (Paris) 974, (Rabat) 975, (Tunis) 976, (Zagreb) 977, (Belgrade) 978, (Sofie) 979, (Athènes) 980, (Istanbul) 981, (Londres) 982, (New York) 983, (Paris) 984, (Rabat) 985, (Tunis) 986, (Zagreb) 987, (Belgrade) 988, (Sofie) 989, (Athènes) 990, (Istanbul) 991, (Londres) 992, (New York) 993, (Paris) 994, (Rabat) 995, (Tunis) 996, (Zagreb) 997, (Belgrade) 998, (Sofie) 999, (Athènes) 1000, (Istanbul) 1001, (Londres) 1002, (New York) 1003, (Paris) 1004, (Rabat) 1005, (Tunis) 1006, (Zagreb) 1007, (Belgrade) 1008, (Sofie) 1009, (Athènes) 1010, (Istanbul) 1011, (Londres) 1012, (New York) 1013, (Paris) 1014, (Rabat) 1015, (Tunis) 1016, (Zagreb) 1017, (Belgrade) 1018, (Sofie) 1019, (Athènes) 1020, (Istanbul) 1021, (Londres) 1022, (New York) 1023, (Paris) 1024, (Rabat) 1025, (Tunis) 1026, (Zagreb) 1027, (Belgrade) 1028, (Sofie) 1029, (Athènes) 1030, (Istanbul) 1031, (Londres) 1032, (New York) 1033, (Paris) 1034, (Rabat) 1035, (Tunis) 1036, (Zagreb) 1037, (Belgrade) 1038, (Sofie) 1039, (Athènes) 1040, (Istanbul) 1041, (Londres) 1042, (New York) 1043, (Paris) 1044, (Rabat) 1045, (Tunis) 1046, (Zagreb) 1047, (Belgrade) 1048, (Sofie) 1049, (Athènes) 1050, (Istanbul) 1051, (Londres) 1052, (New York) 1053, (Paris) 1054, (Rabat) 1055, (Tunis) 1056, (Zagreb) 1057, (Belgrade) 1058, (Sofie) 1059, (Athènes) 1060, (Istanbul) 1061, (Londres) 1062, (New York) 1063, (Paris) 1064, (Rabat) 1065, (Tunis) 1066, (Zagreb) 1067, (Belgrade) 1068, (Sofie) 1069, (Athènes) 1070, (Istanbul) 1071, (Londres) 1072, (New York) 1073, (Paris) 1074, (Rabat) 1075, (Tunis) 1076, (Zagreb) 1077, (Belgrade) 1078, (Sofie) 1079, (Athènes) 1080, (Istanbul) 1081, (Londres) 1082, (New York) 1083, (Paris) 1084, (Rabat) 1085, (Tunis) 1086, (Zagreb) 1087, (Belgrade) 1088, (Sofie) 1089, (Athènes) 1090, (Istanbul) 1091, (Londres) 1092, (New York) 1093, (Paris) 1094, (Rabat) 1095, (Tunis) 1096, (Zagreb) 1097, (Belgrade) 1098, (Sofie) 1099, (Athènes) 1100, (Istanbul) 1101, (Londres) 1102, (New York) 1103, (Paris) 1104, (Rabat) 1105, (Tunis) 1106, (Zagreb) 1107, (Belgrade) 1108, (Sofie) 1109, (Athènes) 1110, (Istanbul) 1111, (Londres) 1112, (New York) 1113, (Paris) 1114, (Rabat) 1115, (Tunis) 1116, (Zagreb) 1117, (Belgrade) 1118, (Sofie) 1119, (Athènes) 1120, (Istanbul) 1121, (Londres) 1122, (New York) 1123, (Paris) 1124, (Rabat) 1125, (Tunis) 1126, (Zagreb) 1127, (Belgrade) 1128, (Sofie) 1129, (Athènes) 1130, (Istanbul) 1131, (Londres) 1132, (New York) 1133, (Paris) 1134, (Rabat) 1135, (Tunis) 1136, (Zagreb) 1137, (Belgrade) 1138, (Sofie) 1139, (Athènes) 1140, (Istanbul) 1141, (Londres) 1142, (New York) 1143, (Paris) 1144, (Rabat) 1145, (Tunis) 1146, (Zagreb) 1147, (Belgrade) 1148, (Sofie) 1149, (Athènes) 1150, (Istanbul) 1151, (Londres) 1152, (New York) 1153, (Paris) 1154, (Rabat) 1155, (Tunis) 1156, (Zagreb) 1157, (Belgrade) 1158, (Sofie) 1159, (Athènes) 1160, (Istanbul) 1161, (Londres) 1162, (New York) 1163, (Paris) 1164, (Rabat) 1165, (Tunis) 1166, (Zagreb) 1167, (Belgrade) 1168, (Sofie) 1169, (Athènes) 1170, (Istanbul) 1171, (Londres) 1172, (New York) 1173, (Paris) 1174, (Rabat) 1175, (Tunis) 1176, (Zagreb) 1177, (Belgrade) 1178, (Sofie) 1179, (Athènes) 1180, (Istanbul) 1181, (Londres) 1182, (New York) 1183, (Paris) 1184, (Rabat) 1185, (Tunis) 1186, (Zagreb) 1187, (Belgrade) 1188, (Sofie) 1189, (Athènes) 1190, (Istanbul) 1191, (Londres) 1192, (New York) 1193, (Paris) 1194, (Rabat) 1195, (Tunis) 1196, (Zagreb) 1197, (Belgrade) 1198, (Sofie) 1199, (Athènes) 1200, (Istanbul) 1201, (Londres) 1202, (New York) 1203, (Paris) 1204, (Rabat) 1205, (Tunis) 1206, (Zagreb) 1207, (Belgrade) 1208, (Sofie) 1209, (Athènes) 1210, (Istanbul) 1211, (Londres) 1212, (New York) 1213, (Paris) 1214, (Rabat) 1215, (Tunis) 1216, (Zagreb) 1217, (Belgrade) 1218, (Sofie) 1219, (Athènes) 1220, (Istanbul) 1221, (Londres) 1222, (New York) 1223, (Paris) 1224, (Rabat) 1225, (Tunis) 1226, (Zagreb) 1227, (Belgrade) 1228, (Sofie) 1229, (Athènes) 1230, (Istanbul) 1231, (Londres) 1232, (New York) 1233, (Paris) 1234, (Rabat) 1235, (Tunis) 1236, (Zagreb) 1237, (Belgrade) 1238, (Sofie) 1239, (Athènes) 1240, (Istanbul) 1241, (Londres) 1242, (New York) 1243, (Paris) 1244, (Rabat) 1245, (Tunis) 1246, (Zagreb) 1247, (Belgrade) 1248, (Sofie) 1249, (Athènes) 1250, (Istanbul) 1251, (Londres) 1252, (New York) 1253, (Paris) 1254, (Rabat) 1255, (Tunis) 1256, (Zagreb) 1257, (Belgrade) 1258, (Sofie) 1259, (Athènes) 1260, (Istanbul) 1261, (Londres) 1262, (New York) 1263, (Paris) 1264, (Rabat) 1265, (Tunis) 1266, (Zagreb) 1267, (Belgrade) 1268, (Sofie) 1269, (Athènes) 1270, (Istanbul) 1271, (Londres) 1272, (New York) 1273, (Paris) 1274, (Rabat) 1275, (Tunis) 1276, (Zagreb) 1277, (Belgrade) 1278, (Sofie) 1279, (Athènes) 1280, (Istanbul) 1281, (Londres) 1282, (New York) 1283, (Paris) 1284, (Rabat) 1285, (Tunis) 1286, (Zagreb) 1287, (Belgrade) 1288, (Sofie) 1289, (Athènes) 1290, (Istanbul) 1291, (Londres) 1292, (New York) 1293, (Paris) 1294, (Rabat) 1295, (Tunis) 1296, (Zagreb) 1297, (Belgrade) 1298, (Sofie) 1299, (Athènes) 1300, (Istanbul) 1301, (Londres) 1302, (New York) 1303, (Paris) 1304, (Rabat) 1305, (Tunis) 1306, (Zagreb) 1307, (Belgrade) 1308, (Sofie) 1309, (Athènes) 1310, (Istanbul) 1311, (Londres) 1312, (New York) 1313, (Paris) 1314, (Rabat) 1315, (Tunis) 1316, (Zagreb) 1317, (Belgrade) 1318, (Sofie) 1319, (Athènes) 1320, (Istanbul) 1321, (Londres) 1322, (New York) 1323, (Paris) 1324, (Rabat) 1325, (Tunis) 1326, (Zagreb) 1327, (Belgrade) 1328, (Sofie) 1329, (Athènes) 1330, (Istanbul) 1331, (Londres) 1332, (New York) 1333, (Paris) 1334, (Rabat) 1335, (Tunis) 1336, (Zagreb) 1337, (Belgrade) 1338, (Sofie) 1339, (Athènes) 1340, (Istanbul) 1341, (Londres) 1342, (New York) 1343, (Paris) 1344, (Rabat) 1345, (Tunis) 1346, (Zagreb) 1347,

AFRIQUE

GABON

Un complot contre le président Bongo aurait été déjoué

Libreville (AFP). — Plusieurs arrestations ont été opérées, ces derniers jours, à Libreville après la découverte d'un complot contre le régime du président Omar Bongo, a-t-on appris, de bonne source, mardi 3 octobre dans la capitale gabonaise. Cette découverte s'est traduite par l'arrestation, le 16 septembre, de M. Doukaka Nziengui, cadre à la Société des eaux du Gabon, chez qui des documents auraient été saisis.

Un mouvement presque inconnu

Les enquêteurs recherchaient la cassette d'une conférence de presse donnée par M. Pierre Maboundou, directeur des relations extérieures de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), à Paris, qui serait au centre de ce complot. Il serait le fondateur d'un mouvement d'opposition dénommé Union du peuple gabonais, jusqu'à présent pratiquement inconnu, mais qui s'est, toutefois, signalé, ces deux derniers mois, en

envoyant des messages télégraphiques à différentes personnalités et agences de presse pour critiquer le régime du président Bongo. Selon les enquêteurs, M. Maboundou aurait eu pour « conseiller », dans ses activités politiques, un journaliste d'un quotidien parisien du matin, dont l'identité n'a pas été divulguée.

Complicités étrangères

Ces derniers jours auraient aussi été arrêtés le commandant de la garde présidentielle, Mathias Bousongou, et le colonel de la gendarmerie nationale, Maboundou Mousavou, ainsi qu'un employé des douanes. En outre, les trois frères de M. Nziengui, en fuite, seraient activement recherchés par les forces de sécurité.

On indique, enfin, de bonne source, que les complotistes, qui sont tous originaires d'une même province et d'une même ethnie au sud du pays, ont « sans nul doute » bénéficié de complicités étrangères et de certaines sympathies auprès d'industriels et de financiers étrangers établis au Gabon. Ils avaient aussi pris des contacts avec des mercenaires européens pour mener à bien leur opération.

Les membres du complot avaient prévu l'assassination physique du président Bongo, selon des sources informées dans la capitale gabonaise. Ils avaient aussi élaboré un plan qui prévoyait l'arrestation du collège de personnalités gabonaises chargées d'assurer l'intérim du chef de l'Etat en cas de décès de celui-ci.

Dans un communiqué, signé par son secrétaire général, l'avocat Abdelkader Mourou, En-Nahda dénonce « la guerre contre l'islam et ses valeurs que M. Chirac a menée depuis le début de cette année scolaire et qui consacre l'aliénation de la société tunisienne, la perte de ses valeurs religieuses et sa laïcisation ». Les islamistes contestent certaines modifications introduites par le ministre, notamment dans les programmes de l'éducation religieuse et civique.

Le « hijab » interdit

Ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), M. Chirac a engagé, depuis sa nomination en juillet dernier, une consultation sur les manuels d'éducation religieuse utilisés dans les écoles tunisiennes et il a décidé le retrait de certains pour leur « inadaptation à l'esprit de tolérance de l'islam et aux principes démocratiques ». Il a également approuvé la remise en vigueur d'une circulaire administrative datant de 1987, mais tombée en désuétude depuis, qui interdit aux filles de porter le hijab pour se rendre au lycée. Ces jeunes filles s'exposent à des sanctions allant jusqu'à un renvoi si elles persistent à porter cette tenue qui les recouvre de la tête aux chevilles.

Dans leur communiqué, les islamistes demandent que le ministre « soit démis ». Ils l'accusent de vouloir réhabiliter le projet laïque de l'ancien président Bourguiba et demandent au gouvernement de M. Ben Ali de « prendre ses responsabilités » et de mettre fin à cette orientation.

Le Conseil religieux islamique, dont les membres sont nommés par le président, et dont fait partie M. Abdelkader Mourou, a déjà élaboré un programme de réforme des cours d'éducation religieuse destiné à contraindre le projet de M. Chirac.

□ L'actualité tunisienne par téléphone. — Un service d'informations sur la Tunisie par téléphone a été créé récemment en France. Baptisé Tunis-Info, il permet aux correspondants appelant le numéro suivant : 36-65-80-93 d'être informés notamment des derniers développements de l'actualité en Tunisie et des grands titres de la presse tunisienne du jour. Ce service, lancé par une petite équipe de journalistes tunisiens, fonctionne en arabe de 9 h à 14 h 30 et de 17 h à 19 h, et en français de 14 h 30 à 16 h 30.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la réunion de Taëf

Les députés abordent le problème litigieux de la présence syrienne

Les soixante-deux députés libanais présents à Taëf (Arabie saoudite) devaient aborder mercredi 4 octobre la question litigieuse de la présence syrienne au Liban.

TAËF

de notre envoyé spécial. — Or, avant même l'examen de celle-ci, une chose paraît sûre : le compromis obtenu par le Comité tripartite avec Damas concernant le « regroupement des forces syriennes dans la Bekaa », à l'entrée de la Bekaa-Ouest jusqu'à la ligne El-Hamman-Matrej-At-Dara, ainsi que dans d'autres points, deux ans maximum après la remise en place des institutions libanaises et l'approbation constitutionnelle des réformes, n'est pas négociable.

Les ministères des affaires étrangères du comité auraient fait valoir aux députés chrétiens que c'était là le maximum qu'ils avaient obtenu, qu'ils avaient toutes les garanties nécessaires et que ce point, objet d'un consensus arabe et international — dans la mesure où il a reçu le soutien de Washington et de Moscou, — n'était pas discutable.

L'interview du président algérien Chadli Bendjedid au journal saoudien *Al-Sharq* et *Avant* est d'ailleurs significative, puisque le chef de l'Etat algérien y affirme : « Si le départ des troupes syriennes est nécessaire, devrait-il prendre place avant le règlement des problèmes politiques ? Laissez la question de la présence syrienne attendre l'époque finale. Nous sommes pour le départ des troupes syriennes, mais pas à ce stade. Lorsque le gouvernement d'unité nationale, qui sera formé après l'élection du président de la République, tiendra la situation

en main, pourrait le président Chadli, et, lorsqu'il se sentira capable d'étendre la souveraineté libanaise, la Syrie devra sans doute se retirer. Nous nous sommes engagés envers nos frères libanais à être à leur côté lorsque ces conditions seront remplies. Nous leur avons dit que nous les appuierons. Tels sont les méthodes et le programme dont nous sommes convenus et qui devront être appliqués sur le terrain. »

On fait valoir, de source proche du Comité tripartite, que ces assurances ont été données au président Chadli et au roi du Maroc par le président syrien Hafez El-Assad lui-même, à Tripoli, le 1^{er} septembre, à l'occasion des fêtes du vingtième anniversaire de la révolution libyenne. « Le fait que la Syrie accepte de voir mentionnée sa présence dans un document d'ensemble pour un règlement libanais, ce qu'elle

refusait jusque-là, a permis de débloquer la situation », nous affirmait ainsi un diplomate.

Une atmosphère sereine

C'est sans doute encore une fois pour leur renouveler ces garanties que le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al Fayçal, devant recevoir, mercredi matin, l'ensemble des députés chrétiens.

C'est, en tout cas, dans une atmosphère plutôt sereine et sans accrochages importants que les députés libanais ont déjà examiné l'ensemble des réformes politiques, et « les points de vue », nous a affirmé un député, se sont nettement rapprochés. Si aucun accord formel n'a encore été donné, hormis celui qui ne faisait pas problème, c'est-à-dire la parité entre chrétiens et musulmans au Parlement, le réquili-

brage des pouvoirs en faveur des musulmans semble avoir été globalement accepté.

Au cinquième jour de ces assises parlementaires libanaises, qui se déroulent dans un quasi black-out, on a toutefois de plus en plus le sentiment que le document arabe représente un compromis indivisible soumis à la caution des députés, dont l'approbation est légalement indispensable, et que, hormis un coup de théâtre, les jeux sont déjà plus ou moins faits. Restera, certes, à trouver « l'heureux élu » parmi les candidats à la présidence de la République, et la présence à Taëf de quelques députés maronites « présidentiables » pourrait être l'occasion de les tester.

Personne, en attendant, ne se montre impatient ici et la réunion pourrait encore durer quatre ou cinq jours.

FRANÇOISE CHIPAUX

A Beyrouth

Menaces et avertissements se multiplient à l'encontre des parlementaires

BEYROUTH

de notre correspondant

Tandis que le destin du Liban se joue à Taëf, une question prend forme à Beyrouth : quel que soit l'accord — si un accord intervient : quelles sont ses chances d'application sur le terrain ?

Des signes de réticence, voire d'hostilité, à la solution en gestation en Arabie saoudite commencent en effet à apparaître dans cha-

cun des deux grands camps antagonistes.

Du côté islamique et pro-syrien, deux éléments majeurs interviennent depuis le début de la conférence de Taëf retenu l'attention. D'une part, la visite à Téhéran, aux côtés d'une délégation d'intégristes musulmans et de radicaux palestiniens, des chefs des deux principales milices pro-syriennes, M. Walid Joumblatt (PSC, druze) et M. Nabih Berri (Ansar, chiite). Ni l'un ni l'autre ne sont particulièrement proches de l'Iran. C'est pourtant là qu'ils se sont rendus à l'heure où l'Arabie saoudite, dont les rapports viennent de nouveau de s'envenimer avec la République islamique, poursuit les assises des députés et c'est de là que l'un et l'autre ont réaffirmé avec force leur hostilité au projet même de réforme des institutions élaboré par le triumvirat arabe. On estime ici que MM. Joumblatt et Berri n'ont pu agir ainsi sans l'aval de Damas et qu'ils y ont, en la matière, ouvertement fait valoir.

D'autre part, le Hezbollah, dans un communiqué publié à Beyrouth, s'est montré très menaçant à l'égard des députés : « Ceux qui décideraient d'une formule perpétuant le régime confessionnel seraient des traîtres à la nation. (...) Les députés n'expriment pas les intérêts du peuple et il leur est interdit de parler en son nom. (...) Ils sont réunis sous le double patronage de traîtres et de promoteurs de projets capitulatoires face aux ennemis de la nation. (...) Fils de la décadence du colonialisme américain Hassan II. »

Un autre groupe intégriste qui se manifeste pour la deuxième fois à

Beyrouth, l'Organisation de la République islamique du Liban, menace de « ne laisser aucun des députés en vie s'ils reviennent à Beyrouth en ayant maintenu le pouvoir de la minorité maronite sur la majorité du peuple libanais ». Cette organisation intégriste avait déjà proféré des menaces de mort contre les députés, le 17 septembre dernier. Trois jours plus tard, l'un d'eux, Nazem Kadri (samnite modéré) était assassiné à Beyrouth-Ouest.

Considéré comme la tête politique du Hezbollah dont il est le guide spirituel, le cheikh Mohamed Hussein Fadlallah a lui-même réclamé un référendum pour déterminer le système politique du Liban, refusant que la présidence de la République demeure attribuée aux maronites.

Dans le camp chrétien, le général Aoun, tout en soutenant les assises de Taëf, réaffirme quotidiennement que les retraits (syriens) doivent précéder les réformes. M. Dany Chamoun, le chef du PNL (Parti national libéral), soutient plus fermement que tout autre dans le réduit chrétien le général Aoun, insistant pour sa part sur la sauvegarde de l'essentiel des prérogatives du président de la République maronite. Les Forces libanaises (milice chrétienne), enfin, insistent sur « le retrait de toutes les forces étrangères du Liban » et soulignent la nécessité de « préserver les droits de toutes les communautés socio-culturelles à vivre librement, dans un Etat fondé sur la justice et l'égalité ».

LUCIEN GEORGE

ISRAËL : dans les territoires occupés

Les dirigeants du soulèvement appellent à de nouveaux « actes de rébellion »

Jérusalem (AFP, Reuter). — Les dirigeants clandestins du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza ont décrété une grève générale de cinq jours à partir du jeudi 5 octobre et ont appelé les Palestiniens à commettre de nouveaux « actes de rébellion ». Ce durcissement est dû, selon des sources palestiniennes, à un accroissement de la répression.

D'autre part, la police a bousculé, mardi 3 octobre, le centre de Jérusalem-Est pour empêcher des personnalités palestiniennes, dont M. Fayçal Hussein — l'une des figures nationalistes les plus en vue, — de donner une conférence de presse sur les saisies opérées par

le fisc israélien à Beit-Sahour en riposte à la grève des impôts observée par les habitants de cette localité voisine de Bethléem (Le Monde daté 1^{er} octobre). Le maire de Jérusalem, M. Teddy Kolek, a critiqué cette décision, estimant qu'il n'était « pas admissible de se servir d'un couvre-feu pour empêcher la tenue d'une conférence de presse ».

« Je comprends [une telle mesure] lorsque des vies sont menacées, lorsque des pierres ou des cocktails Molotov sont jetés (...), mais faire cela pour s'opposer à la libre expression (...), je ne suis pas sûr que, dans ce cas, cela soit nécessaire ou justifié », a-t-il ajouté.

Manille reconnaît l'Etat palestinien

Les Philippines ont décidé de reconnaître l'Etat palestinien. Cette décision a été annoncée le 29 septembre, à New-York, à la suite de la rencontre entre le ministre philippin des affaires étrangères, M. Raul Manglaput, et M. Farouk Kaddoumi, responsable des affaires politiques de l'OLP. Les deux hommes ont, à cette occasion, signé un accord de reconnaissance mutuelle. Selon Manilla, « il a été entendu que l'OLP s'engage à ne jamais exercer de violence contre le peuple israélien ou à toute autre organisation séparatiste ». Le MNLF

même depuis près de vingt ans une lutte pour obtenir l'indépendance des régions musulmanes du sud des Philippines.

D'autre part, M. Arafat, qui s'est entretenu avec le premier ministre japonais à Tokyo, mardi 3 octobre, lui aurait déclaré qu'il est favorable à la proposition du président égyptien Mubarak de pourparlers directs entre l'OLP et Israël. Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Nakayama, a également apporté son soutien à la proposition égyptienne. — (Corresp.)

DIPLOMATIE

La fin de la visite du premier ministre thaïlandais

M. Chatichai Choonhavan a proposé un plan pour résoudre graduellement la crise cambodgienne

Le premier ministre thaïlandais devait quitter Paris mercredi 4 octobre après une visite officielle de quatre jours, dominée par la question du Cambodge. M. Chatichai Choonhavan a présenté son plan pour une solution partielle et graduelle de la crise khmère à MM. François Mitterrand et Michel Rocard. Le président de la République a déclaré à cette occasion que la France « appuie toute approche réaliste qui permette de favoriser la désescalade dans cette région ». Il a ajouté que les relations franco-thaïlandaises « ne sont pas aussi intenses que l'on pourrait le souhaiter, notamment dans le domaine économique », soulignant qu'il « favorisera les efforts des entreprises françaises » dans ce « pays stable ».

Le général Chatichai est un homme pragmatique. C'est ce pragmatisme qui l'a amené à chercher les moyens de résoudre de manière réaliste, par un travail de fourmi, la crise qui perdure chez son voisin cambodgien.

Après avoir tiré les conséquences de l'échec de la conférence de Paris sur le Cambodge en août dernier, rendant néanmoins hommage au « premier effort véritable, le premier pas (...) pour tenter de trouver une solution politique », comme il l'a dit mardi, M. Chatichai a mis au travail son équipe de conseillers. Ceux-ci ont repris contact avec chacune des parties khmères — en particulier avec M. Hun Sen et le prince Sihanouk — et avec Hanoi et Pékin pour les convaincre d'accepter la réunion d'une conférence internationale informelle moins importante que celle de Paris et aux objectifs plus limités, qui se tiendrait à Bangkok, Djakarta ou Paris, pour mettre en place un mécanisme de contrôle (MIC). En feraient partie les Khmers, le Vietnam, les pays de l'ASEAN — qui viennent d'annoncer mardi leur soutien à ce plan — et la France, coprésidente de la conférence de Paris. Mais la Thaïlande refuse de se mettre en avant, se contentant de jouer le rôle de catalyseur.

Le but des conversations, selon le principal conseiller politique de

M. Chatichai, est de trouver tous les moyens possibles pour empêcher la reprise des combats à grande échelle au cours des six prochains mois, de « réduire la violence à un niveau acceptable, d'éviter si possible les violences brutales, pendant que l'on discute d'une solution globale ». Partant du fait qu'aucun des deux camps ne semble pouvoir l'emporter sur le terrain après le départ des Vietnamiens et qu'il faut empêcher le retour au pouvoir des Khmers rouges par des moyens autres que militaires — « ni les Chinois ni les Américains ne sont prêts à débarquer leurs « marines », nous a-t-on dit, — il faut mettre en place un système de contrôle acceptable par tous. Car les Khmers rouges ont tout à perdre à un retour de la paix et à un mécanisme de contrôle qui les couperait de leurs sources de ravitaillement chinoises.

« Pour la première fois, nous avons une diplomatie à la fois morale et réaliste », a ajouté ce conseiller. Pour

la première fois sans doute aussi, Bangkok s'efforce de conduire une diplomatie qui ne serait à la remorque d'aucune grande puissance, que ce soit la Chine ou les Etats-Unis, avec lesquels les relations sont à présent délicates.

Car M. Chatichai et son équipe viennent tout juste de l'échec du marché unique de 1993, de l'accord de libre-échange américano-canadien et au poids de plus en plus lourd du Japon. La Thaïlande veut se débarrasser du doublet cambodgien, « un pays à peine aussi peuplé que la ville de Bangkok », pour pouvoir faire face à ces grands défis économiques. En même temps, M. Chatichai voit son pays au centre de tout programme de reconstruction d'une Indochine étonnée par la guerre. L'économie thaïlandaise a tout à y gagner, et le premier ministre a appelé la France à développer sa coopération avec la Thaïlande dans cette perspective.

PATRICE DE BEER

Le prix Nobel de la paix 1989

Les dissidents tchécoslovaques favorisés

STOCKHOLM

de notre correspondant

Le comité Nobel du Parlement norvégien avait attribué en 1988 le prix de la paix aux casques bleus de l'ONU. Selon la « logique » nobélienne, il est donc peu probable que le prix, attribué le 5 octobre, revienne cette année, à une organisation. Il pourrait cependant récompenser à la fois un individu et un mouvement : l'écritain tchécoslovaque Vaclav Havel, cofondateur de la Charte 77, semble grand favori (à l'exception du 2 octobre la Fondation Olof-Palme l'a déjà désigné comme le lauréat de son prix annuel). Son compatriote, Jiří Hejlek, ministre des affaires étrangères de M. Dubcek en 1988, figurerait également en bonne position. Le prix Nobel de la paix n'est plus jusqu'ici que deux fois à l'Europe de

l'Est, dont, en 1983, à Lech Wałęsa.

Parmi les autres noms sur la liste des nobélisables 1989, on trouve encore MM. Mikhail Gorbatchev et Nelson Mandela, ainsi que quelques personnalités féminines comme M^{lle} Corazon Aquino, la présidente des Philippines, ou M^{lle} Gro Harlem Brundtland, le premier ministre norvégien. Les événements sanglants de Chine étant survenus après le 1^{er} février, la jeune figure de proue du mouvement contestataire étudiant, Chai Ling, ne pourra être candidate avant l'année prochaine. Mais le Prix de la paix 1989 pourrait tout aussi bien couronner l'exercice quotidien se faisant de la charité chrétienne toute une vie durant : il y a dix ans, il avait été attribué à mère Térésa. Cette année à l'abbé Pierre ?

F.N.

مكتبة ابن الصل

POLITIQUE

Le débat sur la loi de programmation militaire

M. Chevènement fait face à l'hostilité de la droite et des communistes

Les députés devaient poursuivre, mercredi 4 octobre dans la matinée, la discussion du projet de loi de programmation militaire 1990-1993. Le premier ministre devait, quant à lui, engager à l'Assemblée nationale, la responsabilité du gouvernement (article 49-3 de la Constitution).

Le consensus sur la défense nationale est-il atteint ? M. Philippe Méresse, le député UDF de Vendée, le pense et le dit. Son collègue, ancien président de la commission de la défense nationale, RPR, rénovateur, M. François Fillon (Sarthe) ne le croit pas, même s'il est critique. M. Arthur Pécès, député UDF du Var, est sur la même position, mais il accuse le gouvernement d'être « un mauvais gestionnaire » de ce consensus. Pour le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, ce consensus est intact malgré la volonté de certains « de réveiller par des surenchères déplacées les vieux démons, les vieux complots, les vieux fantasmes du militarisme et de l'antidémocratie ».

La programmation militaire 1990-1993 fait un peu les frais d'une rentrée parlementaire tendue. La vocation de ces lois-programmes semble depuis belle lurette être révisée à la baisse ou remplacée par d'autres programmes plus ambitieux, mais tout aussi incapables de tenir leurs promesses. Cela fait également quelques années qu'à droite comme à gau-

après y avoir été autorisé par le conseil des ministres.

L'opposition de droite ayant décidé de ne pas déposer de motion de censure, le texte devait donc être adopté sans vote. Les motions de pro-

Etats-Unis, voudraient engager en France un processus similaire.

La « stricte suffisance »

S'agissant de « l'appréciation des menaces », le ministre estime que si les facteurs d'épaissement sont nombreux à long terme « des facteurs d'incertitude demeurent » : affaiblissement du processus d'ouverture à l'Est, problème de la poussée des nationalismes, conflits dans le tiers-monde, désengagement des Etats-Unis en Europe, etc. « Bref, si la détente (...) nous permet de nourrir un espoir légitime de paix, elle ne doit pas pour autant conduire à changer le cap de notre politique de défense : une politique défensive fondée sur une disposition dans le cadre de la stricte suffisance » a-t-il déclaré.

« Je veux vous dire ma conviction que ce projet, loin de céder à l'euphorie du moment présent, nous met en bonne position face au futur, quoi qu'il advienne. Sachons raison garder ! », a-t-il encore lancé en direc-

tion de la droite et du groupe communiste.

Le président et rapporteur de la commission de la défense nationale, M. Jean-Michel Boucheron (UDF-Vendée), a jugé quant à lui, « légitimes et tolérables » les économies (45 milliards) imposées dans ce projet. Il a rappelé qu'il s'était battu, comme M. Chevènement, au printemps, contre le projet visant à réduire de 72 milliards les crédits. A 45 milliards, « aucun pilier de notre doctrine de défense n'est atteint », estime M. Boucheron. Peut-on parler de rupture de consensus sur la dissuasion nucléaire, quand on sait que cette loi de programmation verra notre sous-marin lanceur d'engins modernisé, la portée de nos missiles augmentée, les têtes nucléaires gagnant en efficacité, notre flotte sous-marine plus discrète ?

« La diminution considérable du taux de programmation des crédits militaires n'est justifiée ni par la situation économique et financière ni par l'évaluation des menaces », a affirmé M. Fillon, RPR, qui a reproché en outre au rapporteur d'avoir

minorié de 20 % les coûts globaux des grands programmes d'armement. Tout en précisant qu'il ne remettrait pas en cause le principe de certains éléments, il n'est pas moins condamné « un discours qui voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Avec 10 % de crédits en moins, votre projet ne peut être considéré comme une simple actualisation. C'est une nouvelle loi qui aboutit à une nouvelle maquette de nos armées et à un nouveau seuil de suffisance dont il reste à démontrer qu'il n'est pas, en réalité, un seuil d'insuffisance ».

« Ne soyez pas les intégristes de la décimale », s'est exclamé M. Jean-Vies Audouin (PS, Paris), qui a regretté que des motifs strictement politiques conduisent à contester un consensus dont peu de pays européens peuvent se prévaloir. « Ce vote négatif ne va pas dans le sens de la mode ni de la facilité. Nous voulons par là

témoigner notre confiance à nos armées à qui le pays demande beaucoup et qui s'interrogent », a expliqué M. Jacques Boyer, ancien secrétaire d'Etat RPR à la défense.

Pour le groupe communiste, M. Jean-Claude Goyssot (Seine-Saint-Denis) a dénoncé une nouvelle fois le « surarmement » français : « Dans le monde, malgré la France, le désarmement a marqué des points. Il a expliqué que, d'ici à l'an 2000, les charges nucléaires de la France seront multipliées par cinq. Avec votre projet, nous risquons la médiocrité, se plaint en revanche, au nom de l'UDC, M. Louis Bormard. La diminution des crédits est préjudiciable à la cohérence de nos forces ». Un jugement partagé également par M. Philippe Méresse, UDF, qui a estimé que le gouvernement affaiblissait l'esprit de défense. Le député de Vendée a également contesté le concept de suffisance de nos armées, concept qui prend en compte les menaces et le niveau économique du pays. Il a dénoncé « le truisme » de cette notion de suffisance, notion fixée, selon lui, par le gouvernement à sa convenance.

PIERRE SERVANT

Les pacifistes cherchent « un second souffle »

Réunis en petit comité d'une cinquantaine de personnes, les mouvements pacifistes des pays membres de l'OTAN s'étaient donné rendez-vous, le 30 septembre et le 1^{er} octobre, à Nanterre, à l'appel du Mouvement de la paix française.

Outre débats autour du thème « désarmement ou partage du fardeau », les représentants des courants danois, allemands, anglais, américains, grecs, turcs, luxembourgeois et français. Selon l'avis même d'un Britannique, tous ces mouvements tentent de trouver « un second souffle » après leur victoire politique dans la bataille contre la présence en Europe des missiles Pershing. Ils se tournent désormais vers la lutte contre les dépenses d'armement dans chacun des pays de l'OTAN. Ils préconisent notamment une reconversion des industries militaires en industries civiles. Les personnalités extérieures invitées à la réunion de Nanterre (économistes américains

et du CNRS, représentants syndicaux CGT) ont toutefois mis en avant les difficultés que pourrait entraîner une telle politique, au chapitre de l'emploi en particulier.

Si l'idée d'une fédération des actions des mouvements pacifistes en vue d'une telle reconversion semble être admise, il n'en reste pas moins que les problèmes proprement nationaux subsistent : atteinte à la démocratie en Turquie, politique nucléaire indépendante en France, baisse de tension aux Etats-Unis en raison de l'effet Gorbatchev. Le secrétaire national du Mouvement de la paix française, M. Daniel Durand, a affirmé qu'il n'existe « aucune divergence importante entre les mouvements », en soulignant que, « pour trouver une convergence dans les années à venir, il faudra tenir compte des différences nationales de chaque pays membre de l'OTAN ».

Les chambres de commerce apportent leur aide aux sinistrés de la Guadeloupe

Le président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Philippe Clément, a annoncé, mardi 3 octobre, à une délégation des chambres consulaires guadeloupéennes l'ouverture d'un compte bancaire de solidarité auprès de la banque Rivaud. Ce compte recueillera les fonds indispensables au financement de l'action de solidarité engagée par les chambres de commerce pour venir en aide à l'économie guadeloupéenne sinistrée par le passage du cyclone Hugo.

D'autre part, le Comité de solidarité nationale en faveur des sinistrés de l'outre-mer (COSSIDOM) et la Fédération nationale de la mutualité d'outre-mer (FNMOM) viennent de débiter un premier chèque de 500 000 F. Cette somme a été mise à la disposition de la com-

mission de secours composée de représentants de l'union départementale des mutualités, de la délégation départementale, du Comité français contre la famine et des correspondants locaux du COSSIDOM en Guadeloupe (1).

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de son côté, a annoncé l'envoi en Guadeloupe de M. Alain Krivine, qui, « par l'intermédiaire du groupe Révolution socialiste (section antillaise de la IV^e Internationale), rencontrera toutes les organisations anticolonialistes de l'île afin de déterminer ensemble les tâches de soutien à organiser en France ».

(1) COSSIDOM, 6, rue Ménil, 75116 Paris. Tél. : 47-27-13-08.

DÉFENSE

La Grande-Bretagne renonce à un projet de frégate commun à sept pays alliés

Le gouvernement britannique a décidé, à la fin de la semaine dernière, de se retirer d'un projet de construction d'une nouvelle frégate (baptisée NFR-90), auquel participaient six autres Etats de l'Alliance atlantique, dont la France.

Un désaccord sur le calendrier du programme et la conception du navire est à l'origine du retrait du Royaume-Uni. Le gouvernement britannique en a informé officiellement ses partenaires. Le programme NFR-90 de frégate de lutte antiaérienne est évalué à 8 milliards de livres (plus de

80 milliards de francs), à partager entre les divers coopérateurs. Outre la Grande-Bretagne et la France, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, l'Italie et le Canada avaient entamé des discussions en janvier 1988 afin d'étudier le projet d'une frégate antiaérienne, qui aurait été la première tentative de l'OTAN de disposer, pour les années 90, d'un même modèle de navire d'escorte d'une flotte de combat. Ce bâtiment pourrait, si le projet est maintenu après le départ des Britanniques, être armé de missiles antiaériens (contre avions et missiles) franco-italiens.

Stabilité hiérarchique au Palais du Luxembourg

Après la réflexion de M. Alain Poirer à la présidence du Sénat, intervenue dans la nuit du 2 au 3 octobre, au troisième tour de scrutin, chacun des six groupes parlementaires existant au Palais du Luxembourg a fait connaître, mardi 3 octobre, la liste de ses membres et sa déclaration politique.

La hiérarchie des groupes selon l'importance de leurs effectifs n'a pas été bouleversée par le renouvellement triennal du 24 septembre. Le RPR conforte sa position de groupe le plus nombreux (il gagne neuf sièges, plus celui de M. André

Jourdain, qui vient de remplacer M. Pierre Brantus, sénateur du Jura, inscrit à l'Union centriste, délégué).

L'Union centriste conserve une deuxième place que le Parti socialiste menaçait de lui ravir. Non seulement MM. Claude Belot et André Egu, nouvellement élus en Charente-Maritime et en Ille-et-Vilaine, se sont rattachés administrativement à l'UC, mais deux sénateurs jusqu'à inscrits au Rassemblement démocratique et européen ont fait de même. Il s'agit de MM. Jean-Pierre Cantegrit (repré-

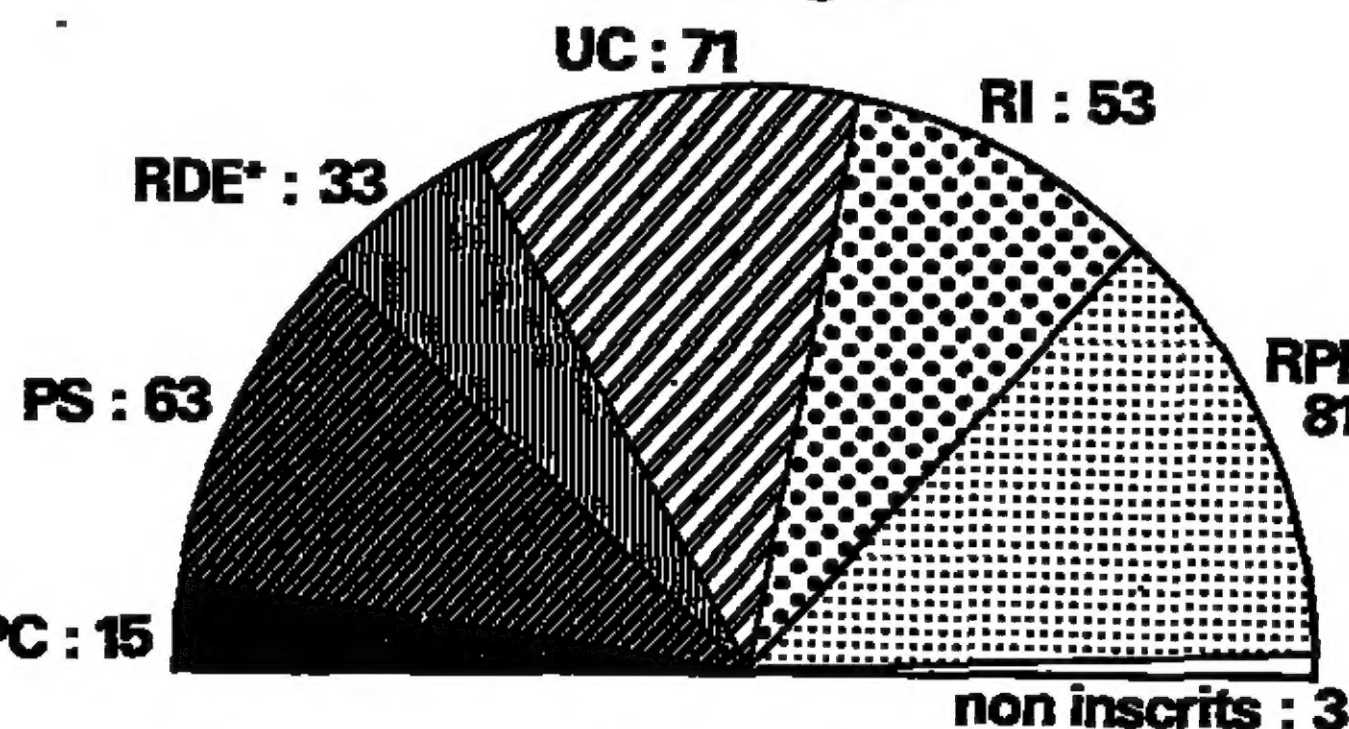
sentant des Français de l'étranger) et Jacques Moutet (Pyrénées-Atlantiques).

A une unité près, l'Union des républicains et indépendants retrouve ses effectifs d'avant le renouvellement. Ce qui n'est, en revanche, pas le cas du RDE qui enregistre un déficit net de dix sénateurs. M. Gilbert Baumet, qui conduisait la liste du PS dans le Gard, maintient son appartenance au RDE. Le groupe socialiste conserve comme auparavant le sénateur de la Guyane (M. Georges Othily, candidat dissident du Parti socialiste guyanais, a battu, le

24 septembre dernier, M. Raymond Tarcy, sénateur sortant) et gagne, comme rattachés administrativement, M. Robert Vigouroux et ses deux collègues élus dans les Bouches-du-Rhône face à la liste officielle du PS. Le groupe communiste compte désormais, avec le gain d'un siège dans les Côtes-du-Nord, seize sénateurs. Deux nouveaux élus ont rejoint les trois sénateurs qui ne sont inscrits dans aucun groupe. Il s'agit de MM. Philippe Adnot (Aube) et Jean Grandon (Eure-et-Loire), tous deux favorables à la majorité sénatoriale.

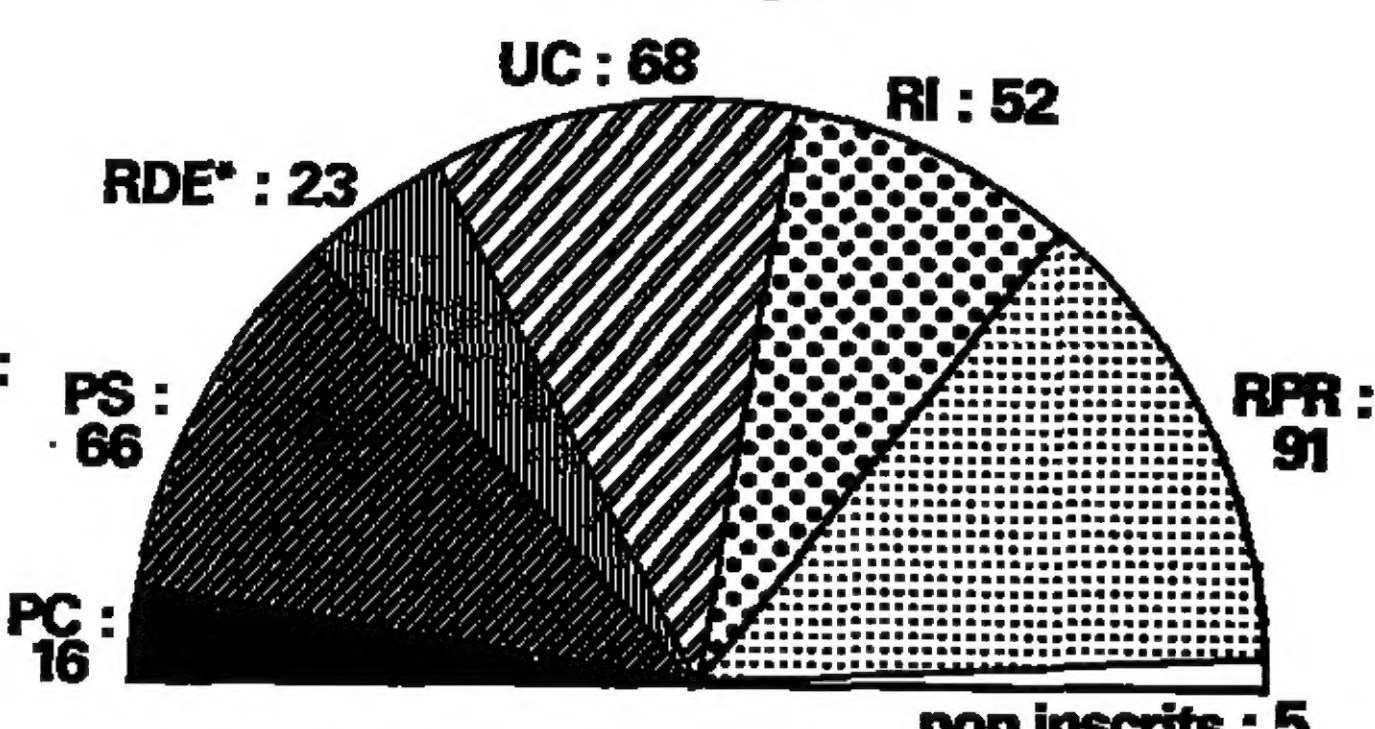
Les effectifs des groupes avant et après le renouvellement

LE SÉNAT SORTANT : 319 sièges



* Rassemblement démocratique et européen (12 de ses membres sont favorables à la majorité présidentielle et 21 à l'opposition).

LE NOUVEAU SÉNAT : 321 sièges



* Rassemblement démocratique et européen (8 de ses membres sont favorables à la majorité présidentielle et 15 à l'opposition).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

BULLETIN D'ABONNEMENT

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Imprimerie du Monde
12, c. M. Gombert
94852 IVRY

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	MONDIAL	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	763 F	972 F	1 480 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changement d'adresse : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire que les noms propres en capitales d'imprimerie.

POLITIQUE

POINT DE VUE

Contre l'amnistie

par Michel Suchod

TENTER de limiter les dépenses électorales et de clarifier le financement des activités politiques, quoi de plus utile ? Surtout si cette limitation des dépenses devait être effective, et la loi, une fois votée, appliquée. Voilà pour les problèmes de fond.

Mais il reste une question épineuse dans le projet gouvernemental sur le financement des activités politiques : l'amnistie. Celle-ci est prévue pour les infractions commises avant le 15 juin 1989, dans la mesure où les faits reprochés auraient été accomplis pour assurer le financement de campagnes électorales ou de partis politiques.

Disons tout net que le texte gouvernemental constitue en tout point une curiosité. D'abord, en raison de la manière dont il était initialement prévu de l'insérer dans le projet de loi adopté en juin dernier concernant l'amnistie en Guadeloupe. Ensuite, du point de vue juridique, parce que le texte est très « globalisant » et n'exclut de l'amnistie que le meurtre, l'assassinat, le parricide, etc. (sans entendu : même quand ils ont contribué directement ou indirectement au financement de campagnes électorales). Ajoutons que, classiquement, l'amnistie fait dis-

paraître le caractère d'infraction d'un fait punissable en effaçant la condamnation. Même si elle peut avoir pour effet d'empêcher ou d'arrêter les poursuites, l'usage est tout de même de ne faire intervenir une loi d'amnistie que lorsque l'on veut pardonner, après avoir pris pleinement et publiquement conscience des faits délictueux.

Les procédures judiciaires, les éventuelles condamnations ont une valeur pédagogique. L'amnistie ne devrait intervenir qu'en fin de processus, lorsque l'opinion publique est dûment informée. Enfin, il existe une dernière raison juridique de s'écarter : comment peut-on faire adopter une amnistie en octobre 1989 alors que la loi générale du 20 juillet 1988 a déjà pris sur elle d'effacer les mêmes délits commis avant l'élection présidentielle ? Le législateur peut-il légitimement et sérieusement pardonner tous les quinze mois ?

Si les raisons que je viens d'indiquer étaient les seules à militer contre le texte, peut-être pourrait-on passer outre au raisonnement juridique. Mais comment ne pas voir qu'il s'agit, avant tout, d'un problème politique à très forte connotation morale ?

Voter le projet d'amnistie serait aujourd'hui particulièrement dommageable pour le Parti socialiste. D'abord parce qu'à l'évidence bien des militants seraient nécessaires pour le faire adopter en séance. Irait-on jusqu'à rechercher une « majorité d'idées » entre le Parti socialiste et tous les secteurs « financiers » mouillés ? Ce ne serait pas raisonnable.

Ce serait d'autant moins raisonnable que le Parti socialiste est tout à fait honnête dans ses profondeurs, et ne se sent pas réellement concerné par ce débat. Les socialistes ont une haute conception de la vie politique, et l'hostilité à l'amnistie peut légitimement se réclamer de l'idéalisme jaurésien comme de la rigueur mendeisienne.

Toutes les conséquences de l'éventuelle adoption de l'amnistie n'ont pas encore été bien appréhendées : l'effet dans l'opinion en serait déléatoire, et bien au-delà des personnes amnistées stricto sensu. Dans beaucoup de communes importantes, dans les régions, certains, qui ont des attitudes hautement répréhensibles, les croiraient justifiées (acceptons tout de même de voir la vérité en face : si tant d'entreprises de toute nature, travaux publics, urbanisme commercial, ameublement, etc., sont prêtes à assurer un financement d'activités politiques, c'est bien qu'elles attendent en retour des élus un minimum de « renvoi d'ascenseur », par exemple, sur les marchés publics).

Cet effet déléatoire serait décuplé dans le public. Car nous sommes en démocratie, et si les uns sont amnistiés pour leurs délits économiques, les autres, presque tous les autres, se croient tout permis.

► Député (PS) de la Dordogne et vice-président de la commission des lois

Partie de mistigri autour

Les socialistes voudraient lier mais ils craignent les effets

Le projet de loi sur le financement des campagnes et des partis politiques, dont l'examen devait commencer mercredi 4 octobre à l'Assemblée nationale, comprend un article prévoyant l'amnistie de « toutes infractions commises avant le 15 juin » en relation avec le financement des campagnes ou des partis politiques, à l'exclusion des faits d'enrichissement personnel. La droite et le Parti communiste ont adopté en commission des lois un amendement de suppression de cet article, les socialistes ne prenant pas part au vote. Envisagée, dès le début du mois de juin dernier, au bénéfice d'élus ou de responsables, notamment socialistes, inculpés dans des affaires de fausses factures, l'amnistie va-t-elle finir au rebut ? Epilogue provisoire d'une étrange partie de mistigri.

Le 15 février dernier, le *Canard enchaîné* révélait que le nom de M. Michel Pezet, alors candidat du Parti socialiste à la mairie de Marseille, est cité dans l'instruction de l'affaire des fausses factures de l'entreprise de travaux publics SORMAE. Cette affaire implique des élus de divers partis, ainsi que plusieurs responsables de la société. Certains sont inculpés d'abus de biens sociaux, et complicité, et de faux en écritures, d'autres, dont M. Pezet, le seront ultérieurement.

La candidature de M. Pezet à la mairie de Marseille, entérinée au mois de novembre précédent par une convention nationale du PS, ne fait pas partie des responsables socialistes qu'une amnistie de façade

et divise les membres du gouvernement. Le président de la République et le ministre de l'Intérieur se préoccupent depuis les élections du printemps de 1988 du risque de voir Marseille passer à droite aux élections municipales et s'activent en faveur du maire en place, M. Robert Vigouroux, qui leur paraît avoir plus de chances que M. Pezet de conserver la ville à la gauche.

Dès le 13 mars, l'un des responsables de la SORMAE mentionne Urba-Technic, un bureau d'études ayant pour fonction de drainer vers la trésorerie du PS des fonds perçus à l'occasion de marchés publics. Le 19 avril, les enquêteurs de Marseille mettent la main, au cours d'une perquisition, sur un cahier qui leur livre le mode de fonctionnement d'Urba-Technic et les noms de plusieurs bénéficiaires de fausses factures. Cette découverte mène à l'inculpation de M. Gérard Monate, ancien syndicaliste de la police et ancien membre du cabinet de Gaston Defferre, PDG d'Urba-Technic. L'échelon supérieur de responsabilité est celui du trésorier du parti, M. Henri Emmanuelli.

Si les enquêtes ne mettent pas seulement en cause des élus socialistes, ceux-ci, toutefois, sont, les plus nombreux à être concernés. On parlera quelques semaines plus tard, de « plusieurs milliers » d'élus impliqués. De cette évaluation, M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, est informé par ses collaborateurs dès la fin du mois d'avril. Il alerte l'Hôtel Matignon et l'Elysée.

Le président de la République évoque le problème, au début du mois de mai, lors d'entretiens avec le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, et avec M. Emmanuelli, numéro deux du PS. M. Mitterrand se convainc de l'urgence d'intervenir, comme il l'avait déjà fait, en novembre 1987,

au moment de l'affaire Luchaire, en imposant à M. Jacques Chirac, alors premier ministre, la préparation d'un projet de loi sur le financement des activités politiques. Le 14 mai, lors de son traditionnel pèlerinage à Solitré, il déclare nécessaire « une loi sévère, qui aille loin, peut-être jusqu'aux communes, pour imposer des règles démocratiques, compatibles avec la morale élémentaire, la morale financière ».

M. Mauroy, juge-t-il que le premier ministre ne montre guère d'emprassement à défrayer aux souhaits présidentiels ? Toujours est-il que, le 16 mai, au cours du petit déjeuner qui réunit chaque semaine autour de M. Rocard les principaux dirigeants du PS et membres du gouvernement, le premier secrétaire manifeste avec vivacité l'inquiétude que lui inspire l'amoncellement des scandales. Ses propos donnent aux participants le sentiment que le pire est à venir et que les enquêtes en cours risquent de déboucher sur des inculpations retentissantes.

Dans la même période, une réunion est convoquée au plus haut niveau. Y participent, notamment, le garde des sceaux, le ministre de l'Intérieur et le numéro deux du PS. Elle permet de faire le point sur l'état des enquêtes en cours. L'idée est avancée - selon certains participants, par M. Arpaillange lui-même - que seule une amnistie rapide pourrait empêcher que ces enquêtes n'aillent à leur terme. La commande est passée au garde des sceaux d'une étude juridique sur la possibilité d'amener une amnistie des délits politico-financiers à un projet de loi inscrit prochainement à l'ordre du jour du Parlement. Le président de la République se serait opposé à l'idée d'une loi d'amnistie incluant ces délits, à l'occasion du Bicentenaire. Reste, alors, le projet de loi amnistiant les indépendantistes guadeloupéens.

□ Les principes politiques du général Lacaze. - Le général Jeanou Lacaze, ancien chef d'état-major des armées, député européen, nouvel adhérent du Centre national des indépendants et paysans (CNI), qui présidait, vendredi 29 septembre à Vaux-Audigny (Aisne), une cérémonie organisée à l'occasion de la Saint-Michel, fête des parachutistes, n'a pas infirmé la rumeur selon laquelle il briguerait, en décembre prochain, la présidence de cette formation qui occupe actuellement M. Jacques Féron, maire du dix-neuvième arrondissement de Paris.

S'adressant à « un certain électoral de droite aujourd'hui désorienté », notamment pour ce qui concerne le traitement à réserver aux immigrés, il a évoqué les « grands principes d'universalité de ce pays : la France n'est vraiment accueillante qu'ouverte aux autres, fraternelle, accueillante, rayonnante, a-t-il dit. Dans la mesure où ces étrangers, qui nous font l'estime de souhaiter vivre chez nous, observent scrupuleusement les lois de la République, la France, dans la mesure de ses possibilités et de ses impératifs politiques, doit leur laisser la porte ouverte ». - (Corresp.)

à 20 ans
on aime
se faire beau.

NOS HLM
AUSSI

A 20 ans, on a tout pour soi et beaucoup à partager. L'Office Départemental d'HLM des Hauts-de-Seine a la vitalité de ses 20 ans et une énergie renouvelée pour accueillir 30 000 familles et rénover l'un des premiers parcs de logement social de France. Pour que, dans les Hauts-de-Seine, le confort ait droit de cité.

DANS LE 92, LE CONFORT A DROIT DE CITÉ.

92
OFFICE D'HLM
DES
HAUTS-DE-SEINE

هنا من الأصل

POLITIQUE

du financement des partis politiques

une amnistie à la moralisation de la vie politique
négatifs d'une « auto-absolution »

La tactique adoptée implique d'associer l'amnistie au moins dans le temps, à un projet moralisant le financement des activités politiques. Le 2 juin, M. Rocard adresse au ministre de l'intérieur une lettre lui demandant de préparer une nouvelle législation, dont le texte doit être soumis « dès la prochaine session ordinaire », car il lui paraît souhaitable de laisser passer les élections européennes et d'engager la discussion « hors de tout contexte électoral ». Le projet Guadeloupe étant inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour le 5 juin, l'initiative de M. Rocard apparaît comme l'alibi d'une auto-amnistie, que les députés introduiraient précipitamment dans ce texte.

Manœuvre éventée

La manœuvre est éventée le 3 juin, la presse en ayant été informée par des députés socialistes hostiles à cette amnistie. Le jour même, à l'Assemblée nationale, l'opposition, par la voix de M. Jacques Toubon (RPR), dénonce le « mauvais coup » et prévient que ses amis n'y prêteront pas la main. Les socialistes pourtant ne désespèrent pas d'obtenir l'appui d'élus de droite, notamment dans les rangs de l'UDF, dont certains membres sont déjà inculpés ou menacés. Le PCF, qui dispose, lui, d'un système de financement hermétique, a fait savoir qu'il voterait contre l'amnistie.

L'annonce, par certains députés socialistes, de leur refus de voter en séance publique un tel amendement et l'échec des négociations entamées auprès des dirigeants du groupe UDF incitent le PS et le gouvernement à renoncer à ce projet.

L'échec de cette tentative oblige

les socialistes à se replier sur la solution consistant à introduire un article d'amnistie dans le projet de loi que prépare M. Joxe.

L'élaboration des nouveaux projets — un texte ordinaire et un texte organique — qui concernent à la fois les campagnes et les partis, associe les cabinets de MM. Joxe et Rocard. La rédaction de l'article d'amnistie est assurée par la chancellerie, qui la transmet par téléphone aux artisans du projet le soir du 12 juin. Les textes ont été mis au point en une semaine et adressés aussitôt au Conseil d'Etat. Ils sont adoptés le 20 juin au conseil des ministres. Quand seront-ils soumis au Parlement ?

M. Rocard, qui défend la réforme à la télévision le soir même, ne donne aucune indication sur ce point. M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, évoqué après la réunion du conseil des ministres, « un examen de l'automne », ce qui serait conforme à la directive initialement adressée par le premier ministre à M. Joxe. Cependant le président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, envisage publiquement la discussion du projet de loi ordinaire, en première lecture, à la fin du mois de juin. L'adoption de ce projet et celle du texte organique supposeraient alors, pour être menées à leur terme avant l'été, la convocation du Parlement en session extraordinaire par le président de la République.

Pas de cadeau au PS !

Pas question, pour la droite et le PCF, de faire de cadeau au PS ! Supposant les socialistes pris à la gorge, ils s'en donnent à cœur joie, dans les couloirs de l'Assemblée, en émettant leur indignation vertueuse. Au sein du groupe socialiste, cer-

tains députés réitèrent leur opposition à l'amnistie.

Deux jours plus tard, le président de la République s'entretient, comme chaque vendredi, avec M. Rocard, revenu de la conférence de l'Internationale socialiste à Stockholm. M. Mitterrand indique au premier ministre qu'il souhaite l'adoption des deux projets de loi au terme d'une session extraordinaire convoquée en juillet.

L'un et l'autre savent que le gouvernement n'est pas assuré de disposer d'une majorité sur ces textes, même si certains conseillers croient pouvoir compter sur l'absence de quelques députés de l'opposition lors du vote d'une motion de censure que déposerait la droite et dont le groupe communiste a fait savoir qu'il la voterait. Le recours à l'article 49-3 de la Constitution paraît, en effet, inévitable. M. Mitterrand demande donc à M. Rocard de risquer sur cette affaire la vie de son gouvernement. Il s'agit, pour le chef de l'Etat, de savoir si le premier ministre est prêt à se montrer solidaire du Parti socialiste. M. Rocard accepte.

Le calendrier de la fin de la session ordinaire et d'une session extraordinaire est fixé. L'ordre du jour de cette dernière comporterait plusieurs textes, dont ces deux-là. L'interrompt par les cérémonies du Bicentenaire, elle s'achèverait fin juillet. Les dirigeants du Parti socialiste sont ravis. Ils estiment avoir reçu l'appui du président de la République face à un premier ministre que certains d'entre eux soupçonnaient de « traîner les pieds ».

Dès le lendemain 24 juin, pourtant, le premier ministre est rappelé à l'Elysée dans l'après-midi. M. Mitterrand a changé d'avis. A-t-il seulement voulu « tester » M. Rocard ? A-t-il jugé que les cérémonies du Bicentenaire et les festivités de l'Arche risquaient d'être entachées, auprès de l'opi-

nion, par les péripéties d'un débat ayant pour unique enjeu l'« auto-blanchiment » des parlementaires frauduleux ? Le chef de l'Etat, quoi qu'il en soit, ne veut plus de session extraordinaire, du moins au-delà des quatre jours nécessaires pour achever les « navettes » en cours entre le Sénat et l'Assemblée.

L'humaine décision du président de la République est tenue secrète, au point que M. Mauroy, invité, le 25 juin, du « Grand Jury RTL-Le Monde », semble l'ignorer, de même que, le lendemain, le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne. M. Rocard, soulagé, peut, le 28 juin, indiquer à l'Assemblée nationale que le gouvernement entend laisser les enquêtes « se poursuivre ». Il précise que, « une fois la loi votée, seul un magistrat pourra décider si l'amnistie s'applique ou non ».

Un nouveau calendrier

Un nouveau calendrier est donc indispensable. S'étant déclaré hostile à la multiplication des sessions extraordinaires, M. Mitterrand refuse d'en convoquer une en septembre, avant le début de la session ordinaire d'automne, temps qui aurait été mis à profit pour examiner la réforme de code pénal et les deux textes relatifs au financement de la vie politique. C'est ainsi que les députés se trouvent saisis, mercredi 4 octobre, de ces deux derniers projets, celui qui comporte l'amnistie n'étant, curieusement, pas signé par le garde des sceaux. Le gouvernement hésite encore à déclarer l'urgence sur ces textes, afin de permettre leur adoption pendant la présente session, ou bien à laisser les navettes se faire tranquillement — et discrètement — entre les deux Assemblées, jusqu'à la session de printemps.

Le débat en commission des lois

a donné lieu à un étrange manège. Convoqués le 19 septembre par M. Mermaz en réunion de groupe, les députés socialistes ont été invités à se prononcer par vote sur les amendements de suppression de l'amnistie déposés par le RPR, l'UDF et le PCF. Huit d'entre eux, sur seize, étaient favorables à leur adoption, mais pas pour les mêmes raisons : quatre députés s'opposaient, pour le principe, à l'amnistie, les quatre autres jugeant momentanément « inopportune » le maintien de cette disposition et espérant qu'une fois la polémique calmée un amendement d'amnistie pourra être adopté avec la complicité de certains élus de l'opposition, en deuxième ou en troisième lecture du texte à l'Assemblée. Finalement, les commissaires socialistes ont décidé, le 20 septembre, de ne pas participer au vote sur les amendements, qui ont été adoptés par l'opposition et le groupe communiste.

Un amendement modifiant l'article d'amnistie, de manière à exclure de son bénéfice les parlementaires, pourrait être, finalement, présenté en séance publique par... M. Pezet. Inculpé le 18 août, le député des Bouches-du-Rhône avait fait savoir qu'il entendait, en tout état de cause, ne pas voter lui-même l'amnistie. En présentant un tel amendement au nom de son groupe, M. Pezet confirmerait la volonté des socialistes et la sienne de laisser les enquêtes aller à leur terme, pour ce qui concerne les hommes politiques, et de ne « blanchir » que les responsables d'entreprise et les intermédiaires (lorsque ces derniers, bien sûr, n'ont pas tiré un profit personnel de ces opérations). L'ancien candidat à la mairie de Marseille répliquerait ainsi, avec panache, aux accusations dont il est la cible. Et le feuilleton de l'amnistie, parti de Marseille, s'achèverait là où il a commencé.

PATRICK JARREAU et PASCALE ROBERT-DIARD

La situation du PS dans les Bouches-du-Rhône

M. Poperen favorable à la mise en place d'un « collectif pluraliste »

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône rassemble de plus en plus à une redoute assise. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, qui s'est rendu à Marseille, dimanche 1^{er} octobre, pour présenter aux militants socialistes ses thèses en vue du congrès de mars prochain, a rencontré le maire, M. Robert Vigouroux, avec lequel, a-t-il assuré, il n'a pas parlé de la « vie fédérale ».

Devant plus de deux cents personnes, parmi lesquelles des exilés du PS et des partisans de M. Vigouroux, M. Poperen a déclaré que le comité directeur, qui se réunit les 7 et 8 octobre, doit « prendre ses responsabilités » et nommer à la tête de la fédération, « un collectif pluraliste, largement représentatif du mouvement socialiste ».

Dans un entretien publié, la veille, par le *Provençal*, le ministre des relations avec le Parlement avait émis le souhait que « tous les socialistes des Bouches-du-Rhône se retrouvent avant le 3 décembre », date limite des adhésions qui pourront être prises en compte pour le congrès de mars.

Le premier secrétaire de la fédération, M. Yves Vidal, met en cause, de son côté, la « responsabilité de la direction du parti » dans la situation de la fédération socialiste. M. Vidal a indiqué, lors d'une rencontre avec la presse, que la fédération ne présentera pas de candidat à l'élection législative partielle provoquée par le départ de M. Jean-Claude Guadin pour le Sénat. « C'est une circonscription qui vote à 65 % à droite, laissons donc faire le label « majorité présidentielle », a-t-il dit, en faisant allusion à M. Vigouroux et à ses amis.

M. Vidal s'est référé à un diagramme de la « gauche Vigouroux », publié par le *Provençal*, pour désigner M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, comme les auteurs d'un « complot » dirigé contre M. Michel Pezet, ancien candidat du PS à la mairie de Marseille, et son équipe à la tête de la fédération socialiste.

le mistigri autour
Les socialistes voulaient
mais ils craignent

Le projet Guadeloupe étant inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour le 5 juin, l'initiative de M. Rocard apparaît comme l'alibi d'une auto-amnistie, que les députés introduiraient précipitamment dans ce texte.

HLM ISSI



en 20 ans vous avez changé de look.



En 20 ans, vous avez appris à ne ressembler à personne. Nos HLM ont appris à ne plus ressembler à des HLM. Ce sont ainsi des milliers et des milliers de logements, associant qualité architecturale et progrès technique qui ont été construits ces dernières années. Pour que dans les Hauts-de-Seine, la qualité ait droit de cité.

DANS LE 92, LA QUALITÉ A DROIT DE CITÉ.



POLITIQUE

Un entretien avec M. Charles Millon

Le rapprochement entre les groupes UDF et UDC est un préalable à l'émergence d'une grande formation de l'opposition

Elu le 25 septembre président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon devait participer, pour la première fois mercredi 4 octobre, au bureau politique de l'UDF, présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde M. Millon expose ses ambitions nouvelles à la tête du groupe des députés UDF, explique les conditions d'un bon fonctionnement du nouvel intergroupe parlementaire RPR-UDF-UDC et envisage l'avenir de toute l'opposition à l'aune de la rénovation, dont il est, depuis le printemps dernier l'un des principaux chefs de file.

« Votre élection à la présidence du groupe UDF n'est-elle, comme on semble le dire au PR, qu'une « péripétie » ? »

« En politique, tout est péripétie... »

« Certains disent encore que c'est une défaite de François Léotard, ou plutôt une victoire de M. Giscard d'Estaing, plus qu'une victoire de la rénovation... »

« C'est une victoire du groupe UDF qui a décidé d'affirmer son rôle moteur dans l'opposition, de se ressourcer sur le plan des convictions pour faire des propositions aux Français, et qui, par là, a indiqué très clairement que l'objectif actuel des hommes politiques n'est plus d'attendre, n'est plus de vaincre des adversaires, mais de convaincre les Français. »

« Avant l'élection, vous mettiez en garde l'opposition contre les risques de « ripolinage ». Par votre élection même n'êtes-vous pas devenu le premier artisan de ce « ripolinage » ? »

« Non : j'ai dit très clairement que je serai un artisan de la constitution de l'intergroupe UDF-RPR-UDC ; intergroupe qui ne sera pas simplement l'organisation à dates fixes de rendez-vous entre les présidents de groupe, mais qui sera la mise en place d'une nouvelle structure ayant pour objet de décider des positions communes entre tous les membres de l'opposition. Je suis favorable à la procédure « un homme, une voix » pour qu'il y ait de vrais scrutins sur tous les textes principaux qui viendront à l'Assemblée, et qu'ainsi puisse se dégager une majorité dans l'opposition afin de proclamer une véritable volonté d'union et de proposition. »

« Un homme - une voix » : vote à main levée ou vote secret ? »

« Les parlementaires doivent avoir le courage de leurs convictions, donc ce sera le vote à main levée. S'il y a des votes sur des choix de personnes, je suis pour le vote à bulletin secret. Je suis un partisan de la liberté de vote pour les parlementaires. Il faut que les groupes se coordonnent, se concertent, déterminent une position de groupe, mais qu'en aucun cas on ne touche à cette liberté de vote : il n'y a pas de mandat impératif en France. Lorsque l'on suggère que les chefs de parti pourraient imposer un point de vue, je pense que c'est totalement contradictoire avec la tradition parlementaire, et même la tradition politique française. Je refuse donc le principe d'un veto de quiconque. »

« Cet intergroupe doit-il être un laboratoire de l'union de l'opposition ? »

« C'est d'abord un laboratoire de réflexion où l'on va pouvoir déterminer des positions communes sur des sujets de société, politiques, économiques et sociaux. Ensuite, c'est un lieu d'apprentissage où RPR, UDF et UDC vont s'habituer à vivre ensemble, à débater ensemble et vont constater à l'évidence que les clivages qui existent entre les groupes parlementaires actuels ou entre les formations politiques sont des clivages très souvent dépassés. Il est probable que rapidement des majorités d'idées vont transcender les groupes parlementaires. Mon souhait est que ces majorités soient d'autant plus larges qu'elles permettront à l'opposition de donner une image cohérente, une image forte et une image conquérante. »

« L'opposition est encore profondément troublée, et ce n'est pas du jour au lendemain qu'on produit des propositions qui tiennent la route... »

« C'est mon défi ! Il faut que dans le mois d'octobre, j'arrive à mettre en place avec les députés un certain nombre de groupes de travail et de groupes d'experts qui puissent permettre au groupe UDF d'être en avance sur le gouvernement. L'action de la majorité relève de l'éthique de responsabilité, car elle doit compter avec les problèmes quotidiens, les contingences économiques, les pesanteurs sociales, et elle ne peut faire aussi facilement que l'opposition un travail prospectif. L'action de l'opposition relève de l'éthique de conviction et elle ne doit pas être à la traîne du gouvernement. »

« Votre idée est-elle toujours la constitution d'un grand parti unique de l'opposition ? »

« Une opposition qui ne serait pas pluraliste serait une opposition qui resterait opposition à vie, car la société française est pluraliste. L'opposition doit en tenir compte en favorisant l'émergence d'une grande formation avec des contours. Bien sûr, des étapes préalables sont nécessaires. L'une des premières étapes est d'essayer de rapprocher les groupes UDF et UDC qui sont issus du même tronc. »

« La réunification des deux groupes reste donc votre objectif ? »

« La réunification relève d'un problème de structures. Pour l'immediat, je souhaite que l'UDF et l'UDC se coordonnent afin d'éviter des procédures enroulées ou chaotiques, et définissent ensemble une stratégie. »

« Mais qu'est-ce qui justifierait, dans cette hypothèse-là, la continuité de l'existence du groupe UDC ? »

« On se posera le problème en temps voulu. La politique c'est

comme une marche en montagne, vous ne vous précipitez pas en haut du sommet avant d'avoir gravi les premières pentes. »

« Contrôle, pression, propositions »

« Vous donnez rendez-vous aux centristes à la fin de cette session pour voir si l'existence de deux groupes se justifie toujours... »

« Je ne donne pas de rendez-vous. Ce sont les parlementaires qui constateront, à un moment donné, s'ils doivent demander à leurs présidents de groupe d'aller plus loin dans le travail en commun ou si, au contraire, la démarche qui aura été choisie les satisfait. »

« Quelle doit être aujourd'hui l'attitude de l'opposition à l'égard du gouvernement ? La recherche du consensus désiré par les Français vous paraît-elle toujours nécessaire ? »

« Tout dépend de ce que l'on met sous ce mot de consensus. Si l'on parle d'un consensus sur les institutions, sur l'économie de marché, sur la démocratie d'alternance, c'est excellent. En revanche, je crois que dans une grande démocratie d'alternance, il ne doit pas y avoir une obsession du consensus pour tous les autres sujets. Il est bon et sain, il est normal : il est même indispensable qu'il y ait une opposition et une majorité. La démocratie, c'est le débat. Il faut que le gouvernement puisse avoir en face de lui une opposition qui fasse son travail de contrôle, de pression et de proposition. Bref, une opposition positive, mais une opposition qui soit claire, qui ne soit pas à la traîne du gouvernement mais en avance sur lui, une opposition de conviction. »

« Mais l'opposition a-t-elle suffisamment de convictions aujourd'hui ? »

« Elle en a ! Simplement, il faut qu'elle arrive à les décliner d'une manière intelligible pour toute la population. »

« Mais n'y a-t-il pas là encore un manque de discipline entre les groupes parlementaires et les états-majors politiques ? »

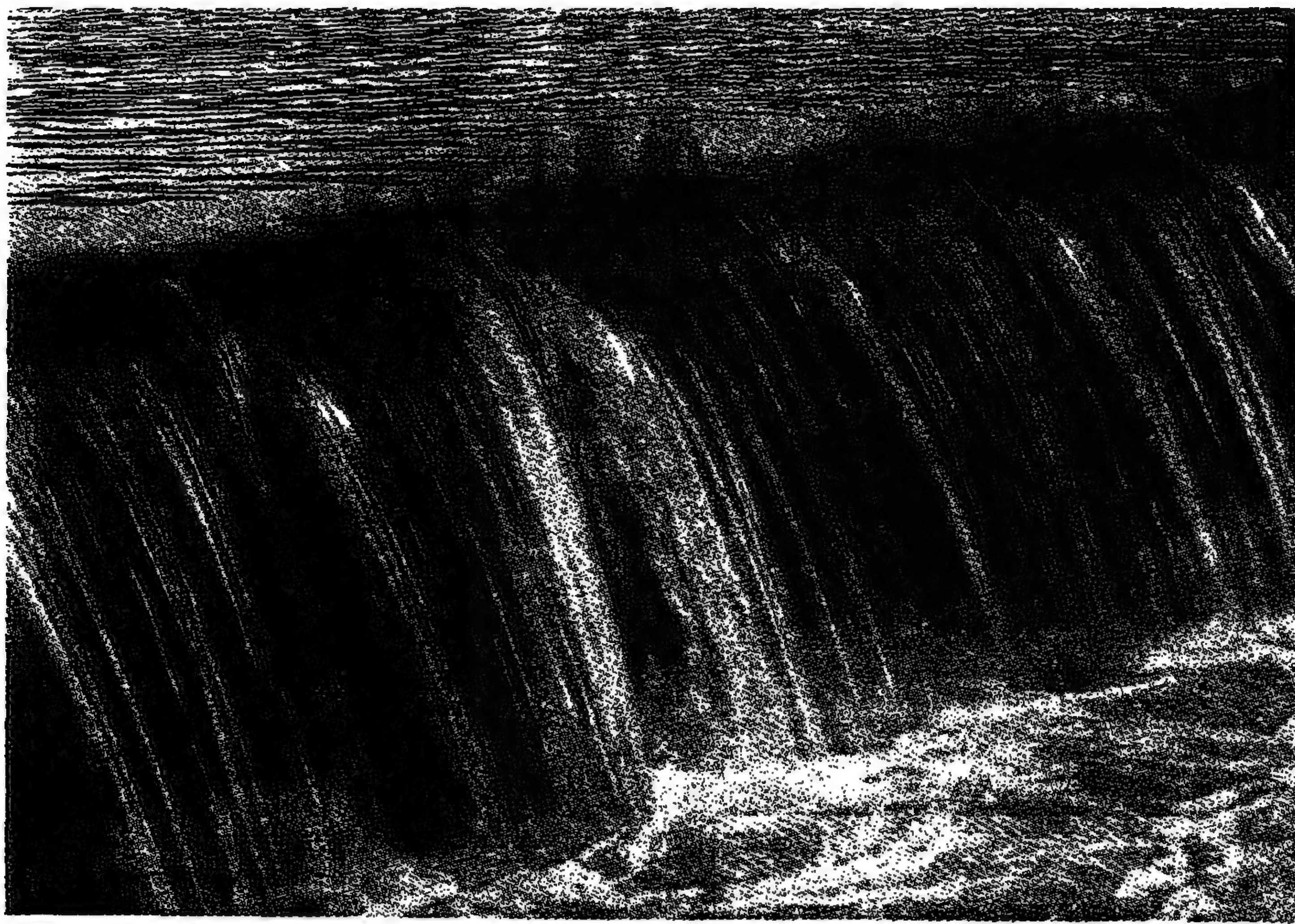
« Au niveau des idées, la discipline, c'est une catastrophe. Je suis pour le bouillonnement, pour le foisonnement, pour un feu d'artifice de propositions et de suggestions. Jusqu'à présent, tout le monde - dans l'opposition - campe sur ses positions. On n'a plus de dialogue avec les autres. Donc, je suis favorable à un lien, à une agora, c'est l'intergroupe, où il y aura effectivement ce débat des idées pour qu'en sorte il y ait une synthèse qui apparaisse. »

« L'alternance passe par le Palais-Bourbon ? »

« La première phase de la constitution de la grande "orce" d'alternance passe par le Palais-Bourbon. »



Propos recueillis par DANIEL CARTON et PIERRE SERVANT



AU-DELA D'UNE CERTAINE FREQUENCE D'ECHANGES, LE PROBLEME N'EST PLUS DE LES DEVELOPPER MAIS DE LES GERER.

Transpac, architecte de l'EDI, Echanges de Documents Informatisés.

Plus une entreprise se développe, et plus nombreux deviennent ses échanges avec son environnement économique et social.

Comment les rationaliser et les optimiser pour gagner en productivité ? L'EDI met en œuvre une procédure à la fois plus rapide, plus économique et plus fiable. Il libère l'entreprise de la lourdeur bureaucratique et des dépenses qu'elle entraîne. Il lui procure un gain à tous les niveaux de son activité : production plus efficace, rotation des stocks accélérée, livraisons et paiements plus rapides, gestion de trésorerie améliorée...

L'EDI concerne toutes les entreprises et organisations industrielles et tertiaires. Fédérateur et plaque tournante de la communication inter-entreprises, partenaire central des acteurs de l'EDI, TRANSPAC se devait d'en être aussi l'architecte. C'est déjà une réalité dans l'automobile, le négoce, la presse, avec les programmes GALIA, EDONI, TAM.

Ce le sera bientôt dans l'électronique, l'aéronautique, la banque, l'agro-alimentaire, l'assurance, l'administration. La compétitivité des entreprises françaises passe désormais par l'EDI. TRANSPAC leur en assure les moyens.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

هناك امعة الأصل

14 La Commission européenne et la Cour
de justice de la Communauté européenne

15 Un bilan des incendies de forêt
dans la région de la capitale

17 Le procès de l'excision
18 La violence sur les stades en Italie

L'adoption par les Douze de la directive sur l'audiovisuel

L'Europe lance sa télévision... sans quotas

Les Douze ont adopté, le 3 octobre, la directive « Télévision sans frontières ». Ces règles communes du marché n'imposent pas formellement de quotas audiovisuels européens. Mais le programme d'aide à la production (Eurêka audiovisuel) et la mise en place concertée de la télévision à haute définition devraient permettre à l'Europe de relever le défi des images face à la pression japonaise et américaine.

LUXEMBOURG
Communauté européenne
de notre correspondant

Quelques heures à peine après la clôture des assises de l'audiovisuel, les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Luxembourg, ont adopté la directive « Télévision sans frontières » qui fixe les règles à respecter par les diffuseurs d'émissions pour permettre leur retransmission dans tous les pays de la CEE (nos dernières éditions du 4 octobre). Seuls la Belgique et le Danemark ont voté contre. Mais l'accord, et en particulier, le rattachement du Royaume-Uni et de la RFA, n'ont été possibles que moyennant une limitation de l'article 4 de la directive sur la priorité à accorder aux programmes européens.

L'article en question, repris de la convention du Conseil de l'Europe, invite les États membres « chaque fois que c'est possible » à faire en sorte que les chaînes « réservent à des œuvres européennes (...) une proportion majoritaire de leur temps de diffusion... de films, fictions et documentaires ». Une déclaration conjointe du conseil des ministres et de la commission précise qu'il s'agit là d'une obligation politique. Autrement dit, que l'article 4 ne peut d'aucune manière être considéré comme juridiquement contraignant. Dans ces conditions, il est hors de question que la commission puisse d'ici à trois ou quatre ans imposer la directive pour traîner devant la Cour européenne de justice un État membre dont les chaînes de télévision continuent à diffuser une majorité de programmes américains, japonais ou italiens.

Quoi qu'il en soit, grâce à cet artifice, les Douze se sont à peu près honorablement tirés d'une entreprise qui avait été particulièrement mal engagée. C'est vrai des Français qui, hésitant parce qu'ils trouvaient insuffisante l'incitation à la diffusion d'œuvres communautaires, ont au moins deux fois changé de position depuis le début de l'année. Si les ministres n'étaient pas parvenus à une conclusion, le projet de directive aurait été bel et bien enterré car la procédure de concertation avec le Parlement européen exigeait qu'il se prononce avant le 6 octobre. Il aurait été politiquement désastreux (ce dont chacun était persuadé) que les Douze se révèlent ainsi incapables de légiférer dans un domaine aussi important pour l'instauration du marché unique de 1993. En l'absence d'un accord, le seul texte organisant les échanges transfrontaliers de programmes aurait été la convention du Conseil de l'Europe qui est sur plusieurs points moins précise que la directive communautaire et donne assurément encore moins de garanties aux producteurs européens.

L'hypothèque de la directive étant levée, la Communauté, en choisissant un autre angle d'attaque, celui d'une aide aux programmes, peut désormais plus facilement mettre en œuvre une politique audiovisuelle audacieuse. C'est l'interprétation optimiste que M. Jean Dondelinger, le commissaire chargé du dossier, a donné lundi à l'issue du débat.

C'est également le point de vue qu'a exprimé M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, qui préside les travaux



des Douze demandant « qu'au-delà du cadre juridique applicable aux émissions de télévision (la directive) la communauté engage un réel effort de coopération pour développer la production audiovisuelle et européenne ».

Au reste, M. Martin Bangemann, le vice-président de la commission chargé du marché intérieur, ainsi que M. Dondelinger, ont vivement contesté que l'article 4 ainsi qu'il est interprété par la déclaration commune du conseil des ministres et de la commission soit vide de toute signification véritable. « Une obligation politique demeure une obligation

et la commission, comme la directive lui en fait devoir, surveillera attentivement ce que feront les États membres. Il existe des moyens de pression extraordinaires pour les amener à respecter l'engagement qui est maintenant souscrit. La commission est bien décidée, par exemple, à saisir le Parlement européen si aucun effort véritable n'est consenti. Cette affaire ne restera pas sans suite », a déclaré M. Bangemann.

L'article 4 de la directive retient également l'idée d'une « clause de non-recours » proposée par M. Edith Cresson : si la pro-

portion d'œuvres européennes programmées n'a pu atteindre les 50% souhaités, les États membres devront faire en sorte que, au moins, elles ne soient pas inférieures à celle constatée en 1988. C'est là également une obligation sans contrainte juridique.

Avantage de la directive par rapport à la convention du Conseil de l'Europe, la France devrait pouvoir continuer à appliquer sa politique de quotas linguistiques. Cependant, M. Dondelinger a déclaré qu'il « espérait » que ces quotas disparaîtraient.

L'interprétation libérale donnée par les ministres ainsi que par la Commission à l'article 4 calmera-t-elle les États-Unis qui ont dénoncé avec force le projet de directive et déjà attaqué devant le GATT (l'Organisation qui régit le commerce international) les quatre États membres ayant ratifié la convention du conseil de l'Europe? « Je ne crois pas que les États-Unis engageront une procédure contre nous. Selon moi, c'est même exclu. La directive ne viole en rien les règles du GATT ni même l'esprit qui inspire l'Uruguay Round. Il s'agit de produits culturels bien particuliers qui ne peuvent être traités comme n'importe quelle marchandise. C'est tellement vrai que les États-Unis et le Canada ont eux-mêmes exclu l'audiovisuel de leur traité de libre échange », a commenté M. Bangemann. Plusieurs fonctionnaires de la commission ne partagent pas cet optimisme et redoutent que les États-Unis mettent à exécution leur menace d'appliquer des mesures de représailles commerciales contre la CEE.

PHILIPPE LEMAITRE

Compromis avant la vraie bataille

par Jean-François Lacan

Le débat sur la directive Télévision sans frontières a longtemps opposé deux stratégies antagonistes. Dans une optique ultralibérale, la Grande-Bretagne, le Luxembourg, appuyés par nombre de chaînes commerciales, voulaient démanteler les systèmes de quotas nationaux pour faciliter le lancement de nouvelles télévisions européennes largement approvisionnées par des programmes américains. A l'opposé, la France et l'ensemble des organisations de créateurs rivalisaient d'imposer des quotas européens pour susciter automatiquement une demande accrue de production à l'intérieur de la Communauté.

Ni les uns ni les autres n'ont gagné. Le compromis, signé le 3 octobre à Luxembourg, n'offre pas les garanties juridiques suffi-

santes pour imposer aux Douze la diffusion d'une majorité de programmes européens. Mais il laisse à chaque pays des armes suffisantes pour s'opposer à l'arrivée sur son territoire d'une chaîne « Coca-Cola » qui viendrait déstabiliser son paysage audiovisuel.

La directive protège les systèmes de quotas linguistiques nationaux, indispensables à la défense des identités culturelles. Elle ne crée pas de grand marché pour la production européenne. Cette dernière bataille n'est pourtant pas définitivement perdue. Ce que la France n'a pas obtenu en instituant une demande, elle tente aujourd'hui de le créer en jouant sur l'offre. C'est tout le sens du programme Eurêka audiovisuel, avec son cortège d'aides aux scénarios, à la production et à la diffu-

sion. Il est fort probable que les pays de la Communauté seront plus sensibles à la distribution d'aides financières qu'à un système contraignant d'obligations juridiques. D'autant que cette manne est étroitement liée, dans l'esprit de la Commission de Bruxelles, aux efforts industriels autour de la télévision à haute définition.

Après deux ans de polémiques idéologiques et juridiques, l'Europe audiovisuelle entame une deuxième course contre la montre. Celle qui doit lui permettre de garder la maîtrise de son marché de l'électronique grand public et des images qui, nécessairement, l'accompagnent. Elle n'a que peu de temps face à la nouvelle alliance entre Hollywood et les grands industriels japonais.

M^{me} Edith Cresson : « C'est un bon accord »

M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, a défendu la position de la France à Bruxelles, puis à Luxembourg, tout au long des négociations sur la directive. Elle explique au Monde la portée et les limites de l'accord des Douze.

« On ne peut que se réjouir de l'adoption de la directive. Nous avons frôlé la catastrophe. Si les Douze n'étaient pas parvenus à un accord, hier, notre système français de quotas et d'aides à la production devenait singulièrement fragile et pouvait être remis en cause par la Cour de justice européenne.

« C'est ce que nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer. Nous avons compris un certain nombre de professionnels de l'audiovisuel qui s'entendaient à préférer une absence de directive à un texte

qui ne les satisfaisait pas entièrement.

« Le texte adopté est le même que celui que j'avais négocié au printemps dernier. Il n'est ni plus ni moins contraignant sur le problème des quotas d'œuvres européennes. La délégation britannique a obtenu, sur ce point, l'addition d'une déclaration annexée où l'on précise qu'il s'agit d'une « orientation politique ». Cela laisse sans doute à chaque gouvernement une plus grande marge pour intégrer le texte dans la législation nationale.

« Il est encore trop tôt pour en tirer des conséquences sur le plan juridique. Mais un texte adopté par dix pays sur douze bénéficie d'une forte légitimité.

« Je suis sûr qu'il s'agit d'un bon accord. L'Europe est maintenant prête à relever le grand défi audiovisuel. La directive fixe les règles communes pour la circulation des chaînes. La commission, par la bouche de son président, M. Jacques Delors, a proclamé que l'audiovisuel, bien culturel, n'était pas une marchandise comme les autres. Le programme Eurêka va permettre de dynamiser la production et la distribution d'images. Enfin, le groupement européen autour de la télévision haute définition va rassembler industriels, producteurs et distributeurs pour gagner la bataille des nouvelles normes. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

La course aux images en haute définition

« Pas d'industrie de programmes forte sans maîtrise des technologies de la télévision ; et pas de technologie européenne viable sans images pour l'alimenter. » Ce postulat, repris avec force par M. Jacques Delors dans son discours de clôture des assises, résume le lien entre le sort de la télévision haute définition (TVHD) européenne et les efforts entrepris par le Vieux Continent pour augmenter sa production d'images.

Le récent accord de Columbia par Sony est dans tous les esprits. S'il illustre parfaitement le bien-fondé de la stratégie liant programmes et technologies, il sonne aussi comme une menace. Quand le groupe japonais met 3,4 milliards de dollars sur la table pour contrôler le studio hollywoodien et imposer ses normes TVHD, les Européens n'arrivent pas à débloquer le quart de cette somme pour l'ensemble de l'audiovisuel continental.

Bref, il y a urgence à se mobiliser pour promouvoir la norme européenne de télévision haute définition, dont les enjeux sont

essentiels tant en termes de marché (70 milliards de francs par an à l'horizon 2000) que de compétitivité des industries de l'image ou des composants (le Monde du 5 août). Trop longtemps domaine réservé des techniciens, le programme Eurêka 95 de TVHD doit être vigoureusement poursuivi, mais aussi doit s'adapter aux besoins des créateurs d'images, estimant les experts.

D'où une série de propositions : mettre rapidement à disposition des producteurs la chaîne d'équipements nécessaires à la TVHD, notamment au travers d'un Groupement européen d'intérêt économique (GIEE) ; soutenir financièrement les productions ; accélérer la recherche (par exemple sur les dispositifs de transfert entre vidéo et film) en coordonnant mieux les différents programmes européens (ESPRIT, RACE, JESSI, Eurêka) ; développer la formation par un effort conjoint des organismes nationaux ; harmoniser les systèmes de satellites, de sous-titrage ou de

contrôle d'accès des nouveaux services audiovisuels.

L'introduction réussie de la TVHD impose d'encadrer les objectifs et le calendrier, dans un « Livre blanc », dont les experts demandent la rédaction. Le calendrier préconisé comprend trois phases.

D'ici à 1992, il s'agit d'acquiescer un savoir-faire avec des productions expérimentales. En 1992, les Jeux olympiques de Barcelone et Albertville seraient l'occasion des premières diffusions expérimentales en TVHD, vers un million de téléviseurs soigneusement répartis dans des lieux publics. En même temps, démarrerait une programmation plus régulière d'émissions produites en TVHD et diffusées dans des normes intermédiaires comme le D ou le D2-Mac (celle qu'utilise, par exemple, le satellite JDF1). Enfin, à partir de 1995, débutteraient les émissions régulières en TVHD.

Le ministère français de l'Industrie a aussi retenu la date des Jeux olympiques : il vient de débloquer une première tran-

che de crédits (30 millions de francs) pour aider studios et télévisions français à s'équiper d'ici à 1992 en matériel de production dits « en composants », première étape vers la TVHD.

Ce calendrier volontariste ne règle pas tous les problèmes. Les Italiens, par exemple, qui n'ont guère d'industrie électronique, mais une certaine expérience de production en TVHD (notamment japonaise...), exigent de participer au directeur du programme Eurêka 95 et souhaitent vivement voir s'implanter à Turin un centre expérimental de production. Personne ne sait trop que répondre aux Russes, qui frappent à la porte de la « maison commune ». Et la laborieuse gestation d'un GIEE de promotion n'empêche pas chaque pays de jouer sa carte.

M. Jacques Delors a en tout cas lancé cet avertissement : « L'observatoire avec attention ceux qui accepteraient de prendre leur part de risque européen et ceux qui préfèrent les court-circuits d'autres technologies. »

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES

L'ALBUM 89

164 PAGES - 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COMMUNICATION

La bataille pour le contrôle de la Cinq

MM. Seydoux et Berlusconi contestent la régularité de la dernière augmentation du capital

MM. Jérôme Seydoux (Chargeurs SA) et Silvio Berlusconi ont ouvert un nouveau front dans la bataille qui les oppose à M. Robert Hersant pour le contrôle de la Cinq. Les deux actionnaires ont déposé, mardi 3 octobre, un recours devant le tribunal de commerce de Paris demandant l'annulation partielle de la dernière augmentation de capital de la chaîne, souscrite le 11 septembre dernier et qu'ils estiment entachée de deux irrégularités.

MM. Seydoux et Berlusconi soupçonnent d'abord M. Robert Hersant, PDG de la Cinq et détenteur de 25 % du capital, ainsi que son allié Jean-Marc Vernes (10,5 %), d'avoir soustrait leurs quotes-parts, non pas en numéraire conformément aux vœux de l'assemblée générale des actionnaires tenue en mai dernier, mais en

compensation de créances, autrement dit en annulant des sommes qu'ils avaient avancées à la chaîne. Ils accusent ensuite M. Vernes et le Crédit lyonnais d'avoir souscrit cette augmentation hors délai, au lendemain de sa clôture.

MM. Seydoux et Berlusconi demandent, en conséquence, que ces actions, achetées illégalement selon eux, puissent être « appréhendées » (reprises) par le groupe Chargeurs SA. Une mesure qui rééquilibrerait les rapports de forces au sein de l'actionariat de la Cinq au profit du tandem franco-italien et de son allié canadien Vidéotron. Depuis la dernière augmentation de capital, ces derniers totalisent 35,7 % des parts contre 38,66 % à leurs adversaires appuyés par les sociétés Expar et SMA (groupe CIC). Entre les deux, le Crédit lyonnais (5 %), banquier de M. Hersant comme de M. Seydoux, affiche sa neutralité tandis que le groupe Les Echos (3,67 %) est vendeur. L'important paquet d'actions des Mutuelles agricoles Groupama

(16,83 %), a été placé pour sa part sous séquestre — sans droit de vote — par le tribunal de commerce de Paris statuant en référé, le 27 septembre dernier, à la demande de M. Hersant (Le Monde du 29 septembre).

Celui-ci accuse en effet les Mutuelles d'avoir vendu leurs actions à M. Seydoux au mépris du droit de préemption reconnu à tous les actionnaires, alors que ces derniers affirment, dans un échange de lettres du 25 septembre, avoir renoncé à ce qui n'a jamais été, selon eux, qu'une simple « option ». Un litige qui doit encore être jugé, au fond cette fois, par le tribunal de commerce de Paris, d'ici à la fin novembre. Les deux affaires sont donc intimement liées, et MM. Seydoux et Berlusconi demandent que leur recours soit associé à la procédure déjà en cours.

La bataille s'annonce serrée, même si, au groupe Hersant, on minimise la portée des nouvelles « arguties » juridiques du camp adverse. De nouveaux rebondissements ne sont pas à écarter. La tentation est grande, en effet, pour les alliés franco-italiens, privés pour l'instant du renfort des Mutuelles sur lequel ils comptaient, de « jouer la montre ». La Cinq, toujours déficitaire et dont la dernière augmentation de capital a tout juste couvert le reliquat des pertes subies, demeure fragile. Un enlisement juridique pourrait contraindre son PDG à négocier.

A. Co. et P.-A. G.

Le magazine « Afrique-Asie » reparait. — Après une interruption de plus de deux ans, le bimensuel Afrique-Asie a reparu, vendredi 29 septembre, sous le nom de « Nouvel Afrique-Asie » et sous une formule désormais mensuelle. Au terme de dix-huit ans d'existence, Afrique-Asie avait été contraint de déposer son bilan. Il revendiquait alors un tirage de 160 000 exemplaires pour une diffusion de 135 000 et se plaçait ainsi au premier rang de la presse tiers-mondiste de langue française.

M. Jean-Pierre Hoss devrait présider la SFP

M. Jean-Pierre Hoss, conseiller du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations pour les problèmes de communication, va être nommé président de la Société française de production (SFP). Le conseil d'administration de cette société sera « convoqué dans les tout prochains jours » pour procéder à sa cooptation comme administrateur en remplacement de M. Philippe Guillaume, nouveau président d'Antenne 2 et de FR 3, et à son élection comme président, à l'annonce, mardi 3 octobre, le ministre de la culture et de la communication.

Candidat malheureux à la présidence de Radio-France puis à la direction générale d'une chaîne de télévision publique, M. Hoss décroche ainsi, à quarante-trois ans, un poste à la mesure de ses ambitions et des qualités professionnelles qu'il avait révélées pendant vingt mois à la tête de Radio-Monte-Carlo (RMC).

Renarque, maître de requêtes au Conseil d'Etat, M. Hoss a débuté sa carrière en dehors de l'univers de la communication : il fut successivement rapporteur près la commission spéciale de cassation des pensions, maître de conférences à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, de Paris, avant de rejoindre l'université de Brasília comme conseiller en organisation, puis de gagner le Sénégal en tant que conseiller juridique du président Léopold Sédar Senghor.

Son passage à la commission économique du PS, de 1976 à 1978, lui valut d'être nommé en 1982 chef du service juridique et technique de l'information (SITI) du premier ministre. A ce poste, il est l'un des principaux rédacteurs de la loi d'octobre 1984 sur la presse. Sa réussite à la direction générale de RMC, de janvier 1985 à septembre 1986, ne l'empêche pas d'en être écarté au profit de M. Pierrick Borvo, proche collaborateur de M. François Léotard, alors ministre de la culture.

Réintégré au Conseil d'Etat, il est, en mars 1987, détaché à la Caisse des dépôts et consignations pour diriger la mission de la « Tête-Defense », puis le suivi des participations de ce groupe dans le secteur de la communication.

HISTOIRE

Le 450^e anniversaire de l'ordonnance de Villers-Cotterets

L'Académie a célébré la victoire du français sur le latin comme langue juridique

Qui eût pensé à tirer de l'oubli l'ordonnance de Villers-Cotterets à l'occasion de son 450^e anniversaire, sinon l'Académie française ? A l'initiative de son secrétaire perpétuel, M. Maurice Druon, elle a célébré, jeudi 28 septembre sous la coupole, la victoire du français sur le latin comme langue juridique, en quelque sorte ses lettres de noblesse (de robe). Une victoire que M. Alain Peyrefitte, président de séance et ancien garde des sceaux, a comparée à Bonvieux (1), une victoire linguistique où « le roi s'est fait le peuple contre le corps constitué ».

Que dit-il, au fait, cet article 3 de la fameuse ordonnance signée par François 1^{er}, le 25 août 1559 ? Il décrète : « Nous voulons dorénavant que tous arrêts et toutes procédures soient, dans nos cours souveraines et autres subalternes et inférieures (...) prononcés, enregistrés et délivrés aux parties en langage maternel et non autrement ».

C'était imposer au langage officiel du droit, avant de l'étendre à toutes les façons de parler du royaume, l'usage de la langue alors qualifiée de « vulgaire », une expansion que les participants ont développée à l'envi. Car ce point de départ de l'unification du français aux dépens du latin et des langues étrangères vient d'une volonté délibérée du pouvoir. Parmi tous les langages, a précisé en effet M. Guéhenne, président de l'Académie des inscriptions et belles lettres, « le français n'est pendant longtemps aucun poids littéraire ».

Il y eut l'admirable production des troubadours en langue d'oc. Il y eut une littérature normande, une littérature champenoise, une littérature pour encourager ou attirer des auteurs. La diffusion du français n'est pas le fruit de la littérature, c'est le fruit de la politique. Les révolutions, les changements de régime, n'ont pu infléchir cette ligne de conduite.

Ce français, réputé pour sa clarté et sa précision, est menacé par les schémas communautaires

imminentes. Et pas seulement dans la rédaction des actes judiciaires et notariaux. Comme l'a souligné M. Paul Chardon, président honoraire du conseil supérieur du notariat, « en face du système juridique anglo-saxon qui participe d'une conception antagoniste de la relation juridique, notre système de l'histoire de la francophonie (...) avec la force incontestée de l'acte authentique, assure la prévention des contentieux et l'équilibre de la vie contractuelle, fait partie de notre patrimoine culturel et répond aux besoins et à la mentalité de nos concitoyens ».

Et de mettre ceux-ci en garde. Qu'ils ne se laissent pas entraîner en Europe « vers une pratique qui consisterait, pour la vie des affaires, à utiliser la langue et le droit anglo-saxon, et, pour la vie civile, et pour elle seulement, à utiliser le français ou les langues nationales et le droit écrit ».

Pour l'usage généralisé de la langue, la menace est plus grave encore. Et le bâtonnier Lafarge voit notre pays, notre langue et notre culture bientôt placés devant ce fatal dilemme : « Ou bien la France, résistante à toutes les tentations de la facilité par une politique de fermeté et de rigueur saura préserver cet acquis incomparable et se souviendra qu'elle a écrit l'histoire de la francophonie (...) politique, sociale et morale, et nos couleurs alors continueront d'être le symbole de l'intelligence raisonnée, et synonymes de liberté ».

« Ou bien, victime d'un choc en retour de l'histoire, elle se laissera culminer par la même vague que celle qui avait conduit Guillaume à la conquête de l'Angleterre et réduira sa dimension à un simple hexagone ».

JEAN-MARIE DUNOYER

(1) La victoire de Philippe Auguste à Bouvines, près de Lille, en 1214, sur les armées coalisées du Saint-Empire, de l'Angleterre et du comte de Flandre, est généralement considérée comme la première manifestation du sentiment national français. (NDLR.)

CULTURE

Robert le magnifique

Robert Hossein achève sa trilogie sur la condition humaine avec « Dans la nuit, la liberté » un hommage à la Résistance et à ses « héros du dimanche »

« Faible, la voix, très faible ! »

C'est une des dernières répétitions de *Dans la nuit, la liberté* (1). Robert Hossein, dans le Palais des sports encore vide, à la fois nef et hangar, hurle sa prière comme un possédé à un comédien qui pleure et murmure. Il est ainsi, et c'est ainsi qu'on l'aime, Hossein, la fatigue vociférante, la foi vengeresse, toujours au paroxysme de tout, de la colère et de l'amour, d'une passion déferlante pour ce théâtre qui plaide et qui convainc, ce théâtre populaire, vraiment, qui désarme les plus blasés, les plus ricanneurs. Après l'affaire du courrier de Lyon, contre la peine de mort (600 000 spectateurs), après la Liberté ou la Mort, ou la naissance de la Révolution (600 000 spectateurs), il achève, avec *Dans la nuit, la liberté*, une manière de trilogie. Un prologue et un épilogue d'Alain Decaux enserment un texte de Frédéric Dard. On évoque les grands résistants : d'Estienne d'Orves, Bertie Albrecht, Jean Moulin, Manouchian, on entend de loin le Chant des Partisans. Mais aussi des cris et des rires d'enfants. Au milieu du plateau il y a comme une île ensoleillée pour évoquer la vie, avant. Et puis des soldats allemands casqués et bottés descendent les traves en galopant. Et la mémoire frissonne. Des hommes humbles vont mourir. Dans la nuit, l'émotion.

« Tu connais la phrase de Bernanos : « C'est un leurre de croire que les hommes moyens ne sont capables que de sacrifices moyens ». C'est ça, dans la nuit, la liberté. L'histoire — vraie — d'un groupe constitué à l'intérieur d'un réseau pour servir d'appât aux Allemands, si ça tournait mal. Un petit instituteur, un petit médecin, un petit voyou, des « soutiers de la gloire », des héros malgré eux... Ce spectacle, c'est ma « Rivière Kwai », en quelque sorte. Cette histoire, je l'ai racontée il y a bien longtemps à Frédéric (Dard). Il en a fait un bouquin, le Sang est plus épais que l'eau. Puis nous en avons tiré une pièce, une réflexion intimiste sur le sacrifice. Six hommes en question. Et lorsque je me suis attaqué à la Révolution, je lui ai dit mince, il y a l'héritage, c'est la Résistance. Il a alors repris les Six hommes en question pour donner cette fresque dédiée à tous les anonymes du refus. Ceux d'hier, ici. Ceux de la place Tiananmen, aujourd'hui.

« Tu vois, je ne viens pas répéter avec un manuscrit, j'arrive les mains vides, depuis le premier jour, je connais l'histoire, et j'y vais. Je ressens, je vois des images, l'essence de la traduction. C'est pas très intellectuel comme processus. On peut dire qu'est-ce que c'est que ce primat... Je m'en fiche. La réflexion, elle vient ensuite.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

« Et la réflexion, désormais, me pousse à m'arrêter. Ou plutôt à partir. Je monte Cyrano pour Belmondo, et après, avec quelques amis, je mets au point un procédé qui permettra, en utilisant des techniques de pointe, de déplacer d'énormes spectacles, de les présenter à travers le monde entier dans la langue de chaque pays. La technologie viendra au secours de Gutenberg de manière prodigieuse, le texte se précipitera à la rencontre des gens, en gros plan, vivant. Nous jetterons un pont entre la littérature et le cinéma, qui sera le théâtre... Et nous continuerons de parler de la condition de l'homme. On en parle mieux quand on est quatre mille que lorsqu'on est deux.

« Je ne suis pas un martyr »

« Quand on est comme moi propriétaire de rien — attention, je ne suis pas un martyr, — on peut partir sur les routes comme Tolstoï. Tolstoï, il avait ses moujiks, il leur a donné ses terres, la liberté. C'est pour ça que j'ai envie de dire à M. Calvet, bien que cela ne me regarde pas : « Allez, un bon mouvement, bordel, on est de passage, vous avez remis un truc sur pied, mais pas tout seul, avec des hommes ! ».

« On accède un peu au ciel quand on s'élève. Mais si tu te dépoilles de tes godasses, il faut au moins que cela ait un sens. Tu ne vas pas courir pieds nus sur les routes pour ne rien dire. Il faut parler aux hommes d'eux-mêmes, sans message, sans mission. Aller au devant d'eux avant que ce soit la fin.

« Si je veux jouer devant quatre mille personnes, je le dis, c'est parce que je sais qu'avec toutes ces têtes, toutes ces chaînes, on est en train d'enfermer l'homme pour qu'il ne voie pas son agone. On l'enferme, on lui donne un semblant de confort et il croit que c'est la vie. La vie, au contraire, c'est l'espace, c'est se rencontrer. Nombreux.

« A force de se pencher sur la misère des uns et des autres, sur le désespoir des uns et des autres, on finit par être ébloué. Je fournis tous ces efforts avec des nostalgies de Marquis de anges. J'y pense tous les jours comme un adieu à l'insouciance. J'aurais pu en monter une adaptation ici, au Palais des sports, on me l'a proposé. Mais je crois que la résistance, c'était plus urgent. Tout de même, au moment de crever vraiment, je dirai : « Ah ! Marquis... » La Marquis de anges, c'est mon Rosebud. »

(1) La première représentation du spectacle a lieu le 5 octobre.

Jack Lang et les Zingaro au fort d'Aubervilliers

Bartabas et le ministre de la culture ont invité, mardi 3 octobre, le chanteur du Théâtre équestre des Zingaro dont la première représentation publique doit avoir lieu le 7 novembre.

Sur l'emplacement du fort d'Aubervilliers s'élève une sorte de cathédrale de bois clair, due aux architectes Patrick Bouchain et Jean Harari, où s'installent les Zingaro, qui ne sont plus « Cabaret musical et équestre », mais « Théâtre équestre ». Pour l'instant, le bâtiment est encore à claire-voie, seuls les chevaux sont bien abrités dans leurs stalles. M. Jack Lang n'a pas attendu la fin des travaux pour faire visiter ce théâtre nouveau dans sa conception, « construit en fonction de la mise en scène des spectacles et des déambulations du public », précisait Bartabas.

Le ministre de la culture a donné en exemple le coût peu élevé du théâtre, et en a profité pour énumérer les salles qui ont été ou seront

équipées, rénovées, ou même construites. M. Jack Lang n'est pas seulement ministre des grands travaux, il tient à ce que chaque spectacle, quel qu'il soit, puisse trouver un espace à sa mesure, qu'il puisse être exploité dans toute la France et non pas seulement dans les grandes villes. Il a d'ailleurs remercié Jack Ralite, maire d'Aubervilliers, qui a fourni le terrain et participé au financement du théâtre.

M. Bernard Faivre d'Arcey faisait à ses débuts de directeur du théâtre au ministère de la culture. Etait également présent Jérôme Deschamps, qui espère pour bientôt, qu'il Louis-Bleriot sans doute, non pas un théâtre mais une sorte d'atelier où il pourra préparer ses spectacles. Alfredo Arias a commenté son maire et son ministre au Théâtre de la Commune, qu'il dirige sans heurts, mais à qui un peu de neuf et de fonctionnel ne serait pas inutile.

C. G.

Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

MINISTÈRE DE LA CULTURE / CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

OCTOBRE - DÉCEMBRE 1989

ROUGET DE L'ISLE - CHERUBINI - MEHUL
GOSSEC - LE TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE (1793)
Bicentenaire de la Révolution Française

Le 07 à 20 H 30	AMBRONAY	Festival d'Ambronay
Le 08 à 19 H 00	BREME (RFA)	Musikfest Bremen
Le 10 à 19 H 30	BILBAO (Espagne)	Filarmonica
Le 11 à 22 H 30	MADRID (Espagne)	Festival de Otono

Auditorio Nacional
Avec le soutien de l'Association Française d'Action Artistique

CHARPENTIER : MEDEE

NOVEMBRE

Le 10 à 19 H 00	VIENNE (Autriche)	Konzerthaus
-----------------	-------------------	-------------

Avec le soutien de l'Association Française d'Action Artistique

Le 14 à 20 H 30	CAEN	Théâtre Municipal
Le 15 à 20 H 00	PARIS	Théâtre du Châtelet

CHARPENTIER : PASTORALE DE NOEL,
ANTIENNES "O" DE L'AVANT
NOELS POUR LES INSTRUMENTS

NOVEMBRE

Le 21 à 21 H 00	MAREUIL-SUR-LAY	Vendée
Le 23 à 20 H 30	LYON	Temple du Change

Scandinavie

Le 25 à 15 H 00	COPENHAGUE (Danemark)	Radio Danemark
Le 26 à 19 H 30	HELSINKI (Finlande)	Radio Finlande
Le 28 à 19 H 30	STOCKHOLM (Suède)	Radio Suède

Avec le soutien de l'Association Française d'Action Artistique

DECEMBRE

Etats-Unis - Canada

Le 03 à 14 H 00	LOUISVILLE (Kentucky)	Bomhard Theatre
Le 05 à 20 H 00	NEW YORK	Columbia University
Le 06 à 20 H 00	NEW YORK	Rockefeller University
Le 08 à 20 H 00	BOSTON	St Paul's Church
Le 10 à 20 H 00	NEW YORK	Metropolitan Museum
Le 11 à 20 H 00	MONTREAL (Canada)	Théâtre Maisonneuve

France

Le 15 à 21 H 00	SARLAT	Aquitaine
Le 16 à 20 H 30	VERSAILLES	Chapelle Royale
Le 17 à 18 H 00	LE BOUSCAT	Aquitaine

FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE

مكتبة ابن رشد

Libert le magnifique

Libert le magnifique

Libert le magnifique

Libert le magnifique

Libert le magnifique

ENVIRONNEMENT

Douze morts, plus de 6 000 hectares détruits

Une année noire pour les forêts du Midi

Alarmés par les incendies de l'été qui ont ravagé plus de 60 000 hectares de forêt dans le Midi, le ministre de l'Agriculture, M. Mallevet, a choisi d'engager une politique forestière, dont il devait communiquer les grandes lignes au cours du conseil des ministres du mercredi 4 octobre. Encourager le reboisement, inciter les propriétaires à mieux entretenir et valoriser leur forêt, tels sont les objectifs du ministre au moment où l'explosion des projets papeteriers en France exerce une pression accrue sur le patrimoine bois national.

Douze morts, plus de 60 000 hectares de pinèdes, maquis et garrigues réduits en cendres : l'année 1989 restera une année noire pour les forêts du Midi. Une fois de plus, donc, on s'interroge sur la politique de prévention mise en place et sur l'efficacité de la stratégie et des moyens de lutte. L'an dernier, à pareille époque, on se félicitait des splendides résultats de la « campagne » 1988, qui avait limité les dégâts à 3 000 hectares. Certes, on reconnaissait l'importance de la météo, mais on attribuait une part du mérite aux moyens de lutte déployés sur chaque « feu naissant ».

En mai dernier encore, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe,

prévoyant à juste titre « un été très difficile » à cause de la sécheresse persistante, annonçait un doublement des crédits de transmission et des moyens aériens renforcés. La mobilisation avait été impressionnante : 27 000 sapeurs-pompiers, 250 avions bombardiers d'eau, 30 hélicoptères, des renforts civils et militaires en état d'alerte, et un budget de 670 millions de francs pour l'aménagement des pare-feux et des pistes et le débroussaillage.

Le milliard en fumée

Malheureusement, l'anticyclone a pris ses quartiers sur l'Europe et l'été pour le moins ne s'est pas montré. De sorte que le feu a dévoré trois fois plus de forêts et de broussailles que lors d'une année « normale » : 22 000 hectares détruits en moyenne chaque année depuis 1980. Comble de malchance, le Sud-Ouest a lui aussi brûlé, notamment dans le massif des Landes où l'on n'avait plus connu de grand incendie depuis 1949. On a découvert à cette occasion que, à moins de disposer d'une flotte considérable d'appareils — et donc d'engouffrer des sommes énormes pour quelques mois de l'année, — il était illusoire d'espérer éteindre tous les incendies à la fois. Or les feux de forêts, généralement, se produisent tous en même temps, lorsque les vents se déchaînent sur une végétation qui n'attend plus que l'allumette pour

griller. La sécheresse exceptionnelle de 1989 ne pouvait pas, quoi qu'on fasse, ne pas avoir de répercussion sur les feux de l'été.

Reste le problème majeur, qui se pose chaque année avec de plus en plus d'acuité : le jeu en vaut-il la chandelle ? Est-ce que le milliard qu'a coûté au total la lutte contre les feux de forêt — sans parler des pertes en vies humaines, presque toutes occasionnées par cette lutte — vaut la peine d'être dépensé pour laisser brûler quand même 60 000 hectares ? Cette question provoque, constamment reprise par M. Haroun Tazief, ancien délégué aux risques majeurs, mérite d'être posée à la lumière de cette dernière campagne.

Puisqu'un déploiement considérable de moyens de lutte n'a pas empêché la forêt de brûler, dans des conditions particulièrement difficiles, il est vrai, c'est que l'objectif est mal ciblé. Il ne suffit plus d'attaquer des « feux naissants » et de mettre sur pied des plans d'alerte perfectionnés comme ALARME (Alerte liée aux risques météorologiques) ou ALADIN (Alerte liée aux départements d'incendie de nuit), il faut attaquer le feu avant sa naissance.

Autrement dit, la lutte contre le feu se gagne dans les mois qui précèdent la « campagne » d'été, si l'on prend soin de débroussailler, de brûler les sous-bois en hiver (écobuage), de faire paître des troupeaux sous les arbres, bref d'entretenir une forêt dont on sait

que, quels que soient le temps et les essences — même le chêne vert est hautement inflammable — elle reste terriblement combustible. Surtout que cette période vulnérable correspond à la saison touristique et donc à l'afflux d'estivants étourdis, négligents ou inconséquents.

La difficulté vient de ce que la prévention coûte aussi très cher dans les conditions actuelles de l'occupation, ou plutôt de l'inoccupation de la forêt. L'écobuage suppose une présence sur place chaque hiver. Le débroussaillage demande un beaucoup de bras, ou un matériel coûteux, comme les fameux Scorpion, ces engins à vapeur de bois qui transforment les taillis en copeaux. Quant aux troupeaux... Les forestiers n'aiment guère la présence des ravageurs à quatre pattes dans leurs parcelles. Et l'on trouve si peu de bergers capables de mener avec la tradition qu'on envisage des nouveautés comme l'introduction de lamas dans la pinède.

Le drame de la forêt méditerranéenne, c'est qu'aucune politique de prévention ni de lutte ne peut être rentable — à la différence de la forêt laudaise, où les propriétaires vivent de l'exploitation du bois. Mais on devrait s'aviser tout de même qu'il vaut mieux dépenser 1 milliard pour que la forêt se débâte au feu plutôt que 1 milliard pour ne pas réussir à éteindre des maquis en flammes.

ROGER CANS

La fin des Canadair ?

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans un rapport sur les incendies de forêt, qu'il vient de rendre public, M. Francis Agostini, conseiller régional (non inscrit) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, vice-président de la commission agriculture et développement de l'espace rural, apporte des informations très négatives sur les négociations concernant le renouvellement de la flotte des Canadair de la Sécurité civile. Selon cet élu, qui a effectué, avec deux autres conseillers régionaux, une mission au Canada et a été reçu par les responsables du groupe Bombardier, la chaîne de montage a été reconstruite faute de commandes fermes, et il n'y a plus d'avions en stock.

« Il ne peut donc être question de la relancer que si un pays passait commande d'au moins vingt appareils », précise M. Agostini qui estime, par ailleurs, que la restructuration — c'est-à-dire le changement de moteurs à pistons par des turbopropulseurs — de la plupart des Canadair français ne serait pas rentable, ceux-ci

étant beaucoup trop âgés et usés. « En tout état de cause, indique-t-il, une commande passée maintenant ne pourrait être honorée qu'en 1992. »

Chaque Canadair de la dernière génération (CL-215 T) coûterait au moins 75 millions de francs, « mais il semble, écrit M. Agostini, que rien ne se décide à l'échelon gouvernemental car on voit mal comment la France pourrait acquérir vingt appareils CL-215 T d'un coup, la facture de 1,5 milliard de francs étant particulièrement lourde ». Le conseiller régional rappelle également que les discussions engagées par le gouvernement français remontent à 1985 et qu'elles ont été rendues difficiles par de fréquents changements de responsables de la Sécurité civile.

Il prend enfin nettement position contre le remplacement des deux gros porteurs DC-8 par des Fokker-27 — au profit des C-130 Hercules en cours d'expérimentation aux États-Unis — et conteste, de même, l'acquisition des Tracer « qui relève d'une certaine inconscience financière, pour ne pas dire plus ».

G.R.

Des journées entières sous les arbres

Suite de la première page

Au cours des trente dernières années, la chaîne s'est vidée de ses « grandes gaules ». Les Basques ont profité de l'essor industriel de leur pays pour quitter la forêt. Dans la vallée, on parle encore de l'époque où ils s'installaient pendant plusieurs semaines en altitude, construisant leur tabane à l'aide de branchages et de papier gondroulé. Le morne sèche, la ventrèche les patates et les « galions » de rouge leur donnaient du cœur à l'ouvrage.

Les Marocains de l'Atlas ont pris le relais avant que le contrôle de l'immigration ne devienne plus sévère. Hormis les Portugais et quelques Espagnols, rares sont à présent les candidats au bûcheronnage. Les Français restent en flèche, rebuts par un métier qu'ils savent difficile et peu considéré. Bûcherons, bûcherons, hommes des bois, l'image est désastreuse. Certains exploitants forestiers y contribuent qui ramassent mécaniquement des immigrants en gare de Toulouse pour les employer au noir dans des baraquements de fortune, avec, comme vivande, une paire de dindeons, du riz et du vin. « Des cas rares », assure-t-on dans la profession.

Si les grands projets de papeterie annoncés en France se réalisent, la forêt devra produire chaque année d'ici à l'an 2000 5 millions de mètres cubes supplémentaires. Mais comment trouver tous les cinq mille bûcherons en sus pour accomplir cette corvée de bois ? « Ramener des hommes à la forêt suppose quatre actions », explique M. Patrick Olivier, le directeur général des Forêtiers. La Rochette, dont le groupe mobilise 800 000 « cubes », par an dans son usine de pâte de Saint-Gaudens (1). « Réduire la pénibilité du travail, accroître sa sécurité, supprimer le nomadisme et garantir une rémunération attractive. »

Trois révolutions techniques

Depuis l'apparition de la tronçonneuse à la fin des années 50, la tâche en forêt est devenue moins éprouvante. Encore a-t-il fallu vaincre les réticences des sylviculteurs traditionnels et du code forestier très restrictif sur l'usage — non prévu par Colbert — des engins mécaniques en sous-bois. Avant l'essor de la tronçonneuse, d'anciens affirmant qu'un arbre non coupé à la scie ne rejetait pas de souche.

La deuxième révolution forestière s'est produite dans les années 70 avec la fabrication de véhicules de débardage. Simples

tracteurs agricoles à câble pour commencer, ils se sont transformés en engins à bras articulés capables de soulever ou de tirer des troncs courts mais de grande largeur, évitant aux bûcherons l'étape fastidieuse de la découpe en billons. « Cette opération ne doit plus être une contrainte humaine, mais une contrainte d'usine », affirme M. Olivier.

La troisième révolution en cours est l'abattage mécanisé. Le bûcheron troque sa tronçonneuse contre une sorte de moissonneuse-batteuse qui coupe l'arbre au pied, l'embranche, le débite en fonction des usages ultérieurs du bois. Ce nouvel âge est à sa préhistoire, une quinzaine de ces machines savantes fonctionnent dans le monde. Utilisables en plaine, elles sont exclues des pentes montagneuses, où le bûcheron conservera sa scie à moteur, certes allégée par l'apport du plastique. A l'inverse de si nombreux secteurs où la machine chasse l'homme, c'est la mécanisation qui pourra attirer de nouveaux bras vers la forêt.

Touton, il est pour l'ours

En montagne pyrénéenne, on a calé, fin 1983 le dernier câble-las, une immense boucle tendue de haut en bas qui descendait le bois sans discontinuer à 0,5 mètre par seconde. Les hommes marchaient quatre heures avant de commencer leur travail et autant pour revenir s'ils ne campaient pas sur les chaises. Le soir, les Dias remontaient chez eux. Mais beaucoup d'équipes logent dans les baraquements fournis par les exploitants forestiers.

Les bûcherons de montagne changent de toit deux fois par mois. « Ceux-là aspirent à davantage de confort », souligne M. Bruno Tretin, le directeur des approvisionnements de l'usine de Saint-Gaudens. Ils veulent des réfrigérateurs à gaz, un groupe électrogène pour s'éclairer la nuit, un chauffage et, dernier souhait, la télévision. Par définition, leur revenu tient à leur productivité.

La quarantaine approchant les bûcherons usés s'inquiètent. Quelques-uns restent dans les rancœurs — enlisés dans les équipes de jeunes — un pis-aller. Comment évoluer ? « Il faut leur permettre d'enrichir leurs tâches », estime M. Gilbert de Chambrun, directeur d'exploitation de la filiale pyrénéenne de La Rochette. Les meilleurs débardeurs sont d'anciens bûcherons.

Accroître l'initiative du bûcheron, élargir ses expertises au marquage des arbres (sélection du bois

à couper), former à l'abattage mécanisé, cette évolution plaît aux industriels soucieux de placer en forêt les hommes qui sauront mieux valoriser le patrimoine sur pied. Sur le terrain, ils se heurtent aux techniciens de l'Office national des forêts (ONF), qui s'emploient à freiner leurs ardeurs. Quand l'Office veut une coupe au privé, il s'applique à estampiller les lettres AF (administration forestière) sur chaque tronc à scier. Gare à qui abattrait un arbre non marqué. Le bûcheron, qu'on devrait initier à Courtenot, doit examiner sa proie avant de trancher.

« C'est un obstacle à la modernisation de la coupe », regrette M. Olivier, on ne peut pas imaginer un conducteur d'engin descendant à tout instant de sa machine pour chercher l'estampille. De son côté, l'ONF résiste à cette pression sur le milieu. « Nous sommes là pour préserver les arbres d'avenir », confie un technicien du Gers.

Quant à l'avenir des bûcherons du cru, il se prépare à l'école forestière de Foix. « Nous formons des promotions annuelles de cent jeunes, dont une quarantaine dans le cadre de programmes d'insertion active forestière (ISAF), mais la législation interdit cette formation longue (seize mois) au plus de vingt-cinq ans », regrette son président, M. Daniel Egré, qui est aussi le directeur du plan d'aide forestière à La Rochette. « Or, c'est dans leurs rangs qu'on peut trouver les plus motivés. » Tests d'aptitude physique, cours de gestion, travaux en entreprise, sur les chantiers, l'école de Foix se veut très sélective. « Les bûcherons formés s'exercent avec un métier précis », assure Gilbert de Chambrun. La presse, on en manque, et on se les dispute.

Le renfort sera-t-il réfré par les derniers ours, les sylviculteurs d'Etat ? Avec la crainte du hubbalo de la main coupée, les vocations se brisent entre le manche et la cognée. Au siècle dernier, quand l'administration envoyait des gardes incorruptibles dans les forêts de l'Ariège pour empêcher les coupes sombres, montagnards et bûcherons engagèrent « la guerre des demoiselles ». Déguisés en bergères, ils agitaient les gardes pour mieux les tuer. Autres temps, autres mesures plus pacifiques. Les bûcherons sont moins nombreux et les scieries ferment leurs portes une à une. « Touton, il est pour l'ours ! », s'exclame un marchand de bois. Difficile, au-dessus de 1 000 mètres de vivre heureux auprès de son arbre...

ERIC FOTTORINO

(1) La Rochette est le second groupe français de pâte à papier derrière La Cellulose du Fin, filiale de Saint-Gobain.

MÉDECINE

Dans un hôpital du Val-d'Oise

Sept personnes âgées sont mortes d'une intoxication causée par des salmonelles

Une intoxication alimentaire par des salmonelles atteint, depuis, vendredi 29 septembre, de nombreux pensionnaires de l'hôpital Charles-Richet à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Sept personnes âgées sont décédées mercredi matin. Les analyses toxicologiques n'ont pas encore permis de déterminer la nature de l'aliment empoisonné. Une information judiciaire a été ouverte.

C'est un hôpital clair et moderne, avec ses pavillons blottis au milieu des jardins et des arbres. Sept cents personnes âgées, dont plusieurs centennaires, y séjournent, certaines à titre définitif, d'autres dans l'attente d'un transfert vers un autre hôpital ou une maison de retraite.

Des affichettes sont épinglées sur les murs des couloirs, comme dans n'importe quel service hospitalier. Un peu différentes, certes. Elles signalent le centième anniversaire d'un pensionnaire, soulignent les besoins psychologiques d'une chorale, ou invitent le personnel à une journée de réflexion sur les rites de la mort et l'accompagnement des mourants. Un uni-

vers tranquille, rythmé par les petits pas des pensionnaires depuis la construction de l'hôpital, il y a vingt-cinq ans.

L'intoxication alimentaire de Villiers-le-Bel est la plus grave qu'ait enregistrée jusqu'à présent un établissement de l'Assistance publique, mais ce n'est pas la première affaire de ce genre. En juillet dernier, neuf pensionnaires d'une maison de retraite dans la banlieue de La Rochelle étaient morts à la suite d'une salmonellose. La bactérie responsable de cette intoxication était contenue dans du riz au lait servi au cours d'un repas.

Fièvre, douleurs et diarrhée

En Grande-Bretagne, l'année dernière, des œufs contaminés par la salmonelle avaient tué un garçon de neuf ans et causé la démission du sous-secrétaire d'Etat à la santé, M^{me} Edwina Currie. Celle-ci avait fait grand bruit en affirmant que « l'essentiel de la production d'œufs du pays était infecté ».

Comme la plupart des infections, la salmonelle est particulièrement redoutable chez les personnes âgées et affaiblies, ainsi que chez les très jeunes enfants. Bactérie proche de celle de la fièvre

typhoïde, la salmonelle est transmise par les aliments tels que la viande hachée, le lait, la charcuterie et les œufs dans lesquels le germe se multiplie à grande vitesse à température ambiante. Dans d'autres cas, l'infection est transmise lorsque l'hygiène laisse à désirer par les salles des patients. C'est en particulier cette bactérie qui impose le strict respect de la chaîne du froid dans les produits congelés.

Les symptômes de l'intoxication se manifestent dans les vingt-quatre à quarante-huit heures qui suivent l'ingestion des aliments avariés. Il s'agit d'une gastro-entérite aiguë, essentiellement marquée par des douleurs abdominales et surtout par des diarrhées très abondantes et une fièvre, ces deux dernières responsables d'une déshydratation sévère qui, chez les nourrissons et les vieillards, peut entraîner la mort si une réhydratation énergique n'est pas entreprise au plus tôt.

Des hémorragies intestinales et, beaucoup plus rarement, une perforation de l'intestin, compliquent parfois la maladie qui en général réagit très bien à un traitement approprié, à condition toutefois que le germe ait été rapidement identifié et qu'une réhydratation ait été prescrite sans retard.

BÉATRICE BANTMAN

Plus de six mille cas l'an dernier

Le chef du service de l'hygiène hospitalière de l'Assistance publique, le docteur Gilles Brucker, a précisé, mardi 3 octobre, que « le contrôle de la chaîne alimentaire était fait régulièrement, une fois par semaine » à l'hôpital Charles-Richet et que « le dernier contrôle était normal ».

Il a précisé que « plus de trois cents foyers de salmonelle ont été détectés en France l'an dernier ». Le nombre des malades a dépassé six mille et deux décès ont été identifiés. « Cette infection est de plus en plus fréquente », a remarqué le docteur Brucker. Elle s'est multipliée par quatre en France depuis deux ans.

650 000 F d'indemnités pour une IVG ratée

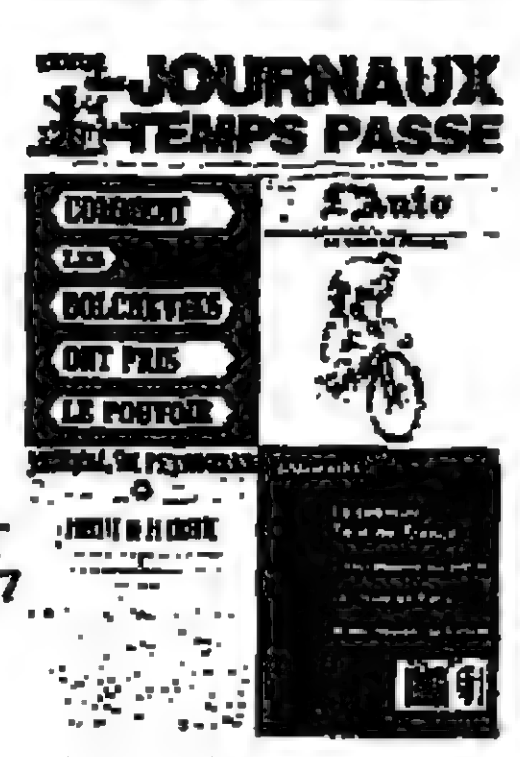
Par un arrêt du Conseil d'Etat, le centre hospitalier de Châlons-sur-Marne a été condamné à verser 600 000 F à un enfant né handicapé, à la suite d'un avortement qui avait échoué, et 50 000 F à la mère. Le Conseil d'Etat fonde sa décision sur « une faute lourde »

du médecin. L'arrêt rendu le 27 septembre qui a annulé un jugement du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne du 10 septembre 1985, condamne en outre l'établissement hospitalier à verser 427 968 F à la Caisse primaire d'assurance-maladie de Châlons.

dans le n° 2 de

LA REVUE DES JOURNAUX DU TEMPS PASSE

Comment les bolcheviks ont pris le pouvoir
Le Premier Tour de France
Vrain-Lucas : l'escroquerie du siècle
La chute de Paris dans la Presse mondiale
Hitler devient le Führer
et en « tait à part »
4 JOURNAUX REPRODUITS INTEGRALEMENT
Le Journal de Russie des 3, 10, 11 novembre 1917
et La Matin du 10 novembre 1917
Chez votre marchand de journaux
Le n° 59 F Abt un an 185 F 4 N°
15, rue Douy-Delpeux 93100 Montreuil



Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE

FRANCE
info

LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5752.36.

CL.A BC Nonette B 307 569 270

هذه امه الأصل

SOCIÉTÉ

Au tribunal de Paris

L'excision en cour d'assises

Si la cour d'assises a pour vocation de juger des personnes accusées d'avoir commis un crime, l'audience qui s'est ouverte mardi 3 octobre au Palais de justice de Paris semblait bien loin de cette définition. Pourtant, à la lecture de l'arrêt de renvoi, l'affaire paraissait simple : M^{me} Dalia Traoré, une Malienne âgée de vingt-six ans, répondait du crime de « complicité de violences volontaires à l'enfant de moins de quinze ans ayant entraîné une mutilation », pour avoir, en juin 1984, fait exciser sa fille Assa alors âgée d'à peine une semaine.

Se pliant à la tradition, M^{me} Traoré avait remis 300 F à une « exciseuse » africaine qui s'était présentée spontanément à son domicile. Une dizaine de jours plus tard, la directrice du centre de protection maternelle et infantile fréquenté par la mère ayant constaté que l'enfant avait subi une ablation du clitoris et des petites lèvres avait informé le procureur de la République.

Les avocats des associations SOS-Femmes-Alternative, Enfance et partage, de la Commission internationale pour l'abolition des mutilations sexuelles et de la Confédération pour le planning familial, ont rapidement donné au débat un aspect ambigu. S'agissait-il de juger M^{me} Dalia Traoré accusée d'avoir enfreint la loi française ou de faire le procès d'une tradition qui paraît indéfendable ?

«Dramaturgie terroriste»

Les associations parties civiles ne s'en cachent pas : il s'agit de « faire un exemple » afin que la communauté malienne en France craigne les rigueurs de la loi. L'unique procès du même genre en France les a déçus : le 28 mai 1988, la cour d'assises du Val-d'Oise a infligé une peine de trois ans de prison avec sursis à M^{me} Marylène Baradji, Malienne de trente-neuf ans et à ses deux épouses, tous trois reconnus coupables de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Le 3 avril 1983, leur fille Manassah avait succombé à une hémorragie provoquée par une excision.

La petite Assa, qui s'ennuie assise à côté de son père au premier rang des bancs du public, n'a eu qu'un début d'infection mais les parties civiles espèrent bien obtenir une peine plus sévère. Un dialogue de sourds s'est installé entre les associations qui luttent contre une pratique d'un autre âge et les avocats de la défense qui espèrent voir la justice tenir son rôle en jugeant uniquement le comportement de M^{me} Traoré.

Par instants, l'audience a pris des allures de colloque ou de congrès : « L'excision constitue une torture pour la petite fille, a déclaré le professeur Léon Schwartzberg. Au nom d'une prétendue tradition, une femme vit infirme et amputée du plaisir. Le clitoris est un organe vital au moment de la grossesse et de l'accouchement. Mais, dit-il, les protestations des avocats de la défense, M^{me} Mamadou Sawadogo et Henri Gerphagnon qui voulaient replacer le débat sur les actes reprochés à leur cliente, le célèbre cancérologue s'en cette phrase : « Ce n'est pas cette jeune femme que l'on juge, c'est la représentante d'une dramaturgie terroriste qui consiste à torturer une petite fille ».

M^{me} Grace Winter, une ethnologue belge qui a longtemps étudié la société soukine à laquelle appartient M^{me} Dalia Traoré, a tenu de

recentrer la discussion : « Il ne s'agit pas, ici, de faire le procès de l'excision mais de la faculté de cette femme de se conformer ou non à sa tradition ». Selon l'ethnologue, la liberté vis-à-vis de la coutume ne s'obtient qu'à la condition d'accepter d'être au ban de la société. « Une femme non excisée ne trouvera pas de mari. On dit qu'elle est sale ».

Ce n'est pas l'avis de M. Jean Pouillon, lui aussi ethnologue, pour qui parler du respect des coutumes constitue « une sorte de dédain à l'égard du mariage ». Une autre ethnologue, M^{me} Sindzingre, note que l'excision « est une cérémonie indissociable du mariage », avant d'ajouter : « Ici, il est question d'une personne. Pas d'un système social. On ne change pas un système social par un individu. Ça ne se fait pas en une journée ».

M^{me} Marianne Diakité a apporté le témoignage de quelqu'un qui sait de quoi il parle. Malienne excisée elle est gynécologue à Bamako. « J'ai quarante-six ans, j'ai voyagé, j'ai fait des études, alors je peux parler librement. Mais que peut faire Dalia Traoré née dans un bled perdu et qui n'a pas été à l'école ? Calmement, le médecin a ajouté : « Mon excision sur le plan social ne m'a jamais gênée. C'est ici que j'ai appris que nous serions rigides. En répétant ce genre de choses on fait plus de mal que de bien. Notre rôle c'est d'essayer de faire disparaître l'excision sans perturber celles qui l'ont subie ».

Les débats souvent passionnés ont parfois fait oublier Dalia Traoré, vêtue d'une sorte de gandoura vert émeraude, seule dans son box où elle avait pénétré les menottes aux poignets. Quelques heures avant, elle vivait libre avec son mari et ses cinq filles dans un logement composé d'une seule et unique pièce dans le onzième arrondissement. Infatigable, l'interprète soukine lui a traduit tous les témoignages. Mais la gynécologue M^{me} Diakité avait fait part de son doute sur ce procès en disant : « Je ne suis pas sûre qu'elle comprenne pourquoi elle est là ».

Verdict le 4 octobre.

MAURICE PEYROT

Mitchell contre Deforges ou l'éternel littéraire

L'écrivain Régine Deforges, auteur de la *Bicyclette bleue*, était poursuivie, mardi 3 octobre, devant la troisième chambre civile du tribunal de Paris pour contrefaçon littéraire. Il lui était, en effet, reproché par les héritiers de Margaret Mitchell quelques emprunts à *Autant en emporte le vent*.

Mardi 3 octobre, le malentendu s'est installé sur la troisième chambre civile du tribunal de Paris, et rien n'y a fait, ni le talent des avocats, ni la matière traitée — la protection juridique des œuvres littéraires, — ni l'atmosphère, Simonon pour l'extérieur, la brume sur les quais de la Seine, Kafka pour l'intérieur, le dédale du droit et de l'imagination : comment assembler ou différencier autant en emporte le vent, mondial best-seller néo-classique et la *Bicyclette bleue*, mondial best-seller moderne ? Dans l'affaire opposant la dame Mitchell, Margaret, ou plutôt ses ayants-droit, à la dame Deforges, Régine, à qui donner raison ? A qui donner tort ?

La présidente, M^{me} Nicole Antoine, tout au long d'une bien réelle journée, a préféré jouer Feydeau, prenant exclusivement la parole pour demander qu'on ne clique plus la porte, en sortant... On était, judiciairement parlant, dans l'absurde, c'est-à-dire au civil, là où la présidente et les assesseurs peuvent s'assourcir, puisqu'on juge d'abord sur dossier. Les représentants des parties rivalisent d'arguments écrits, sans débats, presque par politesse envers les gradins, quelques amis de l'infortunée Régine Deforges, écrivain français poursuivie par la Trust Company Bank d'Atlanta pour avoir effleuré de sa jolie plume le plus grand mythe du Sud américain.

Aussi ce différend, Mitchell contre Deforges, la guerre de Sécession contre la seconde guerre mondiale, les plantations de coton contre le Bordelais des côtes, ne pouvait-il être réglé sur place, et on a presque planté cette pauvre M^{me} Antoine de devoir trancher seule, ailleurs, cet autre écorce des relations franco-américaines. Du point de vue des plaigistes, l'histoire est assez simple. On peut discuter longtemps de l'interprétation des œuvres, du tronc commun — la vie, l'amour, la mort — dans lequel chacun puise son originalité au risque de copier celui des autres.

Me Olivier Carment avait aimé débattre des truculences du pastiche, des jeux de miroirs littéraires. Seulement, voilà : la dame Deforges, Régine, s'est amusée ou inspirée,

comme on voudra, d'un monument toujours contemporain qui assure encore le pain quotidien des descendants de la dame Mitchell, Margaret. Et toucher à *Autant en emporte le vent*, après le livre, surtout au film que l'on sait, cela se paie, 500 millions de provision, en attendant plus ample expertise des ventes de la *Bicyclette bleue* (de 80 millions à 100 millions de francs de bénéfices). A peu près le montant d'un remake, ce que la Trust d'Atlanta aurait demandé si les Editions Ramsay, en 1980, puis la Gaumont International, pour l'achat des droits du roman à l'écran, avaient sollicité une autorisation d'adaptation.

Les embarras de la propriété

M^{me} Carment est bien d'accord avec ses confrères, M^{me} Yves Baudelot et Daniel Soulez Larivière, défenseurs de la contrevention : tout est dans tout en littérature, et il n'est jamais simple de rendre à Beaumarchais ce qui est à Molière, à Corneille ce qui est à Racine. Rousseau voisin avec Goethe. « C'est toujours la même balle qu'on lance », a rappelé M^{me} Soulez Larivière citant La Bruyère, mais il en est toujours un qui le lance mieux. Seulement les emprunts, comme la *Bicyclette bleue* pour un seul livre, comme le soukhaït les plaigistes, ou comme le premier tome d'une série de trois, que l'on retienne, comme objet de litige, soixante-cinq pages sur quatre cents ou sur douze cents, restent ces soixante-cinq pages. Trop familière pour être tout à fait originales. Trop chargées d'émotion pour passer vraiment pour un pastiche, qui, en croire l'article 41 de la loi de 1957, réclame volonté de parodie et d'ironie.

Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette affaire que de voir une banque, à l'aveugle, et américaine de surcroît, ironisera M^{me} Carment, se soucier du droit d'auteur, si malmené par l'époque, et en rappeler le fait à l'édition française. Bien sûr, comme l'ont expliqué les trois défenses, la dame Deforges, Régine, et son éditeur avaient à l'époque clairement annoncé leur intention de jouer avec le bouquin de la dame Mitchell, Margaret, comme on s'attaque à la Bible ou à Proust, par nécessité de création.

Bien sûr, tout le monde s'est volé la face, heureux de la farce, Gallimard, qui distribue les deux romans et n'ignorait pas les risques de poursuites, l'américain Mac Millan, éditeur d'*Autant en emporte le vent*, qui tenta d'acheter les droits de la *Bicyclette bleue*, Ramsay qui cherchait des sujets pour ses auteurs. Bien sûr, l'éternel littéraire est étroit et il faut bien tuer les auteurs pour donner un espace aux modernes.

Mais, cette fois, on a touché à un tabou protégé par un capitalisme sourcilieux.

M^{me} Baudelot n'avait donc d'autre solution que d'entrer, pour la défense de la dame Deforges, Régine, dans le secret des deux œuvres et d'insister sur leurs différences. Pour les ressemblances, le compte est bon, la copie avouée, revendiquée dès la publication de la *Bicyclette*.

Il ne pouvait y avoir plagiat, puisque du côté de Scarlett, tout le monde est négatif, cupide ou conservateur. Autour de Léa, héroïne de la *Bicyclette* et sœur aînée de Scarlett, les personnages sont positifs, optimistes, engagés dans la Résistance. « Pendant la seconde guerre mondiale, a noté M^{me} Baudelot, Scarlett aurait été pétainiste et collaboratrice. » Rhett Butler est « un aventurier cynique », alors que Tavernier est un homme engagé. Mélanie une conservatrice saine et Camille une résistante dévouée. Ashley, fier, lâche, piteux survivant des combats, et Laurel, un type de caractère, qui mourra à la guerre.

Par nature contrefaçon

Soit. La dame Deforges, Régine, a dû trouver, après soixante-cinq pages de fidélité, trop de perversité à l'univers de son modèle. Elle s'y est ennuyée. Mais que l'on compare la *Bicyclette bleue* pour un seul livre, comme le soukhaït les plaigistes, ou comme le premier tome d'une série de trois, que l'on retienne, comme objet de litige, soixante-cinq pages sur quatre cents ou sur douze cents, restent ces soixante-cinq pages. Trop familière pour être tout à fait originales. Trop chargées d'émotion pour passer vraiment pour un pastiche, qui, en croire l'article 41 de la loi de 1957, réclame volonté de parodie et d'ironie.

La littérature est par nature contrefaçon, on le sait. Les tribunaux s'embourbent depuis des lustres dans les marais de l'imitation et de l'influence. Des héritiers américains posent une question plus simple. Ils réclament justice sur une simple affaire de droit d'auteur, en France, pays qui ne plaie pas sur ce chapitre. La *Bicyclette bleue* se voulait fausse, par jeu, mais son succès même — 6 millions d'exemplaires en dix-huit langues — rend l'arnumement trop voyant. Et sa cible, *Autant en emporte le vent*, a beaucoup fait pleurer. Scarlett est peut-être une gâche, mais elle reste chère, unique, à trop de mémoires.

Jugement le 6 décembre.

PHILIPPE BOGGIO

La catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon

Deux agents de la SNCF sont inculpés d'homicides et blessures involontaires

Quinze mois après l'accident ferroviaire qui, le 27 juin 1988, a coûté la vie, en gare de Lyon, à cinquante-six personnes alors que quarante-trois voyageurs étaient blessés, deux agents de la SNCF ont été inculpés, mardi 3 octobre, d'homicides et blessures involontaires par M. Jean-Paul Valat, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé du dossier.

Il s'agit de M. Daniel Saulin, quarante-cinq ans, le conducteur du train Melun-Paris, qui, à la suite d'une défaillance de son système de freinage, avait violemment percuté le train de banlieue en instance de départ pour Villeneuve-Saint-Georges. Le deuxième inculpé est M. André Fouquet, vingt-neuf ans, chargé de veiller à la fermeture des portes de ce dernier convoi.

Le magistrat instructeur reprocherait, notamment, à M. Saulin de n'avoir pas procédé aux vérifications indispensables de son système de freinage après l'arrêt du train à la gare de Vert-de-Maisons (Val-de-Marne) à la suite du déclenchement du signal d'alarme.

M. Fouquet est, pour sa part, mis en cause pour n'avoir pas respecté son horaire. Il serait, en effet, arrivé avec retard à Paris et aurait

dû être reparti quand le train Melun-Paris est entré en gare.

A l'annonce de l'inculpation des deux agents de la SNCF, la fédération CGT des cheministes a manifesté son « indignation », affirmant qu'« une fois de plus ce sont deux lampistes », simples exécutants de décisions, qui sont la direction de la SNCF et le gouvernement, que l'on désigne comme boucs émissaires ».

Pour la CGT, « les causes véritables sont à rechercher dans les choix des décideurs politiques, qui affaiblissent l'entreprise nationale en privant les salariés de leur emploi ». (Moins 42 000 emplois en quatre ans), aggravant les conditions matérielles dans lesquelles les cheministes exercent leur métier et fragilisant les chaînes de sécurité des circulations.

Mercredi 4 octobre, aux premières heures de la matinée le service banlieue SNCF de la gare de Lyon était perturbé à cause d'un arrêt de travail inopiné de conducteurs et agents de trains, indiquant un communiqué de la SNCF. Un service correspondant à un train sur trois a été mis en place et des trains de grandes lignes devaient s'arrêter pour assurer une desserte de certaines gares dans la grande couronne de la banlieue.

FAITS DIVERS

L'enquête sur les attentats racistes contre les foyers de la SONACOTRA

Le secrétaire général du PNFE placé en garde à vue

Après l'inculpation et la mise en détention, le 17 septembre, de M. Claude Cornilleau, président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), un autre responsable de ce groupuscule néo-nazi a été, le 2 octobre, placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire, à Paris. Francis Allouchery, vingt-trois ans, secrétaire général du PNFE a été entendu dans le cours de l'enquête sur les attentats racistes perpétrés contre les foyers SONACOTRA de Cannes et de Cagnes-sur-Mer.

L'inspecteur de police Serge Lecanu, secrétaire général de la FPIP, syndicat policier d'extrême droite, était, pour les mêmes raisons, toujours gardé à vue, mercredi matin (le Monde du 4 octobre). Le président de la FPIP, M. Philippe Bitaud, a, à ce propos, déclaré que « Serge Lecanu, entendu comme simple témoin, est seul responsable de ses engagements politiques. (...) La FPIP qui n'a de leçon de tolérance à recevoir de personne n'a pas pour

habitude de demander l'appartenance politique de ses adhérents ».

Quatorze activistes d'extrême droite, dont plusieurs membres du PNFE, sont actuellement inculpés dans cette affaire, suspects soit d'avoir posé les bombes qui firent deux morts et treize blessés, soit d'avoir participé à plusieurs stages du PNFE, au château du Carvier, à Vouzou (Loir-et-Cher), au cours desquels auraient notamment été dispensées une « formation » visant à la fabrication d'engins explosifs. Dans un bulletin bordelais du PNFE, le *Tonnerre*, Francis Allouchery actuellement en garde à vue écrivait, début 1988 : « Un jour ou l'autre, c'est clandestinement que nous devons lutter, radicalisant nos options. Déjà certains camarades, par la force des choses, ont franchi le pas. Mais il est encore trop tôt pour suivre tous ce chemin » (le Monde du 26 septembre).

Plusieurs témoins ont été entendus dans le cours de l'enquête, dont le capitaine Paul Barril. Dans l'entourage de l'ancien gendarme du GIGN qui dirige désormais une société de sécurité privée, on précise que le capitaine Barril a été entendu en août 1989, par les enquêteurs du SRPJ de Nice. Sa société a employé, en 1987, comme agent de sécurité dans une villa de la Côte d'Azur, l'un des inculpés. Après trois mois d'activité, ce dernier a été licencié, lorsqu'il est apparu que son casier judiciaire n'était pas vierge.

Pour protester contre une récente réunion du PNFE tenue, le mois dernier, au château du Carvier, le MRAP vient d'appeler « tous les démocrates » à participer à un meeting qui doit avoir lieu le 6 octobre à Vouzou. Le MRAP qui dénonce « le développement de manifestations et d'expressions violentes de groupes d'extrême droite » demande, une nouvelle fois, la dissolution du PNFE et de la FPIP.

REPÈRES

ASTRONOMIE

Mise en route du satellite Hipparcos

L'exploitation scientifique du satellite astronomique européen Hipparcos vient de débuter, a annoncé, mardi 3 octobre, l'Agence spatiale européenne. Lancé de Kourou le 8 août dernier, le satellite n'a pu atteindre l'orbite géostationnaire (38 000 kilomètres d'altitude) sur laquelle il devait normalement travailler en raison de la défaillance de son moteur d'apogée. Les techniciens ont cependant réussi à le stabiliser sur une orbite de secours (le Monde du 14 septembre).

CIRCULATION

Moins de tués sur les routes

10 193 personnes ont été tuées sur les routes françaises entre le mois de septembre 1988 et le mois d'août 1989, soit 4,5 % de moins qu'au cours des douze mois précédents. Le nombre des blessés s'est élevé à 233 748 (- 6,8 %) et celui des accidents à 169 092 (- 6,2 %). Le mois d'août n'a pas été très bon : + 0,8 % de tués et - 1,7 % de blessés. Cependant le secrétariat d'Etat aux transports note avec satisfaction que les vitesses moyennes sont en nette réduction (110 km/h sur autoroute et 88 km/h sur route nationale).

NUCLÉAIRE

Pierre Desgraupes étudie l'information

Un groupe de travail, présidé par Pierre Desgraupes, ancien PDG d'Amann 2, a été chargé d'étudier les moyens nécessaires pour améliorer l'information en matière de sûreté nucléaire en France. Cette décision a été prise mardi 3 octobre par le Conseil supérieur sur la sûreté et l'information nucléaire dont M. Desgraupes est l'un des vice-présidents.

EN BREF

Une revendication de l'attentat contre les éditions Fayard. — Un mystérieux Comité de justice pour Chabanais a revendiqué l'attentat commis lundi 2 octobre contre le siège des éditions Fayard à Paris (le Monde du 3 octobre). Une lettre parvenue à l'Agence France-Presse indique : « Comité de justice pour Chabanais. Le Dévoyeur est un crime contre la jeunesse de France. Fayard est complice de Serge dans la tentative d'assassinat politique de Alex C ».

On précise aux éditions Fayard qu'un document, signé de Guy Vorey, intitulé *Le Dévoyeur* a été publié en 1981, présentant, entre autres, M. Pierre Sergeant, ancien membre du FOAS actuellement membre du bureau politique du Front national, et mettant en scène un père de famille qui raconte com-

ment son fils a été dévoyé idéologiquement par un individu.

Deux vigiles interpellées après la mort d'un vagabond. — Soupçonnés d'avoir tué un vagabond, dimanche 3 octobre, dans les sous-sols de l'hôpital Saint-Louis à Paris, deux vigiles ont été interpellées lundi par des policiers. Gilbert N'Guyen-Tofanelli, français d'origine gabonaise, vingt-huit ans, et Serge Chauvet, dix-neuf ans, ont été défilés au parquet de Paris. Le corps de Stéphane Brumec, quarante-deux ans, d'origine yougoslave, avait été retrouvé, dans un couloir de service de l'hôpital, un bâillon sur la bouche, une ceinture autour du cou et le sexe tranché. Selon les policiers, Serge Chauvet a reconnu avoir rencontré le vagabond au cours d'une ronde avec son collègue.

Un Iranien blessé par des skink-heads. — M. Hamid Kazemifard, un ressortissant iranien de quarante ans, a été attaqué et sérieusement blessé dans la nuit du dimanche 1^{er} octobre au lundi 2 octobre dans le 15^e arrondissement de Paris, par un groupe de skinheads, interpellés un peu plus tard par la police dans le quartier Montparnasse. La victime, souffrant de deux traumatismes crâniens, de fractures de deux côtes, d'un traumatisme abdominal et de plusieurs blessures et contusions sur tout le corps, a été admise à l'hôpital Broussais à Paris.

Selon l'association SOS-Racisme, les agresseurs « ont distribué de jeunes gens (...) arborant des badges de croix celtique, signe de reconnaissance de l'extrême droite » ont été placés en garde à vue. Mardi, on indiquait à la 6^e DPJ

à Paris, que sept d'entre eux pourraient être défilés devant le parquet de Paris.

L'enquête sur l'attentat contre le DC-10 FUTA. — De nombreuses incriminées traces de peinture ont été trouvées sur les débris du DC-10 de la compagnie française UTA qui a explosé en vol au-dessus du désert du Ténéré (Niger), le 19 septembre. En revanche, aucune trace d'octogène ni d'hexogène, deux explosifs entrant dans la composition du senter, n'ont été repérées.

On précise dans les milieux proches des enquêteurs que la peinture — un « plastic » au pouvoir détonnant élevé — a pu provoquer l'explosion du DC-10. De la peinture avait été retrouvée notamment dans les explosifs utilisés lors de la série des attentats proche-orientaux à Paris en 1985 et 1986.

SPORTS

FOOTBALL : la violence des supporters italiens

Tifosis de choc

Le football italien se remet difficilement d'une saison marquée par de violents affrontements entre supporters. A Gênes, les tifosi de Genoa et de la Sampdoria ont conclu une trêve, mais la violence menace toujours.

GÈNES

de notre envoyé spécial

Une poupée gonflable représentant un squelette perd ce dimanche 1^{er} octobre, dans le stade de Gênes. Elle défile le plus morbide des messages. Les supporters de Genoa, l'un des deux clubs de la ville, l'ont ornée d'une écharpe de l'équipe adverse, la Sampdoria. L'enterrement de l'ennemi est ainsi décrié. En ce jour de derby, l'heure est à la haine.

Folklore que tout cela ? Pour une large part, sans doute. En revanche, la bataille rangée qui, dans la nuit du 16 au 17 mai dernier, a mis aux prises deux cents supporters des deux camps à coups de pied, de poing et de barre de fer, n'avait, elle, rien de folklorique. La police a interpellé seize jeunes gens. Huit d'entre eux ont été condamnés à deux ans de prison avec sursis.

Principaux accusés : les « ultras », ces jeunes supporters qui, agglutinés dans les tribunes populaires, allient un sens inégalé du spectacle (drapeaux géants, fumigènes...) à d'incontestables talents de bagarreurs. Les premiers groupes sont apparus au début des années 70 dans le sillage des grandes équipes du nord du pays. De nombreux jeunes Italiens, notamment des militants d'extrême gauche rescapés de mai 68, ont alors trouvé dans le football une nouvelle cause. Selon eux, l'équipe (sincèrement) adorée méritait un soutien plus actif que celui des tranquilles pères de famille confortablement installés dans les tribunes latérales.

Les « ultras » prennent volontiers les supporters anglais pour modèle. Ils se considèrent donc comme les « troupes de choc » de leur club, tant pour les encouragements « classiques » que, s'il y a lieu, pour des actions « musclées ». D'où

les noms sans équivoque dont ils s'affublent : Orange mécanique (Juventus), Brigades rouges et noirs (Milan AC), Granata Korps (Torino)... Autant de noms qui ornent désormais les murs de toutes les grandes villes, parfois accolés à des croix celtiques ou à des sigles révolutionnaires.

La « guerre du 16 mai »

En dehors des « ultras » de Vérone, ouvertement d'extrême droite, ou de Bologne (extrême gauche), les appartenances politiques sont moins marquées. Sans doute parce que les groupes en question ratisent plus large : ces jeunes, garçons et filles, sont huit mille à Milan, six mille à Rome ou à Naples... Chaque club compte un ou plusieurs groupes. En marge des structures officielles de tifosi, ils ont créé des associations capables, en toute indépendance, d'organiser des déplacements ou de commercialiser leurs propres gadgets. A Rome, les « commandos ultras de la tribune sud » sont assez riches pour payer les cautions nécessaires à la liberté des camarades emprisonnés.

Les dirigeants de club ont longtemps considéré ce phénomène comme « une histoire de gamins ». Ils tentent désormais de le contrôler, mais se montrent toujours très timides lorsqu'il s'agit de condamner clairement la violence de ces supporters qui sont par ailleurs d'excellents clients. Dans certains clubs, les « ultras » constituent en fait un lobby qu'il est préférable d'avoir de son côté.

La saison dernière, la violence a pris une telle ampleur (deux morts, cinq blessés graves, un attentat, plusieurs centaines d'arrestations...) que la Fédération italienne a élaboré une nouvelle réglementation. Tout club est dorénavant responsable des exactions de ses supporters tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des stades. Mais ni ces nouvelles dispositions ni le déploiement de forces qui les a accompagnées (dix mille policiers mobilisés le 27 août pour l'ouverture du championnat) n'ont mis un terme aux bagarres. Dimanche 10 septembre, des centaines de néo-

fascistes veronais ont agressé leurs adversaires napolitains en scandant des slogans racistes. La police anti-émeutes a dû charger à plusieurs reprises pour les repousser.

A Gênes, dimanche 1^{er} octobre, malgré les menaces qui pesaient sur le derby depuis ce que les supporters appellent la « guerre du 16 mai », les deux camps en sont restés au stade du spectacle coloré et des insultes, même après la victoire de la Sampdoria (2-1). Une telle « retenue » était prévisible : les chefs des groupes en présence avaient négocié une sorte d'armistice.

Gênes n'est pas Beyrouth, la ville peut être partagée en deux, assure Enzo, vingt-huit ans, routier de profession, chef de file des supporters de la Sampdoria et intermédiaire privilégié de la police. « La violence profite à la presse, aux flics et aux partis politiques », répète son homologue de la Genoa, un chômeur âgé de vingt-six ans, ancien militant du groupuscule d'extrême gauche Autonomie ouvrière.

La réputation des « ultras »

Les deux hommes, visiblement intelligents et réfléchis, se connaissent. Mieux : ils sont même amis ! « Anis toute la semaine sauf le dimanche, c'est ainsi que la ville tourne depuis toujours », remarque Enzo. Tous deux plaident coupables pour la « guerre du 16 mai ». « Personne ne nous a obligés à nous taper dessus mais la presse y est pour beaucoup, elle nous a artificiellement montré les uns contre les autres », accusent-ils en chœur. Bien qu'ils admettent la stupidité de la situation actuelle, ils ne condamnent la violence qu'à demi-mots : « Lorsqu'il s'agit de bastons entre ultras, on peut le comprendre, c'est une question d'honneur entre gens qui ont la même philosophie de vie. Mais pourquoi aller frapper des supporters normaux, des gamins ou des femmes, comme le font régulièrement les Veronais ? »

Face à l'engrenage de la vendetta — la guerre des « ultras » fonctionne souvent selon le même principe que celle des truands, au rythme des expéditions punitives,

— les leaders des principaux groupes du pays tentent de maîtriser leurs troupes et d'améliorer leur image. Ceux de la Genoa militent en faveur de Greenpeace ou collectent des fonds pour diverses organisations humanitaires. « Notre amié ne s'arrête pas au stade, nous voulons jouer un rôle social », proclament-ils.

De Gênes à Rome, tous affirment maîtriser l'expansion du phénomène. M. Antonio Roversi, chercheur à l'université de Modène, en est beaucoup moins convaincu quand il déclare : « Les premières générations étaient peut-être très violentes mais, au moins, ces supporters aimaient sincèrement leur équipe. Surtout, cette violence se limitait à des accrochages entre fans extrémistes. Aujourd'hui, une nouvelle vague de jeunes, âgés de quatorze à dix-sept ans, arrive au stade attirée par la réputation des « ultras ». Elle ne reconnaît pas l'autorité des anciens, frappe sans discernement et n'a rien à faire du foot. Si les vrais ultras ne parviennent pas à la contrôler, la situation pourrait encore s'aggraver... »

PHILIPPE BROUSSARD

Des élèves à la conquête de la Lune

Il y a vingt ans, imitant Tintin, des hommes ont « marché sur la Lune ». Pour fêter cet événement, mais aussi pour marquer l'ouverture de la saison sportive scolaire, les responsables de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) organisent une épreuve d'endurance ouverte aux 5 millions de lycéens et de collégiens. Baptisée « de la Terre à la Lune », cette course collective associe tous les élèves volontaires du secondaire afin qu'ensemble ils tentent de parcourir la plus grande distance possible, sans critère de temps. Tous les kilomètres parcourus seront additionnés par établissement, par département, par académie et sur l'ensemble de la France pour que le total se rapproche des 384 000 kilomètres symboliques.

Programmé entre la fin septembre et les premiers jours d'octobre, sous le contrôle des professeurs d'éducation physique, l'épreuve associe parfois les parents d'élèves et les municipalités. Ainsi à Sarrou-

ville (Yvelines), la proviseur du lycée professionnel Jules-Verne a choisi de « libérer » les classes, vendredi 29 septembre, afin qu'elles se rendent au stade municipal avec d'autres sportifs d'un jour pour une compétition qui doit aussi être une fête. Au lycée André-Maurois d'Elbeuf (Seine-Maritime), c'est lundi 2 octobre que les élèves vont courir avec le soutien des clubs sportifs locaux pour « favoriser les contacts avec l'environnement ».

L'académie de Paris a choisi la date du mercredi 4 octobre pour réunir les scolaires. De 14 heures à 16 h 30, en collaboration avec le Comité de Paris contre les maladies respiratoires et la tuberculose, l'UNSS invite les jeunes de onze à dix-huit ans à se retrouver autour du lac Daumesnil pour ajouter quelques kilomètres au palmarès de la conquête de notre satellite.

S. B.

EN BREF

Football : championnat de France. — Toulon et Nice ont fait match nul (1-1), mardi 3 octobre, dans une rencontre avancée de la treizième journée du championnat de France.

Hockey sur glace : asile politique pour un joueur soviétique. — Alexandre Mogilyov, un joueur de l'équipe nationale soviétique, âgé de vingt ans, a obtenu, mardi 3 octobre, le droit d'asile politique aux Etats-Unis. Il n'avait pas regagné son pays après le Championnat du monde disputé en mai en Suède et pourra désormais jouer avec l'équipe professionnelle des Sabres de Buffalo.

Paris-Dakar : prologue à Marseille. — Le prologue du prochain raid tout terrain marathon Paris-Dakar aura lieu le 26 décembre près de Marseille. Les concurrents qui seront partis la veille de Paris-La Défense, embarqueront ensuite pour Tripoli. L'épreuve traversera

la Libye, le Niger, le Tchad, à nouveau le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

Football : France-Ecosse. — Michel Platini, a communié, mardi 3 octobre, la liste des seize joueurs français retenus pour la rencontre France-Ecosse, prévue au Parc des Princes, mercredi 11 octobre. Il s'agit de :

— Gardiens de but : Joël Bats (Paris-SG), Bruno Martini (Auxerre) ; — Défenseurs : Manuel Amoros (Marseille), Eric Di Meco (Marseille), Yves Le Roux (Paris-SG), Frank Sauzet (Marseille) ; — Milieux de terrain : Laurent Blanc (Montpellier), Didier Deschamps (Nantes), Jean-Philippe Durand (Bordeaux), Jean-Marc Ferreri (Bordeaux), Bernard Pardo (Bordeaux), Christian Perez (Paris-SG) ; — Attaquants : Eric Cantona (Montpellier), Stéphane Paille (Montpellier), Jean-Pierre Papin (Marseille).

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de : Yvette ROUDY, Ségaline ROYAL, Benoîte GROLLET, Elisabeth BADINTER, Colette AUDRY.

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APHIS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, et joindre le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (90 % de réduction, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

CADRES, JEUNES DIPLOMES ET ETUDIANTS, MAITRISEZ VOTRE AVENIR, PARTICIPEZ AUX 2^{ES} JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE"

DU MERCREDI 18 OCTOBRE 15 H AU JEUDI 19 OCTOBRE 20 H 30

LES TRIBUNES D'ENTREPRISES

BEFEC / PRICE WATERHOUSE
DIGITAL EQUIPMENT France
LAFARGE - COPPEE
RAYMOND POULAIN SYSTEMES
EGOR Ressources Humaines
SNECMA
ORKEM
RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS
SNCF
RENAULT
FRANCE TELECOM
HEWLETT PACKARD
E.D.F.-G.D.F.

chacune de ces entreprises dispose d'une Tribune. Pendant deux heures, vous pourrez confronter votre ambition à leur stratégie de recrutement et de gestion des hommes.

LES PORTES DE L'ACTION

Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de 300 consultations personnalisées et gratuites aux cadres ayant au moins une première expérience professionnelle et souhaitant bénéficier de conseils. Munissez-vous d'un curriculum vitae, les rendez-vous sont pris sur place. Les cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil / Comité Recrutement et la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

LES FORUMS DE L'EMPLOI

4 débats pour juger le système de formation, évaluer la gestion des carrières avec des hommes d'entreprise et des universitaires.

- Forum APEC : la gestion des carrières des cadres : des outils ou un état d'esprit ?
- Comment combler le déficit culturel des ingénieurs ?
- Quelle dimension internationale dans la formation des cadres ?
- Quelle formation pour les dirigeants et cadres des P.M.E. et P.M.I. ?

Accès libre et gratuit aux Tribunes, Portes de l'action et Forums de l'emploi.

Navettes gratuites entre la gare de Lyon Part-Dieu (sortie Vivier Merle) et l'Espace Tête d'Or. Parking gratuit. Voyage aller-retour en train, gratuit, des gares de : Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Mâcon, Roanne, Saint-Etienne et Valence pour assister aux Journées Prospectives à Lyon. Il vous suffit de retirer un coupon Journées Prospectives disponible dans les Bureaux Des Elèves des écoles et des universités, ou de téléphoner au : 78 37 91 19 à partir du 11 octobre.



LYON

Les 18 et 19
octobre 1989
ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48 06 56 67
Lyon 78 37 91 19

COMMENT PARTICIPER ?

هناك امه اصل

CAMPUS

Les universités prises d'assaut

Le nombre des nouveaux inscrits dans les universités augmentera de 6,5 % à cette rentrée. Malgré un réel effort pour les constructions et l'encadrement, la situation sera difficile dans bien des établissements

COMBIEN y aura-t-il d'étudiants sur le chemin des universités en ce mois d'octobre ? Les chiffres sont à manipuler prudemment et les conseillers de Lionel Jospin ne s'y risquent qu'avec circonspection. Fin septembre, les prévisions ministérielles faisaient état de 1 091 200 étudiants inscrits dans les faces, soit 4,2 % de plus qu'en 1988. Mais il s'agit d'une estimation infatigable pour rendre explicite une rentrée que le ministère de l'Éducation estime « maîtrisée ».

Depuis que, à l'automne 1987, le cap du million d'étudiants a été franchi, l'augmentation n'a pas fléchi. Au contraire, la production des bacheliers se fait, depuis deux ans, sur un rythme accéléré (33 195 bacheliers supplémentaires en juin dernier) et la demande pour entrer dans le supérieur s'est accrue par rapport à l'année dernière. Selon les chiffres parvenus au ministère, le nombre des nouveaux inscrits en premier cycle a augmenté de 6,5 % cette année, au lieu de 6 % entre 1987 et 1988. Sous le nombre, les locaux et l'encadrement pédagogique craquent.

Des mesures d'urgence

En ce qui concerne les constructions nouvelles, le montant des autorisations de programmes inscrites dans le budget de 1989 a fait un bond de 15 % par rapport à 1988. 37 000 m² de locaux neufs ont ainsi été ouverts pour la rentrée. Mais comme c'est encore très insuffisant, des mesures d'urgence ont permis de faire pousser environ 12 000 m² supplémentaires dans les universités pendant l'été. Le plus souvent, il s'agit de bâtiments préfabriqués. Parfois, comme à Caen, Orléans, Nancy-II ou Chambéry, on a aménagé des immeubles existants. A Metz, ce sont les locaux d'un collège voisin qu'il a fallu adapter en catastrophe.

Malgré la ruée vers les DEUG scientifiques, déclenchée par l'accroissement du nombre des bacheliers C et D (plus de 100 000 cette année pour la première fois), le surpeuplement guette toujours les grandes universités littéraires. Construite pour 7 000 étudiants, alors qu'elle doit en accueillir le double, Rennes-II est une habitude des retraits acrobatiques. Depuis 1985, elle grappille mètre carré par mètre carré : annexion de six salles de classe de l'école voisine, création de quatre salles (pour 300 élèves) dans les sous-sols de la bibliothèque universitaire, construction de préfabriqués en 1986 (600 m²) et à nouveau en 1989 (600 m²). En attendant les 8 000 m² prévus, pour 1991-1992, par le plan Etat-région, et les 5 000 m² en quatre ans que l'université tente aujourd'hui de négocier avec le ministère dans le cadre de la contractualisation, Rennes-II sera réduite à des expédients.

C'est le lot des universités de province qui ne disposent pas d'antennes régionales comme solutions de repli. On y voit, tout au long de l'année, des étudiants assis sur les marches des amphithéâtres ou à même le sol. Les services de ministère redoutent moins les embouteillages en région parisienne. La répartition entre les différents sites est plus facile, fait-on remarquer. Le campus de Nanterre étant saturé, Paris-X peut, par exemple, envoyer ses cinq cents étudiants supplémentaires de première année vers Saint-Quentin (droit, sciences éco) et Cergy (LEA, droit), où la face est locataire du conseil général du Val-d'Oise. Il appartiendra à

l'étudiant ainsi transféré en lointaine banlieue à s'organiser.

Certaines universités abordent sans appréhension excessive le mois d'octobre. Il s'agit de celles qui ont instauré des quotas à l'entrée, en fonction du nombre de places disponibles. Lyon-II et Paris-III, qui avaient inauguré le système dans certaines filières l'an dernier, renouvellent l'expérience. C'est ainsi que l'université lyonnaise enregistre « une tendance à la stabilité, soit 2 % à 3 % d'augmentation seulement ». Situation identique à Paris-III, où les seuls afflux significatifs touchent les langues étrangères appliquées (anglais et espagnol). En culture et communication, le quota fixé à sept cents étudiants a toutefois été relevé à huit cent cinquante « à la demande du rectorat de Paris ». Une petite université comme celle de Perpignan, qui constate à la fin septembre une augmentation des nouveaux inscrits de presque 20 % (1 616 contre 1 266) menace de recourir à « une politique plus dure à partir de la semaine prochaine ».

Un jugement embarrassant

Cette méthode n'est pas du goût des exclus. L'UNEF-ID, principal syndicat étudiant, en a fait son cheval de bataille. Selon elle, deux mille bacheliers n'auraient pas encore pu s'inscrire en face, faute de place, et de nombreux autres ont dû se « rabattre » sur des disciplines qu'ils n'avaient pas choisies d'emblée. La justice vient de lui apporter un sérieux coup de main dans sa croisade contre la sélection à l'entrée des universités. Le tribunal administratif de Nanterre, saisi par une étudiante en juillet dernier, a jugé illégaux les tests de langue imposés par Paris-X aux candidats à la filière LEA (le Monde du 14 septembre).

L'université de Paris-X-Nanterre, dont les capacités d'accueil sont limitées, devra-t-elle renoncer à faire passer ce type de tests en avril prochain ? Le nouveau conseil d'université aura à se prononcer en janvier. « Accepter tout le monde en LEA, ce serait revenir à une sélection par l'échec », estime le président, M. Paul Larivière. Mais s'en tenir à l'ordre d'arrivée des candidats serait injuste, car elle risquerait d'exclure des étudiants brillants.

Cet arrêt, s'il fait jurisprudence, est de nature à légitimer bon nombre d'universitaires. Pour le ministère, ce rappel à l'ordre de la loi est « une bonne chose », mais il ne considère pas pour autant cet arrêt du tribunal comme une solution miracle. « On n'a pas les moyens d'empêcher les tensions si tous les bacheliers décident d'aller en LEA ou en communication ». Il préfère la méthode douce : persuasion, pas répression. « On devrait pouvoir ajuster le système en améliorant la liaison entre le secondaire et le supérieur ».

Pour ce qui est de l'encadrement, le ministère de l'Éducation mise aussi sur une rentrée plus sereine que l'an dernier. On n'est certes pas passé de la pénurie à l'abondance. Les universités chiffrées, toutes, leur déficit en enseignants par dizaines. « Il y a un tel retard depuis cinq ans qu'il ne pouvait être rattrapé à la seule rentrée 1989-1990 », plaide-t-on rue de Grenelle, où l'on s'engageait cependant d'avoir créé un millier de postes, et surtout de ne compter, grâce à une gestion plus fine des ressources humaines, que sept cent cinquante emplois vacants, au lieu de deux mille l'an dernier. Enfin, la nouveauté de la rentrée, ce sont les 1350 allocataires-moniteurs, des étudiants en thèse qui doivent assurer un tiers de temps de service auprès des étudiants de premier cycle, soit l'équivalent des 450 enseignants à plein temps.

Ces futurs enseignants formés dans quarante centres d'initiation à l'enseignement supérieur (CIES), vont recevoir une rémunération complémentaire à leur allocation de recherche qui arrondit leurs émoluments à 9200 francs par mois. Cette aide non négligeable a été votée par Lionel Jospin pour

attirer les meilleurs étudiants vers des fonctions d'enseignement chercheur. La carotte sera-t-elle suffisamment appétissante pour sauver les disciplines les plus sinistres, telles que la gestion, l'informatique, les mathématiques et la physique ? Dans l'immédiat, les moniteurs sont bien utiles pour boucher les trous les plus visibles. Enfin, l'augmentation du nombre des heures complémentaires assurées par les enseignants qui opteront pour les nouvelles « primes » pédagogiques (le Monde du 11 juillet) devrait assurer aux présidents d'universités une petite marge de manœuvre supplémentaire.

L'optimisme affiché au ministère ne tient pas qu'aux chiffres. Selon lui, la rénovation tous azimuts engagée en 1988 aurait changé la donne psychologique. « La communauté universitaire sait qu'on a bougé, et qu'on va encore bouger », assure un conseiller, énumérant pêle-mêle les « gros dossiers en cours » : les schémas de développement des formations post-bac « qui vont aboutir dans l'hiver », la négociation sur les personnels non enseignants (ATOS) « qui s'ouvre en octobre », les contrats d'établissements « actuellement en négociation avec les universités du Nord et de l'Ouest » (Lille, Amiens, Reims, Caen, Rennes, Nantes, Orléans-Tours), la réflexion sur les procédures de recrutement des enseignants, sur les constructions, sur la réforme des diplômes de premier et de deuxième cycle.

« La continuité de l'effort du gouvernement retenti sur le climat de la rentrée », estime-t-on au cabinet du ministre. Question d'appréciation. Le baromètre syndical, lui, affiche : « variable ». Le SNEPS-Sup, qui avait signé d'une plume légitime le relevé de conclusions sur la revalorisation de la profession, s'impatiente déjà, rejette le système des primes appliqué cette année, prévoit « une rentrée aussi difficile » que les précédentes et proteste contre « la dégradation du taux d'encadrement » qui, selon lui, ne fait que s'aggraver. Premier mnage à l'horizon : le SNEPS-Sup a annoncé une journée nationale d'action dans l'enseignement supérieur en octobre, à l'occasion du débat budgétaire.

JEAN-JACQUES BOZONNET



L'apprentissage du métier d'étudiant

ANGERS

de notre envoyé spécial

La bohème étudiante est bien loin... Pour de nombreux lycéens, l'après-bac s'apparente plus à une jungle qu'à un univers de paisible apprentissage. Cette réalité a incité l'institut des relations publiques et de la communication (IRCOM) à proposer aux candidats à l'université une mise en condition spécifique. Cette école privée, à quelques kilomètres d'Angers, organise, depuis trois ans, des stages de « préparation à la vie étudiante ». L'existence même de ces sessions illustre l'anxiété des familles et le sentiment que l'école secondaire ne permet pas d'affronter le monde universitaire dans de bonnes conditions.

Cette année, plus de cinquante jeunes ont choisi d'occuper de façon studieuse leurs derniers jours de vacances, en s'inscrivant à l'IRCOM. D'autres se sont tournés vers les deux écoles — l'une lyonnaise et l'autre parisienne — auxquelles l'établissement angevin a « franchisé » son idée. L'objectif affiché de ces stages est la réussite universitaire. « Après le bac, ça se corse : augmentez vos chances », propose le dépliant publicitaire de l'IRCOM. Cinq jours durant, les stagiaires sont donc soumis à un entraînement intensif auprès duquel l'année universitaire leur semblera sans doute une promenade de santé.

Cette année j'ai catouillé

Ainsi parés comme pour un dangereux safari, les futurs étudiants réussiront-ils à franchir sans difficulté le cap des études supérieures ? « Ils arrivent souvent très désemparés, explique Geneviève de Montbrun, responsable de la session. Nous voudrions qu'ils sortent d'ici en sachant se débrouiller et s'organiser, comme s'ils avaient déjà suivi un an d'université. » Le but de l'IRCOM est surtout d'éviter les redoublements et les aban-

cons en cours d'année. « Deux étudiants sur trois n'obtiennent pas le DEUG », affirme l'abbé Hyacinthe Houard, directeur de l'IRCOM. Cela est en partie dû au système secondaire, qui a peu à peu entamé la part du travail personnel au profit d'heures de cours ininterrompues et pas toujours utiles.

Entre deux séances de formation, les apprentis étudiants confient que la session doit leur « donner confiance » mais aussi les stimuler. Certains viennent y chercher une forme d'encadrement qu'ils craignent de ne plus trouver à l'université. Aïna, Jean-Emmanuel, un bachelier de Montpellier, redoute l'anonymat de la fac de droit : « Je viens d'un lycée privé et, j'aime bien la discipline un peu brutale, car, sinon, je ne fais rien. A l'université, j'ai peur de me laisser embarquer, de ne pas savoir quoi faire. »

Certains, comme Sébastien, se méfient de leur propre sens de l'organisation. « Depuis la seconde, je me contente d'apprendre et de restituer, explique-t-il. Je ne faisais que le strict nécessaire. Or à la fac, il faut approfondir. » D'autres, enfin, souhaitent améliorer leurs méthodes de travail jugées déficientes. « Cette année, j'ai catouillé à cause de mon inexpérience », constate Catherine qui s'apprête à redoubler sa première année d'Histoire à l'université de Nantes. « Par exemple, je

ne savais pas trier les bibliographies et cela m'a gêné. »

Les élèves des sessions précédentes ont laissé par écrit leurs appréciations sur l'enseignement reçu. La plupart d'entre eux se montrent enthousiastes et regrettent en chœur de ne pas avoir appris certaines choses plus tôt, notamment avant les épreuves du baccalauréat. Le stage, expliquent-ils, leur a appris à être « performants », « concrets », « efficaces ». L'université n'est plus guère considérée comme le barreau de la connaissance, mais comme une sorte de prétexte soumis aux lois de la compétitivité.

« On m'a donné là des renseignements que le secrétariat de la fac avait été incapable de me fournir », souligne une étudiante, tandis qu'un jeune homme déclare avoir retrouvé l'espoir à l'IRCOM. Cet espoir n'est malheureusement pas à la portée de toutes les bourses, puisque les cinq jours de stage reviennent à 1 800 F par étudiant. « La sélection par l'argent est regrettable, affirme l'abbé Houard, mais je ne peux faire cela gratuitement. De toute façon, cette session ne coûte pas plus cher qu'une semaine de tennis. »

Les jeunes qui n'ont pas les moyens de suivre des stages de tennis devront donc se contenter d'aborder la vie étudiante en amateurs.

RAPHAËLE RÉROLLE

CAMPUS

Rentrée tendue à l'université de Caen

Manque de locaux, d'enseignants, de personnel administratif... A Caen, où l'on attend 15 % d'étudiants en plus, la rentrée s'annonce particulièrement difficile.

MARC DESMOULINS compte et recompte. Responsable du service de la scolarité générale de l'université de Caen, il additionne les étudiants qui se sont présentés à l'inscription administrative et arrive à un total de plus de 21 000. « L'an dernier à la même date, il n'y en avait que 19 700 », remarque-t-il. Une augmentation de plus de 15 %, bien supérieure à la moyenne nationale, car la Basse-Normandie est en train de rattraper un retard historique en matière de scolarisation. Mais cet afflux ne s'est pas traduit par des queues interminables au moment des inscriptions. Ici, le système des rendez-vous téléphoniques est bien rodé et l'accueil a été récemment réorganisé. « Il ne faut pas plus d'une demi-heure pour s'inscrire », assure Marc Desmoulin.

Les difficultés sont à venir, courant octobre, au moment de la rentrée dans les différentes UFR (unités de formation et de recherche). Dans le premier cycle, les augmentations d'effectifs atteignent 21 % en droit et 23 % dans les disciplines scientifiques. La répartition de ces étudiants supplémentaires dans les locaux est un casse-tête sur lequel la direction de l'université est penchée depuis des semaines. « Une étude réalisée par un expert indépendant avait montré qu'à la rentrée de 1988 il nous manquait 7 000 mètres carrés », explique le président de l'université, M. Max Robba, contraint de gérer au plus juste une grave pénurie de locaux.

Depuis dix-huit mois, l'université a certes récupéré l'ancien bâtiment du rectorat de Caen. Mais, faute d'un déblocage rapide des crédits ministériels, deux étages seulement sur cinq ont pu être aménagés. « Cela ne fait qu'une dizaine de salles de travaux dirigés en réserve », déplore le président. Il redoute que « la partie de chaises musicales qui commence chaque matin à la rentrée » ne crée un mécontentement parmi les étudiants et soit à l'origine d'incidents. Après avoir trébuché en tous sens les emplois du temps prévisionnels, Jean-Pierre Gohel, secrétaire général, sait par avance que « certains jours, ça va coïncider, en particulier le mardi matin ». La situation est d'autant plus délicate pour les sections scientifiques qu'on n'improvise pas facilement des salles de travaux pratiques.

Un déficit de 200 postes

Le manque d'espace n'est pas une nouveauté à Caen. Une étude déjà ancienne prévoyait 35 000 étudiants en l'an 2000 et réclamait, dans cette perspective, un doublement des locaux. « Au ministère, ils se sont esclaffés, se souvient Max Robba. Ils prétendaient que nous nous étions trompés dans nos prévisions. » Aujourd'hui, il attend avec impatience que l'école d'ingénieurs, financée grâce au plan Etat-région, libère (pour la rentrée 1990) les 4 000 mètres carrés qu'elle occupe sur le campus. Il espère aussi la construction, pour 1991, d'un amphithéâtre de cinq cents places qui fait actuellement défaut : le seul local assez vaste pour accueillir les foules de juristes ou d'étudiants en sciences humaines est une ancienne salle de spectacles.

En attendant ces conditions meilleures, Max Robba devra faire face à trois rentrées très chargées en effectif, selon les statistiques du rectorat. « L'an dernier, j'avais dit qu'on ne pourrait pas assurer la rentrée. J'espère me tromper cette année encore », rappelle-t-il en se défendant d'être un Cassandre. Au problème des locaux, se superpose celui des enseignants. Pour cette année universitaire, Caen a bénéficié d'une dizaine de créations de postes. « C'est équilibré par rapport aux autres universités », reconnaît-il, mais très insuffisant en regard de nos besoins. L'université compte 850 enseignants-chercheurs, mais elle a consommé 40 000 heures complémentaires en 1988-1989, ce qui correspond à un déficit de 200 postes. Ce chiffre (200 créations en quatre ans) figure dans le projet de contrat que l'établissement entend de négocier avec le ministère.

« Mais le plus grave, estime Max Robba, c'est le manque de personnel non enseignant. Nous avons perdu près de quarante postes d'ATOS en trois ans. » Afin d'aider les UFR pendant les premiers mois de l'année, le président a « écrit pour demander des secours sous forme de vacations ». L'afflux des nouveaux étudiants nécessite, selon Marc Desmoulin, « une augmentation proportionnelle du travail d'accueil ». « Pour 20 % des étudiants, il faut un accueil individualisé, estime-t-il. L'étudiant qui a un problème doit pouvoir l'exposer. Cela sous-entend qu'un interlocuteur puisse lui consacrer du temps. » La plupart des étudiants, en effet, arrivent à l'université sans préparation.

Hétérogénéité des niveaux

Le guide qui leur est distribué à l'entrée et les réunions d'information tenues par les professeurs lors des inscriptions pédagogiques dans les UFR ne peuvent répondre à toutes les interrogations, ni dénouer toutes les angoisses. De plus, l'information qui est faite dans les lycées a des effets limités. « A priori, les candidats au bac n'ont pas envie de venir à l'université », a constaté Marc Desmoulin.

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le COTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEP, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

INFORMATIQUE

Lien : Aubervilliers. Date : octobre. Durée : 2 mois avec embauche éventuelle. Ind : à négocier. Profil : Bac. Mission : gérer un produit logiciel qui fonctionne sur station SUN. Très bonne connaissance UNIX. Anglais nécessaire. 17 599.

Lien : Paris La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : Bac + 3. Ind : 2 500 F à 3 000 F. Mission : Paradox avec ouverture excel Basic. 17 599.

Lien : La Défense. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : Bac + 2. Ind : 2 500 F à 3 000 F. Mission : PAO/Draw Plus et Show, transfert sur Barco, formation par l'entreprise. 17 597.

Lien : Courbevoie. Date : octobre. Durée : 12 mois. Profil : Bac. Bachelier. Ind : selon compétences. Mission : concevoir et développer des systèmes EXPERTS. Mise en place et suivi d'un service. 17 596.

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois avec embauche possible. Profil : Bac + 1. Mission : développement d'applications en tant qu'analyste programmeur dans le domaine gestion. COBOL, CICS ou DBASE. 17 595.

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : 1 ou 2 mois. Ind : 3 500 F à 4 800 F net.

Rectificatif. — Le livre de Jean Lacoste, *Philosophie au vingtième siècle*, que nous citions dans l'article « Boîte à outils philosophiques » publié dans *Le Monde Campus* du 28 septembre est publié chez Hatier (Collection « Philosophie au présent », 204 p., 64 F) et non chez Bords.

URGENT

Des diplômes en langues étrangères sont en plus de l'anglais. Votre vie professionnelle. Inscriptions à la préparation aux diplômes ALLEMAND AMÉRICAIN ANGLAIS avant le 10 octobre ESPAGNOL ITALIEN RUSSE avant le 15 novembre CENTRE MALESHERBES Formation Continue Langues RAP 108, bd Malesherbes 75017 Paris Tél. : 47-54-43-00/65-48 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Un sondage réalisé auprès de 7 000 élèves de terminale, de la région a montré que la moitié envisageaient de suivre des filières technologiques courtes.

L'hétérogénéité des motivations et des niveaux n'est pas la moindre des difficultés pour une université multidisciplinaire comme celle de Caen. Elle voit arriver de plus en plus de bacheliers F, G ou professionnels qui espèrent, à 30 %, intégrer un IUT ou des STS. « En raison de leur formation, ils s'adaptent mal à des études théoriques », déclare Max Robba. Le taux de réussite des bac G en économie n'atteint pas 10 %. Les performances ne sont pas meilleures pour les F dans les disciplines scientifiques. Or cette année, à Caen, il y aura au moins 10 % de bacheliers F inscrits en DEUG de mathématiques.

Que faire ? Leur niveau en maths les promet quasiment à l'échec. Doit-on les considérer comme sacrifiés ? Il serait envisageable de les regrouper dans les TD pour une remise à niveau, à condition d'avoir des moyens supplémentaires. Malgré tout, les étudiants concernés s'accrochent. Jean-Pierre Gohel et Marc Desmoulin ont constaté que, depuis deux ou trois ans, le taux d'abandon est plus faible dans les premiers mois. L'absentéisme aux parties de janvier est tombé à 10 % seulement. Mais ce n'est que repousser l'échéance : « Il y a une évaporation considérable entre les sessions de juin et de septembre », observent-ils.

JEAN-JACQUES BOZONNET

BIBLIOGRAPHIES

Economics Issues in the Press

par François Benoit, Kathleen O'Neill et Danielle Bodel

Un manuel plus particulièrement destiné aux étudiants ayant besoin de lire des articles économiques en anglais, extraits des grands périodiques américains et britanniques (*The Economist*, *Newsweek*, *Time*) et accompagnés de notes et d'exercices.

► Dunod, 204 p., 108 F.

Tourisme, organisation, économie et actions touristiques

par Jean-Pierre Pasquini et Bruno Jacquot

Une somme sur le tourisme qui a pour ambition de guider les étudiants qui veulent y faire carrière. Les auteurs présentent notamment les relations complexes qui lient les nombreux acteurs de ce secteur d'activités intermédiaires du voyage (tours-opérateurs, agences de voyage distributrices, associations de tourisme), compagnies de transport, sociétés d'hébergement, sociétés d'assurance-assistance, sans oublier l'Etat et les collectivités locales.

► Dunod, 321 p., 118 F.

La Religion grecque

par Louise Zaidman et Pauline Schmitt Pantel

Les pratiques et les croyances religieuses dans la cité grecque.

Les fonctions du personnel religieux. La place de la religion dans la vie personnelle, sociale et politique. Cet ouvrage fait la synthèse des recherches consacrées à la religion grecque. Complété par un glossaire et un lexique des dieux, héros et personnages mythologiques, il se compose de deux parties : les pratiques culturelles (rites, acteurs et lieux ; religion et vie civique ; cultes panhelléniques) et les systèmes de représentation du divin (mythes et mythologies ; une religion polythéiste ; formes de figuration).

Viennent également de paraître, dans la même collection « Cursus », destinée aux étudiants du premier cycle universitaire et des « prépas » : *Introduction à l'économie du développement ; Introduction à la sociologie ; le Consulat et l'Empire, 1799-1815 ; Problèmes monétaires internationaux*.

► Armand Colin, collection « Cursus », série « histoire de l'Antiquité », 187 p., 86 F.

Dictionnaire latin-français abrégé

de Félix Gaffiot, édition revue et corrigée par Catherine Magnan

Une version de poche du célèbre Gaffiot, dont la première édition date de 1935. Abrégé, mais gardant son esprit encyclopédique, ce dictionnaire offre aux latinistes 650 pages de définitions, complètes de citations, de cartes et de plans.

► Hachette-Le Livre de Poche, 630 p., 46 F.

Les stages de la semaine

Profil : Bac + 2. Mission : modifier et enrichir une application informatique lourde. DBASE 3+. 17 594.

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : 2 mois. Profil : Bac + 2. Mission : finitions logiciel télé-surveillance. Ind : 4 000 F environ. 17 593.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois, mi-temps. Profil : Bac + 3 ou 4. Mission : encadrement de jeunes sur la maintenance de logiciels. Ind : 140 F/h. 20 592.

GESTION

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois à mi-temps. Profil : Bac + 3. Ind : 3 200 F. Mission : suivi comptable et gestion anglo-saxonne, utilisation micro-informatique. 11 543.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Ind : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : formateur conseil possibilité pré-embauche. 12 546.

Lien : Levallois-Perret. Date : janvier. Durée : 2 mois. Ind : 1 000 F à 3 000 F. Profil : Bac + 2. Mission : bilan social. 13 543.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 ou 2 mois. Profil : Bac + 2. Mission : mise en place d'une comptabilité. Ind : à négocier. 14 542.

MARKETING

Lien : Haute-Garonne. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind : à négocier. Profil : Maitrise d'histoire. Mission : élaboration d'un musée en Aquitaine. 14 577.

Lien : Haute-Garonne. Date : novembre. Durée : 3 mois. Profil : Bac + 3. Mission : marketing et perspective de la gestion technique centralisée. Ind : à négocier. 14 576.

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind : négociable. Profil : Bac + 3. Mission : études de rappro-

chements et organisation de voyages en Asie. 14 575.

Lien : Evry. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind : à négocier. Profil : Bac + 2 ou 3. Mission : prospection des besoins et des offres des entreprises et répartition sur banques de données. 14 573.

COMMUNICATION

Lien : Stèvres. Date : octobre. Durée : indéfinie. Ind : à définir. Profil : Bac. Publication. Mission : graphisme, création de logo, maquette, mise en place. 19 580.

Lien : Charente. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Ind : à négocier. Profil : Bac + 5. 27 ans environ, ingénieur spécialisation informatique-télécommunication. Mission : s'intégrer à l'équipe pour travailler sur des logiciels de communication. 18 584.

Lien : région parisienne. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Ind : à négocier. Profil : Bac + 5. Ingénieur spécialisé en informatique-télécommunication. Mission : envoyer pour mission chez des clients, travail sur logiciel de communication. 18 583.

Lien : Nassy-le-Grand. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind : 3 000 F/mois ou plus. Profil : Bac. Mission : préparation Salon-stand conférence. Publication. 18 582.

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : indéfinie. Ind : à négocier. Profil : Bac + 1. Notions informatiques. Mission : marketing téléphonique. 18 581.

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind : 1/3 du SMIC. Profil : Bac + 2. Mission : concevoir et réaliser des outils de formation audiovisuels et papiers. 18 580.

Lien : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind : salaire ou à l'article. Profil : Bac + 1. Mission :

registre en réfection micro-ordinateur AMSTRAD ATARI PC. 18 579.

COMMERCIAL

Lien : Villejuif. Date : immédiat. Durée : 2 mois + embauche. Ind : 1 450 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : relation clientèle. 15 574.

Lien : Cergy-Pontoise. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Profil : Bac + 2. Ind : à négocier. Mission : responsable d'une agence. Gestion d'un magasin. Vente de produits informatiques : 15 573.

Lien : Montreuil. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind : à convenir. Profil : Bac + 2. Jeune fille. Mission : suivi de clientèle relations. Commercial. 15 572.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind : SMIC. Profil : Bac + 3. Mission : relations avec RFA avec déplacements éventuels. 15 571.

Lien : Paris. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Profil : Bac + 3. Ind : à définir. Mission : aide à l'implantation de sociétés asiatiques en France et en Europe. 15 568.

DIVERS

Lien : Paris. Date : octobre. Durée : 2 mois. Ind : à négocier. Profil : Bac + 5-DEA fiscal. Mission : études sur la loi Maitreux. 23 542.

Lien : Plessis-Robinson. Date : immédiat. Durée : indéfinie. Profil : Bac + 3/4. Ind : à négocier. Mission : commercialiser un logiciel de gestion de cabinets d'avocat. 19 541.

Et de nombreux autres stages sur minitel :

3615 JOBSTAGE

ou en appelant au : 47-35-43-43

Formation de Formateurs (DUFA)

500 Heures Janvier - Décembre 1990

UNIVERSITE PARIS 7

UER Sciences Humaines Cliniques

45 87 41 11 ou 45 87 41 12

inscriptions immédiates

INSTITUT INTERNATIONAL DU MAGNÉTISME



- Formation continue Audiovisuelle
- l'Ecole du Cinéma et de la Télévision

Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

AMBASSADE D'ESPAGNE EN FRANCE

CONVOCAITON

EXAMEN D'ESPAGNOL LANGUE ÉTRANGÈRE

Ministère de l'Éducation nationale

DIPLOME DE BASE

Date des épreuves : 30 novembre et 1^{er} décembre 1989

Délai d'inscription : du 10 au 31 octobre

(Possibilité de s'inscrire par correspondance)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

Ambassade d'Espagne - Service culturel

11, av. Marceau, 75016 Paris - Tél. : 47-20-71-56

Précis de littérature comparée

Sous la direction de P. Brunel et Y. Cheval

La littérature comparée est devenue une discipline majeure. Ce précis, à la pointe de la recherche, recense l'état des lieux et trace de nouvelles perspectives. Il s'adresse à tous ceux pour qui la littérature est à la fois aventure personnelle et découverte d'autrui.

384 pages - 195 F

pufl

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هناك منة الاصل

CAMPUS

L'évaluation des établissements

Rompant avec le dogme de l'uniformité et du secret, l'éducation nationale s'apprête à évaluer les établissements scolaires. Pour les aider à définir publiquement leur projet et leur stratégie

Tous les établissements scolaires ne se valent pas. L'école X a de meilleurs résultats que l'école Y. Les enfants sont plus heureux et réussissent mieux au collège A qu'au collège B tout proche. Et le lycée C a une réputation fort enviable. Ragoût de parents d'élèves ? Non. L'éducation nationale elle-même commencent à admettre l'évidence : même à profil social égal, certains établissements s'en sortent nettement mieux que d'autres.

Jusqu'au début des années 80, le mythe de l'égalité a tenu lieu de dogme. Mais ce type de certitude a commencé à se fissurer avec l'échec de la dernière grande réforme égalitaire centralisée, la loi Haby, qui, en mélangeant tous les élèves, a révélé l'incapacité du système à gérer efficacement l'hétérogénéité. Les premiers remèdes sont apparus au début de l'actuelle décennie. Ils consistaient à reconnaître et à financer les initiatives locales adaptées au terrain. Ce furent les « projets d'action éducative » (PAE), mais aussi les « zones d'éducation prioritaire » (ZEP), où l'Etat reconnaissait, pour la première fois, l'existence d'établissements défavorisés justifiant l'attribution de moyens financiers et humains supplémentaires.

Enfin et surtout, la « rénovation » des collèges, entreprise à partir de 1984, bousillait le « projet d'établissement », sorte de charte négociée entre enseignants et administration, mot d'ordre mobilisateur pour l'adaptation des pratiques pédagogiques aux réalités locales. Chaque établissement est aujourd'hui censé avoir son « projet » propre. La notion vient même d'être consacrée par la loi d'orientation Jospin.

Les facteurs de la réussite

Avec toutes ces innovations, l'éducation nationale se décide à ouvrir la boîte noire de l'établissement scolaire et à révéler son contenu. Surprise ! Une école, un collège, un lycée ne se résument pas à la simple juxtaposition de classes fermées sur elles-mêmes. Ce sont des organismes vivants évoluant dans un certain contexte, modèles aussi par des facteurs humains, des stratégies individuelles ou collectives, un climat. Cette nouvelle approche, inspirée par l'analyse des entreprises, ne dispense évidemment pas de prendre en compte les facteurs économiques et sociaux, déterminants dans l'explication de l'échec ou de la réussite scolaire.

Mais la fatalité sociale, souvent invoquée pour justifier une certaine impuissance, est relative. « Comme n'importe quelle organisation, un établissement possède un style propre, un mode de relations sociales, un type de mobilisation de ses acteurs et de ses ressources ; bref, il ne peut se réduire aux contraintes qui s'exercent sur lui », écrivent trois sociologues au terme d'une enquête qui montre que trois collèges de population comparable peuvent obtenir des résultats différents, selon le style de la direction et le degré de mobilisation et de cohésion des enseignants (1).

Jean-Louis Derouet, sociologue à l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) et à l'École des hautes études en sciences sociales, est parvenu aux mêmes conclusions en étudiant des collèges de la région grenobloise : à recrutement égal, certains établissements envoient presque deux

élèves sur trois au lycée, contre à peine 30 % pour d'autres.

Au-delà du constat, tout l'intérêt consiste évidemment à identifier les facteurs de réussite pour pouvoir agir. Plusieurs forces poussent dans ce sens. Les enseignants, qui, incités à se mobiliser, à inventer et à travailler en équipe, ont besoin de connaître les résultats de leurs efforts. Les parents d'élèves, très demandeurs d'informations susceptibles d'éclairer leur choix et leur stratégie. Enfin, les collectivités locales, qui, depuis les lois de décentralisation, veulent connaître l'usage qui est fait de leurs crédits et l'efficacité de leur politique. La plus grande autonomie accordée aux établissements a fait apparaître la nécessité d'une évaluation systématique et les réticences politiques se sont atténuées. « L'évaluation des établissements a une connotation « entreprise » qui plait à droite et un côté « autogestion » qui plait à gauche », constate un expert.

Quels sont les facteurs favorables à la réussite scolaire au sein d'un établissement donné ? Une

étude de discipline (notamment), les exigences élevées affichées par les enseignants, le contrôle fréquent des progrès, l'intérêt que portent les parents au travail de leurs enfants, la présence de textes écrits à la maison etc. Le fait que les élèves consacrent peu de temps à regarder la télévision.

Tous les spécialistes insistent aussi sur l'importance d'un projet propre à l'établissement, dont les objectifs et la réalisation font l'objet d'une évaluation publique, et donc d'un large débat. On en est encore loin en France où, faute de mieux, les résultats aux examens tiennent lieu d'indicateur de réussite, principalement avec le palmarès des lycées publié par le Monde de l'éducation. Mais la pression des usagers pour une plus grande transparence rencontre aujourd'hui une volonté politique.

Pour M. Jean-Pierre Boissinot, directeur de l'évaluation et de la prospective (DEP) à l'éducation nationale, « beaucoup de situations intolérables se prolongent car elles sont occultées. Dans certaines ac-

établissements à la DEP, répond que « les politiques sélectives suppriment mal la lumière ».

Le service de M. Meuret fournit depuis peu aux lycées volontaires de quatre académies une série d'indicateurs « personnalisés » systématiquement comparés à la moyenne académique — âge des élèves selon les différents niveaux et sections, taux de redoublement, demandes de mutation des professeurs et pour les lycées professionnels, taux prévisible d'insertion professionnelle — qui leur permettent de mieux se connaître et d'adapter leur politique (3). Sur décision du chef d'établissement ou à la demande des enseignants ou des parents, ils peuvent être rendus publics, parfois sur minitel, et permettent d'engager ou de clarifier certains débats.

Mais les indicateurs chiffrés, s'ils sont les plus faciles à recueillir et à exploiter, ne reflètent qu'une partie de la réalité. L'appréhension de la « qualité » d'un établissement passe par de véritables enquêtes sur le terrain menées par un expert extérieur, capable de dépasser le simple diagnostic, pour définir et prescrire des remèdes. Des universitaires et des chercheurs de l'INRP tentent de percer les mystères du fonctionnement des établissements. Pionnier en la matière, l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREDE) de Dijon vient d'effectuer un audit des collèges des Ardennes pour le compte du conseil général de ce département. A l'INRP, Jean-Louis Derouet s'intéresse en particulier au rapport de forces entre professeurs et chef d'établissement et à son influence sur les pratiques de sélection : le taux de redoublement dans un collège peut doubler à l'arrivée d'un nouveau principal.

Eviter les dérapages

De façon plus occulte, les missions académiques pour la formation des professeurs (MAFFEN) ont constitué un réseau d'une certaine « formation consultative », capables d'aider les établissements à diagnostiquer leur projet et à trouver des solutions à leurs problèmes. Ils ont l'avantage d'être eux-mêmes enseignants et donc proches des réalités, et de n'exercer aucun pouvoir hiérarchique sur les collègues qu'ils conseillent et forment.

Il reste donc à préciser les règles du jeu et le rôle de chacun. Et surtout à éviter les dérapages d'un instrument qui n'est certainement pas neutre. A force de focaliser la réflexion sur l'établissement sous prétexte de respect de la diversité, ne risque-t-on pas d'encourager, voire d'institutionnaliser les inégalités ? Il ne faudrait pas que l'éducation nationale, soumise par la fièvre de l'évaluation, ferme par avance les yeux sur les conséquences de ses nouvelles audaces.

PHILIPPE BERNARD

Quinze indicateurs

Créer des indicateurs d'évaluation des établissements permettant des comparaisons internationales, telle est l'une des missions que s'est donnée la conférence de l'OCDE sur les indicateurs internationaux de l'enseignement qui réunit vingt-deux pays développés, de l'Australie à la Norvège en passant par les Etats-Unis, le Japon et l'Europe de l'Ouest. Les travaux, qui avaient été ouverts en mars 1988 à Fontainebleau à l'initiative de M. Moravcsik, alors ministre de l'éducation, se sont poursuivis, du 18 au 20 septembre dernier, à Semmering (Autriche). Une délégation du ministère français de l'éducation nationale anime le « réseau » consacré à l'évaluation du fonctionnement des établissements scolaires.

L'entousiasme de notre administration en la matière contraste avec la prudence des représentants de l'inspection générale anglaise. Celle-ci craint que l'élaboration de tels indicateurs n'aboutisse à limiter leur rôle, et ne renforce la politique de mise en concurrence des établissements menées par M^{re} Thatcher, et à laquelle ils sont opposés. La conférence n'en a pas moins accepté de poursuivre son travail à partir des quinze « indicateurs essentiels » proposés par la France, dont voici la liste :

1. Proportion des élèves de l'établissement dont un parent

au moins a un diplôme de fin d'études secondaires.

2. Position de l'établissement par rapport à la moyenne nationale quant à l'indicateur 1.

3. Proportion d'élèves dont les parents ne parlent pas la langue de l'école à la maison.

4. Taille de l'établissement (la taille critique d'un établissement est évaluée à 1 000, 500 ou même 200 élèves, selon les pays).

5. Rapport entre le nombre d'élèves et l'effectif total du personnel.

6. Rapport entre le nombre d'élèves et le nombre de professeurs.

7. Position de l'établissement par rapport à la moyenne nationale quant à l'indicateur 6.

8. Temps consacré au travail en petits groupes.

9. Qualification des enseignants.

10. Position de l'établissement par rapport à la moyenne nationale quant à l'indicateur 9.

11. Expérience des enseignants (trois ans est généralement considéré comme un seuil).

12. Degré d'autonomie de l'établissement.

13. Nombre d'heures de cours à 8 et à 14 ans.

14. Proportion des heures de mathématiques et de langue nationale pour les élèves de 14 ans.

15. Absentéisme des élèves à 14 ans.

recherche américaine, rassemblant les résultats de cent quarante-sept études sur l'« effet établissement », tend à montrer que l'expérience des enseignants « joue un rôle nettement plus déterminant dans la réussite que leur qualification ou le nombre d'élèves par classe, qui pèse pourtant indubitablement sur l'ambiance et sur la possibilité d'une pédagogie adaptée aux élèves. Un universitaire hollandais (2) a mis en lumière une série de facteurs non économiques parmi les plus caractéristiques des établissements qui réussissent : l'existence d'un temps suffisant effectivement consacré à apprendre (compte tenu de l'absentéisme des

démies, un professeur reste en moyenne deux ans dans un établissement, ce qui rend illusoire tout projet basé sur une certaine stabilité. Seule l'information et la pression des parents et des élus peuvent nous aider à modifier cette situation. D'où l'utilité de la publication d'indicateurs pour alerter l'opinion et permettre aux décideurs de modifier les règles du jeu traditionnel entre l'administration et les organisations représentatives du personnel ». A ceux qui s'interrogent de la sélection accrue des élèves qui pourrait favoriser la publication d'indicateurs pour chaque établissement, M. Denis Meuret, responsable de l'évaluation des

(1) François Dubet, Olivier Cusin, Jean-Philippe Guillemet, « Mobilisation des établissements et performances scolaires. Le cas des collèges », Revue française de sociologie, volume XXX, 1989.

(2) Jaap Scheerens, professeur à l'université de Twente, « Les indicateurs de processus du fonctionnement de l'école », sous la direction de l'INRP, 1989.

(3) Marie-Françoise Castéran et François Castéran, chargés de mission à la DEP, viennent de mettre au jour la diversité des interventions qui travaillent à l'évaluation des établissements scolaires et la multitude des documents en circulation au sein de l'éducation nationale sur ce thème.

90 inspecteurs vont sonder 90 lycées

Quatre-vingt-dix établissements considérés comme ayant des difficultés particulières — trois ou quatre par académie — vont recevoir prochainement la visite d'une escouade d'inspecteurs généraux, conformément aux nouvelles missions que ce corps vient de se voir confier par M. Jospin (le Monde du 28 septembre). La responsabilité de cette opération a été donnée conjointement à M. André Lafond, inspecteur général de l'éducation nationale, et à Mme Michèle Sellier, membre de l'inspection générale de l'administration.

Il s'agit d'établir pour chacun des établissements visités un diagnostic précis, de porter un jugement de valeur et de proposer des remèdes aux dysfonctionnements constatés, sans mettre en cause des individus. Chaque établisse-

ment recevra la visite d'une équipe de trois à cinq inspecteurs généraux, l'un au moins représentant l'inspection de l'administration, le deuxième, celui de la vie scolaire, le troisième étant spécialisé dans une discipline. Ils effectueront deux séjours de deux ou trois jours chacun, après avoir averti l'établissement de leur venue pour permettre de préparer tous les documents utiles et d'amorcer une autoévaluation. « Il ne s'agit pas d'un contrôle des personnes mais d'une aide à l'évaluation. L'établissement doit être amené à y participer », rassure M. Lafond.

Les inspecteurs se rendront dans les classes, mais s'intéresseront aussi au projet de l'établissement, à la qualité de son matériel pédagogique et de ses emplois du temps, à la bonne

tenue de son centre de documentation et d'information. Ils examineront le rôle du chef d'établissement, la place des élèves et des parents, l'organisation des séances de conseil d'administration. L'évaluation portera aussi sur la qualité globale de l'enseignement de chaque discipline : la visite collective sera complétée ultérieurement par le passage d'un inspecteur de chaque matière.

Au total, quatre-vingt-dix inspecteurs généraux vont être mobilisés. L'ensemble de leurs investigations fera l'objet d'une synthèse sur l'état des lycées qui doit être remise au ministre en juin prochain. Localement, l'opération s'achèvera par la remise d'un rapport au chef d'établissement qui devra le communiquer à son conseil d'administration, ce

qui équivaut à une publication. « Ce document sera rédigé de façon à ne pas traumatiser les individus », assure encore M. Lafond.

Cette évaluation des lycées, dont les modalités de principe sont largement empruntées à la pratique britannique, va placer les inspecteurs dans une situation nouvelle à l'égard d'un titre : ils vont devoir travailler en équipe, faire taire la rivalité entre les disciplines et apprendre à considérer un établissement comme une entité et non comme une juxtaposition de professeurs enfermés dans leurs classes. Mais parviendront-ils totalement à faire oublier aux enseignants, au moment de les évaluer collectivement, qu'ils restent leurs supérieurs hiérarchiques ?

Ph. Be

(Publicité)

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD FACULTÉ DE DROIT JEAN-MONNET A SCEAUX D.E.A. DROIT DES CONTRATS

La faculté de droit Jean-Monnet à Sceaux ouvre cette année 1989-1990 un D.E.A. consacré au Droit des contrats.

L'objectif de cette formation nouvelle est de doter les étudiants de l'outil conceptuel et technique qui leur permettra, d'une part, de se familiariser avec les innombrables figures du contrat et de maîtriser les diverses pièces du réseau de plus en plus dense de rapports d'ordre patrimonial qui animent quotidiennement l'ensemble de la vie civile et commerciale, interne et internationale et, d'autre part, d'élaborer et construire des modèles inédits de contrats qui répondent aux besoins constamment renouvelés de la pratique des affaires.

Un effectif limité assure aux étudiants d'excellentes conditions de travail.

Réserve aux titulaires d'une maîtrise en droit privé ou d'un diplôme jugé équivalent, l'admission s'opérera par une sélection sur dossier et entretien.

Retrait des dossiers de demande d'inscription à partir du 25 septembre 1989.

Date limite de dépôt des dossiers : 10 novembre 1989

Service du troisième cycle

54, boulevard Desgranges, 92331 SCEAUX CEDEX

DROIT ET INFORMATIQUE

La faculté de droit Jean-Monnet à Sceaux et l'Ordre des avocats au barreau de Paris ont créé un « DIPLOME D'UNIVERSITÉ DE 3^e CYCLE EN DROIT, INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES NOUVELLES », qui vise tout à la fois à assurer la formation des avocats et des futurs avocats aux techniques de l'informatique et à leur permettre une maîtrise des problèmes juridiques liés au développement de l'informatique.

Directeur de la formation : M. le professeur J.-M. Olivier.

L'accès au diplôme est ouvert aux étudiants titulaires d'une maîtrise en droit et préparant l'examen d'entrée au C.F.P.A. et aux avocats.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 10 octobre 1989 au secrétariat du 3^e cycle de la faculté de droit Jean-Monnet, 54, bd Desgranges, 92331 SCEAUX CEDEX - Tél. : 46-61-33-00, poste 396.

RENTREE OCTOBRE

MAXIM'S

FAMOUS ALL OVER THE WORLD

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie internationale

3 années

de Formation Supérieure de Management

et de Gestion Hôtelière

STAGES ET MISSIONS PROFESSIONNELLES

ADMISSION :

1^{re} Année : BAC, 2^e Année : BTS, DUT, DEUG, Licence ou diplôme étrangers équivalents.

MAXIM'S

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

INFORMATION

(1) 42.66.46.59

11, RUE ROYALE, 75008 PARIS

RENTREE OCTOBRE

2^{ème} CYCLE

MANAGEMENT EUROPEEN

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de GENEVE

14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES

ADMISSION :

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme C.E.E. équivalent

IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, RUE DU FG-ST-HONORE, 75006 PARIS

LE PANORAMA DE LA FRANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE

DE LA FRANCE

ECONOMIQUE ET SOCIALE

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

L'EDITION 1989 VIENT DE PARAITRE

TOUTE L'ECONOMIE EN 17 DOMAINES ET 85 MOTS-CLÉS

UNE PRESENTATION CLAIRE DES COMPARAISONS INTERNATIONALES UN EQUILIBRE ENTRE CHIFFRES ET COMMENTAIRES UN FORMAT PRATIQUE ET UN PRIX MODIQUE (50 F)

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

JE SOUHAITE RECEVOIR EXEMPLAIRES DES TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE EDITION 1989 (50 F)

CI-JOINT MON RELEMENT DE F. PAR : ☐ MANDAT ☐ CHEQUE BANCAIRE ☐ CHEQUE POSTAL A L'ORDRE DE L'INSEE

NOM ACTIVITE

ADRESSE

A RETOURNER A C.N.G.P. - INSEE - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

BICENTENAIRE

Les droits de l'homme
sur le toit de l'Europe

Parmi les « célébrations au sommet »
organisées cette année
le mont Elbrouz, sommet du Caucase

Une délégation franco-soviétique vient d'apposer sur le mont Elbrouz les textes des Déclarations des droits de l'homme de 1789 et de 1948. Une manifestation « hautement symbolique ».

TCHEGUEV (URSS)
de notre envoyé spécial

La célébration du 200^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen au sommet de plusieurs pics rocheux et de glaciers dont certains figurent parmi les plus élevés du monde comme l'Everest et le Makalu (1), s'inscrit parmi les cérémonies organisées tout au long de l'année 1989 par la Mission du bicentenaire de la Révolution. Celle-ci souhaite ainsi manifester, d'une manière « hautement symbolique », et au travers d'initiatives de nature essentiellement sportives, l'ascension « irrésistible » des peuples vers les principes énoncés dans la Déclaration du 26 août 1789.

Une délégation de la Mission du bicentenaire conduite par son président, M. Jean-Noël Jeanneney, s'est rendue le 28 août sur les pentes de l'Elbrouz (5 629 mètres), un sommet formé par les débris de deux cônes volcaniques, point culminant de la longue chaîne du Caucase. L'objectif de la cordée — celle-ci avait reporté une première fois son escalade (prévue au mois de mai dernier) à la suite de la répression, par les autorités soviétiques, des troubles survenus en avril dans la République musulmane d'Abkhazie, au sud du Caucase — était de sceller sur le versant sud de la montagne des plaques de cuivre reproduisant le texte de 1789 et celui de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU. L'URSS, qui s'était abstenue au moment du vote, mais qui a depuis lors ratifié ce texte, a reçu avec plus de discrétion que d'empressement la délégation française.

Pourtant, sa démarche pouvait apparaître comme l'expression d'un soutien apporté au principal artisan de la perestroïka, M. Gorbatchev, et aux efforts de libéralisation du régime engagés depuis deux ans. Mais cette initiative ne devait pas, pour autant, faire oublier l'existence du goulet et des hôpitaux psychiatriques encore « ouverts » aux dissidents soviétiques.

Finalement, l'expédition française à l'Elbrouz, ralentie dans sa progression vers le sommet par le vent et le froid, s'est contentée de rejoindre le refuge de Priut 11, perché à 4 400 mètres au-dessous de la

cime soviétique. L'altitude de 4 200 mètres atteinte par la Mission du bicentenaire, insatisfaisante pour les grimpeurs, exprime finalement mieux le niveau insuffisant, qu'occupent, en Union soviétique, les droits de l'homme.

M. Jeanneney devait rappeler, après avoir posé sur l'un des murs du refuge les textes de 1789 et de 1948, « la symbolique très forte que représentent les montagnes du monde, qui permettent, en s'élevant au-dessus des drames quotidiens, de se rendre à la hauteur des principes immortels » contenus dans les Déclarations de 1789 et de 1948. « Ces textes ont connu des aventures et des mésaventures depuis deux siècles. La France a mis longtemps pour les incarner un peu convenablement dans la vie quotidienne », devait déclarer M. Jeanneney, repoussant ainsi les critiques adressées par ceux qui, en France, estiment que la Mission du bicentenaire, en se rendant à l'Elbrouz, ferme les yeux sur une série d'atteintes graves à ces principes.

La création
d'un Etat de droit

Seule voix officielle du ministère des affaires étrangères au sein de la délégation soviétique (composée essentiellement de représentants du Comité des sports de l'URSS), M. Michail Biroukov devait affirmer que son pays « considère avec attention » les déclarations en faveur des droits de l'homme. « Nous pouvons nous rendre compte de leur actualité dans tous les pays, y compris dans le nôtre, où depuis 1985 a commencé la réorganisation de notre vie, avec notamment la volonté de création d'un Etat de droit ; ce qui signifie, en premier lieu, le respect des droits de l'homme, qui furent largement ignorés ici. »

Ce constat, fait à 4 200 mètres d'altitude, devant les plaques posées à l'intérieur du refuge de l'Elbrouz, où ont été gravés en français et en russe les dix-sept articles de la Déclaration de 1789 et les trente-deux de celle de 1948, venait ainsi récompenser, moralement, plusieurs heures d'intenses efforts physiques sur les pentes glacées du plus haut sommet du massif du Caucase.

CLAUDE FRANCHILLON

(1) Plusieurs alpinistes ont porté le texte de la Déclaration de 1789 sur des sommets prestigieux, notamment le mont Blanc, le Grand Teton (Etats-Unis), le Kilimandjaro (Tanzanie). Deux expéditions sont actuellement en cours à l'Everest (versant chinois) et au Makalu (Népal).



Voici enfin disponibles les *Mémoires* de l'abbé Grégoire. Rédigées sous l'Empire, elles livrent à nu la personnalité hors du commun de cet évêque républicain. A l'heure où les cendres de l'abbé Grégoire sont déposées auprès de celles des grands hommes de la République, ces pages où héroïsme, fidélité et amour de la Liberté s'expriment avec une passion intense font réfléchir à la signification profonde de la Révolution française.

160 F.

Editions de Santé

19, rue Louis le Grand 75002 Paris. Tél. : 47 42 86 21

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES
EXCEPTIONNELLES
QU'AX TOURISTES
ÉTRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES
PRODUITS DE BEAUTÉ
TOUTES LES GRANDES MARQUES

18, rue de la Paix (Paris 75002), 2^e étage ass.

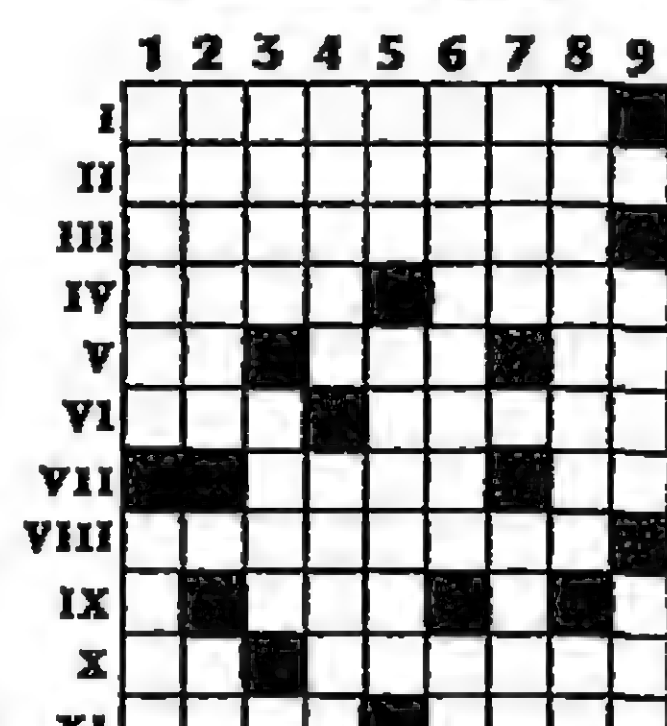
A PARTIR du 18 octobre

LE NOUVEAU
RENDEZ-VOUS
DE L'AUTOMOBILE
Le Monde
MERCREDI (numéro daté JEUDI)

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5102



HORIZONTALEMENT

1. Mange inutilement. — II. Qui a donc suivi. — III. Procéderas à un escamotage. — IV. Prouve qu'il y a eu un acquittement. Certains sont mariés. — V. En mer. Pour celui qui veut faire ce qui lui plaît. Article. — VI. Un point. Commence à se faire connaître. — VII. Un bon endroit. Interjection. VIII. Complètement vidée. — IX. La mouvement perpétuel. — X. En France. Est vraiment chou. — XI. Pas libre. Peut enlever.

VERTICALEMENT

1. Les coups de foudres y sont à craindre. Bon, a sa petite bête. — 2. Des chemins qui peuvent être pleins de charmes. Mieux que rien. — 3. Enduit. Examen de facultés. — 4. Pour une divinité champêtre. Divinité. — 5. Mauvais accords. Permet d'avoir une idée. — 6. Se mettraient à l'ouvrage. Dieu. — 7. Un roi sur la scène. Coule dans les Alpes. — 8. Un vulgaire conteur. Lie. — 9. Prouve qu'il y a eu de grandes dépenses. Gros, peut devenir du toupet.

Solution du problème n° 5101

Horizontalement
I. Vaisselle. — II. Emotive. — III. L. Arènes. — IV. Otag. Ire. — V. Dion. Anes. — VI. Réserves. — VII. Tria. II. — VIII. Mra. Crêpe. — IX. Er. Nesses. — X. Sirène. Ls. — XI. Fossés.

Verticalement
1. Vélochromes. — 2. Amitié. Iris. — 3. lo. Acoste. — 4. Stagner. Nef. — 5. Sire. Riane. — 6. Eve. Averses. — 7. Lénine. Es. — 8. Erépible. — 9. Esses. Lésée.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 5 OCTOBRE

« Le Marais, voie royale, place des Vosges, hôtels et jardins », 10 h 15, métro Saint-Paul (E. Bourdieu).

« La Pyramide du Grand Louvre et la crypte de Philippe-Auguste », 14 h 15, parvis de la Pyramide, statue de Louis XIV (P. J. Jassien).

« Trésors méconnus des Halles », 14 h 30, place Sainte-Opportune (Sousgarde du Paris historique).

« Promenade révolutionnaire dans les jardins et passages du Palais-Royal », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (P.-Y. Jassien).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).

« De Saint-Eustache au quartier Montorgueil », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« La peinture de Monet à Picasso, au Musée de l'Orangerie », 14 h 30, entrée du musée (M. Poligny).

« Souvenirs révolutionnaires au cimetière de Picpus », 14 h 30, 35, rue de Picpus (E. Roman).

« La loge franc-maçonnique de Voltaire. Vue intérieure de Vernet et de Grand Rite des francs-maçons à Versailles », 15 heures, sortie métro Temple (L. Haullier).

« La chapelle dite exploitée », 15 heures, 38, rue Pasquier (Paris et son histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

« L'œuvre de Rodin dans l'hôtel Biron », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

« La villa La Roche, chef-d'œuvre de la Corbusier », 15 heures, 10, square du Docteur-Blanche.

CONFÉRENCES

Institut catholique (salle des Actes), 21, rue d'Assas, 18 h 30 : « L'entreprise et la foi catholique. La croyance en certains valeurs chrétiennes est-elle incompatible avec le droit d'entreprendre ou est-elle de nature à fortifier et à enrichir les rapports humains ? », par A. Couratgne (Grandes conférences de Paris).

17, avenue d'Alsace, 19 heures : « La rite des médias aujourd'hui », avec A. Fontaine et T. Sommer (Goethe-Institut).

91, rue de Seine, 20 heures : « Nomenclature et connaissance de soi », par C. de Millerville (L'Espace blanc).

18, rue de Valenciennes, 20 h 30 : « Révolution tranquille chez les catholiques. L'expérience des synodes diocésains en France », avec M. Hébrard (Centre Vernier).

9, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Comment retrouver sa santé par une alimentation selon les principes ayurvédiques », par K. Vyas (Association Tapovan).

CARNET DU MONDE

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

M^{lle} Valérie DARDE, fille de M. Robert DARDE et de M^{lle} Nadine IGERSHEIM, avec

M. Christophe MARTINEZ, fils de M. Jean-François MARTINEZ et de M^{lle} née Marie-Thérèse Basso,

La cérémonie a été célébrée dans l'intimité, le 30 septembre 1989, à Paris.

Décès

— Le docteur Georges Driguez, son épouse,

M. et M^{lle} Jean-Jacques Driguez, M. et M^{lle} Alain Candau. Le docteur et M^{lle} Pierre-André Driguez, ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Toute sa famille et ses amis,

ont part du décès de

M^{lle} Georges DRIGUEZ, née Tibka,

le 3 octobre 1989, à Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 6 octobre, à 10 h 30, au cimetière de Montmartre, 20, avenue Rachel, Paris-18^e. Réunion à l'entrée principale.

55, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.

— Le président de l'université de la Sorbonne nouvelle Paris III. Le directeur et l'ensemble des personnes de l'UER d'études ibériques et latino-américaines

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{lle} Joëlle GUYOT

survenue le 24 septembre 1989.

— Les familles Marella et Prugnaud ont la douleur de faire part de la disparition tragique de

Véronique MARELLA, hôtesse de l'air de la compagnie UTA, en service commandé le 19 septembre 1989, dans le désert du Ténéré (Niger).

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 6 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-Saint-Christophe, place de Biche, Paris-19^e, suivies de l'inhumation au cimetière parisien de Pantin.

M. et M^{lle} Carlo Marella, 57, rue Riquet, 75019 Paris.

— M. Marcel Marachin, M. et M^{lle} Jean-Claude Marachin, M. et M^{lle} Daniel Marachin. Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Richard MARACHIN, musicien,

leur fils, frère, beau-frère et parent, survenue le 3 octobre 1989, à l'âge de quarante-neuf ans.

Prier pour lui.

Le service religieux sera célébré le vendredi 6 octobre, à 15 heures, en l'église de Bendorf (Haut-Rhin), suivi de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Marcel Marachin, 20, rue Pascal, 68000 Mulhouse, M. et M^{lle} Daniel Marachin, 9, rue Boissac, 75014 Paris.

— M^{lle} Hélène Derameix, M. et M^{lle} Yves Dardel et leurs enfants,

M^{lle} Catherine Muller, le pasteur et M^{lle} Benjamin Muller et leurs enfants,

M^{lle} Dénis Muller et sa fille, M. et M^{lle} Robert Dandé et leurs enfants,

Ses enfants et petits-enfants, Les familles alliées et amis, font part du décès de

M. Vincent MULLER, ingénieur des Arts et Manufactures, chevalier de la Légion d'honneur.

L'inhumation et l'inhumation des cendres ont eu lieu à Montpellier. Un culte d'action de grâce a été célébré au temple d'Uzès, le 4 octobre.

Famille Muller, Collège Le Redoumet, 30700 Uzès.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{lle} Roger Pajot, ses parents,

M. et M^{lle} Raymond Bran, Isabelle, Xavier, Cécile. Et tous les membres de la famille ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-François PAJOT,

survenu subitement le 16 septembre 1989.

Une messe sera célébrée, le 6 octobre, en l'église de la Madeleine, à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

32, avenue de la Joachère, Chanteloup, 77600 Bussey-Saint-Georges.

— Le docteur Peter Fein Slomov Et les autres membres du conseil d'administration du Centre Duna (centre d'accueil pour toxicomanes et familles)

ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur ami et collaborateur

Jean-François PAJOT,

survenu le 16 septembre 1989.

5, rue Armand-Le Comte, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône, 27, rue Saint-Georges, 75009 Paris.

— Robert Pignon fait part du décès de

Jean PIGNON, ancien secrétaire de l'Institut des hautes études de Tunis,

survenu le 30 septembre 1989, à Saint-Martial-l'Abbaye.

Il a été inhumé au cimetière de Domme (Dordogne), le 3 octobre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Jacques SCOTTO, médecin-chercheur à l'INSERM, est mort d'un cancer ce 2 octobre 1989.

De la part de Cinette, son épouse, Valérie et Olivier Béthouil, Antoine et Eva Scotti, ses quatre enfants,

Juliette Scotti, sa mère, Marie-Louise Giboudot, sa belle-mère, Georgette Scotti, Jean et Danièle Lorenzi,

Maurice et Marie-Claire Giboudot, Jean et Annie Labranche, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

Ses autres parents et amis.

Son corps a été incinéré.

Des dons peuvent être adressés à des ONG s'occupant du tiers-monde.

A la demande de sa famille, un office à sa mémoire sera célébré, à l'église Saint-Médard, Paris-5^e, le samedi 7 octobre, à 8 h 30.

8, rue des Quatrefoies, 75005 Paris.

10, boulevard Princesse-Charlotte, Monaco.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-86-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LA LIBRAIRIE BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du livre d'ANNE DISTEL, conservateur au Musée d'Orsay

LES COLLECTIONNEURS DES IMPRESSIONNISTES Amateurs et Marchands

L'auteur signera son livre

le jeudi 5 octobre 1989, de 18 h à 20 h 3, RUE CORNELLE, 75006 PARIS

Tél. 46-34-08-62

STERN GRAVEUR

depuis 1840

Chevalières armoriées

Cartes de visite

le prestige de la gravure

47, l'avenue des Panoramas, 75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

Remerciements

— Remerciements à tous ceux qui m'ont témoigné leur profond attachement.

Samuel DOUË-LITVAK,

fils de Dalia et de Michel, décédé le 2 septembre 1989 et inhumé à Holon (Israël).

— Nicole et Loup Monnot des Angles, Anne-France et Laurence, M^{lle} Monnot des Angles.

Le professeur et M^{lle} Jean Marchal et leurs familles, remercient tous ceux qui ont partagé leur peine à l'occasion du retour à Dieu de

Yann,

leur fils, frère, petit-fils et parent.

Anniversaires

— En ce neuvième anniversaire du rappel à Dieu, le 30 septembre 1980, à Athènes, de

Constantin MANGIORAKOS GRIGORAKIS, avocat, historien, écrivain, membre de la Société ethnologique et historique hellénique,

Son épouse Sylvia Et son fils Pierre, demandent une pensée à ceux qui l'ont aimé et restent fidèles à son souvenir.

Avis de messes

— A la mémoire du colonel de gendarmerie (c.r.)

René CHATELAIN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de la valeur militaire,

inhumé dans l'intimité le 12 septembre 1989, à Pont-de-Chéruy (Isère), une messe sera célébrée le samedi 7 octobre, à 10 h 30, en l'église du Christ-Roi, à Toulouse.

Que tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé se souviennent et s'unissent par leur présence, leurs pensées ou leurs prières.

— Les amis de

M^{lle} Madeleine VOKOUN DAVID, assyriologue, ancien professeur à Prague,

décédée le 10 août 1989,

se réuniront le lundi 9 octobre, à 18 heures, à Saint-Jacques-de-Haut-Pas, 25, rue Saint-Jacques.

La messe sera dite par Mgr Pézeril (chapelle de la Vierge).

— Une messe sera célébrée le samedi 14 octobre 1989, à 15 heures, dans l'église des dominicains du couvent Saint-Jacques à Paris, 20, rue des Tanneurs, Paris-13^e, pour le repos de l'âme de

Madeleine DUPLOYE,

décédée le 28 juillet 1989.

— Une messe sera célébrée le mardi 24 octobre 1989, à 18 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, 75006 Paris, à l'intention du

Père Edgar HAULOTTE,

Jésuite, professeur au centre Sèvres, rappelé à Dieu, le 4 août 1989, à Chambéry.

Soutenances de thèses

— Université Paris-VII, le samedi 7 octobre, à 9 heures, insistent d'anglais Charles-V, 8-10, rue Charles-V, Paris-4^e, M. Yves Bouveret : « James Agee : let us now praise famous men ou la voie du réel ».

— Université Paris-II, le lundi 16 octobre, à 14 h 30, salle des commissions. M. Abbas Tadayoni-Kazrouni : « L'Iran et les problèmes de voisinage depuis 1969 ».

POMPES FUNÈRES

ROBLLOT

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

N°VERT 05.45.22.27 PERMANENT

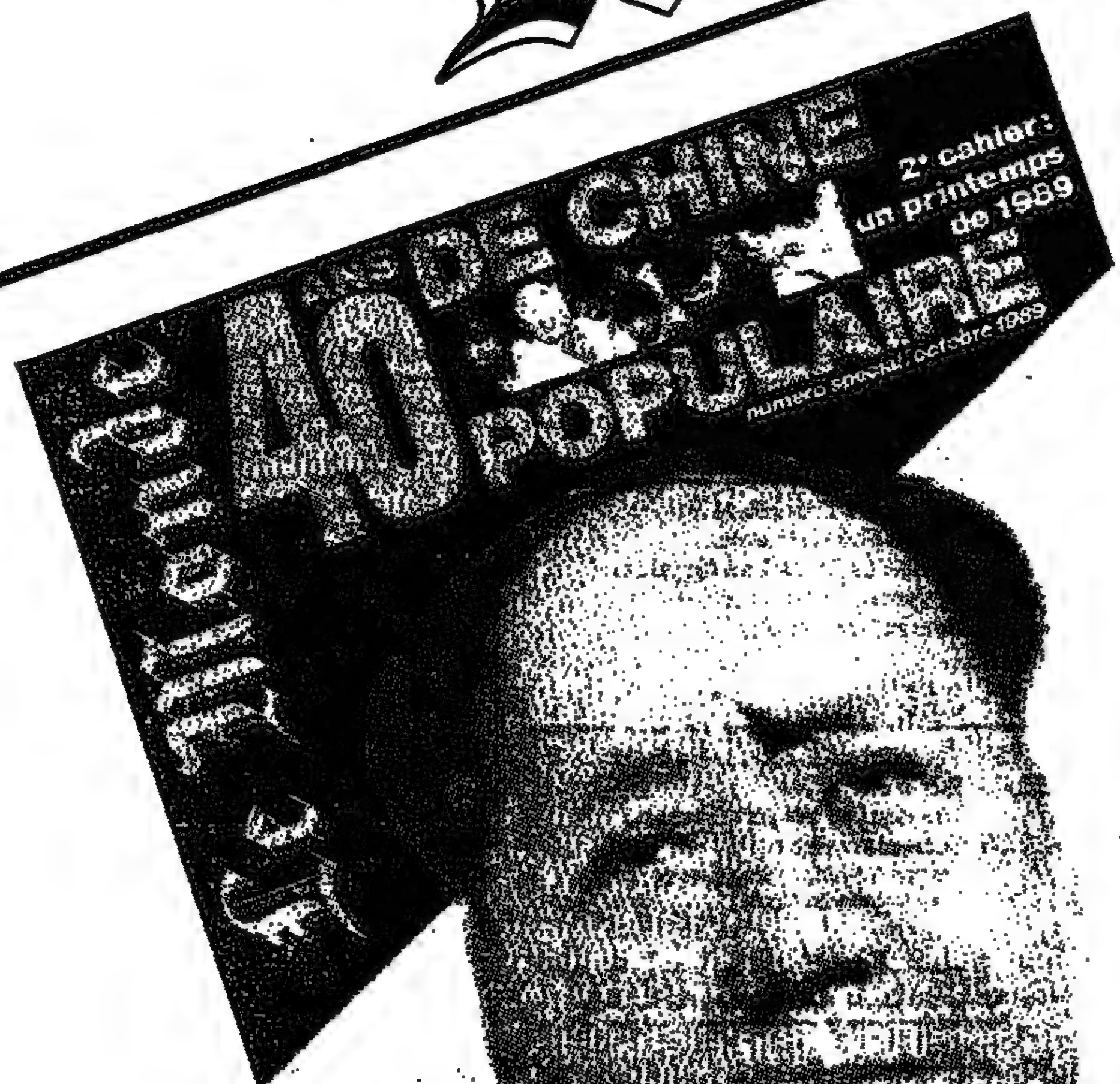
248 RUE SUD 75014

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

Le Monde



40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NUMÉRO HORS SÉRIE
48 PAGES - 28 F



L E MONDE a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

nombreuses
photos
et les
meilleurs articles
de Robert GUILLAIN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____
PAYS _____
Nbre d'ex. _____ X 38 F (frais port inclus) : _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :
LE MONDE
Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09
France

مكتبة ابن رشد

27 La grève des impôts s'étend aux douanes
28 Bouygues rachète les Grands Moulins de Paris

29 La politique aérienne française
30 Les abonnés des heures supplémentaires

38 M. Saint-Geours, président de la COB
39 Bourse de Paris

BILLET

L'économie du congrès

Sans peut-être le savoir, l'économie française vit à l'heure du congrès du Parti socialiste. Quel que soit le résultat de la consultation, les orientations du parti dominent les orientations du gouvernement.

Les batailles internes au PS — entre les partisans de Laurent Fabius et ceux de Lionel Jospin — doivent-elles pour autant interférer dans la politique économique du gouvernement ?

La guerre des chefs au sein du PS a déjà trouvé dans la première phase de préparation du budget pour 1990 un champ de bataille. Elle se déroule maintenant dans les coulisses du pouvoir.

Facile à boudier — grâce à la forte croissance de l'économie — le projet de loi de finances pour 1990 est le fruit d'un savant dosage entre la priorité européenne et les préoccupations de justice sociale. Son élaboration avait été l'occasion de propos parfois surprenants. N'avait-on pas entendu des députés PS critiquer le baïssa de la TVA sur les automobiles — alors même que l'humanité, pourtant avare de confort, s'efforce de l'équité ?

Souhaitant marquer à droite le « libéral » Pierre Bérégovoy — et donc Laurent Fabius — les amis de Lionel Jospin ont réussi à faire attribuer au ministre de l'économie les mesures favorables aux riches (la réduction de la fiscalité sur les revenus de l'épargne). Des décisions qu'impose pourtant l'Europe à laquelle M. Jospin et ses amis se disent très attachés.

Il est en revanche réussi à ne pas présenter comme les auteurs du « gauchissement » du budget. Grâce à eux, le loi de finances comprend également des mesures en faveur de la lutte contre les inégalités sociales (une nouvelle tranche pour l'impôt sur la fortune, un plafonnement de la taxe d'habitation...).

Que le budget soit l'occasion, à l'intérieur du PS, d'une bataille d'images, cela n'a pas de conséquence sur l'activité du pays. En revanche, on n'est pas loin de penser, dans l'entourage de M. Bérégovoy, que certains conflits actuels ne sont pas sans rapport avec la perspective du congrès socialiste. Les grèves au ministère des finances — animées par des militants socialistes et soutenues désormais par certains députés PS — ne viseraient-elles pas à déstabiliser M. Bérégovoy, signataire de la contribution présentée par M. Fabius ?

Si le mécontentement est tel parmi les fonctionnaires, comment se fait-il, dit-on encore, que les enseignants soient si tranquilles ? Et l'on rappelle l'influence des socialistes dans les syndicats enseignants et la présence de M. Jospin au ministère de l'éducation.

Le débat d'idées sans doute... E.L.

Le gouvernement craint un déficit industriel élevé

La France, qui dégageait un excédent de 100 milliards de francs dans ses échanges industriels en 1988, devrait en 1989 enregistra un déficit de 52,2 milliards et encore de 47,4 milliards en 1990, d'après les prévisions contenues dans le rapport économique et financier associé au projet de loi de finances pour 1990.

Tirant un bilan satisfaisant de l'environnement économique international, le rapport économique et financier présenté par le gouvernement pour 1990 met l'accent sur les « déséquilibres persistants des comptes extérieurs », qui « font peser un risque permanent sur la bonne santé de l'économie mondiale ».

Certes, les États-Unis ont enregistré une contraction de leur déficit commercial en 1988 qui devrait se prolonger, bien qu'à un rythme ralenti, en 1989 et 1990.

Cependant, les économistes de la direction de la prévision notent que « les progrès enregistrés aux États-Unis ne s'accompagnent d'aucune contraction des excédents considérables du Japon et de l'Allemagne, tandis que l'on observe une nouvelle dégradation dans les pays déjà déficitaires (Royaume-Uni, Italie, Espagne) ». Dans ce tableau, le solde des transactions courantes de la France apparaît, parmi ceux des principaux pays industriels, le plus proche de l'équilibre (voir graphique)...

La hausse du dollar

Alors que les résultats commerciaux de la France se sont détériorés au cours des derniers mois, le rapport économique et financier estime que le déficit des échanges de produits manufacturés devrait s'élever à 52,2 milliards de francs cette année, contre 42,3 milliards en 1988 et 10,4 milliards en 1987. La vigueur de la demande intérieure se conjugue cette année avec la hausse du dollar et celle des prix du pétrole intervenue au cours des premiers mois de 1989.

Pour 1990, le rapport prévoit que le déficit des échanges de produits industriels restera élevé, à 47,4 milliards de francs, bien qu'en léger repli par rapport à 1988. Cette contraction serait imputable, selon les économistes des finances, à une amélioration

tendancielle des termes de l'échange.

Les échanges industriels sont donc les principaux responsables du maintien du déficit commercial à un niveau proche de celui de 1987, après un quasi retour à l'équilibre en 1986 : de 31,6 milliards de francs en 1987, le déficit des échanges commerciaux de la France a atteint 35 milliards en 1988 et devrait s'élever à 40,5 milliards en 1989, avant de revenir à 35,1 milliards l'an prochain.

En tout état de cause, l'évolution du solde des échanges extérieurs de la France dépendra largement de celle de la demande

La Banque de France redoute des tensions inflationnistes

La Banque de France met en garde, dans sa Situation économique à l'étranger, parue le lundi 2 octobre, contre une nouvelle accélération des prix. L'élément principal sera la hausse des salaires dans les principaux pays industriels, dont le rythme est actuellement de 0,5 à 1 point par an.

Bien que les craintes inflationnistes se soient largement dissipées au cours de l'été, après un début d'année marqué par une accélération de la hausse des prix dans la plupart des

vements d'impôts indirects appliqués dans plusieurs pays au début de l'année 1989, on constate en définitive une progression mesurée, mais régulière, des indices de prix.

Cette progression s'explique par le très haut degré actuel d'utilisation des capacités de production et par « une accélération à peu près générale des hausses de salaires, de l'ordre de 1/2 à 1 point par an ».

Au Japon et dans les autres pays où des négociations de contrats pluriannuels sont proches (Allemagne, États-Unis, Italie), « des pressions s'exercent dans le sens de majorations significatives des coûts de main-d'œuvre pour les trois prochaines années ».

Ainsi, aux États-Unis, la plus optimiste des principales prévisions économiques table sur une hausse des prix de 4,2 % en 1990, et il s'agit de celle de l'administration américaine.

Les coûts et les salaires

Si la Banque de France estime que « la poursuite d'une croissance encore substantielle parviendrait à l'équilibre pour 1990 », ses experts insistent sur la nécessité de « modération dans l'évolution des coûts et des salaires, surtout dans les pays qui supportent des déficits extérieurs importants ». Car si le taux de croissance du PNB des sept principaux pays industriels devrait atteindre 3,5 à 4 % en 1989, un résultat bien meilleur que ce qui était anticipé il y a quelques mois encore, « il semble que l'ajustement le plus sérieux pour la croissance soit la réapparition de comportements inflationnistes ».

Les politiques monétaires, déjà très restrictives, devraient alors se durcir. A moins que, aux États-Unis en particulier, le taux de croissance se ralentisse beaucoup plus rapidement que prévu (la plupart des prévisions comptent sur une hausse avoisinant 2 % en 1990), et contraignent les autorités monétaires à infléchir leur politique économique dans un sens plus expansionniste.

Leur revenu réduit de 15 %

Les biologistes cibles de M. Evén

M. Claude Evén, ministre de la solidarité et de la santé, va faire des biologistes parmi les laboratoires d'analyses biologiques. Le projet d'arrêté que ses services ont mis au point modifie en effet la nomenclature des actes de biologie. Cette réforme devrait réduire de 15 % en année pleine le chiffre d'affaires de cette profession en plein essor. Le projet du ministère est destiné à mettre en cohérence la nomenclature avec les progrès de productivité réalisés dans la dernière période. Désormais, certains équipements fournissent en effet simultanément plusieurs résultats d'analyses, alors que la nomenclature actuelle permet de facturer autant d'actes qu'il y a de résultats (notamment en enzymologie).

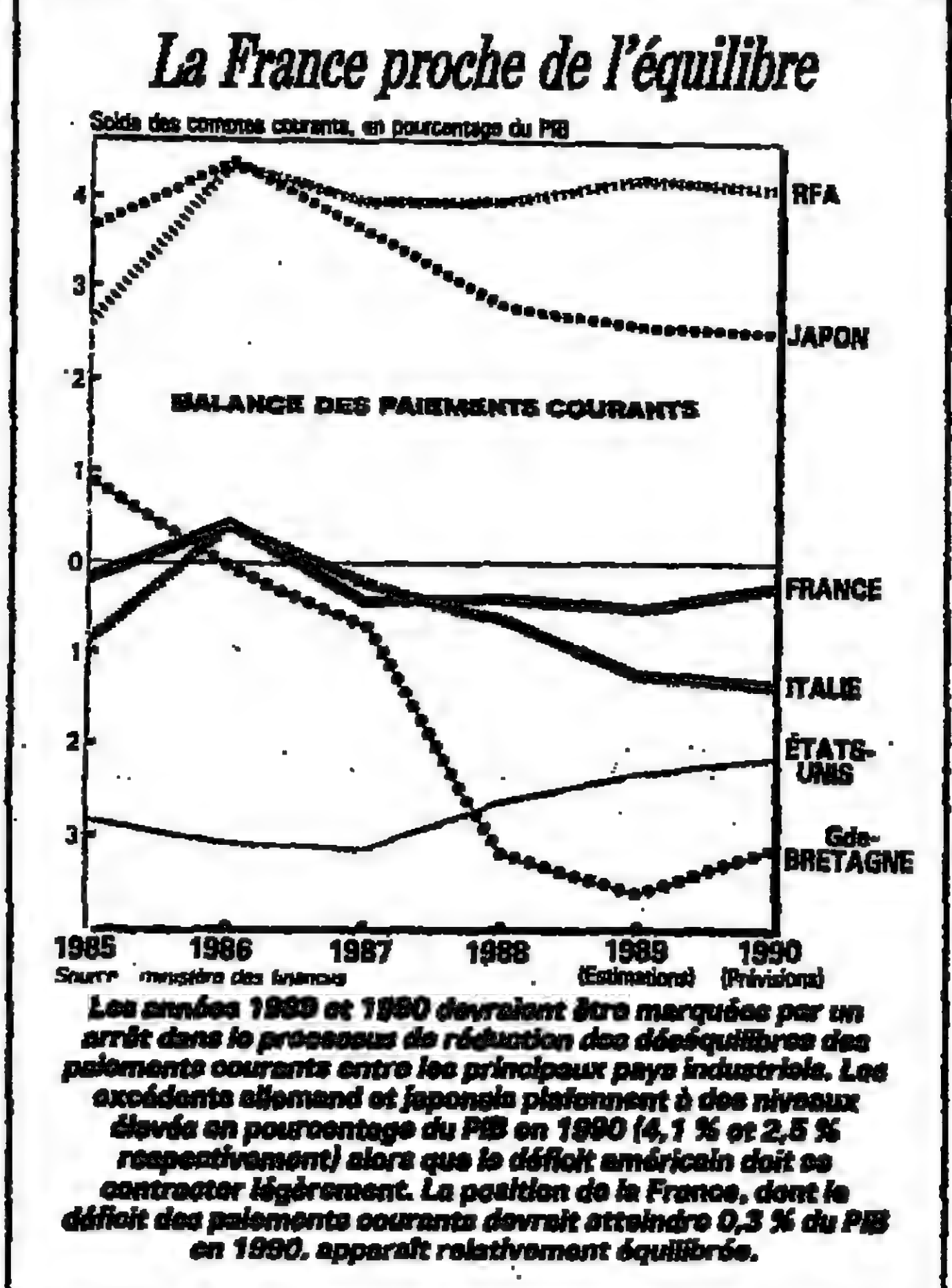
Une telle actualisation devrait réduire d'environ de 1 milliard et demi de francs en année pleine le chiffre d'affaires des biologistes, ce qui équivaudrait à annuler l'accroissement de leur activité au titre de 1988. Les remboursements d'actes de biologie réalisés par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS) représentent quelque 10 milliards de francs par an. Le ministère de la solidarité va maintenant présenter son projet d'arrêté au conseil d'administration de la CNAMTS et à la commission permanente de nomenclature des actes de biologie.

J.-M. N.

INSOLITE

Appellation non contrôlée

Les agents chargés de la surveillance des fabricants de capsules (capsuleurs) au centre des impôts de Reims, en grève depuis le 11 septembre, ont, symboliquement, proposé aux usagers une coupe de champagne d'une « cuvée Chasse » : un d'« appellation non contrôlée ». Les manifestants protestent contre l'autorisation donnée aux capsules par la direction de la garantie et du service industriels de fabriquer et d'écouler sans le contrôle des agents spécialisés des impôts les capsules qui coiffent obligatoirement les bouteilles de vin et de champagne, garantissant leur origine. « Cette procédure est illégale : les appellations ne sont pas contrôlées. Il est maintenant possible qu'on vous vende du moussoux en vous faisant croire que c'est du champagne », expliquent dans un tract les grévistes, dix-sept des vingt agents de la surveillance des capsules.



mondiale. Le rapport économique et financier note que la croissance du PIB de la France devrait à peine se ralentir en 1990, à 3 % environ. Pendant ce temps, celle de la moyenne des pays de l'OCDE devrait s'établir à 2,6 %. Ce léger décalage de conjoncture en faveur de la France pourrait peser sur son solde extérieur.

pays industrialisés, la Banque de France lance une mise en garde contre la poursuite d'une hausse rapide des prix. Dans leur Situation économique à l'étranger, les économistes de l'institut d'émission estiment que « si l'on fait abstraction de ces variations (du cours des matières premières) et de l'effet des rel-

Apaisement dans le conflit des automobiles Peugeot

Négociations sous conditions

La direction de Peugeot a accueilli ses positions en acceptant, le mardi 3 octobre, de discuter de quatre sujets, y compris salaires, soulevés par les grévistes. Cet assouplissement met à rude épreuve la cohésion syndicale à l'usine Peugeot de Mulhouse, où un vote à bulletins secrets sur l'opportunité de suspendre l'occupation de la forge avait vu les majoritaires s'opposer à la suspension de la grève. Mais les syndicats ont décidé d'organiser une nouvelle consultation, à bulletins secrets cette fois, après avoir obtenu de l'inspection du travail des « assurances » quant à la suspension de la grève en cas d'acceptation de la suspension de la grève. Alors que FO et la CFTC sont favorables à la suspension du mouvement, la CGT s'y oppose et la CFDT paraît hésitante.

Jacques Calvet, la raison et le devoir

Grand mais un peu voûté, le débit lent, le ton calme, M. Jacques Calvet est le contraire d'un matamore. La force de la raison, telle qu'on l'enseigne dans les grandes écoles françaises, la rigueur du devoir, telle qu'on l'apprend au service de l'État, ont naturellement épousé chez lui les lignes inflexibles de son caractère pour en faire celui qu'on décrit comme le plus « gaullien » des grands patrons français.

Entier, M. Jacques Calvet l'est jusqu'à la brutalité, cachant des traits d'âme manifestes, une inquiétude, voire une angoisse. Mais il est déterminé. Il va jusqu'au bout, c'est-à-dire trop loin. Il est de ceux qui admettent avoir raison contre tous, qui méritent Jeanne d'Arc dans leurs combats.

Raison et devoir. Il naît en 1931 dans une famille protes-

tante où l'Ecole normale supérieure fait l'horizon des enfants : M. Calvet père est professeur de khâgne au lycée Henri-IV. Son frère aîné Pierre sera inspecteur des finances en 1933, puis Jacques entre à l'ENA au quarante-neuvième rang, travaille d'arrachepied et sort treizième. Il y croise MM. Chirac et Rocard — qu'il tutoie — et fait, depuis, partie des patrons qu'aime à rencontrer de temps en temps l'actuel premier ministre. Ce n'est pas l'éducation nationale, mais c'est tout de même l'État qu'il va « servir » jusqu'à l'âge de quarante-trois ans.

Auditeur à la Cour des comptes en 1957, il entre deux ans plus tard au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'État aux finances. Il alterne ensuite, comme c'est l'usage, l'administration et les cabinets, pour devenir directeur de celui de M. Giscard d'Estaing

au ministère des finances de 1970 à 1974. Période qui éclaira ses convictions politiques sans doute mais plus encore son goût du pouvoir, de décisions, et sa fermeté, qu'il assura, régulièrement, de menaces de démission.

M. Giscard d'Estaing à l'Elysée, il décide de « pantoufler » dans la plus grande banque nationalisée, la BNP. Directeur général adjoint, il va faire ses preuves à force de travail pour apprendre tout, y compris les détails. Le technocrate devient banquier.

Sa réputation de rigueur et sa connaissance exacte des dossiers en feront un directeur général en 1976, dauphin du président, M. Ledoux, de préférence à M. Jean Dromer, gaulliste entré, lui, dans la banque dès 1967 mais sans doute moins travailleur. En 1979, M. Calvet devient PDG.

ERIC LE BOUCHER

Lire la suite page 30

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître les études suivantes : Les cabinets d'expertise comptable et d'audit : enjeux et concurrence étrangère

- structure et évolution de la profession
- enjeux des restructurations des grands cabinets internationaux
- concurrence accrue des autres professions du conseil
- analyse économique et financière des grands cabinets d'audit et d'un échantillon de sociétés d'expertise comptable.

L'industrie de l'armement dans le monde

- évolution des dépenses militaires dans le monde, par pays et par groupes de pays
- les programmes d'armement stratégique et les courants d'échange des armes conventionnelles
- évolution des marchés et caractéristiques sectorielles
- analyse stratégique et financière d'une trentaine de firmes.

et vous informe de ses prochaines parutions :

- Le leasing en Europe
- La distribution du meuble en Europe

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 81 51 24. Téléc. : 670 393. — Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275 45 39. Téléc. : 431 27 48. — ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80 52 855. Téléc. : 885 577. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57 55 75. Téléc. : 57 17 38. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647 08 75. Téléc. : 640 39 57.



«Pour bien placer son argent,
il faut d'abord bien
savoir où placer sa confiance.»
(U.F.F.)

Et placer sa confiance dans l'Union Financière de France, c'est rejoindre 100 000 clients.

Spécialisée dans la gestion des patrimoines, l'Union Financière de France est une banque du groupe Suez.

Ses conseillers, répartis dans toute la France, savent se rendre disponibles. Ils vous rencontrent, vous écoutent et vous proposent des solutions personnalisées dans tous les secteurs d'investissements. Ils établissent

avec vous des relations durables.

Avec l'Union Financière de France, vous comprendrez que pour bien placer son argent, il faut d'abord bien savoir où placer sa confiance.

Groupe de l'Union Financière de France.
32 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Union Financière de France. 

Des placements et des hommes.

هكذا آمننا بالأصل

ÉCONOMIE

La poursuite de la grève des impôts et l'extension du mouvement dans les douanes

Le ministre des finances se déclare prêt à rencontrer les syndicats

Confronté à l'élargissement de la grève de ses fonctionnaires, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a proposé, mardi 3 octobre sur TF1, de rencontrer les syndicats. Cependant, l'initiative de M. Bérégovoy ne saurait concerner que les aspects « qualitatifs » des revendications (conditions de travail, déroulement des carrières), car il est, selon lui, exclu d'aborder les questions salariales. Dans ce domaine, a-t-il réaffirmé, « le gouvernement ne peut faire plus ». Mercredi matin, aucun rendez-vous n'avait été pris entre les syndicats et les pouvoirs publics.

La proposition de M. Bérégovoy est intervenue alors que la multiplication des arrêts de tra-

vail au sein de l'administration des douanes — jusqu'à présent relativement épargnée par la grève — commence à engendrer de sérieuses perturbations. Mardi, des bouchons de plusieurs kilomètres ont paralysé la circulation aux postes frontières du nord de la France (Reckem, Halluin, Neuville-en-Ferrain notamment). A la grève du zèle des douaniers s'ajoutent des actions de blocage menées par des chauffeurs de poids lourds mécontents. Au Havre, des piquets de grève ont été installés. Le centre de dédouanement de l'aéroport de Roissy est également affecté et celui de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne) était bloqué mardi par des camionneurs. Quant au centre informatisé de Cergy-Pontoise

(Val-d'Oise), il n'est plus opérationnel.

Les syndicats, quant à eux, maintiennent la pression. La fédération FO des finances a lancé un nouvel « ultimatum » au premier ministre auquel M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a adressé une lettre ouverte dénonçant « la carence de la gestion au coup par coup ».

Enfin, le SNUI (Syndicat autonome des impôts) a protesté contre l'évacuation, le mercredi 4 octobre au matin par les forces de l'ordre, de l'agence comptable de la rue de Leningrad, à Paris, occupée par des grévistes. Une manifestation des agents des finances doit avoir lieu jeudi de l'hôtel Matignon au quai de Bercy.

Les députés socialistes interpellent MM. Bérégovoy et Charasse

« Quand des agriculteurs envahissent ma permanence, je m'en fiche. Mais les gars des impôts, des socialistes, alors là ça fait gonfler les boules. » M. Jean-Pierre Balligand, député socialiste de l'Aisne, était de fort méchant humeur, mardi 3 octobre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Et avec lui la plupart des députés socialistes qui, retour de leurs circonscriptions, s'étaient fait « remonter les bretelles » en lieu et place de M. Michel Charasse, ministre du budget, par les agents des impôts en colère. M. Jean-Paul Planchou, député de Seine-et-Marne, proche de M. Chevènement, expliquait à qui voulait l'entendre que les deux meneurs de la délégation du fisc venus le week-end en sa permanence pour une petite séance de redressement idéologique appartenaient à la même section socialiste que lui.

Les socialistes avaient tous « les boules », comme dirait M. Balligand. D'autant que les élections cantonales partielles du dimanche (le Monde du 3 octobre) avaient été mauvaises pour leurs représentants, résultat qu'un député qualifiait de « coût du mépris » dont aurait fait preuve, dans cette affaire, l'Etat-patron représenté par MM. Charasse et Bérégovoy.

Réunis mardi en début d'après-midi, les députés socialistes firent donc étalage de leurs états d'âme, craintes et rancœurs devant M. Louis Mermaz, président de leur groupe. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, et M. Jean Popereau, qui, fine mouche, avait déjà prévenu son collègue Bérégovoy que l'affaire des impôts tournait vinaigre. Il est vrai que, au petit déjeuner qui réunit chaque mardi à Matignon les « éléphants » du PS et du gouvernement, le débat avait été engagé et la suggestion formulée d'une reprise en main du dossier par le ministre de l'économie et des finances, vivement encouragée à reprendre les négociations au plus vite avec les grévistes des impôts.

« Faire quelque chose »

Il fallait « faire quelque chose », en urgence, pensait-on. Mais quoi ? Un ou plusieurs députés avancèrent l'idée d'aller en délégation quai de Bercy, au ministère des finances, tel un cortège de gueules noires ou d'ouvriers spécialisés de chez Peugeot. Protests de M. Mermaz : « Nous sommes là pour contrôler le gouvernement, pas pour aller jouer les pions à Bercy. Demandons plutôt à Pierre Bérégovoy de venir s'expliquer devant nous. » Grosse colère de M. Mauroy :

peu importe qui marche à pied, des députés ou du ministre, et dans quel sens — Concorde-Bercy ou Bercy-Concorde, — pourvu que l'on « fasse quelque chose ».

Les députés n'usèrent point leurs semelles. M. Bérégovoy non plus, qui vint en limousine, à 18 h 30, pour tenter, en trois quarts d'heure, de régler entre amis cette « histoire de bretelles », comme on disait au Palais-Bourbon.

Le ministre de l'économie et des finances développa soigneusement une argumentation à laquelle chacun s'attendait : si l'on soutient les grévistes des impôts, on est contre ma politique et l'on met en danger le franc. Résultat mitigé. M. Bérégovoy, signataire comme M. Charasse du texte que M. Fabius a élaboré pour le congrès socialiste, parut ensuite dénoncer les fomenteurs d'une sorte de complot interne au PS : « Si Michel Charasse et moi avions signé deux textes différents, nous aurions 50 % d'ennuis en moins. » Brouhaha et vives protestations dans les rangs, du moins parmi tout ce qui n'est pas classé « fabusien ». Il indiqua ensuite qu'il était prêt à recevoir personnellement les syndicats pour leur parler du « qualitatif » sans céder sur les rémunérations. M. Charasse, présent dans l'assistance, et dont le comportement avait été mis en cause par plusieurs députés à propos de ce dossier, se dit mot. Puis M. Bérégovoy acheva son exposé en évoquant sa « solitude », normale lorsque l'on est plongé, au plus haut niveau, dans la gestion des affaires du pays, pour inviter ses amis à lui manifester leur « solidarité ». Il fut applaudi et s'en alla, sans cortège et sans escorte, expliquer ses intentions à la télévision.

J.-Y. L.

Dans la fonction publique

La prime de croissance pourrait être versée fin novembre

M. Michel Durafour a levé le voile sur le projet gouvernemental d'accorder une « prime de croissance » aux fonctionnaires, en rochant successivement, le mardi 3 octobre, la FEN, la FGAF (autonomes), la CFDT, FO et la CGT. Selon les précisions données aux syndicats, cette prime uniforme de 1000 F serait versée fin novembre à l'ensemble des fonctionnaires, qu'ils relèvent de l'Etat, des collectivités territoriales ou des hôpitaux. M^{me} Roselyne Vieillard, secrétaire générale de l'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT, a indiqué que « cette prime ne se substituerait pas à l'accord salarial 1988-1989 ». Elle a demandé, comme la FEN, que la prime s'applique aux retraités.

Les syndicats ont protesté contre le fait que cette prime « n'a été ni concertée ni discutée ». Pour M. Yannick Simbrota, secrétaire général de la FEN, il est « insupportable pour les organisations syndicales de se voir proposer une prime de 1000 F dont tout le monde parle depuis un mois ». Mais la CFDT, la FEN et la FGAF — qui a souhaité une transformation de la prime en « points d'indices » en 1990 — ont pris note avec satisfaction de la dissociation entre la prime et l'accord salarial 1989. La CGT et FO ont confirmé leur opposition à cette prime, en appelant à la « mobilisation » de l'ensemble des fonctionnaires.

EN BREF

□ Dans les hôpitaux les praticiens se joignent aux infirmières. — La coordination syndicale des praticiens hospitaliers, qui affirme représenter 75 % des médecins, biologistes et pharmaciens des hôpitaux publics, a annoncé, mardi 3 octobre, une journée « de grève d'avertissement » le 20 octobre pour dénoncer la « détérioration » voire le « pourrissement » de la situation dans les hôpitaux. Elle s'associera également à la journée nationale d'action organisée par les infirmières le 12 octobre.

Les responsables de la coordination ont déclaré au cours d'une conférence de presse, le 3 octobre à Paris, que les douze syndicats de la coordination viennent, par ailleurs, de rompre la concertation menée depuis plusieurs mois avec la direction des hôpitaux, « des

réponses dérisoires » ayant été apportées à leurs propositions.

□ Grève dans la marine marchande. — Les syndicats de marins et d'officiers de la marine marchande ont lancé des mouvements de grève pour s'opposer aux dispositions du plan annoncé récemment par M. Jacques Mellick, ministre de la mer, et notamment l'extension du pavillon des Kerguelan (qui permet d'embaucher des marins étrangers). Cette grève se traduit depuis le lundi 2 octobre par des retards à l'appareillage des navires de quarante-huit heures. Pour sa part, le Comité central des armateurs (CCAF) propose aux syndicats d'engager des négociations pour un accord de branche qui pourrait porter sur la promotion, la formation et l'adaptation professionnelle des personnels navigants.

Deux monuments où l'on peut communiquer avec des gens importants.

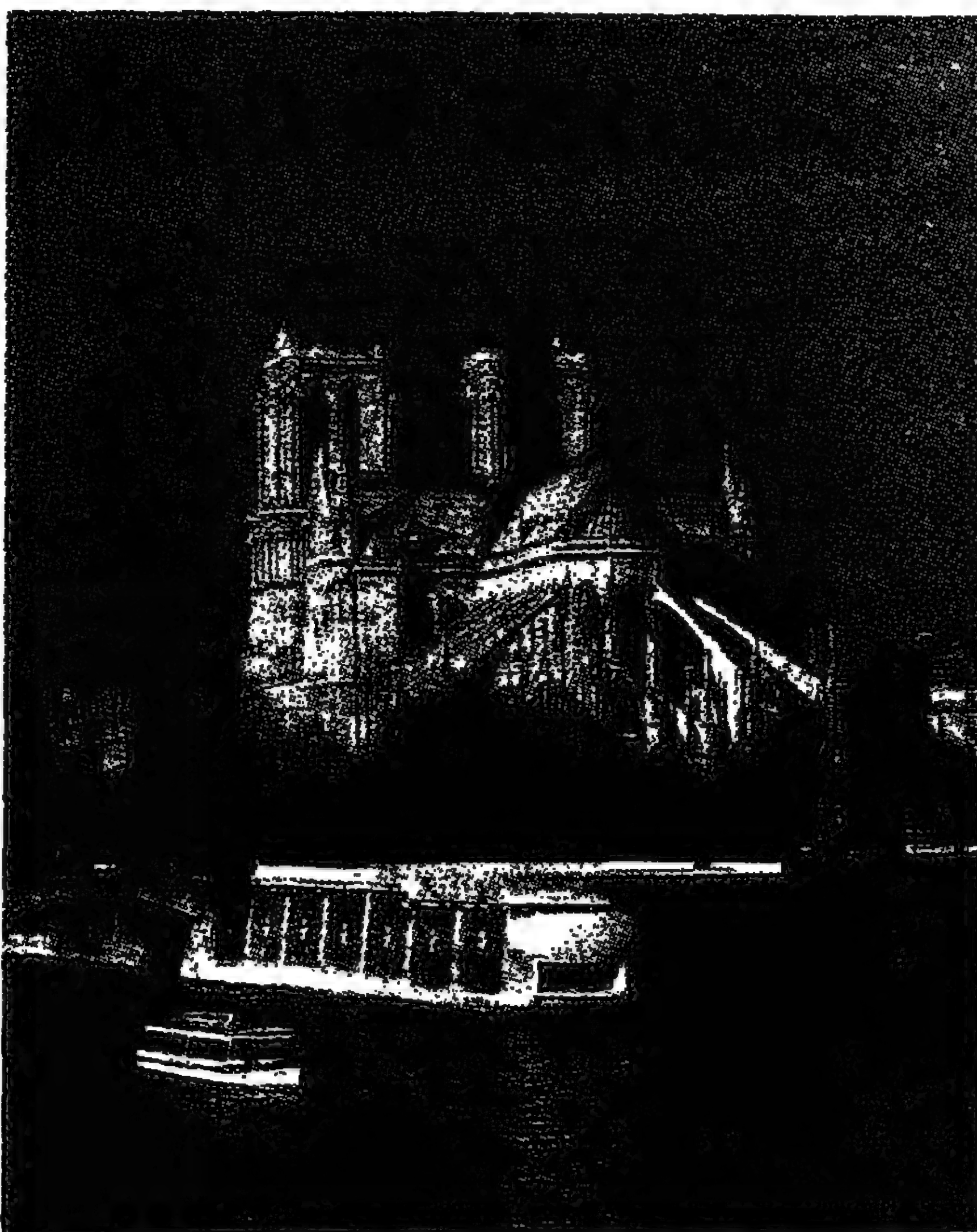
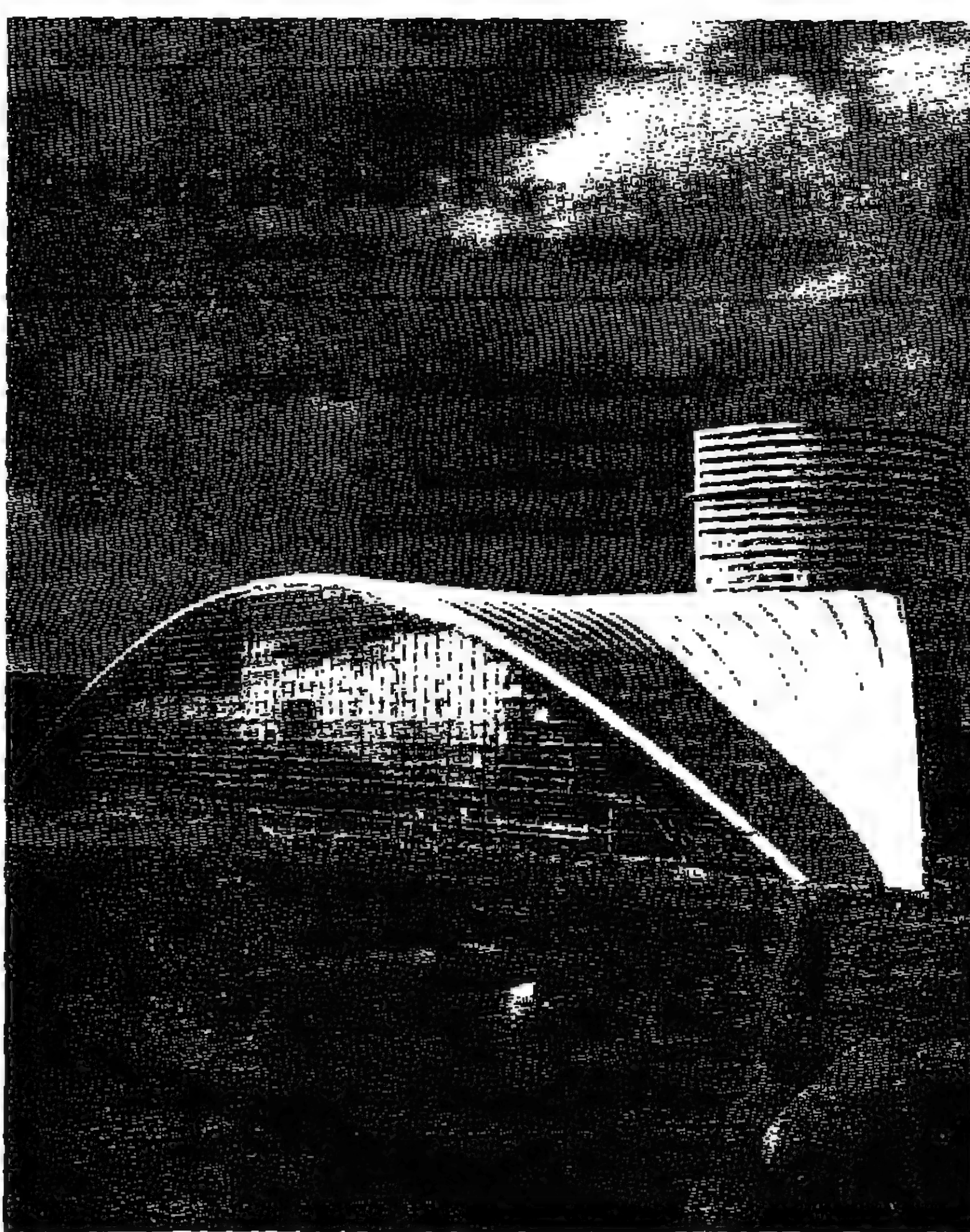


PHOTO NOTRE DAME DE NAZURENHO



CLAUDE/UNIVIS

Le CNIT. Le plus grand Centre de Communication et d'Échanges du Monde depuis le 26 septembre 1989.

cnit
CENTRE DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGES

CNIT Informations visiteurs 46.92.11.11 - Minitel 36.15 CNIT

argent.
en
finance?

les chaudières
pour le chauffage
rien par rapport
à la France 6

France 6

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Avec l'achat des Grands Moulins de Paris

Bouygues réalise une opération « agroalimentaire »

Le groupe Bouygues a annoncé, le mardi 3 octobre, qu'il prenait le contrôle des Grands Moulins de Paris (GMP). Le numéro un mondial du BTP réalise ainsi une opération de diversification dans le secteur agroalimentaire. Mais il met aussi la main sur un terrain de 6 hectares dans le troisième arrondissement de Paris.

C'est en s'immisçant dans une querelle familiale que Bouygues a pu réaliser cette opération. Le 28 septembre en effet, certains membres de la famille Vilgrain, actionnaires majoritaires des GMP, annoncent leur intention de céder leurs intérêts dans le groupe. Et pendant que M. Jean-Louis Vilgrain, PDG de GMP, cherche à constituer un tour de table d'investisseurs, le reste de la famille va proposer ses parts à Bouygues.

En un week-end, l'affaire est faite : le groupe Bouygues (dont la trésorerie disponible atteint 3,7 milliards de francs) précise qu'il a acquis pour 696 millions de francs 68 % de la holding Compagnie française commerciale et financière (CFCF), qui détient 48 % du capital et 50,3 % des droits de vote des Grands Moulins. Par ailleurs, Bouygues s'est engagé à procéder au maintien de cours à 1400 F l'action durant la période que décidera le Conseil des Bourses de valeurs. Il s'est aussi dit prêt à acquiescer au prix de 950 F toute quantité de bons de souscription Grands Moulins de Paris, dont le prix d'exercice est fixé à 450 F. Le groupe compte ainsi accroître encore sa participation dans un actionariat où figurent notamment la Compagnie de navigation mixte (10 %) et le Fonds de placement du personnel. « Cette acquisition fait partie de notre stratégie de diversification. Après la communication avec TF1, nous entrons ainsi dans l'agroalimentaire qui est aussi un secteur porteur, indique-on au groupe Bouygues. Nous avons l'intention d'assurer la pérennité, la modernisation et le développement des activités industrielles des Grands Moulins de Paris. » Cette prise de contrôle a déjà entraîné une modification à la tête des GMP :

M. Francis Vilgrain, quarante-neuf ans, ancien directeur général, en devient président. Il remplace son cousin germain, M. Jean-Louis Vilgrain, qui présidait le groupe depuis 1979 et n'a pas réussi à réunir des investisseurs pour s'opposer à l'entrée de Bouygues aux GMP.

Cette société septuagénnaire avait été créée pour construire et exploiter les grands moulins parisiens. Les activités de meunerie et de semoulerie représentent toujours plus de la moitié de ses activités. Mais au cours des dernières années, GMP s'est diversifié dans la fabrication de produits surgelés et d'aliments pour les animaux. Au total, GMP a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs et un bénéfice net de 8 millions de francs. Chez Bouygues, on souhaite rendre cette entreprise encore plus profitable. Mais il semble surtout que ce soit le patrimoine immobilier des GMP qui a particulièrement attiré la convoitise des dirigeants du numéro un mondial du BTP. Outre quelques usines dans plusieurs villes de France, les GMP possèdent surtout un terrain de 6 hectares dans un des endroits les plus convoités de Paris : le quartier Tolbiac. Située à l'est de la capitale et en bordure de la Seine, cette zone est celle où devrait s'installer la Bibliothèque de France et la future Cité financière (le Monde du 22 juin). De la mairie de Paris à certains financiers, beaucoup lorgnaient sur ce terrain. C'est Bouygues qui vient de se l'approprier.

F. Ch.

Prêt de la CECA aux Houillères de Lorraine. — La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) vient d'accorder aux Houillères du bassin de Lorraine (HBL) un prêt de 124 millions de francs, ont annoncé mardi 2 octobre les HBL. Ce prêt, qui représente 42 % des investissements prévus par les HBL en 1989, a été attribué en raison de l'important effort de productivité et de sécurité réalisé par ces établissements. Il s'agit du plus important prêt CECA accordé aux HBL depuis 1985.

SOCIAL

La « rentrée » de la CFE-CGC

M. Marchelli : « L'attitude du gouvernement relève du Magic Circus »

Pour sa première conférence de presse de « rentrée », le mardi 3 octobre, M. Paul Marchelli s'est montré extrêmement sévère pour le gouvernement qu'il a mis en garde contre de nouveaux orages sociaux. « L'attitude globale du gouvernement, en matière sociale, a assuré le président de la CFE-CGC, relève davantage de pratiques du Magic Circus que d'une analyse approfondie des problèmes » d'aujourd'hui.

Alors que les conflits montent que le mécontentement dans la fonction publique est « profond », le pacte de croissance proposé par M. Rocard apparaît à M. Marchelli comme une « fausse réponse » et un « mélange malheureux entre la politique salariale et l'intermède ».

M. Marchelli a, en revanche, tiré son « chapeau » à M. Jacques Calvet qui « a reconnu qu'il s'est trompé » et « a corrigé son erreur d'il y a quelques semaines », en recevant le 2 octobre les syndicats.

Pour le président de la CFE-CGC, « il est souhaitable que toutes les actions illégales s'arrêtent afin que le dialogue puisse se poursuivre. Aucune organisation syndicale n'a le droit de prendre le risque de mettre en cause la possibilité de négocier ».

L'occupation de la forge de Mulhouse doit donc cesser, l'encadrement pouvant alors jouer son rôle de « médiateur interne ».

Évoquant la grève des agents des impôts, le président de la CFE-CGC a estimé que « l'interlocuteur gouvernemental, en la personne de M. Chirac, est complètement démenté ». Il a donc suggéré la nomination d'un médiateur, en avançant même le nom de M. Jean-Marc Ayrault, député, maire (socialiste) de Nantes. A propos du mouvement des gardiens de prison — population au sein de laquelle son organisation est fort peu implantée, — M. Marchelli a dénoncé « la violence des réactions de M. Arpaillange ».

Le rôle des pouvoirs publics est de « ne pas mettre des personnels dans une situation désespérée qui les conduise à des mouvements illégaux ».

Ni le projet de budget 1990 — qui brime les cadres — ni le récent plan emploi — « à côté de la plaque » — n'ont trouvé grâce aux yeux de M. Marchelli, qui a fustigé « l'erreur fondamentale du gouvernement, qui fait semblant d'ouvrir des chantiers, comme la modernisation de la fonction publique, sans traiter le contentieux sur le retard de pouvoir d'achat ». Mais il n'a pas davantage épargné le CNPF, qu'il a trouvé tout à fait « inexistant ». Pour essayer de le sortir de sa « léthargie », la CFE-CGC lui a proposé de mettre en place un « observatoire paritaire de la politique contractuelle ». A tout hasard...

M. N.

M. Jean-Pierre Duport délégué à l'aménagement du territoire

M. Jean-Pierre Duport, président-directeur général de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP), devait être nommé au conseil des ministres du 4 octobre délégué à l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Jean-François Carrez, nommé la semaine dernière directeur général de l'Institut géographique national.

[Né le 11 juillet 1942 à Saint-Sever (Landes), M. Jean-Pierre Duport est administrateur civil hors classe. Il est licencié en droit et ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA). Il a travaillé depuis 1965 au ministère de l'Intérieur, au commissariat au Plan puis au ministère de l'Équipement. De novembre 1981 à fin 1986, il est directeur de l'architecture et de l'urbanisme au ministère de l'Équipement et du logement. Il quitte ce poste en février 1987 pour prendre la présidence de l'AFTRP, un établissement public chargé de mener à bien des opérations foncières pour le compte de l'État et des collectivités locales d'Ile-de-France. En 1988, 2 169 hectares ont été acquis par l'agence, dont 1 196 pour le parc Eurodisneyland.]

ÉTRANGER

Le premier ministre japonais défend la taxe sur la consommation

Le nouveau premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a profité de son premier discours de politique générale, le lundi 2 octobre, pour défendre l'existence de la taxe de 3 % sur la valeur ajoutée. Cette taxe, introduite en avril, a été mal accueillie par la population japonaise et est considérée comme étant en partie responsable de la démission du premier ministre, M. Take-shita. Alors même qu'un projet de loi visant à sa suppression est en cours d'élaboration au Parlement, M. Kaifu a déclaré que, « considérée du point de vue de la répartition équitable du fardeau fiscal et des perspectives d'avenir du pays, la TVA est indispensable ».

Le thème de la répartition équitable de la richesse a été abordé à plusieurs reprises par M. Kaifu, qui a notamment dénoncé « la disparité grandissante entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas ». Le premier ministre s'en est

pris plus particulièrement au prix des terrains, très élevé au Japon, qui est selon lui un facteur d'injustice. Il a promis de lutter contre la constitution de profits exorbitants lors des transactions immobilières.

Hongkong et Taïwan sont invités aux réunions de l'OCDE. — Hongkong et Taïwan pourront désormais assister aux réunions informelles de l'OCDE. Le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique, M. Jean-Claude Paye, les y a invités mardi 3 octobre. Il a toutefois précisé que ces deux « puissances réelles » au sein de l'économie mondiale n'intégreront pas le Club des 24 nations basé à Paris, puisqu'elles ne sont pas reconnues comme des États. Parmi les « quatre dragons » de l'économie asiatique, la Corée du Sud reste le candidat le plus sérieux à une adhésion à l'OCDE aux yeux de M. Jean-Claude Paye.

EN BREF

Le Mexique et les États-Unis signent un accord commercial. — Les États-Unis et le Mexique ont signé, mardi 3 octobre à Washington, deux accords de coopération en matière de commerce et d'environnement, à l'occasion d'une rencontre entre le président George Bush et son homologue mexicain, Carlos Salinas de Gortari, dans la capitale américaine.

Aux termes du premier accord, les deux pays s'engagent à accroître leur commerce et leurs investissements ainsi qu'à régler leurs différends à ce propos. Cinq autres accords, notamment en matière de tourisme, devraient être signés, mercredi 4 octobre, du séjour du président mexicain dans la capitale américaine.

Le président vénézuélien dénonce le « totalitarisme économique du FMI ». — Le président du Venezuela, M. Carlos Andres Perez, dénonce violemment le « totalitarisme économique du FMI » et les « demi-mesures

superficielles » prises pour alléger la dette du tiers-monde, dans un message adressé aux Nations unies à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la CNUCED.

« Malgré l'urgence de la situation, on s'est contenté d'appliquer des demi-mesures superficielles, d'intervenir au coup par coup et de procéder à de simples ajustements sans tenir compte de l'état financier dans lequel étouffent les pays en voie de développement... », écrit le président vénézuélien.

Dans un échange de lettres avec le directeur du FMI publié, en avril dernier (le Monde du 13 avril), et succédant aux émeutes sanglantes de Caracas en février, M. Carlos Andres Perez faisait déjà part de son amertume quant aux politiques d'ajustement réclamées par l'institution monétaire internationale. « Cela revient à administrer un médicament à un malade sans tenir compte de son état de santé », indiquait-il alors.

Le Monde



Jeudi 16 novembre 1989

« Où seront les pouvoirs dans dix ans ? »

2^e SEMINAIRE SCIENCES-PO — LE MONDE

destiné aux membres des directions générales

- des entreprises
- des administrations
- des collectivités locales

Avec la participation de :

Hélène AHRWEILER, Président du Centre Georges Pompidou.
Jacques ATTALI, Conseiller Spécial auprès du Président de la République.
Dominique BAUDIS, Député-Maire de Toulouse.
Paul BERNARD, Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret.
Georges CHAVANES, Député-Maire d'Angoulême.
Jean-Marie COLOMBANI, Journaliste au journal Le Monde, Chef du Service politique.
Michel DELEBARRE, Ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports.
Député du Nord, Premier Vice-Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais.
Jacques DELORS, Président de la Commission des Communautés Européennes.
Jean-Marie DUPONT, Directeur de la Communication du journal Le Monde.
Michel FERRERO, Directeur Général de Digital Equipment France.
André FONTAINE, Directeur du journal Le Monde.
Jean-René FOURTOU, Président Directeur Général de Rhône-Poulenc.
Axel GANZ, Gérant de Prisma Presse.
François GROSCHARD, Grand Reporter au journal Le Monde, Service économique.
Danièle HEYMANN, Journaliste au journal Le Monde, Chef du Service culturel.
Alain LANCELOT, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Professeur des Universités.
Pasqual MARAGALL, Maire de Barcelone.
Charles MILLON, Député-Maire de Belley, Président du Conseil Régional Rhône-Alpes.
Pierre MIQUEL, Historien.
Michel PEBEREAU, Président Directeur Général du Crédit Commercial de France.
Olivier PHILIP, Préfet de la Région d'Ile de France, Préfet de Paris.
Bruno REMOND, Conseiller référentaire à la Cour des Comptes, Professeur à l'I.E.P.
René REMOND, Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
Jacques RIGAUD, Administrateur délégué de la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion, Président de R.T.L.
Antoine VITEZ, Administrateur Général de la Comédie Française.
Robert WATERLAND, Président Directeur Général France de Jones Lang Wootton.
Bernard WOUTS, Administrateur Général du journal Le Monde.

Ce séminaire se déroulera à l'Hôtel NIKKO — 75015 PARIS
Programme détaillé et inscriptions : 215, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS. - Tél. : 45 49 11 76 — 45 49 51 94

En 1 heure, gagnez 6 mois.

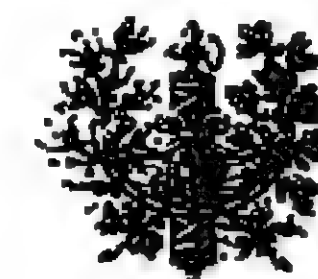
Prenez 1 heure de votre temps, et consultez attentivement la monographie que l'Acife a consacrée à votre pays de destination

En 1 heure, vous en aurez une vision complète et concrète. Vous saurez comment vos enfants peuvent poursuivre leurs études, s'il vaut mieux acheter ou louer votre logement, votre voiture... vous connaîtrez le prix du litre de carburant et celui du litre de lait.

Tout ce que vous auriez appris à vos dépens, durant les 6 premiers mois, vous le saurez avant de partir. En 1 heure de lecture, et pour un coût minime !

Les monographies Acife sont réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères. Elles sont vendues à l'Acife (sur place ou par correspondance) et peuvent être consultées dans les Préfectures.

Pour connaître vos droits et bien commencer vos démarches, vous pouvez aussi acheter « le livret du Français à l'Étranger », seul document officiel sur le sujet. Pour plus d'informations, appelez l'Acife, ou consultez le service minitel : 3615 code A1 (mot clé ACIFE) ou 3617 code A9 (mot clé ACIFE).



Accueil et information des Français à l'Étranger
30, rue La Pérouse 75116 Paris
Tél. (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

PUBLICATIONS ACIFE. LES CLES DU MONDE.

Algérie / Arabie Saoudite / Argentine / Australie / Autriche / Bangladesh / Belgique / Brésil / Canada (sans Québec) / Canada (avec Québec) / Chili / Chine / Colombie / Corée du Sud / Costa Rica / Cuba / Danemark / Espagne / États-Unis / Finlande / France / Grèce / Grande-Bretagne / Irlande / Israël / Italie / Japon / Mexique / Norvège / Pays-Bas / Pérou / Philippines / Portugal / Qatar / Roumanie / Royaume-Uni / Singapour / Suède / Suisse / Thaïlande / Turquie / Union soviétique / Venezuela / Yémén / Zaire.

مكتبة امين الحق

الجزيرة

AFFAIRES

La Commission de Bruxelles mécontente de Paris

Transport aérien : la France est le mauvais élève de l'Europe

La France n'est pas loin d'apparaître à Bruxelles comme le cancre de la classe européenne en matière de transport aérien, ce qui est un paradoxe au moment où elle préside le conseil des ministres de la CEE. Elle freine des quatre fers devant les propositions libérales de la Commission destinées à préparer le grand marché de l'air. De plus, elle devrait se faire tancer dans les jours qui viennent par M. Leon Brittan, commissaire à la concurrence, pour les accords trop préférentiels passés entre Air France et Air Inter.

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Le transport aérien français est atypique en Europe. Alors que, dans tous les autres pays, une seule compagnie détient la quasi-totalité des dessertes domestiques et internationales régulières, la France a partagé en 1963 ses liaisons aériennes entre trois compagnies : Air France, dont l'Etat contrôle presque tout le capital, a été dévolue la desserte des Amériques, de l'Europe, de la plus grande partie de l'Asie et de certains Etats africains ; à UTA, filiale du groupe privé Chergaux SA, le Pacifique sud, l'Océanie et la majeure partie de l'Afrique ; à Air Inter, société d'économie mixte où l'Etat l'emporte nettement, les dessertes du territoire métropolitain et de la Corse. Ce découpage reposait sur le principe que toute concurrence était à proscrire entre ces transporteurs nationaux.

C'est UTA qui, à partir de 1985, a commencé à remettre en cause cet oligopole. Menacée d'asphyxie par la crise économique africaine et par la redoutable concurrence des compagnies asiatiques, elle a demandé à effectuer des vols vers des destinations plus porteuses

« appartenant » à Air France telles que l'Europe et les Etats-Unis. Malgré quelques autorisations symboliques (San-Francisco ou encore New-York au départ de la province), les gouvernements Chirac et Rocard ont refusé d'autoriser une concurrence franco-française qui pouvait être préjudiciable à Air France.

Face à cette position conservatrice, on a assisté à deux types de réaction. UTA persiste à réclamer de nouveaux droits de trafic et la liberté de concurrence aussi bien Air France qu'Air Inter. Elle a dénoncé les vols qui lui sont opposés par des encarts publicitaires montrant un avion paralysé par un sabot de Denver.

De son côté, Air France, fidèle à une très ancienne stratégie, cherche à s'approprier Air Inter dont elle détient 36,5 % du capital contre 35,8 % pour UTA. Son président, M. Bernard Attali, qui, dès son arrivée à la tête de la compagnie, souhaitait unifier au profit de celle-ci le transport aérien français, a tenu au début de l'été d'obtenir que la SNCF lui cède les 10 % qu'elle conserve dans le capital d'Air Inter. L'Etat, sollicité, n'a pas tranché dans ce sens.

Querelles franco-françaises

« Ne faisons pas du roman ! réplique M. Bernard Attali. Air Inter doit conserver sa personnalité, c'est évident. Je suis par contre hostile à tout scénario tendant à organiser une compétition inutile entre Air France et Air Inter. Au nom de quoi Air France se retirerait-elle du capital de la compagnie intérieure ? Cessons ces querelles franco-françaises ! Nous sommes satisfaits de notre coopération avec Air Inter, qui nous permet de préparer l'avenir dans de meilleures conditions. Air France et Air Inter doivent pouvoir lancer plus de vols communs, à des tarifs attractifs, et réaliser, par leur coopération, des économies d'échelle. Au bout du compte, c'est le

consommateur qui en bénéficiera, et c'est une façon autrement efficace de préparer le grand marché européen que celle que nous proposons certains à Bruxelles. La concurrence à outrance qu'ils appellent de leurs vœux risque de répéter l'expérience chaotique des Etats-Unis, avec, à la clé, embouteillages et dégradation de la qualité de service. Libérons, mais libérons progressivement, en commençant par mieux gérer le trafic aérien, en harmonisant nos politiques sociales et en élaborant une politique commune à l'égard des transporteurs extérieurs à la CEE. »

Chez UTA, on s'intéresse relativement peu à ce remue-ménage autour d'Air Inter, que M. Jérôme Seydoux, président de Chergaux SA, propriétaire majoritaire d'UTA, reconnaît devoir — un jour — appartenir à Air France. UTA attend, en serrant les cordons et en développant l'activité de la filiale charters, que la logique européenne fasse son œuvre et lui ouvre le ciel des Douze : « Le gouvernement se trompe estime M. René Lapierre, président d'UTA. Il changera un jour ou l'autre sa politique, parce que l'Europe ne peut être réalisée dans tous les domaines à l'exception des transports aériens. Faut-il qu'il y ait une, deux ou trois compagnies françaises ? Je n'en sais rien, mais que l'Etat s'occupe plutôt des impôts, des problèmes des gendarmes, du Bicentenaire, et pas du nombre des compagnies aériennes ! »

MM. Seydoux et Lapierre attendent donc patiemment que l'Etat choisisse sa stratégie, prêts qu'ils sont à vendre leurs parts d'Air Inter à condition de pouvoir, en échange, voler partout en France et en Europe. Ils attendent aussi de Bruxelles que la Commission se prononce sur le protectionnisme abusif selon eux, dont le gouvernement de Paris fait profiter Air France.

Coincée entre ses deux compagnies « parentes », Air Inter se fait toute petite. Elle défend son droit à l'existence sur plusieurs plans.

Officiellement, son président, M. Pierre Eelsen, se pose en chaud partisan d'une coopération, source d'économies, avec Air France et qui lui donne la possibilité de desservir aussi Londres, Rome ou Madrid. « En matière d'information, d'entretien de nos avions ou d'harmonisation de nos flottes, je ferai le maximum pour développer nos complémentarités. Est-il nécessaire d'aller plus loin et de constituer un grand machin en amalgamant Air France et Air Inter ? Je ne le pense pas. »

Dans les coulisses, la riposte d'Air Inter est moins amène. Au mois d'août, le syndicat CFDT a appelé aux armes un personnel menacé de compression d'effectifs par une filialisation. D'autres ont dit au gouvernement que fusionner les deux compagnies serait aussi imprudent que de fonder la RATP et la SNCF. Certains ont souligné que ce mariage aurait pour conséquence d'additionner les défauts des deux transporteurs : les salaires des pilotes d'Air Inter, les mieux payés du monde, et les coûts très élevés des services au sol d'Air France.

Ils ont dit à leurs interlocuteurs gouvernementaux qu'augmenter ainsi de 10 ou 20 % le prix des billets domestiques tuerait la démocratisation en cours du transport aérien. Ils ont prévenu que transformer Air Inter en filiale d'Air France amènerait automatiquement la CEE à autoriser British Airways ou Lufthansa à desservir Toulouse et Ajaccio. En fait, tout comme UTA, Air Inter attend de Bruxelles qu'elle lui permette de lancer sa flotte d'Airbus à trois cent quatorze sièges vers l'Europe à des prix défiant, pour l'heure, toute concurrence. Ainsi, la compagnie intérieure obtient-elle à Air France d'un côté, et s'approprie-t-elle, de l'autre, à trahir celle-ci... en toute complémentarité.

Tous les protagonistes ont donc les yeux tournés vers la Commission de Bruxelles où se mijotent les règles aériennes qui prévaudront au cours de la prochaine décennie.

M. Michel Delabarre, ministre de l'équipement, du logement et des transports, s'en inquiète, lui qui réunira le 6 octobre, à Paris, les ministres des transports de la CEE pour en débattre. « J'ai tendance à dire qu'il faut réaliser la libéralisation du transport aérien, déclarait-il, à condition qu'on ne porte pas atteinte à sa sécurité, qu'on ne joue pas au Monopoly et qu'on ne dégrade pas la qualité du service comme aux Etats-Unis. Nous ne pouvons tolérer n'importe quelle baisse de tarif ni que les transporteurs américains ou asiatiques nous envahissent à la faveur d'assouplissements réglementaires. »

« On n'a pas à faire de la théologie libérale quand on a la responsabilité de faire voyager des millions de passagers. La Commission de Bruxelles rêve de distribuer des droits de trafic et d'abaisser les prix. Nous, les ministres, nous avons d'autres préoccupations, par exemple des préoccupations d'aménagement du territoire. Qu'advient-il de nos régions délaissées par des transporteurs uniquement attirés par les lignes les plus rentables ? La libéralisation du transport aérien est nécessaire, mais son rythme mérite d'être discuté, et je refuse par avance une Europe de l'air qui généraliserait par le bas les conditions sociales. »

Des prix trop élevés

A Bruxelles, la position de la Commission de la CEE n'est pas homogène. M. Leon Brittan, commissaire britannique à la concurrence, veut faire de la France le mauvais exemple protectionniste à ne plus suivre. Il s'appuie à envoyer à Air France et à Air Inter une lettre de sermon à propos de la caisse commune de recettes que ces deux compagnies ont créée pour leurs lignes conjointes en France et en Europe : le système avantagerait par trop Air France.

De son côté, M. Jacques Delors, président de la Commission, s'est

retrouvé, est été, tout à fait solitaire au sein de cette instance dans sa défense de la position française. Il en aurait conçu de l'amertume.

Le pôle d'équilibre entre ces deux extrêmes semble tenu par M. Karel Van Miert, commissaire belge aux transports. Oui, il va préparer une licence européenne de pilotes de ligne. Oui, il entend créer une autorité qui mette de l'ordre dans la navigation aérienne et qui surveille les petites compagnies, peu respectueuses par exemple des temps maxima de vol. Oui, avant la fin de l'année il élaborera une position commune face aux transporteurs américains.

Mais ces préoccupations d'harmonisations sociales et techniques ne l'empêchent pas de vouloir faire sauter certains carcans nationaux. « Il nous faut assouplir, mais pas à l'américaine, dit-il. Il nous faut développer, dans certaines conditions, la multidesignation, c'est-à-dire que plusieurs compagnies d'un même pays aient la possibilité de transporter des passagers sur une même ligne. D'autre part, nous trouvons que les tarifs sont encore trop élevés et, sans tomber dans des prix de dumping ni dans une guerre tarifaire, nous voulons créer plus de souplesse. De même, un Etat ne devrait pas refuser des droits de trafic d'une manière discriminatoire si la compagnie qui les demande remplit les conditions économiques et techniques voulues. »

En fait, la Commission de Bruxelles, dans son immense majorité, ne souhaite pas la mort du pêcheur. Elle est prête à laisser à la France le temps de régler ses problèmes entre ses trois compagnies et d'arrêter une politique, à condition que, dans les meilleurs délais, Etat et compagnies respectent les sacro-saints principes de la libre concurrence contenus dans le traité de Rome. Le dernier trimestre 1989 devrait être consacré à discuter des moyens d'y parvenir. Le débat promet d'être animé.

ALAIN FAUJAS

à 20 ans on a plein de projets.

1 heure, ez 6 mois.

NOUS AUSSI

A 20 ans, on a des projets plein la tête. L'Office Départemental d'HLM des Hauts-de-Seine réalise les siens. Avec le soutien actif du Conseil Général, de son Président Charles Pasqua, et sous l'impulsion de Patrick Balkany, l'Office consacre 2,5 milliards de francs pour la rénovation de son patrimoine et multiplie les chantiers de construction. Pour que, dans les Hauts-de-Seine, le progrès ait droit de cité.

DANS LE 92, LE PROGRÈS A DROIT DE CITÉ.

92
OFFICE D'HLM
DES
HAUTS-DE-SEINE

AFFAIRES

Les abonnés des heures supplémentaires ne veulent pas décrocher

Dans la longue série de vingt-trois mesures en faveur de l'emploi, arrêtées en conseil des ministres le 13 septembre (*le Monde* du 14 septembre), celle qui concerne les heures supplémentaires a été la plus contestée. Au risque d'avoir peu de conséquences.

Toute heure supplémentaire, effectuée au-delà du contingent annuel de 130 heures autorisées, ou de la barre fixée par une convention de branche (parfois 90 heures, comme dans la chimie), donnera systématiquement lieu à un repos compensateur d'une durée équivalente.

Simple dans sa définition, et censée limiter les excès, la mesure arrêtée par le gouvernement n'a pas été au goût de tous, loin s'en faut. La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) et l'Union professionnelle artisanale (UPA) ont vigoureusement protesté contre ce qu'elles estiment être une nouvelle contrainte. Ici ou là, des voix se sont élevées pour affirmer que les chefs d'entreprise allaient désormais être privés de l'un des éléments de souplesse les plus commodes à utiliser dans la gestion de leur main d'œuvre. Certains y ont même vu le signe d'un retour au « dirigisme » socialiste des années 1982-1983.

Dans la réalité, le problème ne se pose pas dans ces termes, nécessairement très polémiques. Pour imposer qu'elle soit, la nouvelle règle n'empêche pas le recours à un volume important d'heures supplémentaires, toujours légalement disponibles. Sur 45 semaines de travail, le contingent de 130 heures correspond à une moyenne de 3 heures supplémentaires par semaine et par semaine. Ce qui permet déjà de faire face à la plupart des à-coups imprévus de la production et, ainsi que cela se pratique largement, d'accorder au même temps une augmentation du pouvoir d'achat réversible. C'est même cette méthode, employée chez Peugeot, qui est en partie à l'origine du

conflit de ce dernier mois, la feuille de paie du mois d'août ayant été amputée d'autant en raison des congés.

Malgré ces risques, les employeurs mais aussi les salariés sont en effet attachés à cette solution. L'avantage financier qu'elle procure limite d'ailleurs l'influence des mots d'ordre des syndicats, plus réservés, qui savent bien que l'abus d'heures supplémentaires peut freiner l'embauche.

Des estimations « approximatives »

Dans ces conditions, il faut doublement s'interroger sur la portée réelle de la nouvelle disposition et sur sa capacité, ou non, à ralentir un mouvement qui se développerait en faveur de l'usage intensif des heures supplémentaires. Notamment, il serait intéressant de savoir où, quand et dans combien d'occasions les inspecteurs du travail ont pu être amenés à accorder une dérogation pour franchir le seuil des 130 heures, puisqu'ils en ont le pouvoir.

Sur tous ces points précis, le plus grand flou entoure l'environnement de la décision dont les conséquences sont appelées à rester modestes. Au point que l'on peut se demander si elle ne fait pas partie de ces effets d'annonce arrêtés parce que leur affichage satisfait une partie de l'opinion. Par exemple, on se déclare incapable, au ministère du travail, de fournir une comptabilité des dérogations demandées ou obtenues par les employeurs. Un tel document n'existe pas et les directions régionales du travail et de l'emploi n'en font pas davantage le recensement.

« Mais on sait par les échos qui nous reviennent que les cas de dépassement des 130 heures augmentent sur le terrain », plaide-t-on mollement rue de Grenelle.

De la même manière, il est également difficile de savoir tout à la fois si des branches d'activité atteignent ou dépassent ce seuil, et quelle est en tout état de cause l'évolution réelle du volume d'heures supplémentaires prati-

quées. Dans une note adressée au directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, le Service des études et de statistique (SES) du ministère exposait l'impossibilité de répondre précisément aux questions posées. Après plusieurs tentatives pour mesurer le phénomène, il est apparu, était-il écrit, que « seule la dernière enquête de 1986 permet d'élaborer des informations utiles ».

L'INSEE, qui fournit habituellement des données détaillées, n'est pas mieux outillée et en reste à des estimations que l'institut qualifie lui-même de « approximatives ». Selon ses décomptes, le volume annuel d'heures supplémentaires, qui avait été de 2,6 milliards en 1975, est tombé à 1,8 milliard en 1981. Après le passage de la durée hebdomadaire de travail à 39 heures, le nombre d'heures supplémentaires aurait commencé par diminuer entre 1982 et 1986 de 1,4 milliard à 1,1 milliard pour ensuite remonter à 1,3 milliard en 1988.

Une série d'imprécisions

Il y a, bien entendu, plusieurs raisons à cette situation. Tout d'abord, les enquêtes sont réalisées sur la base des horaires collectifs de travail et ne font qu'enregistrer l'augmentation ou la réduction de ceux-ci. Ce qui a pour effet de « lisser » les résultats. Ainsi, et contrairement à une idée répandue, la reprise économique ne s'est pas traduite par un allongement significatif des durées. La durée effective a été en moyenne de 39 heures, pour l'ensemble des salariés et de 39 h 10 pour les ouvriers, en avril 1989 comme en avril 1988.

Ensuite, il peut y avoir des heures supplémentaires sur des horaires courts, y compris pour du travail à temps partiel. Or on compte 24,5 % de salariés qui, en 1988, travaillaient habituellement moins de 38 heures par semaine et, logiquement, ne pouvaient dépasser le contingent des 130 heures par an. De la même façon, les cadres sont exclus du comptage, et la catégorie

« ouvriers », où les heures supplémentaires sont plus fréquentes, devrait pouvoir être mieux isolée.

Pour couronner le tout, les diverses études ne fournissent aucun renseignement sur ce qui se passe dans les entreprises de moins de dix salariés, où la pratique est certainement plus répandue que dans les entreprises plus importantes.

Enfin, on sait qu'une bonne partie des heures supplémentaires, précisément dans les petites entreprises, ne sont pas forcément déclarées en tant que telles. Sans que l'on puisse connaître l'importance de ce détournement, il est admis que certaines primes ou même des versements en liquide se substituent illégalement aux déclarations officielles.

Dans cette série d'imprécisions, on peut tout au plus s'appuyer sur les indications fournies, par questionnaire auprès des ménages, dans l'enquête emploi de l'INSEE. Sur l'ensemble des salariés, le nombre de ceux — souvent des hommes — qui pratiquent les heures supplémentaires augmenterait puisqu'il serait passé de 369 291 en 1986 à 469 833 en 1988. Mais encore faut-il nuancer, les croissances les plus importantes provenant du groupe de salariés effectuant normalement de 15 à 34 heures par semaine (+ 21,2 % en un an) et de celui des salariés travaillant 45 heures et plus (+ 16,1 %).

Quoi qu'il en soit, il apparaît donc que la mesure prise répond imparfaitement à la situation présente et qu'on sera bien en peine d'en vérifier les résultats. Rares doivent être les entreprises qui dépassent les 130 heures annuelles et d'ailleurs on ne les connaît pas. S'il y a une augmentation des heures supplémentaires, dans les limites autorisées, on ne sait pas à quel point elle ressemble vraiment. Et tout cela n'empêchera pas la fraude de se répandre puisque, pour la démasquer, il faudrait que les inspecteurs du travail traquent la feuille de paie individuelle d'un salarié disposé à révéler la supercherie. Une tâche impossible.

ALAIN LEBEAUBE

Le dépassement horaire en chiffres

Bien que l'on ne soit pas en mesure d'apprécier le volume global des heures supplémentaires qui sont effectuées, les données statistiques disponibles fournissent des indications très significatives sur le fonctionnement actuel du marché du travail.

Après le creux de la vague de 1985, on assiste à un accroissement de la part des salariés qui ont les horaires les plus longs, c'est-à-dire 45 heures et plus par semaine. Ils représentaient 8,2 % de la population salariée et sont passés à 10,2 en 1988. Le mouvement serait « en train de se tasser », dit-on au ministère du travail, mais il est également évident que c'est dans ce groupe de salariés qu'on trouvera plus facilement les abonnés aux heures supplémentaires nombreuses.

L'enquête du service d'études statistiques (SES) de 1988, considérée comme fiable, donne d'ailleurs une bonne photographie de la situation. Au total, 45,4 % des entreprises françaises — mais 78,4 % de celles qui employaient plus de 500 salariés à l'époque — avaient recours aux heures supplémentaires.

Dans ces établissements, 60,2 % des salariés effectuaient des heures supplémentaires, et jusqu'à 82,5 % dans les établissements de 500 salariés et plus. Mais c'est dans les petites entreprises que le nombre d'heures par ouvrier était le plus élevé, de 77 heures en moyenne dans les entreprises de 10 à 49 salariés, contre 30 heures dans les entreprises de 500 salariés et plus.

Il est encore possible d'établir des distinctions : deux tiers des entreprises se maintiennent régulièrement à de 39 heures de travail par semaine, au moins. Parmi elles, 40 % déclarent des heures supplémentaires pour un volume moyen d'une trentaine d'heures par ouvrier. Plus la durée hebdomadaire du travail est élevée, plus le recours aux heures supplémentaires est fréquent. Le comble est atteint avec les 11,7 % d'entreprises, surtout petites, qui annoncent 42 heures et

plus de durée hebdomadaire de travail pour leurs ouvriers. Dans ce cas, 78,6 % de ces entreprises pratiquent des heures supplémentaires, qui correspondent en moyenne à 175 heures.

Parmi les gros utilisateurs, par secteur d'activité, on trouve alors 62,2 % des industries alimentaires, 67,7 % de la production de pétrole et de gaz naturel, 63,4 % de la construction navale, aéronautique et de l'armement, puis 61,9 % des entreprises de transport. Par ouvrier, il faut en moyenne compter 75 heures supplémentaires dans le commerce de gros alimentaire, 76 heures dans le commerce de détail non alimentaire et dans les services non marchands, et jusqu'à 123 heures dans les transports.

Une poignée d'entreprises

Au sein des 7,8 % d'entreprises qui annoncent une durée hebdomadaire de 41 à 42 heures, plusieurs secteurs approchent ou dépassent le seuil des 130 heures supplémentaires déclarées : une minorité, à chaque fois, avec les industries de la viande et du lait (125 h), les autres produits alimentaires (122 h), la première transformation de l'acier (131 h), l'industrie du verre (134 h), la chimie de base (144 h), l'automobile (133 h), l'industrie du cuir et de la chaussure (184 h) et le commerce de gros alimentaire (125 h).

Au sein des 11,7 % d'entreprises qui ont une durée hebdomadaire de travail supérieure à 42 heures, on découvre également des cas très précis et peu nombreux de dépassement du contingent autorisé. Il s'agit de 8,6 % des industries du verre (134 h), de 1,3 % de la chimie de base (144 h), de 2,8 % de l'automobile et autres matériels de transport terrestre (133 h), 1,6 % de l'industrie du cuir et de la chaussure (184 h).

Si rien n'a changé depuis 1986, c'est dans cette poignée d'entreprises qu'on trouvera celles qui pourraient être amenées à appliquer la nouvelle disposition.

Jacques Calvet la raison et le devoir

Suite de la page 25

Après l'arrivée de la gauche, il perd ce poste en février 1982 — départ qui le blesse à vie — retourne quelques mois à la Cour des comptes, puis, en juin, passe la porte du directoire de Peugeot. Troisième reconversion de carrière : après la fonction publique et la banque, l'industrie. A la BNP, il avait suivi le rachat par la firme socialiste de Chrysler Europe et avait gagné la confiance de la famille fondatrice. Réciproquement, les Peugeot ont bien besoin de la confiance des banques : la firme vient de perdre 9 milliards de francs en cinq ans, et elle leur doit 45 milliards de francs à court, moyen et long terme.

M. Calvet va supplanter M. Jean-Paul Parayre, président du directoire de Peugeot SA, autre fonctionnaire propulsé à la tête de l'entreprise cinq ans plus tôt en 1977 par M. François Gauthier, l'ancien président. La stratégie a été tracée par ce dernier : rachat de Citroën, puis de Chrysler-Europe. Peugeot qui, un moment, a pu songer à se spécialiser dans les voitures de qualité ou de haut de gamme n'a plus le choix. Il faut gérer ces lourdes acquisitions. Mais les deux hommes n'ont pas les mêmes méthodes.

Moins d'un an après son arrivée, M. Calvet, nommé patron de la branche Peugeot-Talbot, annonce la suppression de plus de 7 000 emplois à Poissy.

Grèves dures, batailles avec le gouvernement socialiste et communiste : l'affaire de Poissy marque le début des grandes restructurations de l'industrie française.

« Irréversible... »

En janvier 1984, nommé aussi patron de la branche Citroën, M. Calvet prescrit la même médecine à Aulnay : « Soit les effectifs de Citroën seront réduits, soit la firme n'existera plus dans deux ou trois ans », annonce-t-il. M. Parayre condamne cette brutalité et traite, son numéro deux d'« irresponsable ».

Mais l'histoire va dans le sens que montre l'ancien banquier. M. Parayre part en septembre 1984. Le gouvernement grogne, s'agite, mais, au bout du compte, admet qu'il y a sureffectifs. Bientôt les charbonnages, la sidérurgie, subiront le même traitement, puis Renault, un peu plus tard, après l'arrivée de Georges Besse. Les ouvriers immigrés bénéficient d'aides au retour, des pôles de conversion sont créés, le « traitement social du chômage » devient l'ABC gouvernemental. M. Calvet en tire une fierté peut-être exagérée mais pas injustifiée.

D'autant qu'il ne se contente pas de couper les branches mortes. Il gagne ses galons de grand patron en décidant de préserver le plus possible l'avenir, c'est-à-dire l'investissement et le développement des nouveaux



modèles, et surtout en y parvenant.

Redresser une entreprise est à la portée du premier sabreur venu, mais la redresser sans la casser, là est le pari. M. Calvet a su le mener à bien, obtenant en particulier, en pleine déconfiture financière, trois augmentations de capital décisives en 1983, 1985 et 1987. Il mit à nouveau sa démission dans la balance pour les arracher à la famille Peugeot, partagée mais qui, après débat interne, a joué le jeu, démontrant qu'un certain capitalisme familial français pouvait préférer son entreprise à sa fortune. D'où, d'ailleurs, le paternalisme qui continue d'être appliqué aux ouvriers et l'austérité qui leur est imposée : la famille montre l'exemple... toutes proportions gardées.

Cette « culture » de l'entreprise n'est sans doute pas contraire aux valeurs de M. Calvet. L'ancien banquier n'aime pas le capitalisme financier moderne. Il s'est déclaré contre les OPA sauvages. Il s'est coulé dans le moule Peugeot comme le fils adoptif d'une certaine bourgeoisie française austère et industrielle, celle du Nord et de l'Est, dont les Peugeot sont peut-être les derniers représentants. Modifiant très peu l'état-major et l'encadrement, il a appris — le devoir — la technique automobile et le fonctionnement des usines.

La tradition maison veut qu'on flatte les ingénieurs : M. Calvet, leur offrant les machines les plus modernes, l'a respectée. Elle veut aussi qu'on ne négocie pas les

salaires... Tenant la barre, M. Calvet ne soutient guère ceux qui veulent le changement. Ses relations avec la famille Peugeot, dont il a épousé les traditions, à commencer par son commandement militaire, constituent la partie la plus mystérieuse du personnage très complexe. L'homme, on l'a compris, ne se livre guère. Mais il porte probablement une blessure secrète — on ne sait laquelle — qui explique et son intransigence et son peu d'intérêt pour la chose sociale, difficilement compréhensible.

Dire le juste

Devoir et raison. Le PDG après sa victoire d'Aulnay va chercher les combats du juste. Sur la pollution, par exemple. Contre les écologistes qui réclament la pose de catalyseurs aux normes américaines dans les pots d'échappement, il va crier, déclaration après déclaration, que la catalyse est une méthode de pollution scientifiquement absurde. « Mieux vaut attendre les moteurs propres », clame-t-il, au grand dam de son état-major quasiment unanime à considérer qu'il fait fausse route : PSA se donne une image de pollueur sans convaincre personne. Bruxelles suit les Verts, mais M. Jacques Calvet tient à réaffirmer dans le Monde : « Je ne veux pas être tenu pour responsable, dans quelques années, de décisions qui vont, je le crains, se révéler dangereuses pour l'économie des pays européens. J'aurais pu me taire. Certains, quand ils ne se jugent pas assez forts pour s'opposer, collaborent. Ce n'est pas mon cas. » Gaullien, on vous a dit...

Le meilleur combat pourtant est celui qu'il livre contre les envahisseurs japonais. Le PDG martèle sa conviction et sa détermination : la menace est lourde, l'Europe se laisse naïvement dévorer, l'heure n'est pas venue de relâcher l'effort.

Dire le juste. La tentation est grande de sortir de l'automobile et de désirer arbitrer dans les conflits de l'Europe, de la France et dans les grandes batailles d'entreprises que l'actualité propose. M. Calvet n'y a pas toujours résisté, par exemple sur la fiscalité européenne, lors des tentatives de « dénoyautage » politique des privatisées ou encore lors de l'offensive d'AXA, contre la Compagnie du Midi, il accepta, dans ce dernier cas, un rôle d'arbitre et voulut réconcilier les parties. Il échoua, mais qu'importe. Le redressement en régime de croisière de PSA lui donnait ces derniers mois des songes d'horizon plus vaste.

Le conflit salarial de Mulhouse lui en donne l'occasion : son entreprise étant la première touchée par des revendications, il a fait de son refus un symbole contre la contagion dans tout le secteur privé et un rempart contre une glissade incontrôlée, « à l'anglaise », des rémunérations en France. M. Calvet est devenu M. Rigueur bis, à côté de M. Bérégovoy et, comme on l'a écrit, un ministre de l'économie privée. Son inflexibilité y trouve une justification nationale. Il y puise la force de son combat d'homme seul, sans doute blessé, reformé, mais braqué : « J'ai raison. »

Il a fallu quatre longues semaines de pressions externes et internes pour lui faire ouvrir la porte de son bureau.

ÉRIC LE BOUCHER

Le Monde INTERNATIONAL

INTERNATIONAL ASSIGNMENT

Philip Morris Europe SA is a leading international company with a reputation built on quality consumer products, innovative marketing and excellent financial results.

Our Regional Headquarters, located in Lausanne, SWITZERLAND covering the cigarette business for the EEC Region is looking for a

MANAGER INTERNAL AUDIT

Having the responsibility of monitoring adherence to regional and corporate internal control standards and to report significant deviations to top management, our Manager Internal Audit must act on his own and interface with Corporate and external auditors. This function also entails professional contacts throughout the Region including dealing with top management.

Our ideal candidate has:

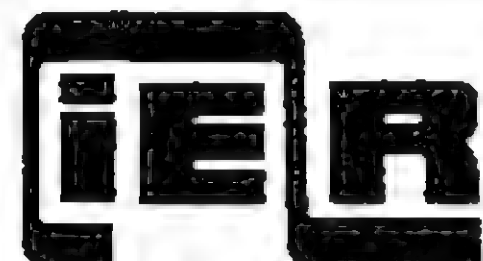
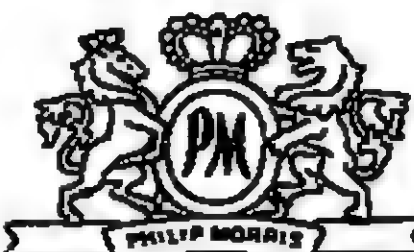
- a University Degree (Economics, Finance)
- 3-5 years experience in various functional areas, including Finance
- 2-3 years public accounting or internal audit experience in an international environment (with exposure to U.S. accounting and auditing)
- French mother tongue and good command of English
- good communication skills

We offer a stimulating opportunity to develop your professional knowledge in a large and successful company, which offers first class employment conditions and excellent career prospects

If you are interested, please send your curriculum vitae in confidence to Nicolas Granato, Personnel Department.

PHILIP MORRIS EUROPE SA EEC-REGION

Brillancourt 4, case postale
1001 Lausanne
SWITZERLAND



Terminaux et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION

Société en progression constante du CA depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5 % depuis 6 ans, poursuit son expansion en Extrême-Orient. IER recherche pour la zone Asie-Pacifique, son

responsable commercial basé à SINGAPOUR

Sous l'autorité du Directeur Commercial Transport Aérien et Affaires Internationales, il aura pour fonction :

- de poursuivre et développer notre implantation déjà très importante en Extrême-Orient auprès de nos clients compagnies aériennes,
- de gérer et si besoin de développer notre bureau de SINGAPOUR,
- d'assurer la coordination commerciale et technique avec le Siège de Paris.

Ingénieur ou diplômé d'une grande école de commerce, il doit avoir une expérience d'au moins 5 ans, si possible dans la vente de matériel informatique. Anglais indispensable.

Grande disponibilité pour de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnées d'une lettre manuscrite, sous référence LM/CS-2709, Service du Personnel - IER - 12, rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

Sony Telecom requires a (m/f)

ACADEMIC ELECTRONICS ENGINEER

to be based in Brussels for the development and qualification testing of ISDN and mobile communication terminals. This position includes frequent travels in Europe and to Japan.

Practical experience in one of the above mentioned areas would be preferred. For further information, call Prof. Ir. T.M. Schuringa on 32.2/654.15.42. Belgium.

SONY TELECOM

Le Monde CADRES

HOMMES

25-30 ans
formation et expérience
commerciale
connaissance parfaite
anglais, langues vivantes
habituées pour déplacements
prolongés dans les pays de
l'Est aux fins de prospection.
Nouveaux secteurs d'achat.

Ecrire avec C.V. en précisant
la réf. 54573
BLEU, 17, rue Labat
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
380 personnes
600 000 000 C.A.F.
recherche

CHEF DE DÉPART GESTION FINANCE

attaché à la DASS et capable
d'animer une équipe.
Il aura la responsabilité :
- de l'élaboration et du suivi
des procédures budgétaires
et de contrôle de gestion,
- la trésorerie,
- l'analyse financière, etc.
Des exigences du poste nécessitent un candidat possédant
au minimum une maîtrise de
gestion, une expérience réelle,
une connaissance de la micro,
de la diplomatie et de la
figure.

Lieu de travail :
PARIS - ST-LAZARE.

Adm. C.V. + photo + prêt.
en précisant
la réf. 54578 BLEU,
17, rue Labat, 94307
Vincennes Cedex,
qui transmettra.

INFORMATIS POUR JEUX OLYMPIQUES INGÉNIEURS

Electroniciens confirmés
Expériences ANALOGIQUE
et DIGITALE LOGICIELS

5 ANALYSTES IBM 3080/MVS-XA PROGRAMMEURS COBOL HP 3000, IMAGE COBOL IBM 38 INGÉNIEURS UNIX

Joli Garnier, 43-37-99-22
28, r. Daubenton, Paris-6^e

COGEMIP S.A.

(Société d'économie mixte
créée par le conseil régional
de Midi-Pyrénées)

RECRUTE 1 INGÉN. BAT. 3 TECHN. BAT.

Profil souhaité :
DUT Génie civil-Bâtiment
Expérience du bâtiment, de
la maîtrise d'ouvrage (maîtrise
des opérations administratives et
gestion des opérations)

Adm. CV et prétentions
avant le 15 octobre 1989

Monsieur LORENZO
directeur de la COGEMIP
22, av. du Maréchal-Juin
81077 TOULOUSE CEDEX

Seul de services en assise
informatique offre à pro-
grammeur confirmé la res-
ponsabilité d'un système
Nobord 5860.

Compét. Cobol et Basic.
Tél. : 43-70-80-61.

BI-MENSUEL GRANDE DISTRIBUTION

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

1 ou 2 ans d'expérience
dispo. très rapidement pour
travailler à son équipe avec
PAO. Missions : rewriting,
vérité, et prêt. des textes,
sites, chapitres.

Formation école de journa-
liste et maîtrise de presse pro.
appréciées.

Env. lettre manuscrite avec
C.V. photo et prétentions à
Le Monde, 14, rue Chaptal,
92300 Levallois.

GROUPE COMMUNICATION PUBLICITÉ

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Parfaite connaissance compa-
gnité, législation sociale,
droits sociaux, fiscalité,
indispensable sans respon-
sabilité, capable d'important
travail personnel et excellent
contact humain.

Adm. C.V. + N.F. 158, bd
Bisnu, 92200 Nanterre qui
transmettra.

SEM locale

aménagement et construc-
tion ville neuve RP en
pleine expansion

recherche
CHARGÉ (E) D'OPÉRATION
expérimenté (e)
pour montage administratif,
financier et sociale d'opérations
(esp. de chantier socialisé)
Acheteur candidat(e)
Extra sous le n° 55822
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Valenciennes
75007 Paris.

Imaginez un monde
où vous ne pouvez plus
manquer l'offre d'emploi
de votre vie.

36 15
IM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

VILLE DE BEAUVAIS RECHERCHE

UN RESPONSABLE

DE SON POINT JEUNE (PAO ET BUREAU D'INFORMATION JEUNESSE)

CHARGE :

- de mettre en place la politique de formation professionnelle de la ville et les différentes mesures de l'Etat pour l'insertion des jeunes et la diffusion de toutes informations concernant les jeunes;
- d'assurer les relations avec l'Etat et les différents partenaires du dispositif jeunes.

PROFIL :

- expérience confirmée dans le domaine de la formation professionnelle;
- niveau BAC + 3 souhaité;
- statut contractuel.

Salaire selon références.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite pour le 20 octobre au plus tard :

MONSIEUR LE MAIRE DE BEAUVAIS
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES R.P. 330 60000 BEAUVAIS

DEMANDES D'EMPLOIS

SECRÉTAIRE DIRECTION BILINGUE ESPAGNOL

Expér. bancaire ch. empl.
Sel. dem. 140.000 F/an.
Tél. : 48-85-48-64.

Homme 30 ans. DJCE JURISTE FISCALITÉ

(4 ans) rech. cabinet en
société pour poste fiscaliste.
31-74-76-69.

Cadre commercial trilingue
français/anglais/allemand
aux négociations avec
châliens + Département
Stores à son v. rech.
poste de responsable. Extra
sous le n° 6025

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Valenciennes
75007 Paris.

ou téléphoner au
15-1-404-947-0267.
(Sera en France
du 23/10 au 3/11.)

DIRECTEUR TECHNIQUE Papeterie, membre du comité de direction, 41 ans, ingénieur diplômé + L.A.E. 18 ans d'expérience à différents postes de responsabilité, recherche poste similaire, ouvert à différents types d'industries et régions. de préférence ville universitaire.

J.H. 30 ans, Bac G2, 10 ans
d'expérience, recherche
poste stable.
Tél. : 42-71-11-38
à partir de 18 h 30

24 ans, secrétaire trilingue,
souterrain, ch. place
édition. 42-22-43-63.

Homme 30 ans DJCE.
Juriste fiscaliste (4 ans),
recherche cabinet ou société
pour poste fiscaliste.
Tél. : 31-74-76-69.

J.F. 27 ans, DESS-droit du com-
merce extérieur, entreprise
et P.V.D. 6 mois aux USA.
Expér. bancaire et bancaire.
Cherche emploi commerce
international Paris ou RP.
Mme Anne CONNEUR
23, rue Fénelon
75015 Paris

J.F. 27 ans, DESS-droit du com-
merce extérieur, entre-
prise et P.V.D. 6 mois aux
USA. Expériences bancaires et
aéronautiques, ch. empl.
commerce international
Paris ou région parisienne.
Mme Anne CONNEUR,
23, rue Fénelon,
75015 Paris.

L'AGENDA

Arts

RECHERCHER, MONET, VAN GOGH, CÉZANNE, GAUGUIN

Fondation internationale pri-
vée développant une collec-
tion déjà existante, achète, expose,
passe maîtres des pein-
tres impressionnistes, post-
impressionnistes et Renais-
sance italienne.

Achat direct propriétaire,
marchands d'art s'abstenir.
Tél. Paris : 40-38-23-32,
direction assurée.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix
de bijoux exception-
nelles écrit le Guide de
Paris pas cher en silence,
brillants, saphirs, etc.,
bagues, rubis, émeraudes,
bijoux, or, argent, etc.

PERRON OPERA

Angle bd des Italiens
4, Chaussée d'Antin
Achat tous bijoux ou
échange

Autre magasin,
autre grand choix

Etoile : 37, av. Victor-Hugo.

Décoration

L'ENTRÉE DU CANAPÉ

Les 6 et 7 octobre
vente exceptionnelle de
canapés et fauteuils.
Nombreux modèles
en cuir et tissu.

Par exemple canapé 3 places
entièrement déhoussable :
2 480 F.
Canapé 3 places cuir pleine
fleur aniline 3 900 F.
ou cuir de 17 450 F.

Venez vite pour avoir le
choix, tous les modèles sont
disponibles.

Entrepôt Porte de Pantin
26, rue des 7-Arpes,
La Pré-Saint-Gervais.
Tél. : 48-44-58-81.
Ouvert de 10 h à 19 h.

Collections

Particulier cherche un flipper
GOTTUEB, 4 joueurs.
Tél. : 48-85-03-31 le soir.

Cours

CONTINENTAL SCHOOL OF ENGLISH

fondée en 1968
Apprenez à parler et écrire
l'anglais couramment avec
confiance. Petits groupes,
programme complet,
contrôle continu des progrès
de chaque élève

à l'épreuve anticipée de fran-
çais, 1^{er} et terminales.
Succès assuré.
38-82-96-31.

PRÉPARAT. ACCÉLÉRÉE

à l'épreuve anticipée de fran-
çais, 1^{er} et terminales.
Succès assuré.
38-82-96-31.

COURS D'ARABE

Jour et soir, samedi
AFAC, 42-82-82-82.
Dame
compagnie

Dame 58 ans, alerte, cultivée,
réf. dans sil. à respon-
sabilité prés. pers. valide,
écrit, cas. simple.
Tél. au 43-80-18-03
mar., jeudi et vend. 5 octobre.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres simples
100 F par sem.
demi-pension
Rens. : 175, New Kent Road
LONDON SE 1 4YT-G.B.
18-44-1-703-41-78.

Homme d'affaires à la mon-
tagne (fin d'été, 500 m. mon-
tagne, neige), TOUSSAINT,
NOËL, PAQUES.

Yves et Liliane accueillent
vos enfants dans ancienne
ferme du XVIII^e siècle,
confortable, rénovée, citée
2 ou 4 avec s. de bain.
Située au milieu des plus
rares et forêts. Accueil
volonté, limité à 15 enf.
Idéal en cas de séparation.
Ambiance familiale et cli-
maire. Activités : tennis,
ski de fond, jeux collectifs,
fabrication pain, peinture sur
bois, 1 650 F Toussaint
(terme) : 1 500 F Noël.
Péages (sel de fond).
T. (16) 81-38-12-51.

مكتبة ابن الصالح

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

AGENDA IMMOBILIER

bureaux

Locations

Bur. équip. très durées
Salles de réunion. Park.

MONCEAU MESSINE

Tous services
DOMICILIATION

ASPCA : 42-99-31-95

18, av. de Messine, Paris-8^e.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATION

SARL - RCS - 100.

Constitution de sociétés.

Démarches et tous services.

Permanence téléphonique.

43-55-17-50.

9^e PONTIEN, CAP ELYSÉES.

DOMICILIATION GALE.

BUREAUX EQUIPÉS

A LA JOURNÉE, AU MOIS.

43-59-04-04.

SIÈGE SOCIAL

Bur. équipés et services.

démarches R.C., R.M.

SOUS-LOIERS

CH-ELYSÉES 47-23-65-47.

BATIM 43-51-81-81.

Domiciliation depuis 50 F/mo

Paris 1^{er}, 2^e, 9^e, 12^e, 15^e et 17^e.

CREADOM 17^e, 42-67-06-98.

INTER DOM 12^e, 43-40-31-45.

CIDES

DES ADRESSES DE PRESTIGE

POUR VOTRE SIÈGE, OU

VOTRE ANCIENNE A PARIS

A L'ÉTOILE

DANS NOS CENTRES

D'AFFAIRES

★AV. CHAMPS-ÉLYSÉES

★AV. VICTOR-HUGO

★R. DE PONTIEN, 8^e

★TOILE, 16^e, 18^e

★PASSY-TROCADÉRO

Bur. équipés, 1/2 l., secrét.

Michèle, secrétaire, fax.

DOMICILIATION : 190 à

580 F/mo.

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS

CIDES 47-23-82-10.

TOUR MAINE-

MONTMARTRE

1 250 m² divisibles

VAUGHARD

500 m²

COGETOM

Tél. : 45-36-52-22.

URGENT, PARIS-7^e

bureau exceptionnel, entre

Louvre, musée d'Orsay,

150 m², bail 3-6-0, récent.

200 000 F par an, cession :

800 000 F. 42-81-74-18.

DOMICILIATION

BURX, TÉLÉCOPIE, TELEX.

AGECO, 42-94-95-28.

MAIRIE 18^e

600 m², rez-de-ch.,

1^{er} ét. rénovés

UFFI 45-22-12-00.

Mr BOISSIERE

440 m², grand standing.

UFFI, 45-22-12-00.

Bureaux non divis. de

440 m² env. 3 388 F

HT/m² an. Mr Europe,

Paris 15^e.

3615 BURCOM

ou 43-57-38-28.

CHAMPS-ÉLYSÉES

180 m², 5^e ét.

UFFI, 45-22-12-00.

locaux commerciaux

Ventes

BRUXELLES place Flagey,

près av. Louise-Chée-

d'Orléans, 388. A rénover

immeuble commercial de

3 étages tout actuellement à

location. Locataire au foyer

annuel de 800 000 FF + P.I.

Possibilité de réaliser

Prix : 15 800 000 FF

Pour cond. s. à

32-2-425-51-77 ou écrire

S.A. BRASSERIE HAEUTERMAN,

119/123, rue Lavoisier,

1020 Bruxelles, Belgique.

PRÉS M^{rs} MICHEL, BIZOT

LOCAL D'ACTIVITÉ 160 m²

usage

professions libérales

parkings sous-sol

RÉALISATION BRÉGUET

TÉL. : 43-07-69-69

de 14 h à 18 h

(sauf mercredi et dimanche)

BRUXELLES CENTRE

rue Royale 127

Immeuble commercial de

2 étages avec entrée parti-

culière, tout actuellement à

location. Locataire au foyer

annuel de 600 000 FF + P.I.

Possibilité de réaliser

Prix : 9 800 000 FF

Pour cond. s. à

32-2-425-51-77 ou écrire

S.A. BRASSERIE HAEUTERMAN,

119/123, rue Lavoisier,

1020 Bruxelles, Belgique.

BRUXELLES CENTRE

Château de Louvain 257 (pl. Dailly).

Imm. cat. de 3 étages avec porte

particulière, tout actuellement à

location. Locataire au foyer

annuel de 300 000 FF + P.I.

Possibilité de réaliser

Prix : 9 800 000 FF

Pour cond. s. à

32-2-425-51-77 ou écrire

S.A. BRASSERIE HAEUTERMAN,

119/123, rue Lavoisier,

1020 Bruxelles, Belgique.

BRUXELLES CENTRE

Château de Louvain 257 (pl. Dailly).

Imm. cat. de 3 étages avec porte

particulière, tout actuellement à

location. Locataire au foyer

annuel de 300 000 FF + P.I.

Possibilité de réaliser

Prix : 9 800 000 FF

Pour cond. s. à

32-2-425-51-77 ou écrire

S.A. BRASSERIE HAEUTERMAN,

119/123, rue Lavoisier,

1020 Bruxelles, Belgique.

BRUXELLES CENTRE

Château de Louvain 257 (pl. Dailly).

Imm. cat. de 3 étages avec porte

particulière, tout actuellement à

location. Locataire au foyer

annuel de 300 000 FF + P.I.

Possibilité de réaliser

Prix : 9 800 000 FF

Pour cond. s. à

32-2-425-51-77 ou écrire

S.A. BRASSERIE HAEUTERMAN,

119/123, rue Lavoisier,

1020 Bruxelles, Belgique.

Hamilton Osborne King
32 MOLESWORTH ST. DUBLIN 2 01-740251
765501 - 11 SOUTH MALL - CORK 021-271371

KILLARNEY Irlande
Complexe résidentiel donnant sur les lacs, 5 miles de la ville de Killarney, idéal pour complexe hôtelier/tourisme. 2 300 m² sur 8 hectares de terrain. Vente par D.P.A. le 25 octobre 1989.
Co-agents : Sean Coyne and Co. Ltd, 1, Main Street - KILLARNEY
Tél. : 19-44-353-64-31274.

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS
paiement comptant

PROMOVIM
3, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS.
Tél. : 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES
de toutes catégories PARIS & BANLIEUE
RÉNOVATION - PROMOTION

Cagnes-sur-Mer
Avec 14.300 F à la réservation (40%)

359.000 F*
Avec piscine privée

Projet de la Côte d'Azur, entre Agde et Agde, dans un cadre exceptionnel, à proximité des plages et des commerces.

* par lot, Prix au 1989
Etat d'avancement en octobre et novembre à plan d'investissement personnel. Gestion locale assurée.

(1) 42.25.25.25
LM 05-10-89

Bon documentation sur CAGNES SUR MER

Nom : _____
Adresse : _____
Tél. Dom. : _____
Tél. Bur. : _____

FERINEL
vacances

86, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

COURCHEVEL

A Courchevel 1550, au pied des pistes du domaine des 3 Vallées, "Les Bragues", une résidence de haut standing avec une vue remarquable. De très beaux appartements avec cuisine indépendante et balcon.

à partir de 453.000 F
*Veuillez s'adresser au propriétaire pour l'acquisition de la résidence.

Spie Loisirs
47.23.00.67

Bureau de vente : 75, avenue Marceau 75116 PARIS
Veuillez m'envoyer votre documentation "Courchevel"

Nom : _____
Adresse : _____
Tél. dom. : _____ Tél. bur. : _____

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS
AU PIED DU TÉLÉPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI

LE MORGANE
A CHAMONIX MONT-BLANC
1035-4807 m

Schmidhauser
RENNES
GENÈVE
ANNEMASSE
02 92 74 00

Le Monde
IMMOBILIER
AGENDA IMMOBILIER
mercredi + jeudi + vendredi
+ samedi (RADIO-TELEVISION)

PUBLICITÉ :
RENSEIGNEMENTS et RÉSERVATIONS :
45-55-91-82 posté 43-24 - 41-38

Les Belles Propriétés du Monde

CHANTILLY

Entre château et golf, très belle maison 230 m² sur parc arboré 2 300 m². Rez-de-chaussée : grand hall avec cheminée, séjour, cuisine, grande chambre, dressing, salle de bains, w.c., bureau : 4 chambres, salle de bains, dressing sur large terrasse. Grand sous-sol avec garage.

Tél. : (16-1) 43-60-81-34.

MAGNIFIQUE PROPRIÉTÉ
A Orgeval centre (78), sorties A 13 et A 14, cette demeure comprend 360 m² habitables et de jolies dépendances sur 1 500 m² de terrain.

TRÈS BELLES PRESTATIONS.
A saisir : 6 millions de francs.
Agence du Château :
Tél. : (1) 34-51-55-31.

1 h de Paris - Autoroute A1
Maignelay-Montigny (Oise)

PROPRIÉTÉ A VENDRE
Salon rustique avec poutres, colombages et cheminée centrale, cuisine, bar, salle à manger, cinq chambres, salle de bains, w.c., chauffage central. Dépendances. Surface 4 500 m².

Prix : 950 000 F
S'adresser : Martial LEQUEN, notaire à
MAIGNELAY-MONTIGNY (Oise)
Tél. : (16) 44-51-14-04.

هناك من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
2^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			4 pièces		
2 pièces	5, rue Volney	5.840	3 pièces	9, rue des Dardennes	8.134	77 m ² , 3 ^e étage	Courbevoie	4.900
81 m ² , 8 ^e étage	CGI - 40-16-28-71	+ 1.060	83 m ² , 5 ^e étage	GCI - 40-16-28-71	+ 1.400	190, bd Saint-Denis	GFI - 45-22-24-24	+ 1.040
4 pièces	8, rue d'Uzès	8.390	20^e ARRONDISSEMENT			5 pièces		
100 m ² , 4 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 1.050	3 pièces, parking	12, place G. Raspail	3.430	106 m ² , 3 ^e étage	Garches	8.155
3^e ARRONDISSEMENT			88 m ² , 2 ^e étage	SGI/CNP - 42-02-16-17	+ 729	11 bis, r. des Suisses	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 800
Studio, park.	7-7 bis, rue Saint-Gilles	4.570	78 - YVELINES			3 pièces		
27 m ² , 3 ^e étage	COFIMEG - 43-21-63-21	CC	Studio, parking	21, Ché La Claire	2.139	68 m ² , r. de ch.	Garches	3.700
2 pièces	7-7 bis, rue Saint-Gilles	7.910	43 m ² , 4 ^e étage	SGI/CNP - 43-67-05-36	+ 1.405	54/80, r. de Cl-de-Rochefort	AGF - 42-44-00-44	+ 800
55 m ² , 1 ^e étage	COFIMEG - 43-21-63-21	CC	3 pièces, parking	107, r. V. de L'Isle-Adam	5.260	Isay-les-Moulineaux	AGF - 42-44-00-44	+ 580
3 pièces, park.	9, rue des Arquebuses	8.100	83 m ² , 5 ^e étage	SGI/CNP - 43-61-54-59	+ 640	14, rue Diderot	AGF - 42-44-00-44	+ 580
60 m ² , 1 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 420	91 - ESSONNE			5 pièces, park.		
4 pièces, parking	9, rue des Arquebuses	8.400	Pavillon, 5 pces	Guyancourt	5.088	121 m ² + 43 m ² terr.	Isay-les-Moulineaux	10.000
88 m ² , 1 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 618	112 m ² , garage	15, r. de des Genets	+ 127	8 ^e étage	SAGSEL - 46-08-80-38	+ 1.031
7^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 pièces, box		
2/3 pièces	65, av. de Suffren	9.500	Studio	15, r. de des Genets	2.100	180 m ² , 3 ^e étage	Neuilly/Seine	19.200
75 m ² , 5 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 1.640	18 m ² , 1 ^e étage	SOFIAM - 46-66-26-51	+ 110	74, rue de Chézy	GCI - 40-16-28-68	+ 2.980
3 pièces, parking	80/82, rue St-Dominique	6.900	2 pièces, park.	2, rue de la Providence	4.400	223, av. Ch. de Gaulle	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 1.300
68 m ² , 2 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 1.110	49 m ² , 1 ^e étage	SOFIAM - 46-66-26-51	+ 390	Neuilly/Seine	34/36, bd Victor-Hugo	12.200
9^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, parking	2, rue de la Providence	5.300	150 m ² , 3 ^e étage	SAGSEL - 42-88-81-05	+ 2.547
4 pièces	5, rue Drouot	9.000	280 F/mois	2, rue de la Providence	+ 560	3 pièces		
105 m ² , 5 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 585	96 m ² , 1 ^e étage	SOFIAM - 46-66-26-51	+ 800	74 m ² , 5 ^e étage	Puteaux	4.710
3 pièces	74, rue d'Amsterdam	7.500	5 pièces, parking	2, rue de la Providence	6.500	16, av. Georges-Pompidou	AGF - 42-44-00-44	+ 740
75 m ² , 2 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 525	390 F/mois	SOFIAM - 46-66-26-51	+ 800	3 pièces		
11^e ARRONDISSEMENT			102 m ² , 1 ^e étage	Antony	8.000	66 m ² , 4 ^e étage	Puteaux	4.300
4 pièces, park.	5, imp. Camille-Maignant	5.936	85 m ² , 2 ^e étage	Antony	+ 770	1, rue Volta	AGF - 42-44-00-44	+ 800
85 m ² , 4 ^e étage	SGI/CNP - 43-71-48-17	+ 1.188	5 pièces, parking	791, av. du Gal-Leclerc	5.820	3 pièces, park.		
3 pièces	110, av. de la République	5.800	97 m ² , 4 ^e étage	SAGSEL - 42-08-80-38	+ 947	73 m ² , 1 ^e étage	Saint-Cloud	5.100
83 m ² , 5 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 465	6 pièces, parking	Boulogne	7.120	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
12^e ARRONDISSEMENT			120 m ² , r. de ch.	SAGSEL - 46-08-80-38	+ 1.146	4 pièces, park.		
4 pièces, park.	7/15, rue Sidi-Brahim	6.197	94 - VAL-DE-MARNE			95 m ² , 7 ^e étage	Pantin	4.953
72 m ² , 3 ^e étage	LOC INTER - 47-45-19-97	+ 784	3 pièces, park.	Bry-sur-Marne	4.100	95 m², 7^e étage		
2 pièces	107, av. Michel-Bizot	4.000	78 m ² , 3 ^e étage	108, av. du Gal-Leclerc	+ 886	18, av. J.-Lévy		
50 m ² , 5 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 588	3 pièces, park.			LOC INTER - 47-45-19-97		
3 pièces, parking	32, rue de Picpus	5.890	68 m ² , 3 ^e étage	Charanton	5.651	158, rue de Paris		
72 m ² , 2 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 810	4 pièces, park.			LOC INTER - 47-45-19-97		
Studio, parking	104, rue de Charanton	2.930	88 m ² , 4 ^e étage	Charanton	7.026	158 bis, rue de Paris		
39 m ² , r. de jard.	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 355	2 pièces, park.			LOC INTER - 47-45-19-97		
13^e ARRONDISSEMENT			45 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne	4.200	68, rue F.-Rolland		
5 pièces, park.	11, rue du Jura	5.940	4 pièces, 2 park.			SOLVEG - 40-67-06-99		
93 m ² , 1 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1.075	80 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne	8.000	68, rue F.-Rolland		
14^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, park.			SOLVEG - 40-67-06-99		
Studio, parking	90, av. du Maine	4.045	280 F/mois	SOFIAM - 46-66-26-51	+ 800	Saint-Mandé		
40 m ² , 1 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 450	85 m ² , 2 ^e étage	SOFIAM - 46-66-26-51	+ 800	31, av. Joffre		
Studio, parking	16, place Brancas	3.400	5 pièces, parking	791, av. du Gal-Leclerc	5.820	LOC INTER - 47-45-19-97		
37 m ² , 3 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 425	97 m ² , 4 ^e étage	SAGSEL - 42-08-80-38	+ 947	Saint-Mandé		
15^e ARRONDISSEMENT			6 pièces, parking	Boulogne	7.120	25, av. Joffre		
4 pièces, parking	68, rue Fondary	11.800	120 m ² , r. de ch.	SAGSEL - 46-08-80-38	+ 1.146	LOC INTER - 47-45-19-97		
114 m ² , 2 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1.000	95 m², 7^e étage			Saint-Mandé		
3 pièces, parking	85, bd Pasteur	8.838	3 pièces, park.			25, av. Joffre		
90 m ² , 2 ^e étage	COFIMEG - 43-21-63-21	CC	5 pièces, park.			LOC INTER - 47-45-19-97		
Studio	85, boulevard Pasteur	3.495	95 m², 7^e étage			Saint-Mandé		
32 m ² , 2 ^e étage	COFIMEG - 43-21-63-21	CC	3 pièces, park.			25, av. Joffre		
16^e ARRONDISSEMENT			95 m², 7^e étage			LOC INTER - 47-45-19-97		
Studio, parking	4, rue Follin-David	5.100	3 pièces, park.			Vincennes		
38 m ² , 4 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 300	70 m², 3^e étage			44, rue de Fontenay		
4 pièces	8, rue A.-Colledaouf	16.000	95 m², 7^e étage			LOC INTER - 47-45-19-97		
182 m ² , 1 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 1.500	3 pièces, park.			LOC INTER - 47-45-19-97		
Studio	1/9, rue Rémusat	3.980	70 m², 3^e étage			LOC INTER - 47-45-19-97		
44 m ² , 4 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 755	95 m², 7^e étage			LOC INTER - 47-45-19-97		
2 pièces	15/17, rue Reynoard	4.910	95 m², 7^e étage			LOC INTER - 47-45-19-97		
60 m ² , 1 ^e étage	SAGSEL - 47-42-44-44	+ 1.302	95 m², 7^e étage			LOC INTER - 47-45-19-97		

Charges locatives : qui paie quoi ?

Depuis la loi du 6 juillet 1989, le régime des charges des secteurs soumis à la loi de 1948, à la loi Méliandier et du secteur social est unifié. C'est une bonne occasion pour faire le point sur les charges.

En règle générale, tout ce qui est « consommable » est récupérable sur le locataire : en clair, l'entretien et les petites réparations sont à la charge des locataires. Le propriétaire, quant à lui, paie les charges qui conservent ou améliorent l'immeuble : soit les frais de gestion et d'administration, le gardiennage, les grosses réparations, le remplacement et l'amélioration des équipements. Si certaines charges relient à la fois de la consommation et de la conservation, elles sont réparties entre bailleur et locataire.

De ce principe général découlent des réglementations très précises. Voici quelques exemples concrets des contentieux les plus fréquents.

- Les frais de personnel : concierges et jardiniers sont payés par les locataires ; les gardiens sont payés à 75 % par les locataires s'ils nettoient les parties communes et sortent les poubelles. Par contre, le personnel chargé de la sécurité (dans un parking par exemple) est à la charge du propriétaire.
- La vétusté des immeubles : les litiges portent habituellement sur le fait de savoir s'il s'agit d'une défectuosité d'entretien ou de conservation. On se situe la limite entre les deux ? Généralement, la jurisprudence impute la charge au propriétaire.
- Le vandalisme. Selon la loi, le propriétaire ne peut pas faire endosser la responsabilité des dégra-

dations aux locataires : ceux-ci peuvent refuser les remises en état si le bailleur veut leur faire supporter les frais... mais à leurs dépens !

- L'ascenseur. La répartition des charges dépend du contrat d'entretien. S'il s'agit d'un contrat simple (entretien et petites réparations), les dépenses sont à la charge du locataire. Si le contrat est complet (remplacement des pièces et grosses réparations), il coûte 27 % plus cher que le contrat simple : la répartition sera de 73 % pour les locataires, 27 % pour le bailleur. Le remplacement de grosses pièces est à la charge du propriétaire.
- Le chauffage et l'eau chaude. Le principe s'applique simplement : les locataires paient l'exploitation, l'entretien et les petites réparations, le propriétaire le gros entretien.
- Les espaces verts. La création et la réfection incombent au bailleur, l'entretien aux locataires.
- La sécurité. Tout est à la charge du propriétaire : installation, frais de personnel, etc. Pour les interphones et les codes, si tous les locataires sont d'accord, ils peuvent prendre en charge tout ou partie des frais d'installation.
- La télévision. Il incombe au propriétaire de payer les frais d'installation, ainsi que la mise en conformité de la TV pour la réception des chaînes 5 et 6.
- Les vitres des parties communes. Le nettoyage et le masticage sont aux frais des locataires, tandis que le remplacement de vitres est imputable au propriétaire.

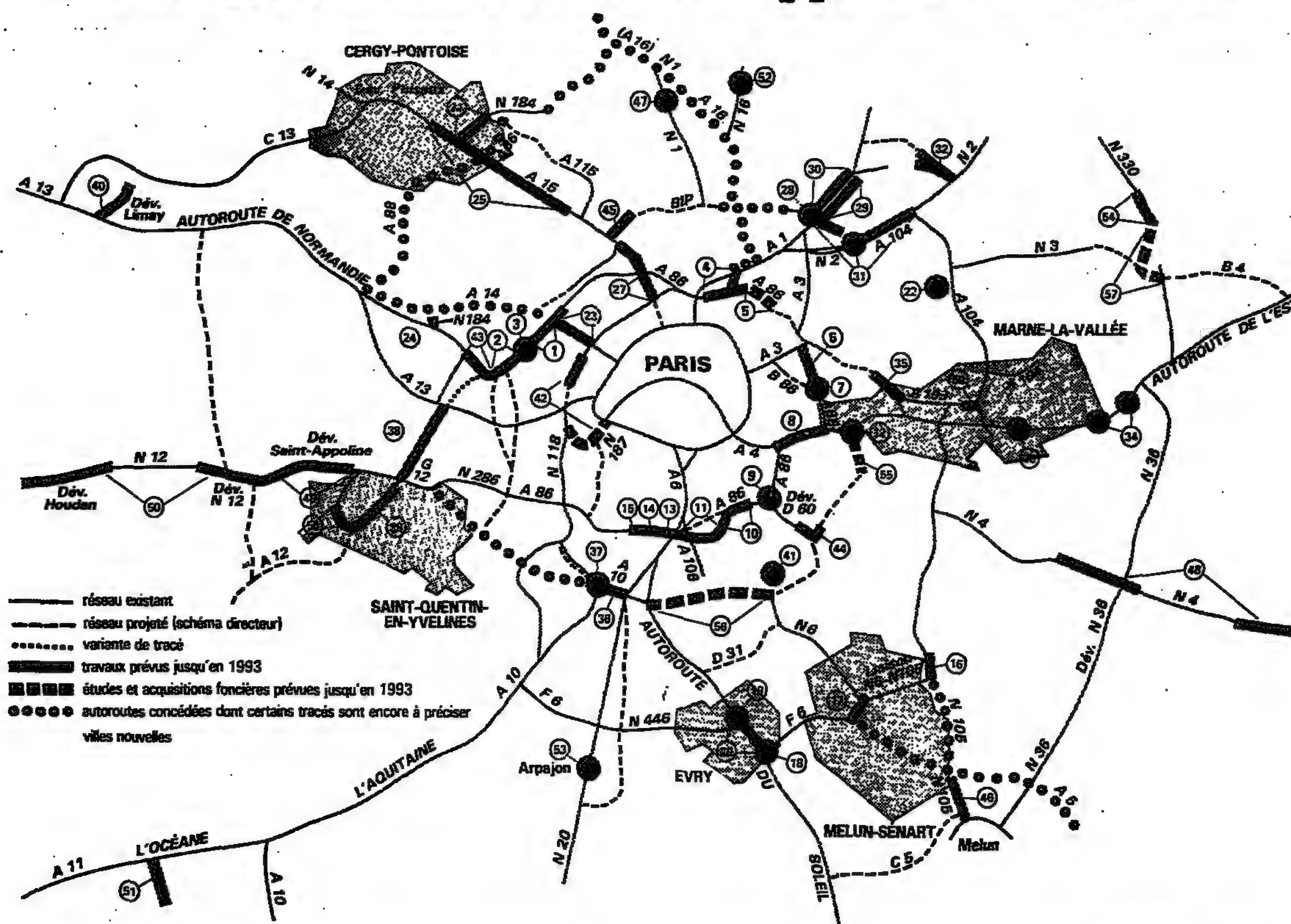
CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



ILE-DE-FRANCE

11 milliards de francs d'investissements d'ici à 1993

Les chantiers routiers des cinq prochaines années



A86 périphérique d'Ile-de-France

A86 Nord-Ouest

- 1 Traversée de Nanterre (partielle)
- 2 Déviation de Rueil (partielle)
- 3 Tête de Pont de Chateaufort
- A86 Nord
- 4 Prolongement A11 - A1
- 5 CD 114 - RN 102 - Pont Rapin (partiel)
- Liaison A1 - A6
- 6 Élargissement de la déviation de Roissy sans Sud-Nord + protection phonique
- 7 Roissy - A4 (ouvrage Fontenay Nord)
- 8 Doublement de A4 (St-Maurice-Nogent)
- 9 Pommepour - RN 305
- 10 RN 305 - RN 188 Thiais
- 11 Élargissement RN 188 à Rungis
- 12 Centre d'exploitation des Retraites
- A86 Sud
- 13 Traversée de Fresnes (1^{re} tranche)
- 14 Traversée de Fresnes (2^e tranche)
- 15 Traversée d'Antony (CD 77)
- Francilienne
- Traversée de Melun-Sénart
- 16 Mise à 2x2 voies RN 105 entre Brie-

Comte-Robert et val Gennise

- 17 RN 6 : mise à 2x3 voies - échangeur du Clos-du-Roi et raccordement Nord
- Traversée d'Évry
- 18 Échangeur A 6 - F 6 Sud
- 19 Échangeur de Courcouronnes
- 20 Collecteurs à A 6

Secteur de Cergy-Pontoise

- 21 RN 184 déviations St-Ouen-l'Aumône
- Équipements liaison A1 - A10
- 22 A 104 : centre d'entretien

Accueil des autoroutes concédées

- 23 A 14 traversée de la Défense
- (hors apport EPAD)
- 24 RN 184 mise à 2x2 voies entre RN 13 - A 14

Voies rapides urbaines

- Axe A 15
- 25 Élargissement Pontoise-Montigny
- Doublement viaduc de Gennevilliers
- 27 Boulevard urbain à Gennevilliers

Secteur Roissy

- 28 Débouché 4^e file de A 1 sur A 3

Collecteur Sud-Nord

- 29 Collecteur Sud-Nord
- 30 Collecteur Nord-Sud
- 31 Élargissement de A 104
- 32 Contournement Nord-Est (1^{re} phase)
- et entrée Est de l'aéroport

Secteur de Marne-la-Vallée

- 33 Diffuseur A 4 - CD 35
- 34 A 4 : échangeur Eurodisneyland
- 35 Liaison A 4 - RN 34 (1^{re} phase)

Secteur Massy

- 36 Élargissement de A 10
- 37 Échangeur A 10 - RN 188

Secteur de St-Quentin-en-Yvelines

- 38 A 12 élargissement (sans Nord-Sud et accès G 12)
- 39 A 12 prolongement (partiel)

Autres opérations

- 40 RN 183 déviation de Mantes-Limay
- 41 RN 6 Villeneuve-St-Georges
- 42 VRGS dans les Hauts-de-Seine
- 43 RN 13 mise à 2x2 voies entre Rueil et Port-Marly
- 44 Liaison Pommepour - RN 19 (partiel)
- 45 BIP Ouest (antenne de A 15)
- 46 RN 105 mise à 2x2 voies entre A 5 et Melun

Voies de grande couronne

- 47 RN 1 carrefour de la Croix-Verte
- 48 RN 4 mise à 2x2 voies (Tournan-Fontenay-Rosay-Vaudouy)
- 49 RN 12 déviations Jouars-Pontchartrain
- 50 RN 12 déviations Jouars-Pontchartrain
- 51 RN 191 déviation d'Ables
- 52 Aménagement carrefour RN 16 - CD 9
- 53 RN 20 échangeur de St-Germain-lès-Ardenne
- 54 RN 330 déviation de Panchard
- Études et acquisitions foncières
- 55 Liaison A 4 - RN 4
- 56 Liaison A 6 - RN 6
- 57 Déviation de Meaux

Desserte principale des villes nouvelles

- Les 350 MF prévus pour ce poste couvrent en particulier :
- 58 R 12 à St-Quentin-en-Yvelines (partiel)
 - 59 Prolongement de A 199 jusqu'à A 104 à Marne-la-Vallée (partiel)
- * Suite d'opérations engagées.

Un plan d'urgence

Le contrat de plan qu'ont signé l'État et la région Ile-de-France pour cinq ans (de 1989 à 1993) la priorité au développement des transports routiers et collectifs. Sur les 23 milliards investis au cours des prochaines années, 18 seront, en effet, réservés à l'amélioration de la circulation et des transports en commun (Le Monde du 15 juin). Ce contrat a été approuvé par le conseil régional par 157 voix (RPR, UDF, PS et non-inscrits) contre 40 (FN et PCF).

Face à la concurrence européenne, la première région économique de l'Hexagone, riche de 10 millions d'habitants, engage donc un programme d'équipements qui se répartit ainsi : 11 milliards pour les routes (couverts à 40 % par l'État, 60 % par la région, 3 milliards étant apportés par le relèvement de la redevance sur les bureaux neufs) et 7 milliards pour les liaisons SNCF et RATP (1).

La route s'est taillée la part du lion. Il est vrai que le trafic automobile continue de croître d'environ 3 % chaque année sur les autoroutes, voies rapides et routes nationales de la région. Selon les experts, cette croissance qui ne connaît pas, elle, de ralentissement s'explique par plusieurs facteurs :

le parc automobile ne cesse de grossir (+1 % par an en moyenne), alors que la population de la région reste stable ; l'exil des habitants de la périphérie de la capitale vers la grande couronne entraîne une utilisation accrue de la voiture ; enfin les distances parcourues sont plus longues.

Les enquêtes menées en 1976 et en 1983, par exemple, indiquent que les « allées et venues » quotidiennes des automobilistes, de banlieue à banlieue, ont progressé en sept ans de 1,3 million. Chiffre qui est aujourd'hui, selon les élus régionaux, largement dépassé. Chaque jour, en effet, sur les 20 millions de déplacements, les deux tiers sont assurés par la route.

Cent millions d'heures perdues

Mais, au cours de ces quinze dernières années, l'investissement routier a été trop faible pour répondre efficacement à l'augmentation du trafic. Le résultat est catastrophique pour l'économie : de 1974 à 1985, le temps perdu par les automobilistes dans les embouteillages sur les voies rapides a quintuplé. Il continue de s'accroître au rythme

« explosif » de 17 % par an. Si l'on y ajoute la saturation du boulevard périphérique, les usagers ont en 1985 gaspillé, selon les services de la préfecture de région, plus de cent millions d'heures, représentant une perte économique de l'ordre de 5 milliards de francs.

On comprend mieux ainsi l'urgence de ce contrat de plan. A son achèvement en 1993 auront notamment été mis en service : la rocade A 86 entre A1 (autoroute du Nord) et A6 (autoroute du Sud), la francilienne, autre rocade, entre A1 et A10 (autoroute d'Aquitaine). La desserte du secteur de Roissy sera améliorée et toutes les villes nouvelles seront desservies par des infrastructures routières conformes à leur développement.

JEAN PERRIN

(1) M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, vient d'annoncer le « déblocage » exceptionnel de 4 milliards de francs destinés à compléter les opérations prévues dans le cadre du contrat État-région pour améliorer les réseaux routiers et les transports en commun.

Ce plan est financé par le conseil régional (2 milliards) et les conseils généraux (2 milliards) des départements d'Ile-de-France.

Massy locomotive du sud

La technopole d'Ile-de-France sud, en train de naître entre Saint-Quentin-en-Yvelines et Evry, se cherche une capitale. Elle l'a trouvée avec Massy, une ville qui fait des technologies de pointe son credo.

An cours d'un colloque organisé le 25 septembre à Massy justement, élus régionaux et départementaux, spécialistes de l'aménagement du territoire et décideurs ont conforté cette vocation de pôle fédérateur que revendiquait bien haut, mais jusqu'alors un peu seule, la cité massicoise. Autour de la table : Pierre-Charles Krieg, président RPR du conseil régional, Jean-Pierre Fournelle, sénateur et maire UDF de Saint-Cloud, Patrick Dovedjian, maire RPR d'Antony, et, bien sûr, Claude Germon, député et maire socialiste de Massy.

Déjà bien placée géographiquement, au centre même d'un ensemble d'entreprises de pointe, d'universités, de laboratoires de recherche, bien desservie, par la route, Massy tire désormais beaucoup d'avantages de sa situation de gare TGV d'interconnexion qui, dès 1991, en fera un nœud ferroviaire unique en Ile-de-France. Cent millions d'Européens seront à trois heures de Massy et Claude Germon veut faire de sa ville un pôle tertiaire à cette échelle.

Mais si, dans l'aménagement de l'axe sud-ouest de la région parisienne, le rôle de Massy est désormais « incontournable », cela ne suffit pas. Il faut encore que se développe la coopération entre les collectivités locales. Si vous m'aidez à gagner la partie, nous gagnerons tous ensemble, les exhorta en substance Claude Germon. Mais qui pose le problème de la coopération pose aussi celui des contreparties. « Quels avantages nos populations de l'est, du centre et du sud peuvent-elles attendre d'une eurotechnopole ? » s'est interrogé, lors du colloque, Christian Jou, vice-président du conseil général de l'Essonne.

Claude Germon sait qu'en toute justice il faudra partager les fruits de sa réussite avec ceux qui l'aidèrent. S'il est hostile à l'idée de péage de la taxe professionnelle avec effet fin juillet par Michel Rocard, il prime, en revanche, un système où les collectivités riches financeraient des projets concrets chez les moins nantis. Ultra-décentralisateur, le maire de Massy plaide pour que l'État encourage les initiatives permettant à chaque collectivité de créer et de financer des équipements générateurs de richesse, et il verrait d'un très mauvais œil la création d'un établissement public pour régler les problèmes de Massy et de sa région sans les élus.

P. D.

EN BREF

SOS automobilistes

Pour mieux exploiter, en 1993, les cinq cents kilomètres de voies rapides mis en service en Ile-de-France, les responsables de la région ont lancé l'opération Sirius (Système intégré de régulation et d'information des usagers). Des panneaux lumineux dressés aux embranchements des principaux axes routiers et reliés à un ordinateur central indiqueront instantanément aux automobilistes les ralentissements ou les « bouchons » en formation. Ceux-ci pourront alors modifier leur itinéraire à partir de ces informations.

Le coût global de ce système est estimé à 650 millions de francs dont 410 millions financés par le contrat État-région.

Ivry

s'équipe

L'une des plus importantes opérations d'aménagement en Ile-de-France - 2 milliards de francs en valeur marchande, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) - vient d'être confiée à la société Bréguet, annonce un communiqué de cette société publié mercredi.

Cette opération est réalisée dans le cadre d'une société d'économie mixte, dénommée Sempot, dans laquelle sont associés trois partenaires : la ville d'Ivry (51 %), Bréguet (39 %) et la Caisse des dépôts (10 %).

La ZAC (zone d'aménagement concerté) du « Port d'Ivry » comprend 10 hectares en bordure de Seine. Le total des constructions représente une superficie d'environ 220 000 mètres carrés de plancher et comprend hôtel, commerces, bureaux, locaux d'activités. Les premières livraisons sont prévues pour 1992.

Prévenir les risques dans les métropoles

Les représentants de vingt-trois grandes métropoles du monde qui ont participé, au début du mois, à Paris, aux journées d'études organisées par l'association Métropoles, ont approuvé la constitution du Comité international des risques majeurs.

Placé sous la responsabilité d'experts de la région Ile-de-France, ce comité a pour but, par l'échange d'informations et de spécialistes, de développer la prévention face aux risques de toutes sortes (inondations, incendies, explosions, pollution, séismes, tremblements de terre) qui menacent, à un titre ou à un autre, toutes les grandes agglomérations des hémisphères Nord et Sud.

L'histoire de l'art dans les quartiers

Depuis le 2 octobre, huit arrondissements de Paris bénéficient de cours d'histoire de l'art publics et gratuits, avec projections, faits par des spécialistes. Organisés grâce à une donation d'un grand médecin et homme politique des années 1900, le professeur Larnaguet, ils auront lieu :

- le lundi à 19 heures, salle Saint-Denis, 68 bis, rue de Turenne, 3^e;
- le mercredi à 18 h 45, au lycée Lavoisier, 19, rue Henri-Berbesse, 5^e;
- le lundi à 18 h 45, au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs, 9^e;
- le vendredi à 20 h 30, au FJT Choron, 165, rue de Choron, 11^e;
- le mardi à 18 heures, au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus, 12^e;
- le mercredi à 20 h 30, au FJT Masséna, 2, rue Pétan, 13^e;
- le mercredi à 20 h 30, au FJT Didot, 41, rue Didot, 14^e;
- le mardi à 18 h 45, au lycée Buffon, 16, boulevard Pasteur, 15^e.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ERRATUM

GRUPE SOVAC

NOTRE MÈTRE: VOS FINANCIERS

Dans l'avis financier - SOVAC - paru dans les éditions du Monde daté 30 septembre, il fallait lire le tableau: «L'activité commerciale du groupe SOVAC au 31 août 1989» de la manière suivante:

	En millions de francs		Pourcentage d'évolution	
	1988	1989	1988	1989
SOVAC et filiales ou participations directes	8 656	30 458	+ 32	+ 13
- Particuliers	4 307	9 213	+ 56	+ 30
- Entreprises	1 520	3 590	+ 23	+ 27
- Immobilier	2 829	17 655	+ 11	+ 4
CHREDIPAR et filiales	9 222	19 908	+ 27	+ 21
Filiales d'outre-mer (1)	695	1 550	+ 14	+ 31
Total général	18 563	51 716	+ 29	+ 17

(1) Provisoire.

CIMENTS FRANÇAIS

CIMENTS FRANÇAIS vient d'acquiescer auprès du BANCO CENTRAL, une participation de 24 % dans la société FINANCIERA Y MINERA. Cette société, cotée en Bourse de Madrid, exploite une cimenterie de 1,2 million de tonnes de capacité à Malaga, des carrières de granulats (1 million de tonnes) et des centrales à béton (1 million de mètres cubes) en Andalousie. L'ensemble représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 700 millions de francs français et un résultat net de plus de 200 millions de francs français.

CIMENTS FRANÇAIS renforce ainsi sa présence en Espagne avec près de 10 % du marché cimentier, 10 millions de tonnes de granulats et 3,5 millions de mètres cubes de béton prêt à l'emploi.

CIMENTS FRANÇAIS sur MINTEL : 3616 CLIFF

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Bull

LE GROUPE BULL ACQUIERT L'ACTIVITÉ INFORMATIQUE DE ZENITH

OBJECTIF : RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DES DEUX ENTREPRISES

Zenith Electronics Corporation (Glenview, Illinois) et le Groupe Bull (dont le siège est à Paris) ont conclu le 2 octobre 1989 un accord aux termes duquel Bull achète à Zenith son activité informatique (« Zenith Computer Group »), y compris notamment ses filiales Zenith Data Systems et Heath/Zenith, représentant environ 1,4 milliard de dollars de chiffre d'affaires.

Cette transaction a été conçue pour renforcer chacun des deux groupes sur leurs marchés : Zenith pourra se recentrer sur son métier d'origine, l'électronique grand public, et y poursuivre sa croissance au sein d'un premier rang de sociétés ; en acquérant une entreprise de taille mondiale, Bull renforcera sa position parmi les acteurs industriels de la micro-informatique.

L'accord prévoit que le prix d'achat sera versé sur l'actif net correspondant, déterminé au jour de la réalisation de la transaction et selon les règles fixées par le contrat d'acquisition.

Le bilan arrêté à la fin de juillet 1989 conduirait à un prix d'achat de 635 millions de dollars. Il est probable, cependant, que l'actif net et donc le prix d'achat seront moins élevés, du fait des réductions de stocks susceptibles d'intervenir d'ici la date du dénouement de la transaction. Cette date devrait se situer aux alentours de la fin de l'année.

Zenith a résolu de soumettre cette transaction à l'approbation de ses actionnaires. L'obtention de diverses autorisations de nature réglementaire, et la satisfaction de certaines conditions d'usage dans ce type d'opération en conditionnent également la réalisation.

Jerry Pearlman, qui préside le conseil d'administration de Zenith et en dirige les activités, a déclaré : « Cet accord met en œuvre un des volets majeurs de notre stratégie, qui vise à maximiser la valeur à long terme de Zenith pour ses actionnaires. La société Zenith qui en émerge sera financée de manière plus saine et sera mieux à même de tirer parti de ses atouts dans le domaine de l'électronique grand public et des technologies de visualisation. »

Francis Loreux, président-directeur général du groupe Bull, a déclaré pour sa part : « La micro-informatique est un élément essentiel de notre stratégie à long terme ; celle-ci doit placer le groupe au premier rang des fournisseurs de systèmes d'information. L'acquisition de l'activité informatique de Zenith nous permet d'accéder au peloton de tête de l'industrie de la micro-informatique et nous donne accès à un nouveau potentiel de croissance de part et d'autre de l'Atlantique. L'engagement de Bull aux États-Unis s'en trouve renforcé. Complémentaires sur leurs marchés, par leurs produits, en termes d'outil industriel comme en termes de recherche et de développement, les activités informatiques de Zenith et de Bull forment une combinaison parfaite. »

Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de la Compagnie des Machines Bull et de Zenith.

J. Pearlman, pour sa part, a indiqué : « L'offre qui nous a été faite traduit complètement et équitablement la valeur des actifs en cause. La réalisation de la transaction se traduira par un renforcement significatif de notre bilan et un allègement de la dette importante qui y figure. »

J. Pearlman a précisé que Zenith prévoit d'annoncer, à la réalisation de l'opération, un gain net d'impôt et après prise en compte des coûts de transaction, d'environ 22 millions de dollars. Zenith envisage de rembourser son passif à court terme, ainsi qu'une partie de sa dette à long terme. J. Pearlman a déclaré : « Les fonds disponibles après réalisation de ces opérations financières seront affectés à des investissements technologiques dans le domaine de l'électronique grand public et des composants, particulièrement pour la télévision à haute définition et des nouvelles générations de moniteurs couleur à haut degré de résolution. »

F. Loreux a déclaré : « L'objectif de Bull, c'est que ses clients puissent pleinement tirer parti de la synergie et de

la puissance croissante des micro-ordinateurs à la fois comme stations de travail indépendantes et comme points d'accès à des réseaux informatiques. La combinaison de Bull et de Zenith continuera d'apporter à nos clients une gamme de produits micro-informatiques, à la fois pour les ordinateurs de bureau (« desktop ») et pour les ordinateurs portables (« laptop ») ; nous attendons ainsi la masse critique pour être un acteur pleinement concurrentiel à l'échelle mondiale. De surcroît, Zenith détient une position mondiale de premier plan sur le marché, à forte croissance, des ordinateurs portables. »

Après réalisation de cette transaction, le chiffre d'affaires mondial de Bull atteindra près de 7 milliards de dollars et Bull fera plus que doubler son activité aux États-Unis en y dépassant le seuil des 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Les relations d'affaires existantes seront poursuivies et renforcées et c'est ainsi que les activités informatiques achetées à Zenith continueront d'être supervisées à long terme auprès de Zenith Electronics Inc. en alimentations et moniteurs, y compris la nouvelle technologie de moniteur à haute résolution et faible distorsion, dite « flat tension mask ».

Les deux groupes veilleront à ce que la période de transition n'entraîne pas de perturbation, ni pour leurs employés ni pour leurs clients.

Le siège de l'activité achetée par Bull restera aux États-Unis et l'équipe de direction actuelle sera maintenue. Le siège social et l'état-major commercial resteront dans la région de Chicago ; le principal site de recherche/développement et de fabrication, situé à Saint-Joseph dans l'État du Michigan, sera complété en Europe par les moyens de Bull (développement à Massy, fabrication à Villemerle-d'Azay).

Zenith prépare, pour visa de la « Securities and Exchange Commission » américaine (SEC), les documents qui seront adressés aux actionnaires en vue du vote auquel ils devront procéder. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires doit intervenir en décembre et l'opération deviendra définitive dès ce vote.

Les activités que conserve Zenith ont représenté un chiffre d'affaires d'environ 1,4 milliard de dollars en 1988 et de 730 millions de dollars au premier semestre 1989 (à comparer à 600 millions de dollars au premier semestre 1988).

« Si une transaction analogue était intervenue à la fin du deuxième trimestre 1988 », a déclaré J. Pearlman, « Zenith n'aurait pas eu de charge financière et nous pensons que la poursuite de cette activité dans les douze mois suivants se serait traduite par un résultat net positif. Selon les évaluations faites, la valeur nette comptable de Zenith après cette opération sera de 19 dollars par action. »

Le groupe Bull a son siège social à Paris. Il compte majoritairement en filiale américaine Bull EMI Information Systems Inc., ou NEC Corp. détient une participation de 15 % et Honeywell Inc. une participation de 15,6 %. Bull EMI a son siège dans la région de Boston ; la filiale américaine de Bull est dirigée par R.D. Farnell, membre du Comité de direction mondiale du groupe. Le groupe Bull est l'un des dix premiers fournisseurs mondiaux de systèmes et de solutions informatiques.

Zenith Electronics Corp. a son siège à Glenview dans l'État de l'Illinois. C'est le seul industriel détenu par des intérêts américains qui demeure engagé dans l'ensemble du processus industriel de développement et de fabrication de postes de télévision couleur.

Acteur dominant de l'électronique professionnelle depuis plus de soixante-dix ans, Zenith, depuis 1980, était aussi devenu un acteur important de l'industrie de la micro-informatique.

GENEFIM

Le conseil d'administration qui s'est tenu le 27 septembre 1989, sous la présidence de M. Bernard Tristram, a examiné les comptes du premier semestre.

Le bénéfice de la période s'est élevé à 59 380 356,74 F, en progression de près de 10 % sur le résultat du semestre correspondant de 1988.

L'activité de GENEFIM est soutenue depuis le début de l'année avec plus de 300 millions de francs d'engagements nouveaux pris entre le 1^{er} janvier et le 15 septembre 1989. Pour l'ensemble de l'exercice, une production de l'ordre de 500 MF paraît devoir être atteinte, pour la plus grosse part en crédit-bail.

D'autre part, une croissance satisfaisante du résultat est attendue, devant permettre une progression du dividende par action du même ordre que celle de l'année précédente qui avait été de 5 %.

En outre, M. Bernard Tristram a présenté, pour convenance personnelle, sa démission en tant que président de GENEFIM. Le conseil d'administration lui a exprimé ses remerciements pour la qualité de l'action menée au cours des deux années de sa présidence. M. Bernard Tristram a accepté, comme administrateur, de continuer à apporter à la société sa compétence dans le domaine de l'immobilier.

A l'unanimité, le conseil d'administration a élu comme président de GENEFIM M. Alain Lambollet, directeur de la Société générale.

Le conseil d'administration a également décidé de nommer directeur général M. Gérard Druhen-Charnat.

BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

Le Conseil d'administration, réuni le 27 septembre 1989 sous la présidence de M. Charles FROISSART, a examiné l'activité et les résultats du 1^{er} semestre 1989.

Le produit net bancaire progresse avant consolidation de 12,82 % (143,6 millions de francs) et après consolidation de 16,50 % (152,3 millions de francs) par rapport au 1^{er} semestre 1988.

Le résultat semestriel après amortissements et provisions, mais avant impôt et avant participation des salariés et Provision pour investissement, est en progression sur la même période de 8,12 % (30,8 millions de francs) avant consolidation et de 26 % (37,4 millions de francs) en chiffres consolidés.

Compte tenu d'éléments non récurrents, le résultat consolidé de l'année 1989 devrait se maintenir au moins au même niveau élevé que celui atteint en 1988.

D'autre part, conformément à l'avis paru dans le journal « LES ECHOS » du 2 octobre 1989, les titulaires de demi-actions de la société non encore regroupées en actions entières disposent d'un dernier délai légal de deux ans pour opérer ce regroupement sur la base de deux demi-actions pour une action, auprès de tous intermédiaires financiers de leur choix ou auprès de la B.I.M.P. Ces demi-actions peuvent encore se négocier sur le marché Hors-Cote de la Bourse de Paris, mais elles ont perdu leur droit de vote aux assemblées d'actionnaires, et leur droit à dividende est suspendu.



La meilleure façon

de penser à tout

était

de ne rien oublier

CODE CIVIL

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

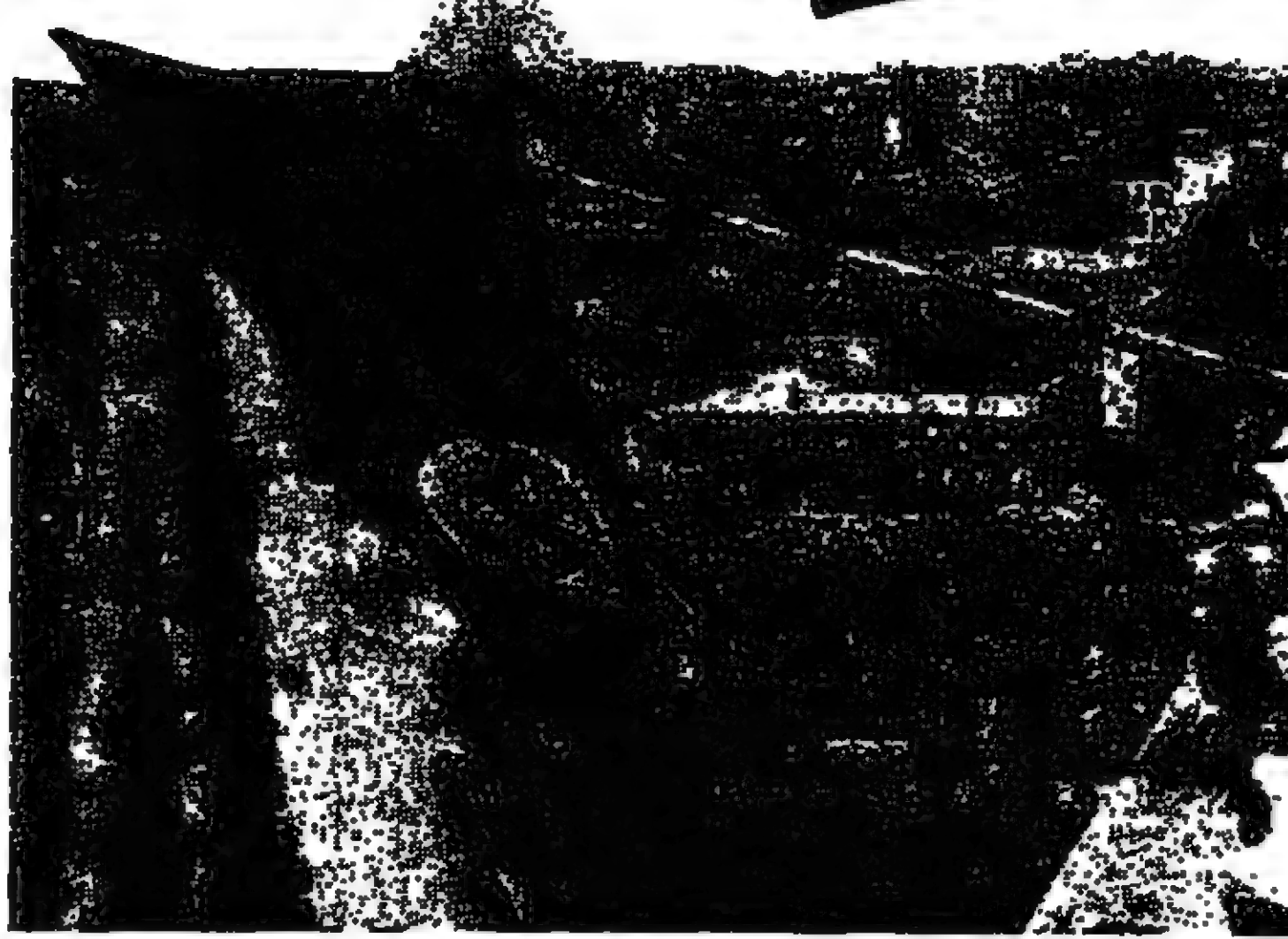
ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 70 octobre

VICTOIRE-SUEZ Vers la 17 F « bancassurance »

1939 - 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

LE FOLLETON DE L'ÉTÉ DISPONIBLE EN UN SEUL NUMÉRO



Rassemblez dans un seul journal illustré de nombreuses photos inédites, les 35 épisodes du feuilleton de l'été parus dans le Monde racontent les moments-clés de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » à la destruction de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Fétain-Hitler à Montoire aux lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Azéma retrace les mécanismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

NUMÉRO D'EXEMPLAIRES : _____ x 27 F, frais de port inclus = _____ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : le Monde, service vente su numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 03.

MARCHÉS FINANCIERS

Succédant à M. Jean Farge

M. Jean Saint-Geours est nommé président de la Commission des opérations de Bourse

Comme le principe en était acquis depuis le début de l'été, Jean Saint-Geours, qui avait quitté, en juin dernier, la présidence de la compagnie financière du Crédit industriel et commercial (CIC) pour incompatibilité d'honneur avec M. Heilbrunner, président du GAN devenu actionnaire majoritaire du CIC, devait être nommé mercredi 4 octobre par le conseil des ministres président de la Commission des opérations de Bourse (COB). Il succède ainsi à M. Jean Farge, qui avait été nommé le 27 juillet 1988, et qui n'avait pas souhaité se représenter lors du renouvellement du collège de cet organisme, prévu par la loi du 2 août 1989 sur la sécurité et la transparence du marché.

La présidence de la COB, assurée pour six ans, sera vraisemblablement le dernier poste de M. Saint-Geours, âgé de soixante-quatre ans, et qui, dans un an, devait être touché par la limite d'âge dans sa fonction de banquier. Ce sera un beau point d'orgue pour la carrière de cet homme du Sud-Ouest, tout entier consacré à la fonction publique ou à ses dévouements.

Ancien élève de l'ENA, inspecteur général des finances, conseiller technique de plusieurs ministres, longtemps chef de service à la direction du Trésor, où il avait effectué des montages financiers pour produire, par exemple, la Caravelle, deux ans directeur de la prévision au ministère des finances, il suivit M. François Mitterrand au Crédit lyonnais, dont il fut, pendant sept ans, directeur général, avant de suivre en 1975 son président dans sa disgrâce.

Un homme aux mille facettes

Il put mesurer, à cette occasion, la distance, périlleuse, qui sépare la fonction publique de la banque commerciale : certains lui reprochèrent d'avoir pris trop de risques en finançant des crédits à long terme par des ressources à court terme, situation inconfortable lorsque le coût de ces ressources s'élève très haut.

La traversée du désert, de 1976 à 1982, sera adoucie par la présidence de la société Sema-Metra International. En octobre 1981, c'est le retour en grâce : M. Pierre Mauroy, premier ministre, confie à Jean Saint-Geours une « mission nationale pour l'emploi » qui avait pour but de faciliter la conclusion des contrats de solidarité avec les entreprises. En juillet 1982, le gouvernement lui fait une place au Crédit national, dont il prend la présidence, après l'élection du titulaire, M. André de Lattre.

En avril 1987, sous un autre gouvernement, il doit lui-même céder



du nouveau conformisme » par Pierre Drouin, qui décrivait l'auteur, à l'époque, comme un « hémionte militant ».

Suivant en 1976 *Pouvoir et finance*, en 1981 *La Synergie des marchés*, en 1987 *L'Élite de la complexité*, M. Saint-Geours a également donné dans le roman, *L'Élection de Turdugal* (1971), *L'Ultime Mort de Carlo Moore* (1984), *La Ville au cœur*, faisant paraître, sous le pseudonyme de Jean Saint-Vernon, *les Traîtres*, *les Visages contre la vitre*, *les Morphées* et, l'an dernier, sous son propre nom, un ouvrage allégorique qui a fait hausser la sourcil à quelques-uns : *Le Tournant marqué*. Sa souplesse d'esprit, son comportement un peu onduoyant prédisposent-ils absolument Jean Saint-Geours à devenir le président d'un organisme dont le rôle est d'être le gendarme des milieux financiers ? Certains de ceux qui le connaissent bien n'en sont pas totalement persuadés. Ils ne peuvent s'empêcher de faire ressortir la rigueur austère de plusieurs des anciens présidents de la COB, à commencer par celle du dernier, Jean Farge. A la tête d'un organisme comme celui-ci, dont le grand modèle est la terrible Securities Exchange Commission (SEC) de New-York, il faut savoir, parfois, se montrer intransigeant et implacable.

En ce domaine, M. Saint-Geours sera guetté par les observateurs, et il ne tient qu'à lui de les convaincre.

FRANÇOIS RENARD

Le Trésor limite son emprunt mensuel en raison de la hausse des taux

Le Trésor a annoncé qu'il allait limiter ses appels au marché, tout au moins dans l'immédiat, en raison de la hausse des taux d'intérêt. Le montant de son adjudication mensuelle d'obligations assimilables (OAT), effectuée jeudi 5 octobre, est ramené dans une fourchette de 6 à 8 milliards de francs, la plus basse depuis le début de l'année : habituellement, elle est de 8 à 12 milliards. Effectivement, les taux se sont tendus depuis la réunion du groupe des Sept le 30 septembre, les milieux internationaux tablant sur un relèvement des taux directeurs allemands.

La tension du foyer de l'argent en RFA s'est étendue très logiquement à la France, le rendement des obligations du Trésor sur le marché

secondaire passant, en huit jours, de 8,60 % à 8,80 %, contre 8,45 % il y a un mois. Cette tension ne manquera pas de se répercuter sur le taux d'adjudication de jeudi. Une telle réduction tout à fait temporaire ne devrait guère gêner le Trésor, qui est à jour dans son programme annuel d'émissions (80 à 100 milliards de francs par an).

Pour l'instant, tous les marchés attendent impatiemment la réunion du conseil d'administration de la Banque fédérale d'Allemagne jeudi 5 octobre, au cours de laquelle pourrait être décidé un nouveau relèvement de ses taux directeurs, décision qu'imiterait, très vraisemblablement, la Banque de France.

Il était dû également en fin de séance au déclenchement des ordres automatiques d'achats déclenchés par les programmes informatiques qui ont alors amplifié le mouvement.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 3 oct. ↑
Record absolu

Dopé par le raffermissement du dollar et la perspective d'une baisse des taux d'intérêt, Wall Street a poursuivi sur sa lancée de la veille, durant laquelle l'indice Dow Jones s'était apprécié de 20,89 points. Mardi, le mouvement de reprise s'accroît, et le baromètre de Wall Street enregistre un nouveau record (2 754,56). Quelque 183 millions d'actions ont été échangées, un niveau jamais atteint depuis le début de l'année. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 996 contre 511, tandis que 467 valeurs ont dépassé leurs cours d'ouverture. Une nouvelle baisse des taux d'intérêt sur le marché obligataire, alors que le comité de l'Open Market, instance dirigeante de la Réserve fédérale américaine (Fed), entamait des réunions de deux jours pour arrêter sa politique monétaire, a stimulé la demande. Il est peu probable selon les analystes que la Fed annonce immédiatement une décision, mais le sentiment dominant est que le climat reste favorable à un assouplissement de sa politique du crédit étant donné l'absence de pressions inflationnistes et une croissance modérée. La progression de mardi a été provoquée par un courant acheteur important en provenance d'institutionnels. Le mouvement était amplifié en fin de séance par le déclenchement automatique d'ordres par les programmes informatiques.

VALEURS	Cours de 2 oct.	Cours du 3 oct.
Alcoa	77,50	78,75
A.T.T.	44,12	45
Boeing	55,62	56,75
Chem	45,12	46,12
Du Pont de Nemours	122	123,25
Eastman Kodak	48,12	47,75
Gen	51,25	52,50
General Electric	57,50	58,50
General Motors	57	58,12
Goodyear	62,75	62
IBM	105,50	106,75
Johnson & Johnson	65,50	66,12
McDonald	67,50	68
Pfizer	67,50	68
Rockwell	51,25	51,50
Union Carbide	280,38	279,50
United Technologies	22,25	22,25
Westinghouse	68,80	69,38
Xerox Corp.	65,75	66

LONDRES, 3 oct. ↑
Forte reprise

La fermeture de Wall Street depuis le début de la semaine a encouragé une reprise sensible, malgré la Bourse de Londres dans une ambiance active. L'indice Footsie des cent valeurs a gagné 29,4 points à 2 318,6 points. La majorité des compartiments ont bénéficié des achats, en particulier ceux des alimentaires, de l'électronique, des textiles, de la chimie, des magasins et des pétroles. La firme de construction Caradon s'est envolée après l'annonce du lancement d'une OPA amicale de 337 millions de livres par le fabricant d'installations sanitaires et de chauffage MB Group. Jaguar a bondi à la suite d'une forte hausse américaine dans l'espoir d'une bataille boursière entre Ford et General Motors pour le contrôle du constructeur britannique de voitures de luxe. Très gros marché sur le titre Ferranti à la reprise de cotation. Eurochemie a encore cédé un terrain appréciable après l'annonce, lundi, par le consortium franco-britannique d'une forte hausse des coûts de construction du tunnel sous la Manche.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Peter Rawlin, nouveau directeur de la Bourse de Londres. — M. Peter Rawlin vient d'être nommé directeur général du Stock Exchange de Londres en remplacement de M. Jeffrey Knight qui avait démissionné de ses fonctions à la fin juin. Aucune raison officielle n'avait été avancée pour expliquer cette démission surprise, mais certains courtiers estimaient que la nomination de M. André Hugh Smith à la présidence de la Bourse de Londres en novembre 1988, n'était pas étrangère à la décision de M. Knight qui, depuis sept ans, exerce les fonctions de directeur général. Courtier, M. Rawlin est âgé de trente-huit ans.

□ Unilever rachète Alco Chemical aux États-Unis. — Le groupe britannique anglo-américain Unilever a racheté la firme chimique américaine Alco Chemical Corporation, spécialisée dans les polymères et les microbiochimies. Cette opération, dont le montant n'a pas été révélé, a été effectuée par une des sociétés de la branche chimique Unilever, la National Starch and Chemical Corporation, basée dans le New Jersey. Alco Chemical, implantée dans le Tennessee, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 35 millions de dollars soit 230 millions de francs.

□ Clarins : 44,5 % de hausse de bénéfice net semestriel. — Le

PARIS, 3 octobre ↑
Redressement

Après deux séances de vives batailles (-1,57 % vendredi et -1,05 % lundi), l'ambiance était tout à fait autre rue Vivienne. Les valeurs françaises reprenaient le chemin de la hausse, entraînant avec elles l'indice boursier. Ce dernier s'appréciait de 0,6 %, tandis que le CAC 40 gagnait 0,96 %. Il clôturait sur un gain de 1,41 %. La fermeture de Wall Street la veille et la décision de la Banque de France lundi de ne pas relever ses taux d'intérêt ont contribué à ce raffermissement. Toutefois, les intervenants attendent toujours avec prudence le relèvement de la Bundesbank de jeudi au cours de laquelle la Banque allemande pourrait décider de relever le foyer de l'argent. Certains professionnels qui, en fin de semaine dernière, parlaient d'une hausse d'un point des taux en RFA évoquaient désormais un relèvement d'un demi-point seulement.

Mardi aura été marqué par la reprise de la cotation de la Navigation mise après l'annonce de son association avec Allure dans les assurances. En début de matinée, le titre était peu actif, s'appréciant de 0,29 %. Les volumes ont augmenté régulièrement, atteignant 180 000, puis plus de 500 000 pièces, en début d'après-midi. L'action s'appréciait de 1,8 % pendant que près de 3 % du capital changeaient de main. Le groupe, fort de 11 milliards de liquidités, apparaît sous-évalué, surtout après les déclarations de Marc Fournier, son président, estimant la valeur de la Mite à 25 milliards de francs. Cela représentait une hausse des cours de près de 2 000 F. Les sociétés de portefeuilles, les compagnies financières et d'assurances profitaient de cette reprise, notamment Pechelbron, Eurisfrance, Compagnie du Midi et Rue Impériale. En baisse, on notait toujours Eurotunnel, après la réévaluation des coûts des travaux.

Enfin, en début d'après-midi, on appréciait la cession majoritaire des Grands Moulins de Paris au groupe Bouygues.

TOKYO, 4 oct. ↑
Légère hausse

A l'issue d'une séance marquée par une certaine irrégularité des cours, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de mercredi sur une légère hausse. L'indice Nikkei a gagné 16,43 points à 3 382,80 points. La nouvelle flambe de Wall Street était de nature à stimuler la cote japonaise, constataient les courtiers, mais en revanche, la faiblesse du yen face au dollar avait toutes les raisons d'entraver les ventes. Les investisseurs se sont donc montrés prudents. Les achats ont été très sélectifs et n'ont porté que sur les sociétés les plus rentables. Les titres des sociétés de l'alimentation, des textiles et de la pharmacie étaient notamment recherchés. A l'inverse, les banques et une partie du secteur de la construction étaient en baisse.

VALEURS	Cours du 3 oct.	Cours du 4 oct.
Asahi	775	780
Daikoku	1 040	1 050
Fuyo Bank	2 500	2 470
Fuji Bank	1 910	1 910
Industrial Bank	1 200	1 200
Mitsubishi Heavy	1 130	1 120
Sanwa Corp.	840	840
Toyota Motors	2 520	2 480

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assiut & Associés	410 80	410 80	Lois Investissement	280	280
Assiut	215	215	Lucas	125	125
B.A.C.	310	310	Wooling, Mérieux	140	140
B. Dancach & Associés	601	601	Méromé	185	185
B.I.C.M.	800	800	Méromé (Inde)	14 50	15 50
Bouss	405	405	Méromé	220 80	220
Boisnet Lyon	300	300	Méromé-Delmas	240	240
Chemin de Lyon	2515	2515	Méromé-Laplanche	240	240
Cabotage	370	370	On. Gas. Fr.	680	680
Canal	630	630	Finet	410	410
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	785	785	P.E.A. S.A.	854	854
C.A.T.C.	154	154	Prebuzing (Ch. & Fr.)	94	94
C.D.M.E.	1775	1775	Préférence Assurance	801	801
C. Equip. Syst.	410	410	Publicis. Républic	872	872
C.E.S.E.P.	282 50	282 50	Rand	750	750
C.E.P.-Communication	574	574	Rémy & Associés	347	347
Chemins d'Origny	801	801	St-Hippolyte (Ch. & Fr.)	315	315
C.N.I.M.	700	700	St-Hippolyte (Moulin)	280	280
Colson	270 90	270 90	S.C.G.P.M.	818	818
Comptax	1218	1218	Sage	312	312
Condom	431	431	Sélection Ind. (Ch. & Fr.)	112	112
Cydia	282	282	S.E.P.	500	500
Dela	624	624	Serbis	518	518
Despina	1236	1236	S.M.T. (Ch. & Fr.)	338	338
Dreiss	670	670	Sodislog	586	586
Dreiss	189	189	Sops	286	286
Edison Belgium	141 20	141 20	Thomson-Hell. Lyon	302	302
Elyse Investement	17 40	17 40	T.F.I.	170	170
Genex	225	225	Union Financ. de Fr.	570	570
Genex	580	580	Val et Co.	227	227
Genex	334	334	Vest Saint-Louis	1031	1031
Genex	280	280			
I.C.C.	298	298			
Ida	153	153			
Ida	310	310			
Int. Mat. Service	1080	1080			
La 1ère de midi	350	350			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
LEMONDE

Marché des options négociables le 3 octobre 1989
Nombre de contrats : 16 241.

VALEURS	Cours	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Accor	680	162	—	—	—
CCE	480	26	—	11,50	—
Elf-Aquitaine	520	27	40	—	—
Eurochemie SA-PLC	60	19	—	4,10	6
Labège-Capelle	1 850	21,50	46	—	165
Michellie	280	7,50	—	8,70	—
Midi	1 480	175	—	13	—
Puritas	560	7	19	—	—
Peugeot	925	48,50	38	50	—
Saint-Gobain	648	—	—	4,50	7
Société générale	528	26	—	—	—
Thomson-CSF	180	16,50	24	7,30	10
Source Perrier	1 606	314	—	11	—
Suez Financière	440	4,90	13	—	—

MATIF

Notional 10 % — Cotation en pourcentage du 3 octobre 1989
Nombre de contrats : 100 785.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Dernier	106,76	106,64	106,56
Précédent	106,26	106,12	105,88

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE

OPTIONS D'ACHAT

OPTIONS DE VENTE

Déc. 89

Mars 90

Déc. 89

Mars 90

108

0,30

0,76

1,65

—

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,37 F =

Les marchés des changes restaient très agités. C'est d'abord, dans l'attente de la réunion de la Bundesbank, jeudi, au cours de laquelle pourrait être décidé un relèvement des taux d'intérêt allemands. Les banques centrales continuent à intervenir régulièrement. La devise américaine s'échangeait, mercredi à Paris, à 6,37 F, en niveau peu changé par rapport aux 6,3750 F fixés la veille à la cotation officielle.

FRANKFORT 3 oct. 4 oct.
Dollar (en DM) : 1 888 1 876

TOKYO 3 oct. 4 oct.
Dollar (en yen) : 140,65 140,68

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (4 oct.) : 911/84
New-York (3 oct.) : 815/15

BOURSES

PARIS (MSE, base 100-30-12-88)
2 oct. 3 oct.
Valeurs françaises : 125,8 127,3
Valeurs étrangères : 117 117,2
(SSE, base 100-31-12-81)
Indice général CAC 546,9 540,9
(SSE, base 100-31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 876,24 1 902,72
(OMF, base 100-31-12-81)
Indice OMF 50 : 521,04 525,57

NEW-YORK (Index Dow Jones)
Industrielles : 2 713,72 2 754,56
LONDRES (Index Financial Times)
Industrielles : 1 876,9 1 893,3
Mines d'or : 211,9 208,9
Fonds d'Etat : 94,51 94,59

TOKYO
3 oct. 4 oct.
Nikkei Dow Jones : 3 365,37 3 382,80
Indice général : 2 683,06 2 679,40

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
SE-IL	6,3775	6,3825	+ 22	+ 35	+ 58	+ 75
SE-IL	6,4118	6,4227	+ 142	+ 160	+ 285	+ 316
Yen (100)	163,37	163,95	+ 151	+ 171	+ 295	+ 328
DM	3,3887	3,3926	+ 44	+ 68	+ 93	+ 116
Mark	3,3812	3,3849	+ 39	+ 52	+ 79	+ 99
SE (100)	16,1135	16,1280	+ 61	+ 113	+ 176	+ 231
SE (100)	16,0998	16,1144	+ 61	+ 117	+ 177	+ 232
SE (100)	16,0957	16,1103	+ 118	+ 176	+ 285	+ 338
SE (100)	16,0917	16,1063	+ 64	+ 178	+ 331	+ 384

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	3 1/2 %		3 1/4 %		3 1/2 %		3 1/4 %		3 1/2 %		3 1/4 %	
	10/10	10/11	10/10	10/11	10/10	10/11	10/10	10/11	10/10	10/11	10/10	10/11
SE-IL	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
SE-IL	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
SE-IL	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
SE-IL	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
SE-IL	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة جامعة القاهرة

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - * : monthé continu

Le conflit des personnels pénitentiaires

Une partie de la base des surveillants de prison favorable à l'ouverture de négociations

Si le nombre d'établissements touchés par le mouvement de protestation des personnels pénitentiaires continue de croître (soixante-huit sur cent quatre-vingts et, dans dix-sept d'entre eux les forces de l'ordre ont été requises pour en assurer le fonctionnement) sur le terrain, les lettres de révo- cation commencent à faire leur effet. Non seulement près d'une centaine d'agents grévistes ont repris le travail, mais la base commence à demander aux syndicats d'accepter l'ouverture de négociations.

Lentement, l'électrochoc des révo- cations commence à faire son effet. D'abord incroyables, convaincus que le ministère agissait les arrêtés de révo- cation comme un chiffon rouge, les surveillants, « chauffés » par leurs syndicats, se sont persuadés que le mouvement de solidarité — les dépôts de clés massifs — dans lequel ils s'engageaient ferait plier leur administration. Mais, peu à peu, à mesure que

les lettres sont arrivées, les « candidats à la révo- cation » ont pris conscience de la gravité de leur situation individuelle. Les discussions, en famille, ont été vives. Entre la base et les délégués syndi- caux aussi.

« Ne vous affolez pas, vous avez quinze jours pour vous décider à aller chercher vos lettres », affir- maient les syndicats. Les explica- tions contraires — très précises et juridiquement impeccables — diffu- sées par l'administration ont ébranlé les certitudes. « Si tu te gouvres, disait un surveillant gré- viste à son collègue, tu me fous à la rue, avec ma femme et mes gosses. » Et, petit à petit, avec la lassitude d'un mouvement dont il est pénible de maintenir le rythme, alors que les forces de l'ordre sont en train de démontrer que les sur- veillants ne sont peut-être pas aussi indispensables qu'ils le croyaient, le doute et la peur ont pris le pas sur la bravade, aux allures de sui- cide collectif. Ce n'est pas encore un revirement, mais une nette éva- luation de la situation.

Mercredi 4 octobre, à 7 h 15, les surveillants de Fleury-Mérogis ont demandé à leurs syndicats d'ouvrir

des négociations, sans préalable. Les membres de la section FO du centre des jeunes détenus se sont même rendus au siège du syndicat pour le dire en face à leurs repré- sentants. Des sections commencent à envoyer des télégrammes au siège. Le message y est clair : on avait annoncé un mouvement dur et court. C'est fait. « Maintenant nous demandons l'ouverture de négociations. » A Fleury, une trentaine de surveillants révoqués en passe de l'être demandent leur réintégration.

Pour la première fois depuis le début du conflit, on a oublié de sif- flier et d'injurier ceux qui se présen- taient à la porte de la prison pour prendre leur service. Dans cer- taines régions — la démarche est inhabituelle — des femmes de gré- vistes ont téléphoné directement aux surveillants chefs pour dire : « Ça suffit comme ça. Ne révoquez pas le nom de mon mari. Il va venir travailler. »

Selon le ministère, sur deux cent six révo- cations dûment notifiées, quatre-vingt-huit grévistes ont usé de leur « droit de repentir » et ont repris leurs clés. Ce n'est pas la débâcle, ni même un effiloche- ment du mouvement : un signe seu- lement d'un dégel, fragile, que s'annonce. Les syndicats, usagés l'accumulation de déclarations

boute-feu, en sont bien conscients. M. Jacques Vialettes, secrétaire général de FO pénitentiaire, enregistre les demandes de ses sections, et affirme qu'il ne suscite pas l'envoi de télégrammes invitant à l'ouverture de négociations. Il transmet même, dit-il, à ceux qui n'ont pas été « gagnés par la panique » des consignes de « raidisse- ment ». Il est, en partie, écouté. Le nombre d'établissements touchés reste important : 68 sur 180. Et 34 sont, selon le ministère, gravement perturbés. Dans 17 d'entre eux — contre 15 la veille — les forces de l'ordre font « tourner » les prisons avec les moyens du bord. De nou- velles prisons rejoignent encore le mouvement.

Mutinerie à Angers
« Nous ne partons pas en filoché, dit M. Jacques Vialettes. Nous pouvons encore pousser la vapeur. Ils [au ministère] n'en ont pas fini avec nous. » D'autant que le mou- vement des surveillants, ici ou là, met les détenus sous pression.

On a frôlé la catastrophe à Angers dans la nuit du 3 au 4 octo- bre. Dans cette prison, les surveil- lants n'avaient pas déposé les clés, les parloirs se tenaient à peu près normalement. Mais les surveillants bloquaient les ateliers et les ac- tivités socio-éducatives. Alors les détenus se sont mutinés. Les gar- diens ont quitté la détention dans les prisons s'étaient rendus maîtres, y allant de leur. L'écoulement a même été coupé. Les gardiens de la paix ont dû attendre le renfort des gardes mobiles pour que les détenus, qui, entre-temps, ne s'étaient pas privés de régler quelques comptes, réintè- gren- t les cellules dont certaines avaient été mises à sac. A Caen, la tension mercredi 4 octobre en fin de matinée restait vive et l'on y crai- gnait des incidents analoges.

Dans le même temps, alors que le ministère de la justice et le direc- teur de l'administration péniten- tiaire réitéraient leurs appels à l'ouverture de négociations sans préalable, tout en mettant en garde les personnels pénitentiaires contre l'utilisation de « moyens illégaux » et en leur rappelant la gravité des sanctions prises à leur encontre, les directeurs de prison donnaient, eux aussi, de la voix.

Une délégation a été reçue, mardi 3 octobre, par M. Noël Lenoir, directeur de cabinet du garde des sceaux. Le message des directeurs est sans ambiguïté. Ce sont eux qui permettent aujourd'hui que le chaudron péniten- tiaire n'éclate pas. Avec une

loyauté indiscutée à l'égard de leur administration centrale, ils ont contribué, en dressant les listes de grévistes, à faire plier les révo- cations. Il n'est pas question pour eux que l'on puisse revenir sur les révo- cations qui sont devenues firmes et définitives : leurs établis- sements deviendraient ingérables. Par ailleurs, ils ont montré leurs compétences et tentent de rediriger le bénéfice : pas forcément financier. Mais ils veulent être consultés, entendus, et tentent de secouer ce qu'ils perçoivent comme le « joug » des magistrats de la pénitencier, qui sont à tous les postes de commande. Après tout, s'il n'était besoin, ils ont, ces jours-ci, amplement démontré qu'ils avaient fait leurs preuves.

Tout cela, le ministère l'enregistre. Lorsque le temps sera venu de se mettre autour d'une table et de discuter, il faudra bien faire les comptes des occasions manquées mais aussi tenter de construire, de reconstruire une administration meurtrie, « naufragée », dit-on même parfois place Vendôme, et qui ne pourra plus indéfiniment absorber des crises d'une telle violence.

AGATHE LOGEART

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Non à la femme-Kleenex !

J'EN ai marre, marre, vous pouvez pas savoir. J'arrête pas de bramer contre des pubs dégueulasses, d'un sexisme éhonté pour une marque de godasses, de prêt-à-porter ou même pour un syn- dicate d'enseignants. Rappelez-vous cette gamine couchée sur le ventre en petite culotte, casquette coquine, et ce slogan : Son avenir passe par l'école ! Et me voici encore obli- gée de remettre ça. Là, il s'agit d'un encadré paru dans les jour- naux, un vol Paris-Londres sur Air Europe, la business class de ceux qui savent (sic), avec en guise d'accroche : Des hôtesses de moins de trente ans ? Si j'avais su, j'aurais changé de compagnie plus tôt !

Vous me direz : C'est telle- ment gros qu'on sait pas s'il faut en rire ou en pleurer. Je regrette, c'est pas triste, c'est pas drôle, c'est tout simplement scandaleux. Le pire, c'est qu'on ne s'en rend même plus compte. Complètement anesthésiés, mithridatisés par le goutte-à-goutte de paires de fesses et de for- mules à l'emporte-deux-pièces étalées à longueur d'ondes, de murs et de colonnes, on ne réagit pas, nous,

les nans, on la boucle. Et quand on l'ouvre c'est pour s'entendre traiter de féministes attardées, de pisse-vinaigre et de mal taillées.

Et le sens de l'humour, et le deuxième degré, et le clin d'œil gentiment complice, et la liberté d'expression, qu'est-ce que vous en faites ? Moi, je me les mets où vous pensez. Et je crie et je hurle : Attention, danger ! La pub — j'ai piqué ça dans l'Expansion, qui lui consacre son dernier numéro — non seule- ment elle leve plus blanc, elle déteint sur nos comportements et sur ceux de nos enfants. Et ben, bravo ! Vautrait au pied de leur nounou-tété, avec pour seul livre, pour seule image celles de la femme-Kleenex, contre laquelle on a tant lutté, ils en prennent de la graine, et de la mauvaise, nos petites machos en herbe.

Où, bon, allez, je sais, pas la peine de s'ennerver. Le Paris-Londres, ça fait jamais que quarante minutes de vol, dont vingt solidement attaché à son siège, alors la business class de ceux qui fantasment, elle peut tou- jours se l'accrocher, l'hôtesse !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Une massue trop lourde », par François de Rosé : « Contre les bêtises de mosquées », par Jean-Yves La Gallou 2

La réglementation des grèves en URSS

Le Soviet suprême a finalement opté pour un compromis entre le droit et les mesures d'exception. 4

Assassinat d'un responsable de la communauté juive belge

Joseph Wybran a succombé à ses blessures après avoir reçu une balle dans la tête sur le parking de l'hôpital où il travaillait 5

Coup d'Etat manqué au Gabon

On fait état, à Libreville, de « com- plicités étrangères » 8

La conférence de Taëf

Les députés libanais réunis en Ara- bie saoudite ont abordé le problème litigieux de la présence syrienne. 8

La loi de programmation militaire

M. Chevènement fait face à l'hos- tilité de la droite et des commu- nistes 9

Le financement des partis politiques

Les socialistes hésitent sur l'am- nistie pour ne pas être accusés de vou- loir passer l'éponge sur leurs pro- pres fautes 10 et 11

Un entretien avec M. Charles Millon

Le rapprochement entre les groupes UDF et UDC est un préalable à l'émergence d'une grande formation de l'opposition 12

SECTION B

La bataille pour la Cinq

MM. Saydoux et Berlusconi conte- nent la régularité de la dernière aug- mentation de capital 14

L'ordonnance de Villers-Catterêts

L'Académie française a célébré le 450^e anniversaire de la célèbre ordonnance par laquelle François I^{er} imposait le français comme langue judiciaire 14

Salmonelles : sept morts

Une intoxication alimentaire causée par des salmonelles a provoqué la mort de sept personnes à l'hôpital Charles-Richet de Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise 15

L'excision aux assises de Paris

Une Malleme de vingt-six ans répond du crime de « complicité de

violences volontaires à enfant de moins de quinze ans ayant entraîné une mutilation » pour avoir fait ex- ciser sa fille 17

Margaret Mitchell contre Régine Deforges

Le tribunal de Paris examine la plainte des héritiers de l'auteur d'Autant en emporte le vent contre l'auteur de la bicyclette bleue 17

Football :

Tifos de choc

Les autorités italiennes s'inquiètent de la violence des jeunes supporters des clubs de football. Ces « ultras » se considèrent comme des troupes de choc, aussi bien pour les enco- urements classiques que pour des actions plus musclées 18

CAMPUS

Les universités prises d'assaut

Le nombre des nouveaux inscrits dans les universités augmentera de 6,5 % à cette rentrée. Malgré un réel effort pour les constructions et l'encadrement, la situation sera difficile dans bien des établisse- ments 19 à 21

SECTION C

Une réforme de M. Evén

Le chiffre d'affaires des laboratoires d'analyses risque d'être réduit de 15 % 25

Les grèves des secteurs public et privé

Apeusement dans le conflit Peugeot. Effritement du mouvement des surveillants de prison mais dur- cissement aux impôts. Les dépu- tés socialistes ont inter- pellé MM. Bérégovoy et Cha- rasse 25 et 27

Ile-de-France

Les chantiers routiers des cinq prochaines années 36

Commission des opérations de Bourse

M. Jean Saint-Geours est nommé président 38

Services

Abonnements 9
Annonces classées 31 à 35
Carnet 22
Marchés financiers 38 et 39
Météorologie 22
Mots croisés 23
Radio-Télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 octobre 1989 a été tiré à 577 624 exemplaires

An conseil des ministres

M. Soisson présente un projet de loi « contre l'exclusion professionnelle »

Le conseil des ministres du mer- credi 4 octobre devait adopter un projet de loi, présenté par M. Jean- Pierre Soisson, « pour le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle ». Ce texte pourrait faire l'objet d'une première lecture au Parlement à la fin de la semaine prochaine. Partant du constat que « la croissance ne mène pas suffisamment sur le chô- mage, particulièrement sur le chô- mage de longue durée » et que la reprise de l'emploi est « sélective », le ministre du travail a présenté un projet de loi qui reprend d'abord des mesures (contrat de retour à l'emploi, contrat emploi-solidarité) déjà annoncées dans le cadre du plan emploi (Le Monde du 14 sep- tembre).

Mais M. Soisson a ajouté un volet nouveau qui fixe « le cadre d'une action renforcée pour lutter contre la marginalisation d'un grand nombre de jeunes ». Ce texte donne une base législative aux mis- sions locales pour « l'insertion pro- fessionnelle et sociale des jeunes ».

Il crée auprès du premier ministre un « Conseil national des missions locales ». Un dispositif d'aides financières temporaires sera créé, sous la responsabilité des missions locales, par convention avec les col- lectivités locales.

M. Soisson veut ainsi « répondre au problème de la précarisation des jeunes vivant hors de leur famille, qui sont sans ressources, après avoir suivi sans succès une ou plusieurs formations d'insertion au titre des mesures jeunes ». Il s'agit d'un « coup de pouce » pour redémarrer un itinéraire d'insertion. Les associations intermé- diaires, créées en 1987, pourront développer leur activité en direc- tion des « chômeurs les plus mar- qués par l'exclusion ». Ceux-ci pourront y être employés « jusqu'à sept cent cinquante heures par an » et « s'ouvrir, le cas échéant, des droits sociaux par leur travail ». L'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise sera majorée pour les femmes isolées percevant l'allocation d'insertion.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 octobre

Calmé

Après la forte reprise observée mardi (+ 1,02 % pour l'indice CAC 40), le calme et la prudence étaient à nouveau de mise à la veille de la réunion de la Bundesbank. Les plus fortes hausses étaient encore enregistrées par Pechelbrom (+ 5,3 %) suivies par le CFF (+ 4,3 %) et le certifi- cat BNP (+ 3,7 %). Exerçant une pression descendante aux en- fers, les titres de la Défense ont perdu près de 7 % et tombant à 59 F. Parmi les autres baisses, on notait Casino (- 3 %) et Midland (- 2 %).

(Publié)

Assemblée

Duriez plebiscité

Quel sera le prochain fournisseur de matériel micro-informatique pour les députés de l'an 2000 ? Rigueur oblige, il faut privilégier l'économie tout en préservant la qualité ! Encore un point favorable pour les ordinateurs compatibles sélectionnés par les députés DURIEZ ! Les réactionnaires vont devoir s'incliner, les nostalgiques du papier pelure et de la fiche bristol quitteront peut-être la séance, mais la loi du progrès, celle de DURIEZ, sera adoptée à une écrasante majorité.

EN BUREAUTIQUE ET INFOR- MATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
Tél. : 47.42.91.49
112, BD St-GERMAIN (6^e)
Tél. : 46.33.28.43
132, BD St-GERMAIN (6^e)
Tél. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F

La loi de programmation militaire

M. Rocard est autorisé à engager la responsabilité du gouvernement

Le conseil des ministres, réuni mercredi 4 octobre au palais de l'Élysée, a autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement sur la révision de la loi de programmation militaire. M. Rocard s'est rendu à l'Assemblée nationale aussitôt après la réu- nion du conseil pour faire connaître sa décision de recourir à la procé- dure de l'article 49-3 de la Consti- tution pour l'adoption de ce texte.

D'autre part, plusieurs dizaines d'agents des impôts en grève s'étaient regroupés devant l'Élysée, à l'occasion de la réunion du conseil des ministres, et scan- daient : « Chasse, démission ! »

Un uniforme Balmain pour l'armée de terre

L'armée de terre sera équi- pée, à partir de 1991, d'uni- formes signés Balmain, couleur Terre de France (gris très clair), appelés à remplacer les vieux uniformes kaki, a indiqué, mardi 3 octobre sur Europe 1, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

La tenue Balmain est une tenue simplifiée et allégée par rapport à l'uniforme actuel. Le cadre de métier recevra une chemise (pour l'été) et une veste (pour l'hiver) ainsi qu'un pantalon de la nouvelle couleur. L'homme du rang aura un blous- son (un peu ample, avec des poches sur le côté) et un pan- talon de la nouvelle couleur. Il n'est pas prévu que l'armée de terre échange son képi actuel contre une casquette, comme dans les deux autres armées.

AUTRICHE : au centre de l'affaire Lucona

L'escroc Udo Proksch a été arrêté à Vienne

VIENNE

de notre correspondante

L'arrestation, lundi soir 2 octo- bre à l'aéroport de Vienne, d'Udo Proksch, l'escroc le plus recherché d'Autriche, a fait l'effet d'une bombe. M. Proksch est la figure principale d'un vaste scandale d'escroquerie à l'assurance l'affaire Lucona. Il est aussi le cofondateur de la fameuse « loge rouge » de Vienne, le Club 45, lieu de ren- contre des dirigeants socialistes dans les années 70, et il pourrait faire des révélations embarrassantes pour ces derniers.

Udo Proksch est suspecté d'avoir provoqué l'explosion, en janvier 1977, du cargo Lucona dans l'océan indien, entraînant la mort de six membres de l'équipage. L'armateur de M. Udo Proksch avait fait assurer le fret du cargo, qui était supposé transporter une installation de retraitement d'uranium, pour une valeur de 31 millions de francs suisses. La compa- gnie d'assurances, soupçonnée d'une affaire de carambouille, avait refusé de payer et ouvert une enquête pour démontrer que le fret n'était que de la ferraille.

Grâce à ses excellentes relations avec les dirigeants politiques, notamment socialistes à l'époque, M. Proksch réussissait à se tirer d'affaire et à faire avorter une enquête judiciaire ouverte contre lui. Les ministres de justice du gou- vernement socialiste puis de la coalition social-libérale jugeaient le dossier insuffisamment étayé pour faire comparaître l'escroc devant les tribunaux.

M. Egmont Forreger, l'actuel ministre de la justice, indépendant à été d'un avis contraire et a décidé en mars 1988 d'ouvrir une instruc- tion judiciaire contre M. Proksch, en fuite, est resté introuvable mal- gré un mandat d'arrêt international lancé contre lui. M. Proksch, qui avait changé sa physionomie et portait une perruque, était en tran- sit lundi à Vienne. Il venait de Hongkong et devait se rendre en RFA.

Une commission parlementaire a été chargée au début de l'année de faire la lumière sur les implications politiques dans l'affaire Lucona. Son rapport avait conduit à la démission des anciens ministres de l'Intérieur, M. Karl Blocha, et des affaires étrangères, M. Léopold Gratz, auxquels on a reproché d'avoir couvert les activités criminelles de M. Proksch. La commis- sion avait cependant clairement précisé qu'une série de questions étaient restées sans réponse en l'absence du principal maléfaisant, M. Proksch. Son procès devrait s'ouvrir au mois de janvier.

W. B.

□ ECHecs : les demi-finales du Tournoi des candidats à Londres. — Karpov et Yousoufov sont à égalité, un partout, après les deux premières parties qui se sont sol- dées par la nullité. TIMMAN mène 1,5 à 0,5 après avoir gagné la deuxième partie contre SPEEL- MAN et fait nulle dans la pre- mière. Il reste six parties à jouer.

ARTS • SPECTACLES



GEORGIA PINAKOSOV

LE CINÉASTE SOVIÉTIQUE EN DEUX LIVRES

La nostalgie Tarkovski

Andrei Tarkovski fut le renouveau du cinéma soviétique, puis l'artiste honni par le système bureaucratique. Il est mort en exil. Deux livres le font revivre, l'un est de lui.

Trop grand, trop dérangeant pour l'URSS d'avant la perestroïka, Andreï Tarkovski, le plus grand des cinéastes soviétiques contemporains, est mort à Paris d'un cancer du poulmon, en 1986, quelques jours avant Noël. Il avait cinquante-quatre ans. Il avait dû s'exiler. On ne sait pas si, aujourd'hui où tant de choses bougent dans son pays, il aurait trouvé la place qu'il aurait toujours dû occuper. Deux livres publiés aux éditions Cahiers du cinéma rappellent ce qu'il fut, ce qu'il est.

Antoine de Baeque appartient à la rédaction des Cahiers depuis 1986, l'année où le dernier film du cinéaste, *Le Sacrifice*, tourné en Suède, reçut le Grand Prix spécial du jury au Festival de Cannes. Le parti qu'il a retenu dans son ouvrage (1) est celui d'une étude thématique : « La terre et son eau », « Tarkovski démiurge ou la tentation d'être le plus grand », « La solitude », « Enfances », « Portraits de femmes », etc. Cela donne un fascinant jeu de miroirs entre les films (il y en a un, d'ailleurs, qui s'appelle *Le Miroir*), qui se renvoient l'un à l'autre leurs reflets et leur substance puisée à la conscience russe, à la culture russe, à l'âme russe. L'itinéraire de Tarkovski, commencé avec *l'Enfance d'Ivan*, tendait vers un uni-

vers spirituel, dont l'exil et la nostalgie ne firent qu'épurer l'expression mythique. Les films du cinéaste sont semés d'épreuves, comme sa vie. Antoine de Baeque fait brillamment surgir, et c'est de sa part un acte de foi, l'analyse du langage cinématographique et un entretien avec Tarkovski, réalisé par Laurence Cossé pour « Les Mardis du cinéma » de France Culture, complètent cette indispensable étude.

L'autre livre, *Le Temps scellé*, est du cinéaste lui-même. Il ne nous arrive pas d'oublier (2). Il s'agit d'un recueil de textes écrits à mesure que s'élaborent et se réalisent la création filmique. Notes de travail, réflexions sur l'art, sur la vie, sur le monde.

« C'est après avoir achevé *l'Enfance d'Ivan* que j'eus le pressentiment que le cinéma était à la portée de ma main... Un miracle avait eu lieu : le film était réussi. Quelque chose d'autre était maintenant exigé de moi : il me fallait comprendre ce qu'était le cinéma. C'est alors que me vint cette idée de temps scellé ».

Voilà. Il n'y a qu'à suivre le fil. C'est admirable. Qu'il s'agisse du découpage d'un projet en court métrage qui ne fut jamais réalisé (« Prédilection et destin »), de considérations purement professionnelles, de la longue méditation « De l'image au

cinéma », ou des propos sur la responsabilité de l'artiste.

Mais on est particulièrement touché par les deux chapitres consacrés à *Nostalghia* (« Voilà donc achevé le premier film que j'ai réalisé en dehors de mon pays »), et à *Sacrifice*. Car de l'exil et de ses déchirements naît ce qu'il y a de plus beau, de plus émouvant, de plus passionné chez Tarkovski. Et les images nous arrivent au fil de ces phrases qui nous disent comment et pourquoi ces films-là ont existé.

Tarkovski avait lui-même rassemblé ces textes et il a écrit, pour finir, une conclusion dont la sérénité dément le pessimisme que certains lui ont prêté. On revient alors à la préface de son épouse, Larissa, qui commence ainsi : « Il est malheureux et injuste que beaucoup de critiques et de cinéphilas aient pu considérer l'œuvre d'Andreï Tarkovski comme pessimiste. Andreï Tarkovski estimait que le pessimisme n'avait aucun rapport avec l'art, qui était, selon lui, d'essence religieuse. L'art nous donne la force et l'espoir devant un monde monstrueusement cruel et qui touche, dans sa déraison, à l'absurdité ».

JACQUES SICLIER

(1) Andreï Tarkovski, par Antoine de Baeque. Editions Cahiers du cinéma, collection « Antéus », 128 pages, 80 F.
(2) *Le Temps scellé*, par Andreï Tarkovski. Editions Cahiers du cinéma, 240 pages, 125 F.

CINÉMA

42-43

Le prix du voyeurisme



Le voyeurisme a été l'un des thèmes du dernier Festival de Cannes. Pour son premier film, *Sexe, mensonges et Vidéo*, Steven Soderbergh l'a traité avec suffisamment de chic et de charme pour recevoir la palme d'or. Qui ment, l'image ou les mots ?

THÉÂTRE

46

Le jeu gagnant de Valère Novarina



De retour d'Avignon, une nouvelle fois, l'un de nos auteurs contemporains les plus réjouissants. Entre la poésie inspirée, avec ses fulgurances, ses errances, sa gravité ou sa facilité, et le décryptage au rasoir de la société contemporaine, le Percé des planches nous offre *Vous qui habitez le temps*, servi par de très bons comédiens, comme ici Michel Baudinat. Une bonne raison de retrouver le Théâtre de la Bastille.

MUSIQUES

47

Le pianiste d'un siècle



AGNES BONNET/VI

Mieczysław Horszowski a fait ses débuts à la fin du dix-neuvième siècle. Depuis, il n'a cessé de jouer avec les plus grands — Casals, Toccanini, Walter, Quatnor de Budapest — d'enseigner à des théoriciens d'élites qui le vénéraient — dont Murray Perahia. Dimanche soir, cet homme, qui est la musique même, sera face à son piano sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées.

« SEXE, MENSONGES ET VIDÉO »

Quatuor érotique

Première historique ? Un premier film Palme d'or à Cannes. C'était au dernier festival. Wim Wenders, qui présidait le jury, a justifié ce choix : *Sexe, mensonges et vidéo* fait bel et bien « avancer le cinéma ». Pour ce marivaudage postmoderne, quatre jeunes acteurs sont sortis de l'ombre. L'un d'entre eux, James Spader, a même reçu le Prix d'interprétation masculine. Interview en solo des membres du quatuor. Sur leur petite musique de chambre.

SEXE, mensonges et vidéo se joue entre quatre personnages : John (Peter Gallagher) ; sa femme Ann (Andie MacDowell) ; Cynthia, la sœur d'Ann (Laura San Giacomo), avec qui John a une liaison torride, tandis qu'Ann se désintéresse de plus en plus des choses du sexe. Cet équilibre instable sera remis en cause par l'arrivée d'un ancien camarade de lycée de John. Enigmatique et distant, Graham (James Spader) réussit en quelques jours à pénétrer les secrets les plus intimes d'Ann et de Cynthia – révélant au passage qu'il fut un menteur pathologique et que son dégoût de lui-même l'a rendu impuissant, uniquement capable de s'exprimer au travers de videocassettes.

« Les personnages du film sont autant de facettes de ma personnalité, dit le réalisateur, Steven Soderbergh. Non pas que je sois complexe au point qu'il m'en faille au moins quatre, mais, à différentes époques de ma vie, j'ai connu – ou été – l'un ou l'autre d'entre eux... » L'acteur James Spader raconte qu'à plusieurs reprises, sortant de sa loge et des mains de sa costumière, il s'est découvert habillé exactement comme Soderbergh ce jour-là. « J'ai retailé les personnages sur mesure pour les acteurs, confirme celui-ci. Je savais que le film réussirait ou échouerait sur leurs seules performances ; il était donc primordial qu'ils se sentent à l'aise, la technique suivrait. »

JAMES SPADER :
« LA CHANCE », DIT-IL

« La Palme d'or et le Prix d'interprétation à Cannes ont constitué pour moi une énorme surprise. » A la fin du mois de mai dernier, rentrant chez lui, Spader trouve sur son répondeur une cascade de messages frénétiques. Craignant une mauvaise nouvelle, il ne rappelle pas. Son agent réussit à le joindre, Spader se refuse à l'évidence. « Jusqu'à ce que mon père me dise l'avoir appris par la radio. Si même une station de country western l'annonçait, ça risquait d'être vrai. »

« J'ai incarné beaucoup de jeunes salauds arrogants et milliardaires », dit-il, évoquant ses apparitions en

« **L**ES ordures, je ne pense qu'à ça », dit la jolie jeune femme brune (succulente Andie MacDowell) à son psy. Qui lui fait remarquer que la semaine précédente, elle pensait à des avions qui tombent et que tout ça n'est pas très gai. La jolie jeune femme brune réplique que les gens obsédés à l'idée que tout va bien consultent peu, et ajoute : « De toute façon, la dernière fois que j'ai été heureuse, j'ai pris dix kilos... »

Le ton de *Sexe, mensonges et vidéo* est donné. Comique de proximité, drôlerie contemporaine, dialogues faussement improvisés, gros plans sen-

sement progressif de la parole mensongère à l'image révélatrice... Ce que dit Soderbergh avec une ironie compatissante, une tendresse grinçante, c'est que tout le monde est dans le même sac, ne pense « qu'à ça ». Il le dit sans vulgarité, ne montre que peu de scènes d'étreintes. C'est un voyeur, mais un voyeur sain. Il suggère la frustration, le désir par des regards, des soupirs, des mouvements secrets, irraisonnés, qu'il surprend. Dans un premier temps, ça va très vite, très fort. Puis ça s'alanguit un peu.

Comme si son récit devenait trop personnel, trop autobiographique, Soderbergh est saisi d'une

Petite musique de l'ironie

suels... La caméra, caressante, cadre un personnage avant qu'il n'intervienne ou l'abandonne alors qu'il parle encore. Des personnages, d'ailleurs, il y en a peu. On ne va jamais dans les rues de Baton Rouge, Louisiane, où le film de Steven Soderbergh a été tourné. On sait seulement qu'il fait chaud. On boit du thé froid et les femmes vont les bras nus.

Ann, donc, ne va pas très bien. Surtout au lit. Elle est mariée à John (Peter Gallagher), fringant avocat et fiefteux menteur. Puisqu'il est l'amant de Cynthia (explosive Laura San Giacomo), qui n'est autre que la sœur de son épouse. John va recevoir chez lui un ancien ami de collège, Graham (troublant James Spader), un sauvage, un bizarre...

Le quatuor est en place. Et va jouer une assez délicate et mélodieuse musique de chambre. Tandis que John et Cynthia font des galipettes clandestines, Graham se confie à Ann : il est impuissant et ne prend désormais de plaisir qu'à contempler les femmes qu'il a filmées en vidéo. Des femmes dont il viole l'intimité par confessions interposées.

Il filmait évidemment les deux sœurs rivales, qui s'en trouveront bien. Thérapie, exorcisme, glis-

pudeur paralysante. Il n'explique pas grand-chose. Quelles sont les raisons de l'impuissance de Graham ? Une rupture vieille de neuf ans ? On ne sait trop. Pourquoi, comment la vidéo est devenue une arme essentielle ? Les quelques proies consentantes du « vidéomane » que l'on voit trembloter sur son écran de télé ne répondent pas. Elles semblent soudain sorties d'un documentaire scientifique de Jean Painlevé sur le coït chez les protozoaires... Cette légère baisse de régime vers la fin n'enlève rien à l'humour, à la vivacité, à la virtuosité de *Sexe, mensonges et vidéo*, au charme de ses interprètes.

Wim Wenders, président du jury du 42^e Festival de Cannes, fut le grand artisan, en mai dernier, de son triomphe au palmarès. Ce premier long métrage d'un jeune réalisateur de vingt-six ans faisait, selon lui – et il n'avait pas tort, – « avancer le cinéma ». Saisi d'un enthousiasme superfétatoire, il milita afin qu'il obtienne non seulement la Palme d'or, mais encore le Prix d'interprétation masculine pour James Spader.

De bien grosses médailles. Un peu grosses, peut-être. Comme une rosette de la Légion d'honneur sur une barboteuse.

DANIELE HEYMANN.

yuppie arriviste dans *Baby Boom*, en avocat d'affaires dans *Wall Street*, en trafiquant dans *Beverly Hills*. Avec son demi-sourire et sa voix hésitante, le Graham de *Sexe, mensonges et vidéo* est au contraire presque chaleureux. Doux et sinistre à la fois. Dérangeant presque malgré lui. Vidéo-voyeur en principe impuissant, l'foniste en tant que sex-symbol. A la question qu'on n'ose poser, Spader répond d'entrée : « Non, je ne possède pas de caméra vidéo. »

Graham est un nomade ; la seule clé qu'il veuille posséder est celle de sa voiture. Vingt-neuf ans, marié, père de famille (depuis juillet dernier), James Spader

est aussi une sorte de nomade. « New-York un tiers de l'année, Los Angeles un autre tiers et le reste à me balader entre les deux. » Elevé sur un campus de Nouvelle-Angleterre où son père enseignait l'anglais, il laisse tomber ses études à dix-sept ans et s'installe à New-York. Petits emplois, « surtout manuels » : débardeur dans un hangar, chauffeur dans un abattoir, palefrenier dans un club d'équitation, coursier. Quelques figurations dans ses moments libres.

« Depuis huit ou neuf ans, je gagne ma vie en tant qu'acteur. J'ai la chance de pouvoir le faire. J'aime tenir des rôles de composition, j'ai la chance qu'on m'en propose. Ce que je recherche, ce sont des person-

nages qui éveillent ma curiosité, représentent un défi, un intérêt, un amusement. » Avec, tout de même, un plan de carrière ? « De ce côté-là, je relève plutôt du délinquant nonchalant. Je décroche les rôles presque malgré moi. Mais celui de *Sexe, mensonges et vidéo* était très différent de ce que j'avais fait jusqu'alors. »

En hiver 1987-1988, son agent lui parle d'un scénario « qui fait peur ». Spader demande immédiatement à rencontrer « l'homme qui a écrit ça ». Ce premier contact suffit à le convaincre : Soderbergh lui paraît « sérieux, drôle, intéressant, inattendu ». Il est rare pourtant, à Hollywood, qu'un jeune-acteur-qui-monte accepte d'incarner un impuissant.

« Graham, dit-il, affiche son impuissance comme un masque qui tient les autres à distance. Il a peur, il est troublé, la sexualité dans les rapports humains entre pour une grande part dans sa peur et dans son trouble, l'impuissance lui est utile. Il peut se satisfaire sexuellement à distance des autres, tout en s'isolant de ce qui, dans les rapports humains, l'a jadis atteint et meurtri – ou qui lui donne le sentiment d'avoir atteint et meurtri les autres. »

« De plus – et j'y crois fortement – le film a essentiellement pour ressort les mensonges et les dissimulations que l'on pratique dans une vie, avec les autres, mais aussi à l'égard de soi-même, et qui finissent par devenir votre réalité. C'est ce qui arrive à Graham : il a fini par y croire. La fin du film amorce-t-elle un renversement ? Elle est ouverte. »

Tandis que Cannes le cherchait partout pour lui remettre son prix, Spader tournait, à Los Angeles, *Bad Influence*, de Curtis Hanson, « un thriller étrange et inquiétant ». Il y est aussi question de sexe, de mensonge et de vidéo...

ANDIE McDOWELL :
« TROP BELLE, TAIS-TOI »

Le monde se divise en deux catégories : celle qui s'identifie à Anne-la-Perfection et celle qui se reconnaît une affinité plus profonde avec sa sœur, Cynthia-la-Canaille. Une scène du film est, sur ce plan-là, révélatrice : tandis qu'Ann ôte méticuleusement son vernis à ongles, Cynthia malaxe à pleines poignes le terreau d'un pot de fleurs. Le contraste est clairement posé : l'une n'y touche pas, l'autre n'hésite pas à mettre la main... à la pâte.

« T'es trop belle, tais-toi » : c'est ce que, pendant des années, Andie McDowell s'est entendu dire. Mannequin vedette (l'un des cinq plus célèbres au monde), elle provoqua des sourires narquois lorsqu'elle annonça, il y a six ans, sa décision de passer au cinéma. Son premier film, *Greystoke*, de Hugh Hudson, transforma la moquerie en sarcasme : importuné par son accent sudiste (elle est originaire de

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS – LA BASTILLE – CINÉ BEAUBOURG – L'ENTREPOT

GÉRARD VALGEOIS PRÉSENTE

UN FILM DE PHILIPPE GARREL



LES BAISERS DE SECOURS



AVEC BRIGITTE SY ANEMONE MAURICE GARREL



PRODUCTION ET DISTRIBUTION LES FILMS DE L'ATALANTE

SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE VENISE 1989 SECTION ORIZZONTI

(Publicité)



"Faites-moi pleurer. Quand je saurai pleurer, je serai une grande actrice, je le sais."

Zanzibar, le film de Christine Pascal, le mercredi 4 octobre.

« LA COMMUNICATION
AU SERVICE DU RÉSEAU COMMERCIAL »
Une rencontre de haut niveau organisée
par l'Institut national de l'audiovisuel

LES 17 ET 18 OCTOBRE 1989

A l'intention des professionnels responsables
de l'animation d'un réseau commercial
RENSEIGNEMENT ET INSCRIPTION AU : 49-83-21-84.

هنا من الأصل

CINÉMA

PREMIER FILM DE STEVEN SODERBERGH

avec voix ajoutée

Caroline du Sud), le réalisateur la fit doubler par la comédienne Glenn Close. Sa prestation auprès de Rob Lowe et Emilio Estevez dans le sinistre *Saint Elmo's Fire* n'arrangea guère les choses.

Sa première rencontre avec Soderbergh est, au départ, teintée de méfiance. Pour lui, « si le rôle d'Ann n'est pas tenu par une actrice de top niveau, c'est tout l'édifice qui s'écroule ». Elle sent le poids de son étiquette de mannequin. Sur une réplique que d'autres comédiennes avant elle avaient donnée directement, Andie McDowell éclate de rire - d'un rire proche des larmes. Pour Soderbergh, c'est la révélation.

Depuis le triomphe cannois de *Sexe, mensonges et vidéo*, Hollywood fait les yeux doux à Andie McDowell. Celle qui faillit y souffler le Prix d'interprétation féminine à Meryl Streep mérite désormais le respect.

LAURA SAN GIACOMO : HOT

« Elle nous a complètement bluffés, dit Steven Soderbergh. Rien qu'à sa façon d'entrer dans la pièce pour son audition, on se savait en présence d'une force sensuelle et féminine dont il faudrait tenir compte. Plus tard, quand j'ai appris à la connaître, j'ai compris qu'elle s'était mise dans la peau du personnage. C'est un acteur. »

A l'écran : une rasade de vodka double poivre. Un mélange de Dalila et d'Attila, d'Anna Magnani et de Cher. A la ville : petite, réservée, timide. Natalie Wood en miniature. Presque discrète, si ce n'est ce regard d'une brillante acuité et cette voix, profonde, voilée, teintée d'ironie mordante et pleine de promesses à peine sous-entendues.

Il y a deux ans, Laura San Giacomo, originaire du New-Jersey, avait bien à son actif quelques engagements off-Broadway - *Beirut*, d'Alan Browne, *North Shore Fish*, d'Israel Horowitz, *Italian American Reconciliation*, de John Patrick Shanley (scénariste de *Moonstruck*) - mais, entre les (rares) emplois, elle était serveuse. La profession que, curieusement, elle tient dans ses trois derniers films : le Shanley, le Soderbergh (elle y est barmaid, mais c'est pareil) et *Vital Signs*, qu'elle vient d'achever avec Jimmy Smits avant d'entamer le nouveau *Richard Gere*.

Ses amis l'avaient dissuadée d'accepter le rôle de Cynthia : trop risqué, disaient-ils. Elle n'en tient pas compte. « C'est l'histoire qui m'a eue. Le scénario m'a fichu un coup à la tête, au cœur et au ventre. Et le film peut avoir le même effet sur les autres. Il traite du cauchemar que chacun d'entre nous peut connaître dans son rapport avec autrui. »

Elle trouve vite la clé de Cynthia : celle-ci a grandi à l'ombre de sa sœur aînée, si merveilleuse, si lumineuse, si bonne élève, si parfaite - « Et pourquoi ne prends-tu pas exemple sur elle ? » « C'est ce qui la conduit à effectuer une perée sur le seul terrain où elle peut dater le piau à sa sœur : le sexe. »

« Sur le plateau, on a passé des semaines à ne parler que de sexualité. Au point que je redoutais les moments où Steven faisait évacuer le plateau pour les scènes intimes. Le film ayant un budget ridiculement bas, on ne faisait pas beaucoup de prises, il fallait être là à chaque fois. Presque en direct, comme au théâtre. »

Avec le recul, sa perception de *Sexe, mensonges et vidéo* se nuance. Désormais, dit-elle, elle se perd, elle y retrouve non sans frayeur des choses qu'elle a vécues, ou faites. Elle compare le rez de marée d'attention dont elle est l'objet à « une première douche sous les chutes du Niagara », mais prend avec mesure les bouquets qu'on lui lance : « Plus de gens savent qui je suis, plus de gens demandent à me rencontrer, surtout à Los Angeles. On verra bien. »

PETER GALLAGHER : T'ES TROP BEAU, TU SAIS

Il a déjà derrière lui une longue carrière au théâtre et toute une étagère de prix mais Peter Gallagher, trente-trois ans, préfère généralement parler des autres. De ses metteurs en scène : Robert Altman (*Ouagan sur le Caine* à la télévision) ; de ses partenaires :



James Spader, dès la lecture du scénario de *Sexe, mensonges et vidéo* dans le bureau de son agent à Los Angeles, se propose pour le rôle de Graham. Il l'obtient à la première audition. Quelques mois plus tard, le jury du festival de Cannes, à l'invitation pressante de Wim Wenders, lui décerne le prix d'interprétation masculine. C'est dans *Greystoke* que Steven Soderbergh a découvert Andie McDowell. Et c'est avec *Sexe, mensonges et vidéo* que ce mannequin-vedette justifie enfin pleinement son passage au cinéma.

Jack Lemmon (son « père » dans le *Long voyage au bout de la nuit* d'Eugene O'Neill à Broadway), Peter O'Toole (*High Spirits* de Neil Jordan), Glenn Close et Jeremy Irons (*The Real Thing* de Tom Stoppard au théâtre), James Cagney (*Terrible Joe Moran*, à la télévision).

Un des rares acteurs (américains) à n'avoir pas été serveur dans un restaurant, Gallagher est diplômé en économie de l'université de Tufts - transaction familiale lui permettant en contrepartie de se produire à la Boston Shakespeare Company (un nom bien ronflant pour un café-théâtre). Il poursuit des cours d'économie avancée à l'université Berkeley - mais, ayant « l'impression de friser la lobotomie » - revient à New-York et se donne sept ans pour réussir dans la comédie. Un mois plus tard, on lui offre une figuration dans la reprise de *Hair*. Trop tard : il a déjà accepté le personnage central de *Grease* (six mois de tournée, un an de Broadway).

Très vite, Taylor Hackford l'engage et dans *The Idolmaker* en fait une rock-star de deuxième zone, entre Fabian et Frankie Avalon. Si la télévision et le théâtre lui offrent une plus grande diversité de rôles, au cinéma le pli est (trop) vite pris : grand, baraqué,

les yeux trop verts, la bouche trop lourde, Peter Gallagher sera l'Étalon. Dans *Summer Lovers* de Randal Kleiser (1982), il nageait tout nu dans les eaux de la mer Egée et, ligoté à un waterbed, se faisait lentement badigeonner de cire fondue par Daryl Hannah. Dans le *Milena* de Vera Belmont, qu'il vient de terminer à Prague, Valérie Kaprisky est la traductrice de Kafka, Gallagher son premier mari, un séducteur tous azimuts.

Selon lui (et Soderbergh confirme), de la page à l'écran, le personnage qu'il incarne dans *Sexe, mensonges et vidéo* a subi de profondes modifications. « A la première lecture, dit-il, j'ai trouvé le scénario superbe. Il était VRAI. Mais j'hésitais, tant par compétence professionnelle que par ambivalence personnelle : le sujet me paraissait très autobiographique et presque trop personnel. Je m'attendais à ce que Steve me dise : « Chaque page a été pour moi comme une hémorragie et je veux en voir chaque goutte de sang à l'écran. » Au lieu de quoi, il a simplement dit : « Comment peut-on aborder le rôle et le consolider ? » Ce qui m'a immédiatement séduit. »

John appartient au folklore du yuppie américain. Son seul tourment est de s'être fait prendre. Que les autres ne partagent pas sa façon de voir ne provoque chez lui qu'une tristesse étonnée. Steve et moi avons travaillé à le doter d'un minimum d'intelligence, d'ironie et d'humour mais aussi d'inquiétude, d'inefficacité intime et de pathétique. Dès lors, ça devenait excitant. »

Sa récompense - et, à ses yeux, un des plus beaux compliments qu'il ait jamais reçus - est ce mot, rapporté par Jack Lemmon et prononcé par une spectatrice à l'issue d'une projection du Soderbergh : « Quelle subtilité dans l'art d'être un conard ! »

ALEXANDRA ROOT : L'INCONNUE

Entrant dans l'appartement de Graham, Anne le surprend regardant sur vidéo-cassette une femme qui parle de sa vie sexuelle avec une franchise dérangeante.

Celle qui, de Los Angeles, nous répond au téléphone n'est pas comédienne mais la deuxième assistante réalisatrice de Steven Soderbergh sur le tournage de *Sexe, mensonges et vidéo*.

Il suffit d'une question pour que, en néophyte de l'interview, Alexandra Root démarre :

« Je travaillais avec Steve à Los Angeles. J'étais une sorte de secrétaire amplifiée. J'avais envie de passer à la production, il m'a dit : « Viens. » J'ai débarqué à Baton-Rouge, mon fiancé et moi avons campé dans son appartement (le budget ne prévoyait pas des chambres d'hôtel). Steve m'a bombardée deuxième assistante. Au dernier moment l'actrice qui devait jouer l'interviewée - une copine de James Spader - n'a pas pu (ou pas voulu) le faire. Steve a suggéré que je m'y mette : « Pour quand ? Dans trois, quatre jours. » Il est rentré le lendemain, très tard, avec une caméra vidéo : « On y va. » Il a vaguement évoqué les questions à aborder, je me suis isolée une demi-heure... et je lui en ai balancé près de quarante minutes. »

« Pas des trucs à moi, mais à des gens que je connais. La caméra était posée sur la table, sans lumières, sans rien, éclairage ambiant. Un tournage guérilla. Je n'ai jamais pensé Steve mais toujours Graham. Mon fiancé était assis par terre, juste à côté de moi, il n'a pas dit un mot, pas bougé d'un pouce. C'est ensuite que j'ai eu peur : je ne savais pas ce que Steve allait garder de tout ça. Je n'ai pas osé en parler à ma mère, malgré l'insistance de ma sœur. Jusqu'à la première du film ; là, il fallait bien. Ma mère est très bien élevée, le sujet la mettait mal à l'aise - elle a cinquante-six ans, toute une autre génération ! - elle ne m'en a pas reparlé, elle a simplement dit qu'elle me trouvait très bien. Depuis, elle y emmène toutes ses copines. »

At-elle l'intention de renouveler l'expérience ? « C'était le fun mais non merci. Je préfère la production. »

HENRI BÉHAR.

PATHE MARIGNAN CONCORDE - PATHE HAUTEFEUILLE - ST-LAZARE PASQUIER - PATHE MONTMARTRE - PATHE FRANCAIS - FORUM HORIZON - GAMBETTA - PATHE CLICHY - ROXANE Versailles - PATHE Belle Epave Thiais - ARTEL Marne La Vallée

Aujourd'hui il s'est passé quelque chose.
Même le jardin en a frémi...

Comédie d'été

MARUSCHKA DETMERS - RÉMI MARTIN
UN FILM DE DANIEL VIGNE

SEXE MENSONGES ET VIDEO

Le film de Steven Soderbergh, avec Andie McDowell, Laura San Giacomo, Peter Gallagher, James Spader, Jack Lemmon, Glenn Close, Jeremy Irons, James Cagney, est en vente partout.

Le film de Steven Soderbergh, avec Andie McDowell, Laura San Giacomo, Peter Gallagher, James Spader, Jack Lemmon, Glenn Close, Jeremy Irons, James Cagney, est en vente partout.



James Cagney et Glenn Close dans une scène de Sexe, mensonges et vidéo.

LA COMÉDIE D'ÉTÉ
7 ET 18 OCTOBRE 1989

CINÉMA

dragénaire qui gagne puisqu'il est joué par Jacques Duvall, également auteur et réalisateur du film.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; **Gaumont Opéra, 2^e** (47-42-00-33) ; **14 Juillet Odéon, 3^e** (43-25-58-33) ; **Gaumont Ambassade, 4^e** (43-25-19-08) ; **14 Juillet Bastille, 11^e** (43-57-30-51) ; **Gaumont Paroisse, 14^e** (43-35-30-40) ; **Gaumont Convention, 15^e** (48-28-42-27).

I Want to Go Home

d'Alain Resnais, avec Adolphe Green, Gérard Depardieu, Linda Lavin, Michelle Presle, Laura Basso, John Johnson, France (1 h 48).

De la pochade revendiquée par Alain Resnais est née une comédie à la fois sentimentale, qui dit tant de choses sur ce qui ne peut se dire dans aucune langue comme, pas plus le français que l'américain, le patagon ou l'espagnol : la lassitude des vieux amants, la feinte gaieté des Don Juan, l'échec grandiose du rôle de parent. Dans la troupe de comédiens, originale, attentive à donner poids et vie à des personnages volages, volatiles comme des « bulles », Michelle Presle, hôtesse faussement distraite, et Linda Lavin, d'une discrétion éclatante, sont remarquables.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; **Gaumont Opéra, 2^e** (47-42-00-33) ; **14 Juillet Odéon, 3^e** (43-25-58-33) ; **Gaumont Champs-Élysées, 4^e** (43-28-04-57) ; **14 Juillet Bastille, handispée, 11^e** (43-57-30-51) ; **Gaumont Aléa, 14^e** (43-27-34-50) ; **Miramar, 15^e** (43-20-39-52) ; **14 Juillet Beaugrenelle, handispée, 15^e** (45-75-79-78).

Jusqu'au bout du rêve

de Phil Alden Robinson, avec Kevin Costner, Amy Madigan, James Earl Jones, Ray Liotta, Burt Lancaster, Gaby Hoffmann, Américain (1 h 48).

Le rêve américain des années 60, idéalisme écologique, baby boom, gentiment marqué, ainsi que la religion du baseball, du papa qui réussit, de la famille comme refuge et centre du monde. Cela dit, le réalisateur préfère encore cette image à un matérialisme actuel. Et comme c'est Kevin Costner qui va jusqu'au bout du rêve, on le suit.

VO : Forum Orient Express, handispée, 1^{re} (43-33-42-28) ; **14 Juillet Odéon, 3^e** (43-25-58-33) ; **George V, 4^e** (43-42-41-40) ; **Sept Paroisses, 14^e** (43-20-32-30).

Katia et Volodia

de Dominique Delouche, avec Ekaterina Markova, Vladimir Vassiliev, Eric Vu An, Elizabeth Maurin, Richard Wile, Galina Oulanova, Franco-soviétique (1 h 08).

Il se sont connus à l'école de danse de Bolchoï, ils avaient neuf ans et dix ans. Katia était une graine d'étoile, le petit Volodia était plus obscur. Entre ballets et confidences, Dominique Delouche brosse un portrait affectueux de ces deux des plus grands danseurs du Bolchoï.

Vendôme Opéra, 2^e (47-42-57-82).

Ma Grand-Mère

de Konstantin Milosardevic, avec Alexandre Tikhonov, B. Tolstova, E. Omerov, Alkaid Khavov, Soviétique, noir et blanc (1 h 10).

On a l'habitude de voir les affres des cols blancs occi-

dentaux brutalement licenciés de leur entreprise. Cette fois, il s'agit d'un conscient bureau-bureaucratique. Le ton change et va vers la satire faussement candide. La « grand-mère » du titre signifie « protection ». Mais bien des surprises attendent le protégé.

Cosmos, 8^e (46-44-28-30).

Memento

de Fernando Trueba, avec Jorge Sanz, Isabel Verdu, Manuel Alexandre, Rafael Aparicio, Lucas Martín, Espagnol (1 h 48).

Initiation sexuelle et amoureuse d'un garçon de quinze ans, isolé dans un préventorium avec des gamins de dix ans et des infirmières trop jolies. L'histoire se déroule en Espagne au début de l'ère franquiste. Jeux de regards, fascination du péché et de l'enfer. Aux antipodes des *Idiot-Paroles* à ados boutonneux, Manolo déborde de drôlerie aigüe, de charme, de drame.

VO : Épis de Bois, 5^e (43-57-57-47).

Mourir dans un jardin anglais

de Peter Greenaway, avec Anthony Higgins, James Stewart, Anne-Louise Lambert, Hugh Fraser, Neil Cunningham, Britannique (1 h 08).

Une intrigue tellement compliquée que, si on la comprend, on ressort de la salle avec le sourire du cruciverbiste victorien. Et ainsi : du structuralisme, du sens, de la sémantique et du sexe. Et sans doute un film.

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yusef Kadir, Moustaki Housni, Samira Jay Housni, Chingiz Lee, Nicholas Branch, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 50).

Un jeune couple japonais, la venue d'un mafioso, quelques alcools semi-clochards se croisent autour d'un coup de revolver dans un vieil hôtel de Memphis, la ville d'Elvis. Ils se croisent sans se rencontrer, ils se parlent sans s'entendre. Ils flottent dans leur monde comme dans un pull-over trop grand. C'est du Jim Jarmusch.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; **Racine Odéon, 3^e** (43-25-58-33) ; **Gaumont Ambassade, 4^e** (43-25-19-08) ; **Max Under Paroisse, THX, 5^e** (43-24-58-38) ; **Gaumont Paroisse, 14^e** (43-36-30-40).

Nocturne indien

d'Alain Corneau, avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Clerfayt, Otto Tausch, T.-P. Jahn, Walcher, Digi Dava, Français (1 h 50).

Un homme en quête d'un ami perdu en Inde se perd dans l'univers labyrinthique de ce pays mystérieux et apprend à se connaître lui-même. Jean-Hugues Anglade prouve la diversité de son talent et Alain Corneau, manifestement fasciné par l'Inde, se révèle un cinéaste-poète plein de finesse.

VO : Ciné Beaubourg, handispée, 3^e (42-71-52-38) ; **U.G.C. Danton, 5^e** (42-25-10-30) ; **U.G.C. Biarritz, 6^e** (45-62-20-40) ; **U.G.C. Lyon Bastille, 12^e** (43-43-01-58) ; **Miramar, 14^e** (45-39-52-43).

Old Gringo

de Luis Puenzo, avec Jose Ferrer, Gregory Peck, Jenny Smith, Anne Pitlorik, Jenny Gago, Patrio Contreras, Américain (1 h 58).

Jane Fonda, vieille fille qui ne demande qu'à devenir



suffragette, entend le vieux pamphlétaire Ambrose Bierce, le vieux gringo, alias Gregory Peck, parler du Mexique, et, enroué, s'en va à la-bas. Là-bas, c'est la révolution. L'action se passe en 1913. La vaillante Jane va tomber amoureuse d'un fougueux général, et le vieux gringo mourra. Jane Fonda a du mal à choisir de bons sujets.

VO : Forum Horizon, handispée, 1^{re} (45-08-57-57) ; **Action Line Cinema, 3^e** (43-25-10-30) ; **U.G.C. Rotonde, 6^e** (45-74-94-94) ; **U.G.C. Odéon, 8^e** (42-25-10-30) ; **U.G.C. Biarritz, 12^e** (43-43-01-58) ; **U.G.C. Danton, 15^e** (45-75-79-78).

VO : Rex, 2^e (43-38-53-53) ; **U.G.C. Montparnasse, handispée, 3^e** (46-74-94-94) ; **Paramount Opéra, 14^e** (47-42-58-31) ; **U.G.C. Lyon Bastille, 15^e** (43-43-01-58) ; **U.G.C. Gobelins, 15^e** (45-39-52-43) ; **U.G.C. Convention, 15^e** (45-74-94-94) ; **Pathé Glichy, 15^e** (45-22-46-01) ; **La Gambetta, 20^e** (46-36-10-36).

Prince Sign O' the Times

de Prince, avec Prince, Américain (1 h 28).

Chansons provocantes, chorégraphie délirante, entrées de fumigènes et de lumière mauve (la couleur fétiche de ce mégalo-artiste), la tournée européenne de Prince vue par Sa Majesté. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Seuf votre respect

de Guy Hamilton, avec Michael Brandon, David Carradine, Arielle Dombasle, Guy Marchand, Mario Adorf, Peter Bowles, Français (1 h 45).

Un Hadley Chase plein d'action, de vilains garçons, de séduisantes escrocs, de riches ripoux, de sténistes volées. Arielle Dombasle en ponde Barbie machiavélique. Un film sans surprise.

Tolérance

de Pierre-Henry Sallat, avec Ugo Tognazzi, Rupert Everett, Anna Brochet, Marc de Jongh, Catherine Samie, Lando Sabbo, Français (1 h 48).

Dans un château français, si beau qu'il en est inquiétant, habite une jolie dame,

marlée à un barbon bourru et gourmet. La dame s'appelle Tolérance et s'ennuie. D'Angleterre, on lui envoie un cadeau spécifiquement anglais : un excentrique. En l'occurrence, un ermite nommé Assurus, qui ne se nourrit pas. En revanche, il va semer une pagaille noire.

Une journée de fous

de Howard Zief, avec Michael Keaton, Christopher Lloyd, Peter Boyle, Stephen Furst, Dennis Dugan, Lorraine Bracco, Américain (1 h 52).

Un romancier sujet à des accès de fureur. Un postier qui croit être psychiatre. Un publicitaire qui est le Christ. Un obèse griné de télévision. Quatre échappés de l'asile, abandonnés par leur mentor, vrai psychiatre, mais assommé au coin d'une rue. Livrés à eux-mêmes, ils remplissent péniblement cent douze minutes de film.

VO : Forum Orient Express, handispée, 1^{re} (42-33-42-28) ; **Pathé Montparnasse, 3^e** (46-33-79-38) ; **Pathé Marignan-Concorde, 6^e** (43-59-52-32) ; **La Bastille, 11^e** (43-07-48-80) ; **Sept Paroisses, 14^e** (43-20-32-30).

La Vie et rien d'autre

de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, Français (2 h 14).

Deux ans après la fin de la première guerre mondiale, deux femmes cherchent leur homme, et tombent sur un escrologue de la plus belle espèce. Ce qui ne dégoûte pas Sabine Azéma, elle ne supporte plus la frustration.

Le Vie et rien d'autre

de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, Français (2 h 14).

Deux ans après la fin de la première guerre mondiale, deux femmes cherchent leur homme, et tombent sur un escrologue de la plus belle espèce. Ce qui ne dégoûte pas Sabine Azéma, elle ne supporte plus la frustration.

Forum Horizon, handispée, 1^{re} (45-08-57-57) ; **Ciné Beaubourg, handispée, 3^e** (42-71-52-38) ; **U.G.C. Montparnasse, 6^e** (45-74-94-94) ; **U.G.C. Danton, 15^e** (45-75-79-78).

granella, 15^e (45-75-79-79) ; **U.G.C. Convention, 15^e** (45-74-94-94) ; **U.G.C. Bastille, handispée, 17^e** (47-48-08-08) ; **Pathé Glichy, 15^e** (45-22-46-01) ; **La Gambetta, 20^e** (46-36-10-36).

Yeux

d'Irène Ouedraogo, avec Fatmata Sang, Noudou Ouedraogo, Roukietou Barry, Adama Ouedraogo, Amadou Touré, Barthelemy (1 h 30).

La vie au jour le jour d'un village isolé, vue par un garçon. Ses jeux avec une fillette de son âge, son amitié avec une vieille très pauvre et très digne, considérée comme une sorcière parce qu'elle vient d'un autre vil-

lage. Idrissa Ouedraogo procède à la façon d'un conteur chuchotant la chronique de ses souvenirs. Charme et drôlerie.

VO : 14 Juillet Paroisse, 3^e (43-28-58-00) ; **Les Trois Luxembourg, 8^e** (48-33-57-77).

Yeux

d'Irène Ouedraogo, avec Fatmata Sang, Noudou Ouedraogo, Roukietou Barry, Adama Ouedraogo, Amadou Touré, Barthelemy (1 h 30).

La vie au jour le jour d'un village isolé, vue par un garçon. Ses jeux avec une fillette de son âge, son amitié avec une vieille très pauvre et très digne, considérée comme une sorcière parce qu'elle vient d'un autre vil-

Natif de Strasbourg, William Dieterle s'y connaît suffisamment en gothique pour réussir cette adaptation de Hugo en restant plus proche de Gustave Doré que de Cecil B. De Mille. Charles Laughton est magnifique en Quasimodo et l'Esmeralda celtique de Maureen O'Hara irrésistible.

Américain, 1938, noir et blanc (1 h 34).

L'impossible M. bébé et Indiscrétions nous avaient caché cette brillante comédie de Georges Cukor. *Holiday* prouve une fois encore l'amour du cinéma pour les femmes, qu'il dirige avec humour, et son goût pour les numéros de coupe loufoques, divinement interprétés par Katherine Hepburn et Cary Grant, ses deux clowns fétiches.

VO : Action Christine, handispée, 8^e (43-28-11-30).

Husbands

de John Cassavetes, avec Ben Gazzara, Peter Falk, John Cassavetes, Jenny Russell, Jenny Lee Wright, Américain, 1970 (2 h 20).

L'art de Cassavetes est de savoir faire durer les scènes jusqu'à ce qu'il se passe quelque chose. Ça ne marche pas toujours. Ici, cette virtuosité nocturne pour trois quadragénaires s'éternise et les trois quarts du temps les acteurs (y compris Cassavetes) ont l'air de se demander ce qu'ils pourraient bien inventer pour faire avancer les choses.

Les Trois Luxembourg, 8^e (48-33-57-77).

Quasimodo

de William Dieterle, avec Charles Laughton, Maureen O'Hara, Thomas Mitchell, Américain, 1938 (1 h 57).

Voir photo légendaire.

Action Christine, 8^e (43-28-11-30).

La sélection cinéma

a été établie par Collette Codard, Blanche Mathien et Thomas Sotinel.

Ballet Bolshoi

PIREUR ARTISTIQUE YURI GRIGOROVICH

Soirées : 20 h 30 les 14, 15, 16, 19, 20 et 21 déc.
Matinée : 15 h le 17 décembre

PRIX DES PLACES :

1^{re} catégorie : 330 F 4^e catégorie : 130 F
2^e catégorie : 270 F 5^e catégorie : 70 F
3^e catégorie : 210 F + 10 F par réservation

LOUEZ DÈS MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE À L'AIDE DU BON DE RÉSERVATION C-CONTRE
(Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée)

RENSEIGNEMENTS : 49.52.01.99

BON DE RÉSERVATION à retourner au :
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
15, avenue Montaigne, 75008 Paris

Nom _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

INDIQUER CI-DESSOUS 3 DATES ET JOURS DIFFÉRENTS		NOMBRE DE PLACES	PRIX UNITAIRE	TOTAL
DATES	JOURS			
1 ^{re} DATE	A			
2 ^e DATE	A			
3 ^e DATE	A			

C-Contre règlement de F. ou par chèque bancaire ou postal à l'ordre du THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des lettres.

THÉÂTRE

SPECTACLES
NOUVEAUX**Le Chemin solitaire**
d'Arthur Schnitzler,
mise en scène
de Luc Bondy,
avec André Dussollier.

Encore une création de qualité proposée par un Festival d'automne grand cru. Où il faudra absolument retrouver Luc Bondy — dont on se souvient du beau *Conte d'hiver* — en compagnie d'excellents comédiens pour un texte d'Arthur Schnitzler adapté par Michel Butel — un gage de qualité.

Théâtre Rameau-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8. A partir du 10 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-58-08-50. 120 F et 180 F.

Coup de sang

d'Eric Darty,
mise en scène
de Gilbert Houaïra.

C'est la rentrée à la Bastille qui a su en quelques années inscrire dans le circuit du bon théâtre hexagonal de création. En voici une nouvelle, œuvre collective d'un groupe qui fait partie de ce qu'on pourrait appeler la « famille » Bastille. A découvrir.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-57-42-14. 70 F et 90 F.

Crime et Châtiment

de Dostoevski,
mise en scène
de Paul-Emile Debever,

avec Michel Duchaussoy,
Christiane Minazzoli
et Fabrice Eberhard.

Un auteur classique, un metteur en scène qui ne fust pas moins, et une distribution où l'on retrouve avec plaisir Michel Duchaussoy et Fabrice Eberhard, qui devaient interpréter à merveille les personnages bizarres de cette pièce noire.

Théâtre de Boulogne, 60, rue de la Belle-Peuvre, 92000 Boulogne. A partir du 7 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-03-90-44. Durée : 3 heures. De 80 F à 110 F.

**Dans la nuit
la liberté**

d'après Frédéric Dard,
d'après Hesse.

protégé d'Alain Decaux,
avec Maurice Barrier,
Paul Le Person
et Jean Negrin.

La nouvelle superproduction de Robert Hossein, qui s'empare en compagnie de Frédéric Dard de la période la plus sombre de l'histoire contemporaine pour un hymne à la Résistance dont le musée parait l'événement. Belle distribution, à nouveau.

Palais des Sports, porte de Versailles, 16^e. A partir du 4 octobre. Les mercredi et samedi à 15 heures, les vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures et 18 heures. Tél. : 46-28-40-90. De 105 F à 240 F.

Dérives

de Philippe Genty,
mise en scène
de l'auteur,

avec la compagnie Philippe Genty.

Le nouveau spectacle de l'un de nos créateurs les plus singuliers. Quand de drôles d'objets se mettent à bouger, de belles images s'élaborent par l'entremise de manipulations virtuoses, Philippe Genty n'est pas loin. Une coproduction du Théâtre de la Ville, qui accueillera en décembre dans sa grande salle.

CAC Les Gémmeux, 48, av. Clemenceau, 92000 Nanterre. A partir du 6 octobre. Les mercredi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 46-61-36-67.

**Les Deux Voies de
Jean Cocteau**

de Silvia Montfort,
mise en scène
de Silvia Montfort,

avec Silvia Montfort,
Georges Bouffé
et Krasimir Stoychev.

Investissement total de l'une des grandes dames de la scène pour un hommage poétique et musical à un homme dont l'œuvre décidément vieillit bien, mieux qu'on ne le disait il y a peu encore.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2^e. A partir du 5 octobre. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19. Durée : 1 h 15. 35 F et 45 F.



NUTTWALL

**Flagrant Délit
de mensonge**

de Patrice Bigel,
mise en scène
de l'auteur.

Retrouvailles avec une compagnie qui, hors pistes, marie théâtre, musique et danse pour une recherche qui nous a déjà séduits à plusieurs reprises. Bigel devrait raffermir pour l'occasion sa recherche presque unique, à ce niveau, dans nos théâtres.

Artistic-Athévain, 45, rue Richard-Lenoir, 11^e. A partir du 10 octobre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, les samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-38-02. Durée : 1 h 30. De 80 F à 180 F.

Horace

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Brigitte Jacque.

Brigitte Jacque — qui avait magnifiquement réalisé *Elvire Jouvet 40* — poursuit son travail sur Corneille après un *Sophonisbe* qui n'avait pas fait l'unanimité. Si elle ne maîtrise pas encore tout à fait la direction d'acteurs, elle est cependant l'une de nos plus clairvoyantes lectrices de textes.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e.

A partir du 4 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-51-15. De 60 F à 120 F.

Pièces détachées

d'Alan Ayckbourn,
mise en scène
de Bernard Murat,

avec Gérard Laroche,
Nicole Calais
et Marie-Anne Chazel.

Importation d'un succès de l'un des maîtres du boulevard anglais pour les débuts sur une grande scène de Gérard Laroche secondé par la savoureuse Marie-Anne Chazel.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2^e. A partir du 7 octobre. Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-36-23. De 50 F à 230 F.

**Point de feu
sans fumée**

de Julien Vernet,
mise en scène
de Jean-Paul Tribout,

avec Randa Saint-Cyr
et Armand Mestral.

Sans rien savoir du texte ni de la mise en scène, on a quand même envie de se rendre à Edouard-VII pour rejoindre l'une de nos actrices les plus incroyablement énergiques, qui se joue du temps avec un brio étonnant. Vive Randa Saint-Cyr!

Edouard-VII - Sacha-Guitry, 10, place Edouard-VII, 8^e. A partir du 7 octobre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le samedi à 16 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-57-48. Durée : 2 h 15. De 120 F à 210 F.

**La vie que je t'ai
donnée**

de Luigi Pirandello,
mise en scène
de Michel Dumoulin,

avec Maria Caserini
et Monique Chenucci.

L'un des plus beaux personnages tragiques de Pirandello interprété par l'une de nos plus grandes tragédiennes, sinon la plus grande, Maria Caserini et Donna Anna sous la direction d'un de nos hommes de théâtre les plus intelligents. Un grand rendez-vous.

Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Capucines, 17^e. A partir du 10 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 43-67-23-23. Durée : 1 h 30. De 80 F à 180 F.

**Vous qui habitez
le temps**

de Valère Novarina,
mise en scène
de l'auteur,

avec Michel Baudouin
et Anne Wiazemsky.

La nouvelle pièce de Valère Novarina, l'un de nos auteurs actuels les plus intéressants, créée avec succès lors du dernier festival d'Avignon. Plutôt qu'un spectacle, *Vous qui habitez le temps* est une succession de prises des paroles succédées, alambiquées, savoureuses, tourmentées de l'auteur dans laquelle s'illustrent sur scène Michel Baudouin et l'une des candidates au Goncourt 89, la singulière Anne Wiazemsky.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-57-42-14. 70 F et 90 F.

SÉLECTION

La Célestine

de Fernando de Rojas,
mise en scène
d'Antoine Vitez,

avec Lambert Wilson,
Jeanne Moreau
et Jean-Luc Bouillon.

Jeanne Moreau en entremetteuse sublime, non seulement entre l'innocence et la chair, le sexe et l'argent, mais aussi entre l'enfer et le paradis, au pied d'un escalier vertigineux sur lequel commencent une poignée d'êtres antagonistes, prostituées, princes, voyous pour une vision claudienne de l'œuvre de Rojas.

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Paul-Chaudat, 6^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 57 F à 180 F.

Labiche, l'auteur le plus français du XIX^e siècle, joué en allemand et mis en scène par Klaus Michael Grüber, qui ne nous a pas habitués au vaudeville, cela donne de l'Affäre, un bijou de comédie irrésistible. Inutile de réviser son allemand, on comprend tout.

L'Affaire de la rue de Lourcine

d'Eugène Labiche,
mise en scène
de Klaus Michael Grüber.

Voir notre photo légendée.

Opéra-Comique - Salle Favart, 5, rue Favart, 2^e. Du mercredi au samedi à 30 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-36-36-94. De 50 F à 100 F. Dernière représentation le 5 octobre.

Lapin-chasseur

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Jérôme Deschamps.

A table ! Revolté le lapin très digeste mitonné par Jérôme Deschamps pour ses comédiens hors pair et les amateurs de grande bouffe burlesque. Quand un restaurant explose en théâtre de l'absurde, du grotesque, de l'acrobatie et de l'inquiétant. L'acrobatie et l'inquiétant se nichent plutôt chez cuisines, l'absurde et l'inquiétant côté restaurant. A vous de choisir ce par quoi commencer.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 47-27-51-15. Durée : 2 h 50. De 60 F à 130 F. Dernière représentation le 5 octobre.

La Mort de Danton

de Georg Büchner,
mise en scène
de Klaus Michael Grüber,

avec André Marcon.

Dans le très beau décor de Gilles Ailland et Eduardo Arroyo apparaît un Danton d'anthologie interprété superbement par André Marcon. D'autant que la mise en scène, entre fétat et noirceur, est signée par un des meilleurs metteurs en scène européens d'aujourd'hui. Le sommet de la rentrée théâtrale.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 1 h 30. De 90 F à 120 F.

Cidipe tyran

de Sophocle,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,

avec Aurélien Recoing.

Lecture controversée de Sophocle, le premier des trois spectacles de Jean-Pierre Vincent, créé à Avignon en juillet, frappe par les partis pris anachroniques de l'adaptation, des décors, des costumes et du jeu. De toutes les façons, un travail qui remue les spectateurs.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 90 F à 120 F.

Les Palmes de M. Schertz

de Jean-Noël Ferrière,
mise en scène
de Gérard Calabod.

Dans le peloton des créations de cette rentrée sur les boulevards, ce spectacle de Gérard Calabod se détache nettement. Texte amusant et très bien ficelé, interprétation souvent remarquable, mise en scène et décors à l'avant, un excellent moment qu'il faut s'en aller partager.

Mathurina, 38, rue des Mathurins, 8^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-66-90-00. Durée : 2 heures. De 60 F à 200 F.

Une saison au Congo

d'Alain Césaire,
mise en scène
de Mohamed Elmaghrabi.

L'hommage rendu lors du dernier Festival d'Avignon à l'un de nos plus grands poètes et penseurs contemporains trouve un juste et remarquable prolongement à Paris avec la présentation de cette œuvre créée au Festival de Fort-de-France, fresque épique racontant le destin tragique du leader nationaliste congolais Patrice Lumumba.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Bran, 20^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-80. Durée : 2 h 45. 100 F et 130 F.

RÉGIONS

Caen

Dialogues d'exilés

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-Yves Lacomme, avec Jean-Marie Frinot, Michel Dubois.

Les deux piliers de la Comédie de Caen sur la même scène pour des dialogues qui furent inspirés à Brecht par son exil de l'Allemagne nazie et son séjour en Finlande.

Comédie de Caen, 32, rue des Cordes, Du 10 au 28 octobre à 20h30 mardi, vendredi et samedi, à 19h30 mercredi et jeudi. Tél. : 31-47-39-00. Durée : 1 h 20. De 70 F à 90 F.

La Rochelle**Karamazov**

d'après Dostoevski, mise en scène d'Antoine Fiechter, avec Marc Barman.

Un tandem de cœur et de goût pour une adaptation qui devrait être sensible, belle et, pour l'occasion, musicale d'un chef-d'œuvre.

Théâtre de la Mer. Du 4 au 7 octobre à 21 heures. Tél. : 48-50-57-57. Durée : 2 h 15. De 80 F à 70 F.

Lille**Les Femmes Confidantes**

de Molière, mise en scène de Gilles Ailland, avec Jean Lemaire, Romane Wladarsky et Sophie Bouillon.

Reprise d'un spectacle créé l'an passé par le directeur de

la Salamandre avant une tournée dans toute la France suscitée par l'accueil très chaleureux du public et des professionnels lors de sa création. Un grand Bouffon.

Théâtre Roger-Salengro, jusqu'au 14 octobre à 20 h 30. Matinée le 8 à 16 heures. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 2 heures. De 75 F à 95 F.

Lyon**Le bal de N'Dinga**

de Tchicaya U T' Sè, mise en scène de Gabriel Garros, avec Pascal N'Zonzi, Marius Yakolo.

Un petit spectacle en forme de complainte de la liberté qui a connu un immense succès et nous a permis de découvrir un grand auteur africain. Superbe!

Théâtre de Lyon, Du 5 au 7 octobre à 20 h 30. Tél. : 78-38-57-57. Durée : 1 h 40. De 60 F à 80 F.

Villeurbanne**L'Affaire de la rue de Lourcine**

Voir notre photo légendée.

d'Eugène Labiche, mise en scène de Klaus Michael Grüber.

TNP. Le 10 octobre à 20 h 30, le 11 octobre à 19 h 30. Tél. : 78-02-30-30. Durée : 1 h 10. De 75 F à 110 F.

DANSE

Paris**Douglas Dunn**

Au début des années 80, Douglas Dunn voulait que le mouvement lui-même fasse tout. Il nous dit revenir aujourd'hui à un travail moins ouvertement chorégraphique, plus varié et faisant appel à l'expression théâtrale.

Centre Georges-Pompidou. Le 5 octobre à 21 heures. Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 75 F.

Vertigo Danse

La jeune danse caennaise est presque aussi effervescente que la française ; la chorégraphe Ginette Laurin y pousse au premier plan. Un leitmotiv parcourt son œuvre : le duo amoureux, le corps à corps érotique et sensuel, parfois tendre et parfois cruel. Les amants suspendus de Chagall et le fon de Ducloux ont de quoi l'inspirer.

Centre Georges-Pompidou. Les 4 et 5 octobre, à 20 h 30 ; le 6 octobre à 19 h 30. Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 75 F.

Nederlands Dans Theater

Le deuxième programme, *L'enfant et les sortilèges*, de Jiri Kylian, a déjà remporté un grand succès au Théâtre de la Ville en 1987. *Arenal*, de Nacho Duato, disciple de Kylian, et une création de l'imprévisible Hans Van Manen complètent ce programme.

Théâtre de la Ville. Les 4, 5, 6 et 7 octobre, à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 85 F à 145 F.

Marseille**Régine Chopinot**

L'univers de la boxe transposé dans la danse avec un sens théâtral aigu. Une grande réussite.

Palais des sports de Marseille. Les 6 et 7 octobre, à 20 h 45. Tél. : 91-98-28-98. 100 F.

Lille**Claude Brumachon**

Brumachon, triple lauréat du Concours de Bagnolet 1988, est l'un des jeunes chorégraphes actuels qui comptent. Il célèbre ici « la femme mythique, sensuelle et symbolique, intouchable et désirée, magnifiée par l'amour courtois ».

Hospices Contance de Lille. Le 6 octobre, à 20 h 30. Tél. : 20-78-12-02. 95 F.

La sélection théâtre a été établie par : Olivier Schmitt.

Danse : Sylvie de Nussac.

M.C. 93 BUBIGNY

Maréchal Arditi

DOM JUAN

48 31 11 45
27 SEPT. - 31 OCT.

AGIE

8 Octobre - 31 Décembre

THÉÂTRE DE LA HUCHETTE

L'impression du Palais Royal

de Jean Cocteau

Loc: 43.26.35.99

INAUGURATION

ORGUE A SAINT-EUSTACHE

ANDRÉ FLEURY

Franck, Tournemire, Vienne, Fleury

Jeudi 12 octobre 1989 - 20h30

Places : 100 F et 90 F - Tarif réduit : 70 F

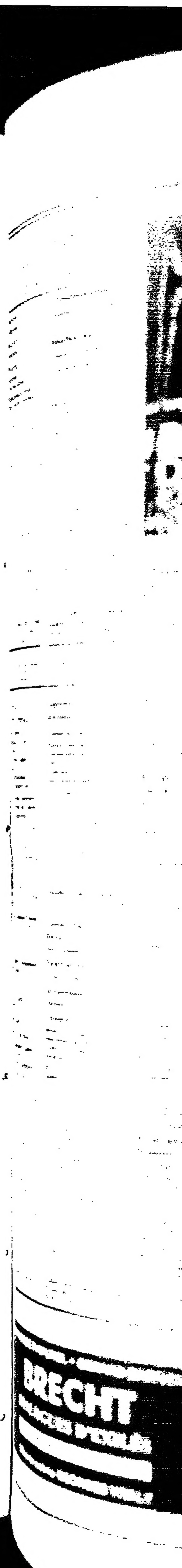
Location : 3 PNAC - AGENCES - ECHANGES EUSTACHE

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

هذا من الأصل



MUSIQUES

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Haydn
Symphonie n° 100
Mozart
Symphonie n° 40
Dvorak
Symphonie n° 8
« Mon cœur s'élève »
Staatskapelle de Berlin, Otmar Sutner (direction).

Comment s'appelle la salle de l'Opéra-Bastille ? Bien, si l'on en juge par les premiers concerts qui y furent donnés. Mais dans le domaine de l'acoustique, il faut toujours se méfier des premières impressions : lorsque la salle Pleyel fut rénovée, les applaudissements fusèrent. On sait aujourd'hui ce qu'il en est : à certaines places, l'écho est tel que l'on entend deux fois certains instruments ; à d'autres, il est impossible de les localiser. Quant au Théâtre des Champs-Élysées, sa rénovation « à l'identique » n'a pas évité que le son devienne bien trop sec. Préférer donc pour la Bastille.

Les 7 et 8, Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 180 F.

Chostakovitch
Quatuor n° 7 op. 108 et 8 op. 110
Beethoven
Quatuor n° 7 op. 69
Quatuor Borodine.

Premier d'une série de quatre, ce quatuor des Borodine associe les 7^e et 8^e Quatuors de Chostakovitch au 7^e Quatuor « le premier des Rasoumovsky » de Beethoven. L'époque à laquelle nous vivons ne semble pas avoir de prise sur le jeu de ce quatuor soviétique. Ses musiciens jouent comme l'on jouait autrefois, avec ce mélange de perfection technique et de musicalité qui fait encore le prix des interprétations fort anciennes des Pro Arte, Capet, Busch, Vogt et autres Budapest. Les amateurs de musique de chambre se presseront au TCE (autres concerts, les 12, 14 et 19, même lieu, même heure).

Le 8, Théâtre des Champs-Élysées, 18 heures. Tél. : 47-20-36-57. De 30 F à 230 F.



Ray Barretto, Porto-Ricain de New-York, est l'un des pères de la salsa. Percussionniste, chef d'orchestre, il a joué avec les plus grands (Charlie Parker ou Tito Puente, les Rolling Stones ou Celia Cruz), il est l'un des meilleurs.

SÉLECTION PARIS

Mardi 4
Richard Strauss
Quatuor à cordes
Symphonie n° 4
« L'émotion » op. 72
Quatuor à cordes de la Bastille.

Composé en 1903, cette œuvre est l'un des chefs-d'œuvre de Strauss, mais, vraiment, était-il utile de programmer une œuvre symphonique si peu inspirée de Richard Strauss, le soir où l'on joue les sabbats de Wagner ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-57. De 70 F à 180 F.

Dutilleul
Timbres, opéra, mouvement en la mine sol-mine

Chopin
Concerto pour piano et orchestre n° 1 op. 11

Beethoven
Symphonie n° 3 héroïque
Alexis Weissenberg (piano), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Alexis Weissenberg est un bien curieux pianiste en vérité. Lorsque l'on joue un passage lent, il maîtrise les paramètres (timbre, rythme, phrasé, tempo) d'un jeu admirablement conduit, mais, dès que la pression monte, le tempo s'emballa, la sonorité n'est plus contrôlée, les doigts dérapent. Accompagné par un orchestre, retrouverait-il cette sécurité qu'il semble avoir perdue lorsqu'il est seul face à son clavier ? Le 6 octobre, il laissera sa place à Raphaël Oleg, le jeune violoniste français qui monte.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ la 5). Tél. : 45-83-88-73. De 40 F à 180 F.

Samuel 7
Beethoven
Sextuor n° 2 op. 10
Schumann
Papillons op. 2
Chopin
Nocturne n° 1 op. 37
« Nocturne » op. 39
« Nocturne » op. 37
« Nocturne » op. 37
« Nocturne » op. 37

En bien non, Mieczyslaw Horszowski n'est pas à quatre-vingt-dix ans le doyen des pianistes en activité, il est battu par Celia Delavrance, une Roumaine de cent deux ans qui va bientôt donner un récital à Bucarest ! Mais Horszowski n'est pas un vieillard prodige. Il joue avec une simplicité parfois désarmante (il a quelque chose de Clara Haskil et de Paderewski). Arthur Schnabel disait de lui qu'il était « le pianiste le plus honnête » qu'il ait entendu. Venant d'un tel artiste le compliment n'avait rien de réducteur.

Théâtre des Champs-Élysées, 18 heures. Tél. : 47-20-36-57. De 40 F à 230 F.

Schubert
Sonate pour piano n° 18 op. 78
Wanderer Phantasie pour piano op. 15
Michel Dalberto (piano).

Michel Dalberto fête la sortie du premier volume de son intégrale des sonates de Schubert (Denon) en donnant un récital Schubert au Théâtre du Rond-Point. Bonne nouvelle. Qui joue Schubert avec un tel mélange de science et de poésie ?

Théâtre Rensaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-58-80-70. 80 F.

Mardi 10
Fauré
Nocturnes n° 1, 2 et 11
Liszt
Valse-impromptu
Deux Valses oubliées
Méphisto-Valse n° 1
Philippe Cassard (piano).

Ce jeune pianiste entretient des relations privilégiées avec l'univers schubertien. Comme Liszt, qui transcrivait ses lieder pour piano seul et adapta sa Wanderer Phantasie pour piano et orchestre, Philippe Cassard a choisi d'opposer des œuvres virtuoses de l'abbé à trois nocturnes de Gabriel Fauré, des pièces intimes, épurées et nobles. Une belle idée (le 8 octobre, à 15 h 30, il donnera un récital Schubert, Debussy, Liszt, à la ferme de Grand-Maisons, à Villepreux).

Musée d'Orsay, 12 h 30. Acclame avec le billet d'entrée au musée.

Lilla
Couperin
Les Trois Derniers Ordres ou Les Adieux
Blondine Verlet (clavier).

Blondine Verlet joue avec superbe, une certaine violence qui n'exclut pas la poésie, des musiques qui sous d'autres doigts ennuiant parfois au-delà du supportable.

Le 8, Église, 15 heures. Tél. : 21-57-26-27. De 40 F à 100 F.

Arras
Haydn
Sonate pour clavier H XVI n° 48 et H XVI n° 49
Mozart
Sonate pour piano KV 570
Dvorak
Sonate pour piano, Violoncelle et contrebasse
« Nocturne », « Sérénade », « Valse », « Scherzo », « Trio »
« Nocturne », « Sérénade », « Valse », « Scherzo », « Trio »
« Nocturne », « Sérénade », « Valse », « Scherzo », « Trio »
« Nocturne », « Sérénade », « Valse », « Scherzo », « Trio »

Le 4, Musée Saint-Vaast, 20 h 30. Tél. : 21-57-26-27. De 40 F à 100 F.

Fère-en-Tardenois
Oleg
Salle Holberg
Lekas
Adagio pour cordes
Sibelius
Pelléas et Mélisande
Mozart
Excellente Jubilée KV 165
Mozette (Hortus) (soprano), Stéfano Orsini (direction), Alain Paris (direction).

Le 8, Église, 17 heures. Tél. : 23-82-51-57. De 50 F à 80 F.

Ray Barretto
Le plus brillant des percussionnistes latino-new-yorkais. Un monstre des congas ; son et spectacle assurés. En club ? Une chance irrémédiable.

Le 6, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Henri Texier inédit
Quartet
Carte blanche à Henri Texier, à la nouvelle formule des vendredis du Soixante-Whit. Le superbe bassiste breton se présente en quartette, le 6 octobre, avec Gérard Marais, Aldo Romano et Tonolo. Après quoi, il annonce sept bassistes de poids, jusqu'au 15 décembre.

Le 4, Soex, Les Gémmeux, 22 h 30. Tél. : 46-61-36-57. De 60 F à 80 F.

Michel Portal
à Nancy
Un festival chasse l'autre. Celui de Nancy s'est fait une réputation par l'abondance, l'audace et le succès de sa programmation. L'ouverture est confiée au spécialiste du genre cet automne : Michel Portal. Qui s'en plaindra ?

Michel Portal aux 13^e Nancy Jazz Pedagogues, le 11 octobre. Tél. : 83-35-22-41.

Publications
Jazz de France et le Guide du Jazz en Ile-de-France, tous deux édités par le CENAM (Centre national d'animation musicale), répertorient cent cinquante formations françaises. Cinq cent quarante-huit musiciens notés. Description bilingue. Et, dans le Guide, tout pour savoir où apprendre, où enregistrer, où jouer. CENAM, 51, rue Vivienne, 75002 Paris.

RÉGIONS

Ambronnay
Gosse
Le Triomphe de la République
Noémie Rime, Véronique Goss (soprano), Bruno Boret, Jean-Paul Fauchecourt (ténor), Romane Biehoff, Philippe Cantor, Jean-François Gardel (baryton), Jérôme Correas (basse), Les Arts Vivants, William Christie (direction).

Révolutionnaire convaincu, Gosse dirigea la musique de la Garde nationale et composa pour diverses céré-

Le 8, Église, 17 heures. Tél. : 23-82-51-57. De 50 F à 80 F.

ROCK

Ray Lema

Par rapport à Sorry Bamba, le Zaïrois est à l'autre bout de la chaîne : il enregistre sur un grand label (Island) et est au bord de la célébrité en Occident. Ce qui n'empêche pas Ray Lema de rester un grand musicien africain.

Le 6, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. Location Free. 120 F.

Isaac Hayes

Le grand chanteur de Shaft avait annulé son dernier concert, espérons que cette fois sera la bonne. Même si ses derniers disques n'ont pas laissé d'impression durable, Isaac Hayes sera toujours une grande figure de la scène soul.

Le 6, La Cigale, 18 h 45. Tél. : 42-23-38-00. 120 F.

Sorry Bamba

Dans l'orchestre de ce Malien sont passés Mory Kanté ou Ali Farka Touré. Pourtant, chez nous, Sorry Bamba reste un inconnu, pour l'excellente raison qu'il n'a jamais joué sur scène en France. Lucarne comblée, et une nouvelle musique africaine à découvrir.

Le 7, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

The Stone Roses

Les Stone Roses sont-ils aussi fabuleux qu'ils l'affirment ? Leur disque était un grand moment de pop anglaise et conservatoire. Et sur scène ? Voilà la principale raison de ne pas rater cette première soirée du festival des Inrockuptibles. Les deux autres s'appellent LA's et Felt, les premiers marchant sur les brisées des Kinks les seconds tracent un chemin discret depuis quelques années sur la scène anglaise. Et le lendemain soir...

Le 7, La Cigale, 19 h 45. Tél. : 42-23-38-00. 120 F.

Marc Almond

Le lendemain, les sympathiques Inrockuptibles proposent : Edwyn Collins, ancien chanteur d'Orange Juice, responsable d'un bel album cette année ; The Beautiful South qui a réussi un tube de l'été gracieux Outre-Manche ; et enfin Marc Almond, dépravé professionnel et écrivain.

Le 8, La Cigale, 18 h 45. Tél. : 42-23-38-00. 120 F.

Transvision Vamp

Wendy et ses cobayes arrivent enfin. Et l'on saura si la pop vulgaire et séduisante de Transvision Vamp cache un soupçon de substance. Pourquoi pas ?

Le 7, Palais, 23 heures. Tél. : 42-46-10-57.

Paul McCartney

Voilà le Paul. Tout est bien préparé, on sait ce qu'il jouera (Got To Get You Into My Life et My Brave Face), presque ce qu'il dira entre chaque chanson, mais on y sera. Maintenant qu'irving Berlin est mort, les chances d'entendre des classiques de la musique populaire du vingtième siècle interprétés par leur créateur sont rares.

Le 9 et 10, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 43-46-12-21. 180 F.

Alain Bashung

Tiens, un novice à la Cigale. Bashung, l'album, fut celui des émotions retrouvées. Sur scène, Bashung retrouvera-t-il le chemin des débutants, loin de la violence de Play Bessures ou de la roulerie de Passé le Rio Grande.

Le 10, La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location Free. Virgin Magasins, Métal 3675 code LBE. 100 F.

La sélection « Musiques » a été établie par : Alain Lompech « Jazz » : Francis Marmande « Rock » : Thomas Sotinel

PHILIP MORRIS JAZZ BAND EN CONCERT

GRAND REX - PARIS
MARDI 10 OCTOBRE 1989 20 H 30



GENE HARRIS - Leader, piano - RAY BROWN - Bass - JEFF HAMILTON - Drums - HERB ELLIS - Guitar - JERRY DODGSON - Alto saxophone - JAMES MOODY - Tenor saxophone, flûte.

RALPH MOORE - Tenor saxophone - FRANK WESS - Tenorsaxophone, flûte - GARY SMULYAN - Baritone saxophone - URBIE GREEN - Trombone - JAMES MORRISON - Trombone - EDDIE BERT - Trombone.

PAUL FAULISE - Bass trombone - JOHNNY COLES - Trumpet - HARRY SWEETS EDISON - Trumpet - MICHAEL PHILIP MOSSMAN - Trumpet - JOE MOSELLO - Trumpet - ERNIE ANDREWS - Vocals.

PHILIP MORRIS

Locations: FNAC - Bercy, Grand Rex - Village Neapolitan, Rensselaersweg, 42.35.43.43

DOMINIQUE PATUREL • GERARD DARRIEU

BRECHT DIALOGUES D'EXILÉS

Au Lucernaire à partir du 4 octobre

Mise en scène GEORGES VITALY

SPECTACLE POÉTIQUE ET MUSICAL DE SILVIA MONFORT

Les 2 voix de Jean Cocteau

SILVIA MONFORT
GEORGES BOKOFF KRASSIMIR STOYTCHEV
Centre Georges Pompidou
Studio 5 tous les jours à 18h30 sauf Mardi
du 5 au 22 OCTOBRE 89

ARTS

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde de jeudi (désormais vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Les Architectes

de la liberté

Voir notre photo légendée.

Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél : 42-80-24-57. Du 10 h à 19 h. Du 4 octobre au 7 janvier.

L'invention

d'un regard

(1839-1918) :

c'est

cinquante

de la photographie

Coup d'envoi des nom-

breuses expositions qui vont

celebrer le cent-cinquante-

naire de l'invention de la

photographie, le Musée

d'Orsay présente 280 tirages

originaux de Nadar à Muy-

bridge, de Cameron à Degas

et de Fox-Talbot à Bonnard.

L'exploration, des origines à

1918, d'un art qui invente

immédiatement un langage

neuf et entretient avec la

peinture des relations riches

mais ambiguës.

Musée d'Orsay, Quai Anatole

France, Paris 7^e. Tél : 40-48-

48-14. Mercredi, vendredi,

mercredi de 9 h 45 à 18 h, jeudi

de 9 h 30 à 21 h 45, samedi,

dimanche de 9 h à 18 h.

Fermé le lundi. Du 4 octobre

au 31 décembre. 20 F (billet

joint) exposition musée :

32 F.

Saint-Germain-

des-Prés

1945 - 1950

« Il n'y a plus d'après à

Saint Germain des Prés... »

Les nostalgiques pourront se

recueillir devant les reliques

ou les œuvres des peintres,

sculpteurs, écrivains, poètes,

cinéastes, comédiens, musiciens

qui ont fréquenté les

bars et arpenté les parcs

de ce quartier aujourd'hui

voûté au tourisme.

Pavillon des Arts, 101, rue

Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél : 42-

39-52-50. Tous les jours sauf

lundi et jours fériés de 11 h 30

à 18 h 30. Du 5 octobre au

7 janvier.

SÉLECTION PARIS

Eva Aeppli

L'œuvre d'une étrange

artiste suisse, qui dessine au

fusain des figures venues

des ténèbres, brode des

tableaux symboliques,

conçoit des groupes de per-

sonnages en tissu tombés de

la lune, consulte les astres et

les tarots. Une rétrospective.

Centre culturel suisse, 32, rue

des Francs-Bourgeois, Paris

3^e. Tél : 42-71-44-50. Tous les

jours sauf lundi et mardi de

13 h à 19 h. Jusqu'au

26 novembre.

Archéologie

de la France,

trois ans

de découvertes

Une grosse exposition que

l'on préparait depuis cinq

ans et qui mobilise tous les

étages des galeries nation-

ales du Grand Palais. On

3000 objets choisis parmi

des millions de vestiges

trouvés depuis les années 50

à travers l'Hexagone vont

nous rappeler notre histoire,

du paléolithique aux temps

modernes. Et faire comme si

tout était parfait dans le

microcosme de l'archéologie

française.

Grand Palais, galeries nation-

ales, av. W.-Churchill, pl.

Clemenceau, av. Gai-

Elmendorf, Paris 8^e. Tél : 42-

89-54-10. Tous les jours sauf

lundi de 10 h à 22 h, mer-

credi jusqu'à 22 h. Jusqu'au

31 décembre. 32 F, ass. :

21 F.

Alfred Courmes

Vingt-cinq peintures, dont

six des années 20 et 30, et

quelques dessins d'un artiste

inconnu, dont les images

provocantes ne manquent

pas de sel.

Centre Georges Pompidou,

salle d'art graphique, 4^e étage,

place Georges-Pompidou,

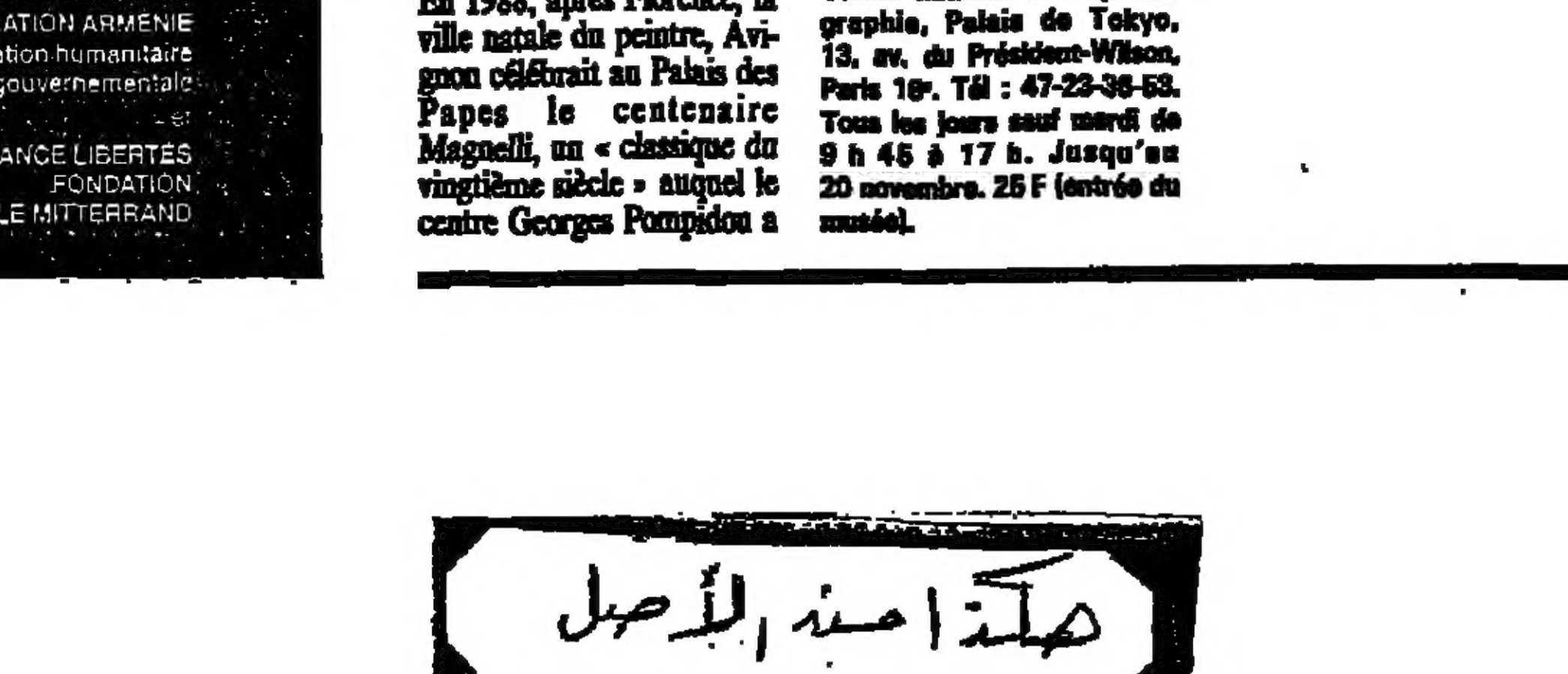
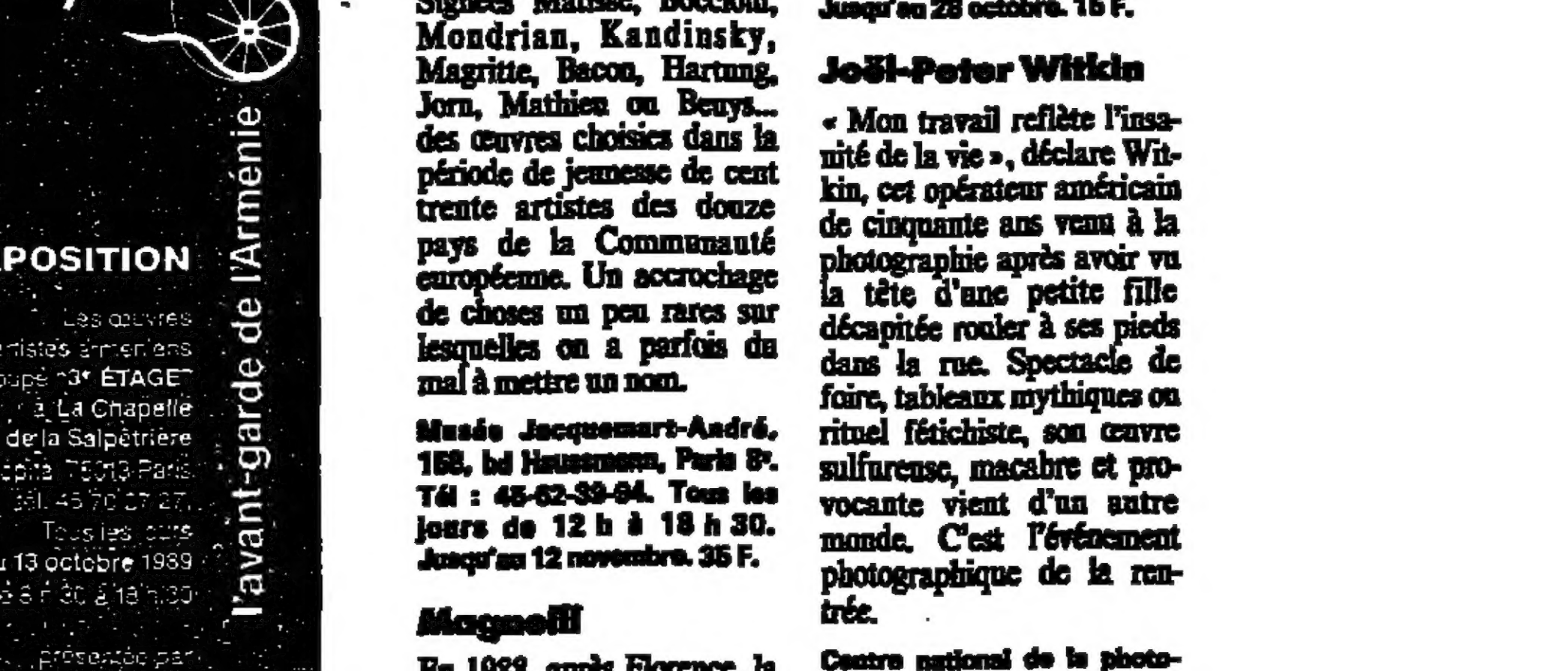
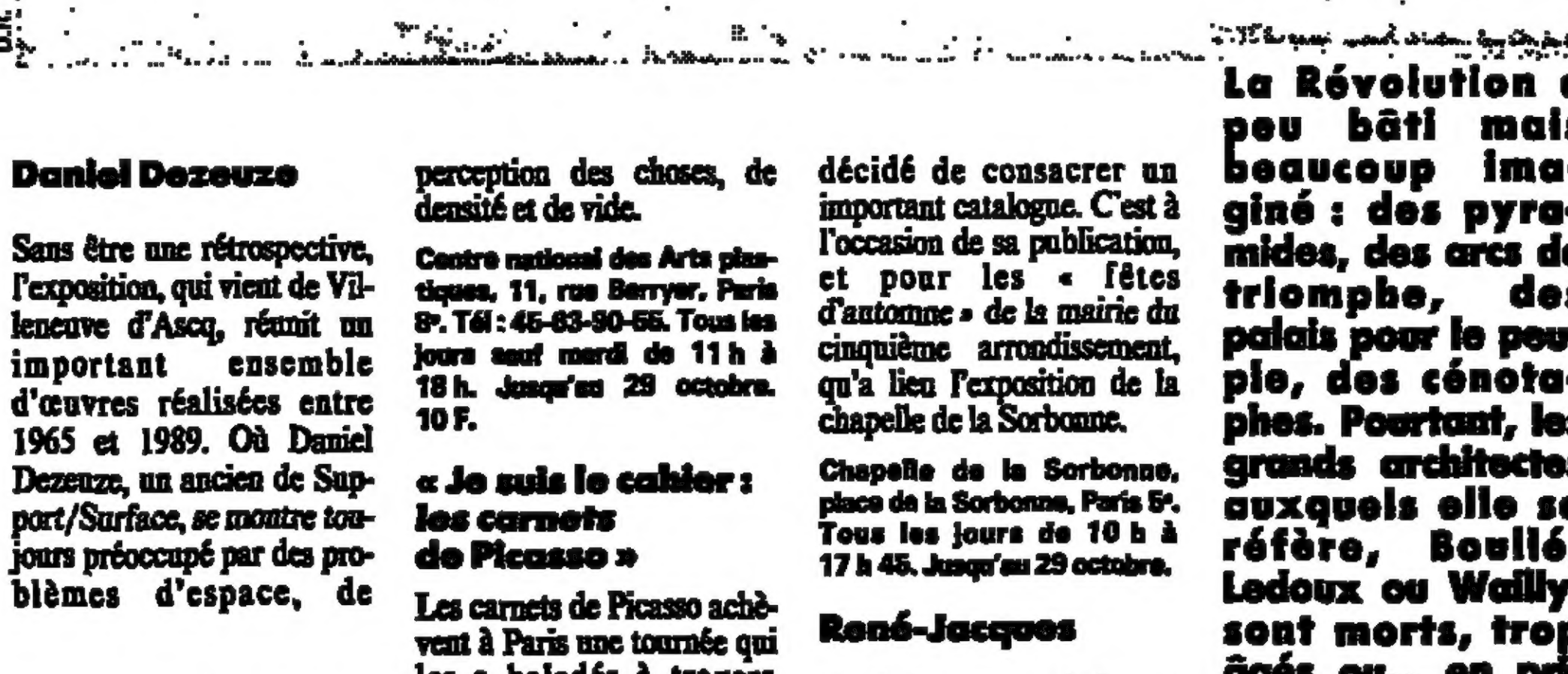
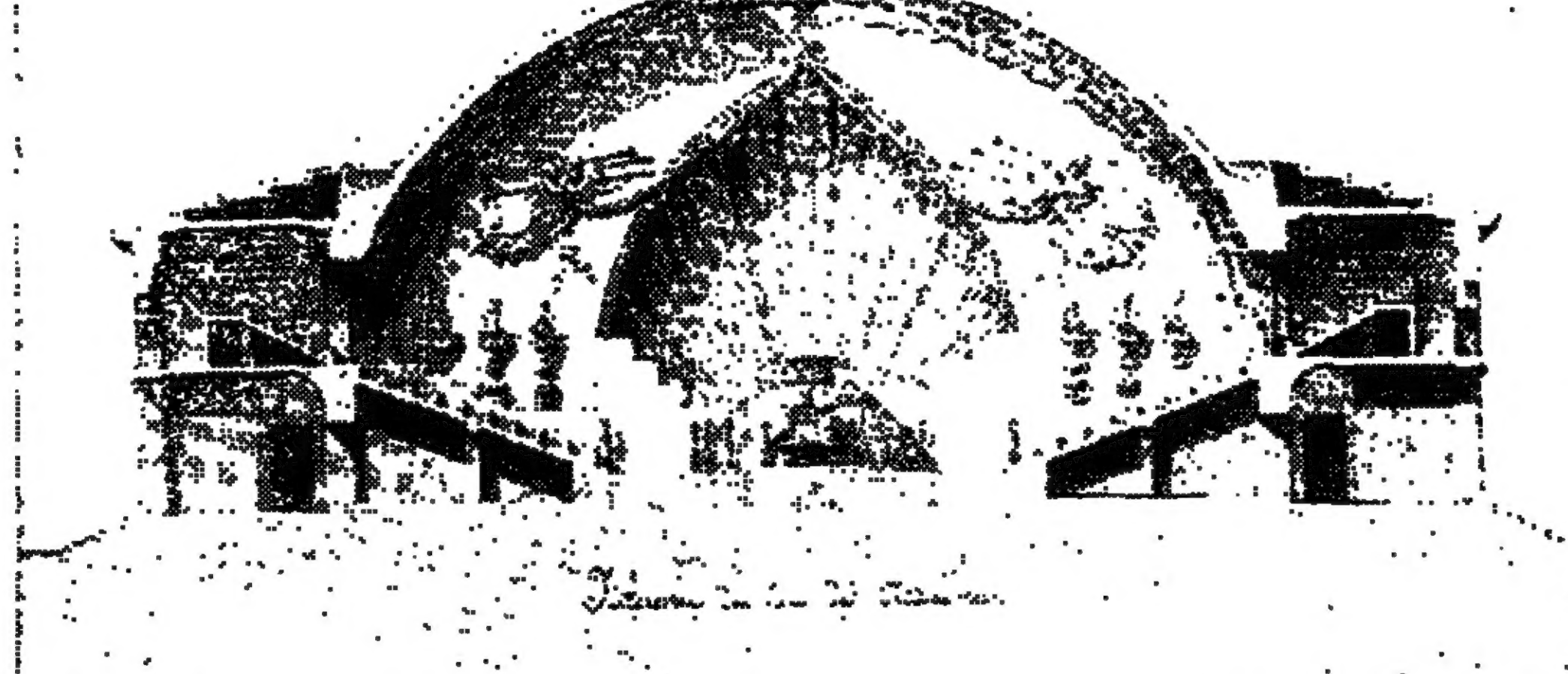
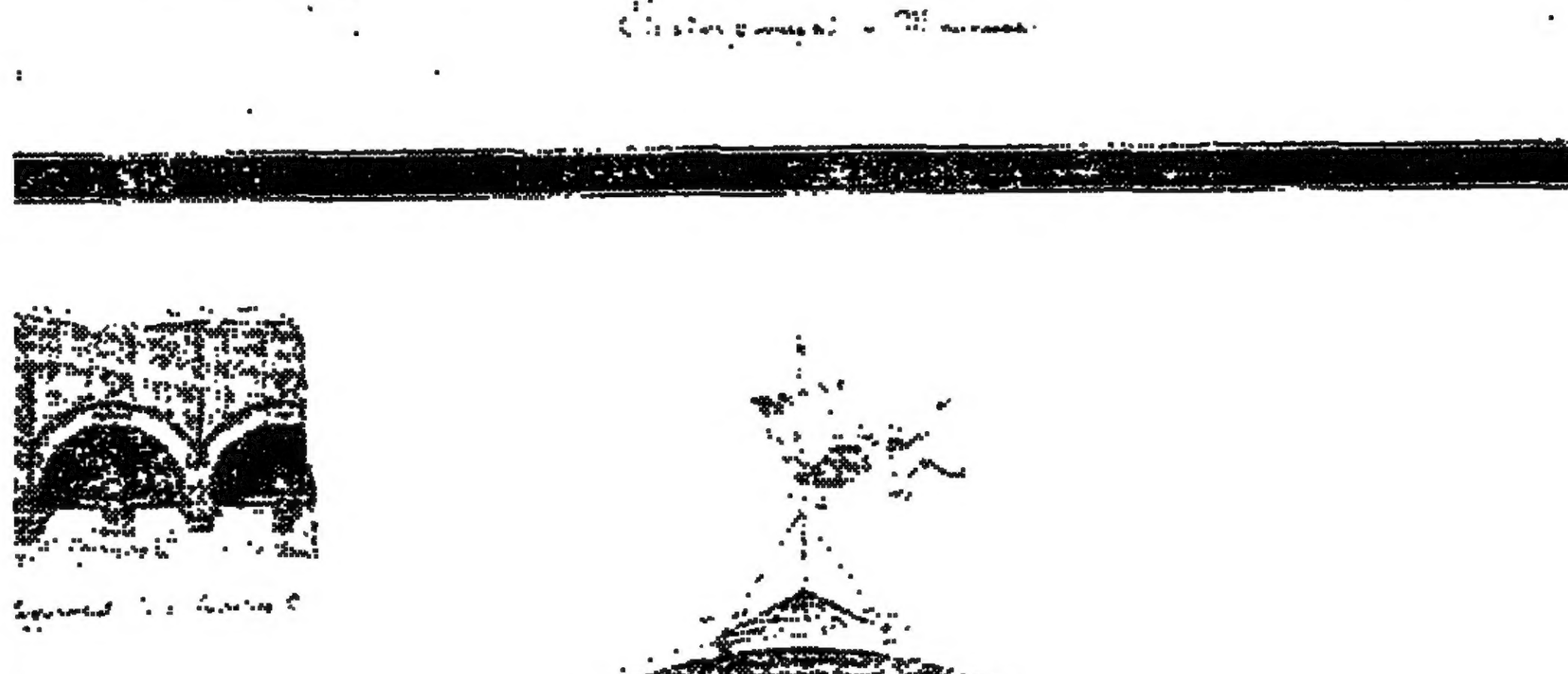
Paris 4^e. Tél : 42-77-12-33.

Tous les jours sauf mardi de

12 h à 22 h, samedi, dimanche

et jours fériés de 10 h à 22 h.

Jusqu'au 22 octobre.



Duchamp,

Mar Ray, Picabia

Trois des pères fondateurs

de l'avant-garde artistique

du vingtième siècle parai-

ent cette nouvelle galerie

qui vient d'ouvrir dans le

huitième arrondissement.

Galerie Montaigne, 36, ave-

nuce Montaigne, Paris 8^e. Tél :

47-23-32-35. Tous les jours

sauv dimanche et lundi de 11 h

à 19 h. Jusqu'au 23 novem-

bre.

Serge Ferat

On avait un peu oublié cet

artiste d'origine russe qui

fut très lié à Apollinaire.

C'est donc une bonne idée

de présenter un choix de ses

œuvres, en particulier de la

période cubiste. Une bonne

idée aussi de saisir cette

occasion pour évoquer la

revue Les Saisons de Paris,

que dirigeait le poète.

Galerie Michèle Heyraud,

79, rue Ordrempère, Paris 3^e.

Tél : 48-87-02-35. Tous les

jours sauf dimanche et lundi

de 11 h à 13 h et de 14 h à

19 h. Jusqu'au 21 octobre.

Fers

De Gonzalez à Tony Cragg

en passant par Calder, Caro,

Chillida, Judd, Picasso,

Stanislawski, Takis et bien

d'autres, une démonstration

convaincante de l'espace du

fer comme matériau à com-

poser noble parfois de la

sculpture au vingtième siè-

cle.

JGM Galerie, 8 bis, rue

Jacques-Callot, Paris 6^e. Tél :

43-28-12-06. Tous les jours

sauv dimanche et lundi de 10 h

à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

Jusqu'au 10 novembre.

RÉGIONS

Angers

Malaval

Paillettes et pastels de 1973

à 1980, les poudroisements

cosmiques qui ont peuplé les

jours et les nuits d'un peint-

re mal dans sa peau au

point de se donner la mort.

Nouveau Théâtre d'Angers,

12, place Louis-Imbach,

49100. Tél : 41-88-50-08. De

11 heures à 19 heures. Fermé

le dimanche. Jusqu'au 12

octobre.

Beaumont-

sur-Loc

Ton Grand

Le centre d'art contem-

porain de Vassivière prend

tourne et inaugure cet

automne la tour conique du

bâtiment conçu par l'archi-

tecte Aldo Rossi. A l'inté-

rieur, une demi-douzaine de

sculptures de Toni Grand,

réalisées depuis 1974.

Centre d'art contemporain de

Vassivière, Ile de Vassivière,

87120. Tél : 88-88-27-27. De

14 heures à 18 h 30 les ven-

dreles, samedi et dimanche.

Jusqu'au 29 octobre.

Beauvais

Thomas Couture

Cela fait des décennies que

l'on n'a pas organisé d'ex-

position autour de Thomas

Couture, pompierissime

peintre d'histoire, auteur

des Romains de la déca-

dence, qui trône au Musée

d'Orsay. Le Bicentenaire

aidant, le musée de Beau-

vais exhibe une de ses œu-

uvres majeures - 45 m² -

« l'Enrôlement des volon-

naires de 1792, et

80 tableaux de la même

veine célébrant la Patrie en

danger.

Musée de Beauvais. Ancien

palais épiscopal, 60000. De

10 heures à 12 heures et de

14 heures à 18 heures. Fermé

le mardi. Du 6 octobre au

31 décembre.

Belfort

Helmut

Middendorf

Esquisses, brouillons, pré-

parations, à côté de ses

tableaux sombres et

chargés, ce jeune ex-
pressionniste allemand berlinois

a exécuté une quantité de

dessins et d'aquarelles. Ce

sont ses œuvres sur papier

qui sont exposées.

Musée d'art et d'histoire,

Château, 90000. Octobre : de

8 heures à 12 heures et de

14 heures à 18 heures. Fermé

le mardi. Novembre : De

10 heures à 12 heures et de

14 heures à 17 heures, fermé

le mardi.

Colmar

Hartung

La jeunesse du peintre dans

les années 20, lorsqu'il

découvre les maîtres du

passé - Rembrandt, Hals et

Goya, - qu'il interprète

librement. C'est aussi à

cette époque qu'il entame

ses premières recherches

abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place

d'Unterlinden, 68000. Tél :

89-42-83-23. De 9 heures à

12 heures et de 14 heures à

18 heures. Jusqu'au 16 octo-

bre.

Grenoble

Helmut Federle

Quelques grandes composi-

tions fondées sur la droite,

les horizontales, les verti-

cales et les plans peints en

jaune et gris de ce Suisse

de quarante-cinq ans, très

fortement marqué par les